

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE

ET LA

Loi du 5 Novembre 1894

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 30 Mars 1898, à une heure et demie du soir

PAR

Constant BOLOT

Avocat à la Cour d'Appel

Lauréat de la Faculté de Droit

Sous la présidence de M. BAILLY, *doyen*.

Suffragants { MM. MONGIN, *professeur*.
TRUCHY, *professeur-adjoint*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILLIER

40, RUE DES FORGES, 40



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS

LES SOCIÉTÉS
DE
CRÉDIT AGRICOLE

ET LA

Loi du 5 Novembre 1894

LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE

ET LA

Loi du 5 Novembre 1894

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenuë le 30 Mars 1898, à une heure et demie du soir

PAR

Constant BOLOT

Avocat à la Cour d'Appel

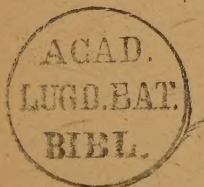
Lauréat de la Faculté de Droit

Sous la présidence de M. BAILLY, *doyen*.

Suffragants

MM. MONGIN, *professeur*.

TRUCHY, *professeur-adjoint*.



DIJON

IMPRIMERIE BARBIER-MARILIER

40, RUE DES FORGES, 40

LES SOCIÉTÉS
DE
CRÉDIT AGRICOLE
ET
la Loi du 5 Novembre 1894

INTRODUCTION

Depuis longtemps en France, la question du crédit agricole a préoccupé tous ceux qui s'intéressent au sort des cultivateurs. Les projets les plus divers y ont vu le jour. L'utilité principale qui en est résultée est qu'actuellement, tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'agriculture, comme toute autre industrie faisant des achats et des ventes, a besoin de crédit. On ne discute plus l'utilité du crédit agricole, on ne donne plus au paysan ce conseil d'antan « évitez d'emprunter » et l'on ne soutient plus que « c'est par l'économie et non par le crédit que le cultivateur doit se procurer des ressources. » Naturellement, il s'agit du crédit bienfaisant qui active la production.

Tout d'abord, le crédit est indispensable à l'agriculteur pour faire de la culture intensive qui sans doute est coûteuse, mais qui dans la plupart des cas est tellement rémunératrice, qu'elle lui permettra de supporter la concurrence étrangère et de triompher

de la crise actuelle. Le système de la culture scientifique a révélé les moyens de rajeunir en quelque sorte le sol et de lui donner une fécondité qu'on ne soupçonnait même pas. Les conditions de l'exploitation des terres se sont modifiées, l'outillage et les animaux nécessaires à la culture représentent un capital bien plus important qu'autrefois ; la culture de plus en plus intensive exige des avances considérables et hors de proportion avec les ressources courantes de l'agriculture. « La chimie, dit M. Baudrillart (1), transforme à la lettre la terre en un laboratoire et la terre-usine a pour conséquence inévitable l'agriculture-industrie. » Dans un livre sur le crédit agricole en Allemagne M. E. Le Barbier, ingénieur-agronome, s'exprime ainsi : « L'agriculteur est un industriel qui, à l'aide d'éléments chimiques qu'il exploite et de machines les unes animées, les autres inanimées, fabrique du blé, de la viande, des fruits, des légumes, etc... Pourquoi refuser à celui qui vend les bœufs les avantages que vous concédez sans discuter à celui qui vend la viande ? Pourquoi retirer à celui qui vend le blé des droits que vous reconnaissez à celui qui vend le pain ? Pourquoi celui qui élève des moutons, fabrique la laine, ne serait-il pas l'égal de celui qui la transforme en vêtements ? Et pourtant, il ne l'est pas pour certaines personnes encore qui lui refusent le droit au crédit, l'aide dont toutes les affaires se servent journellement. » L'emploi des méthodes nouvelles tend à rapprocher le cultivateur de l'industriel et du commerçant. En réalité les résultats produits sont surprenants. La culture intensive augmente la production,

(1) Baudrillart. Le crédit agricole. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juillet 1891.

et toute augmentation de production diminue le prix de revient. Plus on dépense par hectare cultivé, moins on dépense par hectolitre récolté. M. Lecouteux (1) indique quelques chiffres faisant ressortir éloquemment la différence des deux cultures.

FRAIS FIXES		
	Petite fumure	Fumure maxima
Loyer.....	45 fr. }	45 fr... }
Travaux de culture.....	43 fr. }	43 fr... }
Semences	46 fr. }	46 fr... }
	134 fr.	134 fr.
FRAIS VARIABLES		
Fumure	74 fr. }	148 fr... }
Récolte, battage, etc....	34 fr. }	56 fr... }
Frais généraux	52 fr. }	70 fr... }
	160 fr.	274 fr.
TOTAL des frais par hectare.	294 fr.	408 fr.
A déduire la valeur de la paille.	50 fr.	80 fr.
RESTE à reporter sur le grain..	244 fr.	328 fr.
Récolte à l'hect ^{re} (grain à l'hectol ^{re}).	14 hectol ^{res} .	28 hectol ^{res}
Prix de revient à l'hectolitre	17 fr. 42.	11 fr. 71.

A la séance de la Chambre des députés du 16 juin 1892, M. Méline indiqua les résultats donnés par quelques champs de démonstration dont la création est due à M. Gomot, ministre de l'agriculture, qui fonctionnent actuellement dans tous les départements et qui sont confiés à des agriculteurs ordinaires. La moyenne de 17 champs de démonstration du département des Hautes-Alpes, l'un des plus pauvres de la France, démontre qu'une somme de 273 francs consacrée à la culture de la pomme de terre a permis de réaliser un bénéfice de 140 francs. Pour l'avoine, avec une mise de fonds de 136 francs, on a produit 30 francs 50 centimes. Dans le département des Landes, une dépense de 92 francs pour le seigle a procuré un gain

(1) Lecouteux. Principes de la culture améliorante, page 68.

de 39 francs 60. Pour le blé, dans la Seine-Inférieure, 137 francs d'engrais ont rapporté 61 francs 45. Il est à remarquer toutefois que la culture intensive n'est réellement profitable qu'en temps prospère, c'est-à-dire lorsque les denrées ne sont point dépréciées. Pour reprendre l'exemple de M. Lecouteux, si, avec 328 fr., l'on parvient à produire 28 hectolitres de blé, le cultivateur sera suffisamment rémunéré s'il vend 15 francs ou 20 francs l'hectolitre, car en ce cas il réalisera 560 ou 420 francs. Mais si l'hectolitre ne peut être vendu que 10 francs, le paysan qui aura dépensé 328 francs n'en recueillera que 280 et courra ainsi à une ruine certaine. Le but du crédit agricole ne doit donc pas être de pousser l'agriculteur à une culture qui ne rapporterait point un bénéfice suffisant ; il est d'ailleurs bien certain que toutes les terres ne se prêtent pas à la culture intensive.

Le cultivateur a en second lieu besoin de crédit pour faire de la culture traditionnelle dans de bonnes conditions. On ne peut en effet cultiver sans capital d'exploitation. Les bestiaux sont nécessaires au paysan pour labourer sa terre et faire ses charrois, ils lui procurent les engrais les meilleurs ; ils utilisent ses pâturages, consomment ses pailles et ses foin. De même, il faut des charrues, des voitures, quelquefois des semences. Suivant les pays et les cultures, le cultivateur aura besoin de crédit pour se procurer ce qui lui manque, pour mettre en valeur ses fonds.

Sans crédit pour s'acheter du bétail, le paysan labourant avec un maigre attelage, alors qu'il lui en faudrait deux, cultivera mal ; il subira ainsi une perte considérable, faute de quelques capitaux indispensables pour féconder son travail. Quelquefois, pour cultiver des champs, l'agriculteur se procurera des

capitaux chez l'usurier, il les obtiendra alors dans des conditions telles qu'il serait préférable pour lui de ne pas recourir au crédit. D'autres fois, il achètera du bétail à crédit, en ce cas il ne pourra se montrer difficile ni pour la qualité ni pour le prix, ou bien il en recevra en cheptel à moitié, ce qui d'après des calculs autorisés assure au prêteur un bénéfice de 30 à 40 pour cent ; enfin il se décidera à vendre prématurément ses récoltes, ses blés par exemple, de suite après la moisson et par conséquent à un prix peu rémunérateur : avec du crédit il pourrait attendre en avril ou en mai, époque à laquelle le cours du blé est le plus élevé.

En résumé, le crédit, bien loin de ruiner le cultivateur, est un moyen de l'enrichir s'il est accordé à des conditions honnêtes. « Sans le crédit, dit le rapport de la commission agricole de 1866, l'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent tous les moyens d'accroître sa production et de diminuer ses frais. Sans le crédit, il ne peut le plus souvent, après sa récolte, attendre un moment favorable pour la livrer au commerce. Pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé, s'il ne veut pas se mettre à la merci de l'usurier des campagnes, de se défaire de sa marchandise en temps inopportun ; et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année, l'encombrement des céréales sur les marchés devient une cause bien connue de l'abaissement des cours... L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier, soit au point de vue de l'intérêt public auquel il est intimement lié. Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens d'acheter, en temps opportun et au meilleur marché possible, des outils, des

bestiaux et des engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques et alimenter les sources de la prospérité du pays. »

Si donc l'agriculteur réclame du crédit pour produire plus abondamment ou pour l'employer à un usage utile et avantageux, par exemple au développement de son capital d'exploitation, on peut le lui accorder, on doit même lui en favoriser l'obtention, car il est destiné à l'enrichir.

Et dans ce cas, le paysan peut payer le même taux d'intérêt que toute autre personne, il peut subir la loi du marché. On a dit souvent que l'agriculture ne rapportait que 2 ou 3 pour cent et que par conséquent le cultivateur ne pouvait payer que 1 ou 2 pour cent d'intérêt. Il y a là une erreur manifeste. Il existe en agriculture deux sortes de capitaux : le capital foncier et le capital d'exploitation. Le premier représente les fonds de terre, les maisons, les fermes, le second est l'instrument qui sert à la production. Il importe donc de distinguer entre le crédit agricole et le crédit foncier. « Le crédit foncier, dit M. Cauwès (1) dont l'opinion est généralement adoptée à cet égard, sert à constituer ou à augmenter le capital foncier ; le crédit agricole sert à constituer ou à augmenter le capital d'exploitation. » La terre, le capital foncier ne rapporte habituellement que 2 ou 3 pour cent (2) à son pro-

(1) Cauwès. Cours d'économie politique, 3^e édition, tome II, page 441.

(2) D'après des calculs fort minutieux reproduits dans le *Journal de la Société de Statistique* de janvier 1889, le pro-

priétaire, il est donc ruineux d'acheter de la terre à crédit à un intérêt supérieur à 2 pour cent.

Si le capital employé à acheter de la terre ne rapporte pas davantage, celui employé à la culture proprement dite « à la constitution et au développement du capital d'exploitation » produit le plus souvent bien au delà. Dans l'exposé des motifs de la proposition relative à la création de sociétés de crédit mutuel agricole, qui est devenu la loi du 5 novembre 1894, M. Méline indique que les fonds employés avec discernement peuvent rapporter de 15 à 20 pour cent de bénéfices. M. de Malliard, délégué du ministre de l'agriculture au congrès du crédit populaire tenu à Lyon en 1892, évaluait à 9 pour cent environ le revenu du capital d'exploitation dans une entreprise agricole bien conduite (1). M. Jeanneney (2) s'inspirant des résultats rapportés par M. Lecouteux dans son Cours d'économie rurale aboutit sensiblement à des résultats identiques. Il établit de la façon suivante le bilan d'un capital d'exploitation consacré à une culture en froment, l'une des moins productives actuellement.

priétaire dont le loyer est assuré par un fermier à prix d'argent avait en 1885 un revenu net de 2,44 pour cent. Depuis cette époque les fermages ont constamment baissé dans une proportion évaluée dans quelques parties de la France à environ 20 pour cent. Il est bon de rapprocher ce chiffre de celui des charges pesant sur la propriété immobilière. D'après M. Leroy-Beaulieu, citant des articles de M. le comte de Luçay, parus dans le *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France* (*Economiste français* du 17 juillet 1880) les fonds ruraux paient environ 30 pour cent de leur revenu, alors que la propriété mobilière ne supporte environ que 11,46 pour cent de charges. M. Méline, le 7 juillet 1896, lors de la discussion du budget, indique que l'agriculture paie 27 pour cent de son revenu et les valeurs mobilières 10 à 12 pour cent. Ces chiffres sont rigoureusement exacts.

(1) Compte rendu du congrès de Lyon, page 183.

(2) Thèse de doctorat, Paris 1889, page 14.

Dépenses :

	Fr.
Loyer et fermage du sol, 3 pour cent de la valeur vénale..	60
Contributions, prestations, charges diverses.....	8
Trois labours.....	65
Fumures (chargement, conduite, épandage et valeur d'achat)	150
Assurance des bâtiments, du bétail et de la récolte.....	15
Semences, chaulage et main-d'œuvre du semeur.....	35
Hersages, sarclages.....	20
Frais de moisson, coupe, bottelage et rentrée.....	30
Serrage, battage, criblage et conduite au marché.....	20
Entretien et amortissement de l'outillage et des animaux de travail.....	45
Intérêts du capital d'exploitation.....	30
TOTAL DES DÉPENSES.....	478

Recettes :

	Fr.
Vingt hectolitres de blé.....	400
Valeur de la paille.....	80
Valeur des fumiers en terre.....	50
TOTAL DES RECETTES.....	530

Bénéfice net 52 francs, c'est-à-dire 10,20 pour cent du capital d'exploitation et en y ajoutant les 30 francs portés pour l'intérêt : 16,20 pour cent du capital total.

En résumé, l'agriculture est sur le même pied que toute autre industrie. Elle peut faire un mauvais emploi de ses capitaux, si par exemple elle emprunte à 3 0/0 pour constituer ou développer son capital foncier ; elle peut en faire un emploi productif en constituant ou en développant son capital d'exploitation ; en ce cas, elle peut les payer aussi bien que n'importe quel autre emprunteur : sans cela la question du crédit agricole serait insoluble, car aucune combinaison ne peut permettre de se procurer de l'argent au-dessous du cours. Nous devons faire observer toutefois que les

organes distributeurs du crédit à l'agriculture devront faire tous leurs efforts pour le lui procurer aux meilleures conditions possibles, car à notre avis, aucune industrie ne supporte des charges aussi considérables et ne court des risques plus grands à raison des influences climatériques qui viennent trop souvent hélas ! détruire les prévisions les meilleures.

EXAMEN SOMMAIRE
DES
MOYENS PROPOSÉS AVANT 1894
POUR PROCURER
LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE

Les associations de crédit mutuel agricole
Les caisses de crédit coopératif en Allemagne

Si l'opinion des hommes compétents est unanime à reconnaître que le crédit peut être d'une grande utilité à l'agriculteur, les divergences commencent lorsqu'il s'agit de déterminer de quelle façon on peut efficacement le lui procurer.

I. On a songé tout d'abord à faciliter l'emploi des garanties réelles lorsque, comme cela a lieu dans la plupart des cas, celui qui demande du crédit a des biens. C'est dans cet ordre d'idées que fut votée la loi du 19 février 1889 restrictive du privilège du bailleur de fonds ruraux tel qu'il était établi par l'article 2102 du Code civil. On fit remarquer que la garantie accordée au propriétaire était exorbitante et qu'elle était de nature à écarter les prêteurs qui pourraient être tentés de mettre leurs capitaux à la disposition des fermiers. De même, dès 1856, on se préoccupa du moyen de faciliter la constitution du droit réel de gage par l'exemption sous certaines condi-

tions de la règle qui exige le déplacement de l'objet ou sa possession par le créancier. On évalue à plus de 15 milliards le capital mobilier possédé par les cultivateurs français. S'il leur était possible d'offrir en gage une partie de ces immenses richesses, ils obtiendraient très facilement du crédit. Malheureusement, l'article 2076 du Code civil est ainsi conçu : « Le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. » Or, le capital mobilier des cultivateurs ne peut être mis en gage, car il leur est nécessaire pour continuer leur culture ; un paysan ne pourra pas labourer s'il n'est point en possession de ses bœufs ; de plus, le capitaliste sera peu disposé, à cause de l'encombrement que lui causeraient ces objets, à les recevoir en gage. On se préoccupa donc de faciliter le « gage sans dessaisissement » dans le but de donner à l'agriculteur le crédit que lui procurerait la mise en gage de ses valeurs mobilières et cela sans le priver de la jouissance de ces objets. Le 20 juillet 1882, M. de Mahy, alors ministre de l'agriculture, adoptant les conclusions de la commission extraparlamentaire de 1880, déposait sur le bureau du Sénat un projet de loi qui, avec plusieurs autres réformes, autorisait la constitution d'un gage agricole sans déplacement. La nécessité de la tradition exigée par l'article 2076 était supprimée ; les meubles des agriculteurs pouvaient être valablement engagés sans déplacement par une simple consignation à domicile. Le privilège de l'article 2102 était accordé au créancier gagiste, indépendamment de sa mise en possession, quand le gage avait pour objet une récolte encore pendante, des produits récoltés, des coupes ordinaires de bois taillis ou de futaies régulièrement

aménagées dans l'année qui précède celle de l'abatage, des ustensiles agricoles ou des animaux, mais seulement lorsque ces ustensiles ou ces animaux avaient été attachés au fonds rural par un fermier, colon ou métayer (article premier du projet). La constitution du gage s'opérait au moyen d'une déclaration verbale faite devant le juge de paix du canton de l'emprunteur, assisté de son greffier. Enfin, pour que le privilège du gagiste soit opposable aux tiers, il fallait que l'acte constitutif du gage ou l'expédition de la déclaration verbale fût transcrite, sur un registre spécial, par le conservateur des hypothèques de l'arrondissement dans lequel était situé l'immeuble auquel se rattachaient les objets donnés en gage. La commission sénatoriale à laquelle fut renvoyé ce projet proposa tout d'abord d'étendre la faculté accordée aux agriculteurs à tous les gages constitués par les industriels et les commerçants. En outre, la convention de nantissement devait être constatée par un écrit notarié ou sous seing privé et enregistré, quelle que fût l'importance de la dette. De plus, au lieu d'exiger la publicité de l'acte au moyen de la transcription, elle était seulement rendue facultative. Le projet souleva de très vives critiques au Sénat, il fut attaqué avec énergie par M. Oudet et finalement on repoussa l'idée du gage sans déplacement : il ne resta de ce projet que les dispositions relatives à la restriction du privilège du bailleur et à l'attribution en cas d'incendie de l'indemnité d'assurance aux créanciers, qui constituèrent la loi du 19 février 1889. Le Sénat pensa que, lorsque l'agriculteur pourrait engager une partie de son matériel et que ce fait serait connu, son crédit serait très sérieusement atteint et que le remède serait pire que le mal. La plupart des dispositions conte-

nues dans le projet de loi de M. de Mahy modifié par la commission sénatoriale furent reprises par M. Antonin Proust et forment le titre premier d'une proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 25 octobre 1890.

II. — On essaya en second lieu de procurer du crédit à l'agriculteur qui emprunte ou qui achète, en facilitant contre lui les poursuites auxquelles le défaut de paiement à l'échéance donnera lieu. C'est dans ce but qu'on proposa souvent de *commercialiser* les effets à ordre souscrits par les cultivateurs non commerçants, pour procurer à ceux-ci le crédit plus grand qui résulte du recours possible à une procédure expéditive et simplifiée comme celle des tribunaux de commerce, sans avoir à attendre comme aujourd'hui cette commercialisation de l'endossement de l'effet par un commerçant ou un banquier. Le crédit, a-t-on dit souvent, et cela est fort vrai, est en raison directe de la négociabilité du titre de créance. D'après la législation actuelle, lorsqu'un cultivateur signe un billet à ordre, il ne peut être poursuivi à défaut de paiement devant la juridiction consulaire. La procédure lente et coûteuse de la juridiction civile, voilà, dit-on, la cause du discrédit attaché aux prêts agricoles. Au cas de non-exécution de ses obligations, on n'a pas contre l'agriculteur les moyens d'exercer une sanction rapide et peu onéreuse comme contre l'industriel ou le commerçant. Il est à remarquer d'ailleurs que si l'on commercialise les billets souscrits par des agriculteurs ou par tout individu non commerçant, ceux-ci ne seront pas nécessairement considérés comme des commerçants et soumis aux lois commerciales sur la faillite ; en effet, la législation sur la faillite n'est

applicable qu'aux véritables commerçants, à ceux qui font du commerce leur profession habituelle (article 1 du Code de commerce). La commercialisation des billets à ordre souscrits par les agriculteurs est une réforme à laquelle on n'a jamais fait d'objections bien sérieuses. Il ne faut pas toutefois exagérer les avantages que pourraient en retirer les cultivateurs, car si les engagements qu'ils souscrivent sont civils, il arrive presque toujours dans la pratique qu'ils sont endossés par un commerçant et par conséquent revêtus d'une signature commerciale : or, aux termes d'une jurisprudence constante, tout billet d'origine civile qui porte une signature de commerçant devient par ce seul fait commercial et soumis à la juridiction consulaire. Cette solution sera facilitée encore par la création des sociétés de crédit agricole depuis la loi du 5 novembre 1894. Ces sociétés étant commerciales, en endossant les billets souscrits par les agriculteurs, les rendront commerciaux. La réforme dont nous venons de parler figurait déjà dans les desiderata formulés par les commissions de 1856 et de 1866, elle prit place à côté du gage sans dessaisissement dans le projet de loi déposé par M. de Mahy au Sénat le 20 juillet 1882 et dont nous avons parlé plus haut (article 19 du projet). La commission sénatoriale en adopta le principe. Le titre IV du projet était ainsi conçu : « Tout billet à ordre, qu'il soit souscrit par des commerçants ou des non commerçants, pour affaires commerciales ou non commerciales, sera réputé acte de commerce et les tribunaux de commerce connaîtront de toutes les actions en paiement contre les signataires de ces billets. Toutefois, la souscription d'un billet à ordre ne suffit pas pour rendre applicables les dispositions du livre III du Code de commerce (relatif

à la faillite.) » Le projet de Mahy, adopté en principe par la commission sénatoriale, n'aboutit point, on le sait. M. Antonin Proust, dans sa proposition de loi déposée à la Chambre des députés le 25 octobre 1890, reproduisit dans le titre II de son projet l'article proposé par la commission du Sénat en 1882 et que nous venons de transcrire.

III. — Les diverses réformes que nous venons d'indiquer sont destinées à rendre le crédit plus accessible au cultivateur ; elles ne sont point suffisantes pour le lui procurer. Aussi, est-il nécessaire de favoriser la fondation et le fonctionnement de certaines institutions de crédit ayant pour but de mettre au service de l'agriculture les capitaux dont elle a besoin.

Les banques ordinaires du commerce ne peuvent servir aux besoins du crédit agricole. Tout d'abord, elles ne sont point suffisamment répandues. A la campagne il n'existe que quelques petits escompteurs. Ils se procurent de l'argent à un taux fort élevé et sont par suite amenés à faire payer trop cher les services qu'ils rendent à leur clientèle. Le paysan ne peut s'adresser à eux pas plus qu'à l'usurier. Quant au banquier de la ville voisine, il ne connaît pas l'agriculteur, il connaît seulement les commerçants qui vivent près de lui et avec lesquels il est en relation d'affaires continuelles. S'il ne les connaît pas, il se renseigne sur eux et fort facilement, car ils ont chaque semaine des effets de commerce à escompter. Ce banquier au contraire n'ira pas prendre de renseignements sur l'agriculteur qui aura peut-être besoin d'une petite somme une fois par an. Les frais de renseignements pourraient absorber tout le bénéfice à retirer de l'affaire et souvent encore ils seront inexacts, car il est

fort difficile d'obtenir du paysan des indications précises sur une personne de son village, s'il n'y a pas un intérêt quelconque. C'est ce qu'exposa très finement M. Méline lors des travaux préparatoires de la loi du 5 novembre 1894 dans la séance de la Chambre du 16 juin 1892 : « Si vous demandez, disait-il, d'une façon absolue à un agriculteur, s'il est à propos de venir au secours de son voisin, il vous répondra généralement que ce voisin est un très brave homme qui mérite qu'on fasse quelque chose pour lui. Si vous voulez obtenir la vérité toute entière de sa bouche, il faut qu'il ait un intérêt personnel à vous la dire ; il faut par conséquent qu'il soit engagé dans la réponse par sa responsabilité non seulement morale, mais encore pécuniaire ; il faut qu'il soit dans une certaine mesure, si petite qu'elle soit, la caution de l'emprunteur. »

D'un autre côté, une banque ordinaire ne recherche qu'une chose lorsqu'on vient lui demander de l'argent : l'emprunteur est-il solvable ? « Dans la limite de cette solvabilité, dit M. Durand (1), elle prêtera à l'agriculteur tout ce qu'il voudra, elle sera enchantée de faire beaucoup d'affaires, et elle se préoccupera beaucoup plus de distribuer des dividendes que de limiter le crédit à la mesure dans laquelle il peut être utile à l'emprunteur. » Tel doit cependant être le but des sociétés de crédit agricole. L'argent qu'elles prêtent ne doit être employé qu'à la constitution ou au développement du capital d'exploitation de l'agriculture sous peine d'être improductif et d'amener la ruine de l'emprunteur : l'emploi de l'emprunt doit être surveillé rigoureusement.

Deux autres considérations justifient encore la créa-

(1) Durand. Le crédit agricole, page 738.

tion de banques particulières de crédit agricole. La première, c'est qu'une banque ordinaire vit surtout de l'escompte des effets de commerce et que le cultivateur faisant la plupart de ses affaires au comptant, le papier agricole est très peu important. D'autre part, les banques ne peuvent prêter qu'à court terme, elles ne peuvent pas immobiliser leurs capitaux sans s'exposer à perdre tout crédit. Les prêts, l'escompte accordés par les banques ne dépassent jamais trois mois : ils sont inutilisables pour l'agriculture. Le crédit agricole ne peut être fait qu'à longs termes. Pour le papier commercial, les effets sont à 90 jours ; dans ce laps de temps un commerçant ou un industriel peut vendre sa marchandise et en toucher le prix. Pour le papier agricole, il en est autrement. Ce n'est qu'après neuf mois ou un an qu'on peut recueillir le produit des semences ou vendre le bétail qu'on a acheté. Certains auteurs (1) ont néanmoins soutenu que l'agriculture pouvait parfaitement s'accommoder des délais accordés au commerce. Sans doute, dit-on, l'opération à l'occasion de laquelle l'agriculteur a contracté une dette ne pourra être liquidée que six ou neuf mois en moyenne après l'emprunt, toutefois, à raison de la variété des cultures, dans la plupart des cas, il pourra se libérer avant l'époque de cette liquidation. C'est en septembre ou octobre qu'on laboure et qu'on achète les engrais : la vente des céréales n'aura lieu qu'en septembre suivant. En mars, l'engraisneur fait ses achats de bestiaux maigres pour les revendre six ou huit mois plus tard. Mais, entre les labours et la moisson, le cultivateur pourra vendre en février ou mars ses vins, en juin ses laines, en août ses foin et par

(1) Cf. notamment Touillon. Thèse de doctorat, page 237.

conséquent il lui sera possible de se libérer des emprunts qu'il a contractés, avant la vente de ses céréales. Cette opinion est absolument inexacte, car chaque région ne peut fournir dans des conditions avantageuses qu'un nombre fort limité de produits. Dans les pays vignobles, il n'y a pas de céréales ni de foin à vendre. Les vallées des fleuves et des rivières où se trouvent les plus grandes prairies produisent peu de céréales. Il est donc bien certain que le paysan ne peut souscrire d'engagement à trois mois. D'autre part, une banque ordinaire, ne prêtant que des capitaux confiés à vue ou à court terme, ne peut avoir en portefeuille beaucoup d'effets à plus de trois mois d'échéance. Pour résoudre ces diverses difficultés on a proposé de recourir :

1° A une banque centrale de crédit agricole.

2° A la Banque de France.

3° Aux associations de crédit mutuel.

I. — Création d'une banque centrale de crédit agricole.

L'expérience en a été faite et elle a été décisive à notre avis. A la demande de l'empereur et du gouvernement et par les soins des fondateurs du Crédit foncier de France, une société qui prit le nom de *Crédit agricole* (1) fut constituée le 16 février 1861 dans le but de fournir du crédit à l'agriculture. L'Etat lui accorda une garantie d'intérêts pendant les cinq premières années de son existence. L'article 2 des statuts déterminait les opérations du *Crédit agricole*. Il pouvait :

(1) Cf. sur l'historique de la Société du Crédit agricole : J.-B. Josseau. *Traité du Crédit foncier*, tome, II, pages 376 et suiv.

1° faire ou faciliter par sa garantie l'escompte ou la négociation d'effets ; 2° ouvrir des crédits ou prêter sur nantissement ou autre garantie spéciale ; 3° recevoir des capitaux avec ou sans intérêts ; 4° ouvrir des comptes courants, opérer des recouvrements ; 5° créer et négocier des titres en représentation des prêts ou crédits consentis. La société ne recevait que des effets revêtus de deux signatures, l'une émanait de l'agriculteur réclamant du crédit, l'autre était fournie par les correspondants du *Crédit agricole*. Ces correspondants pouvaient être des banquiers établis dans les centres agricoles ou des propriétaires ruraux ; en fait, c'étaient les maisons de banque ordinaires qui remplissaient ce rôle. En plus, au 31 décembre 1871, le *Crédit agricole* possédait dix-sept agences. Cette société continua ses opérations jusqu'en 1876 malgré la chute de quelques-unes de celles-ci. A cette date, elle suspendit ses paiements en présence de la ruine du vice-roi d'Egypte auquel elle avait avancé 168 millions. Pour éviter sa faillite, la société du *Crédit agricole* se fonda avec le Crédit foncier de France qui fut chargé d'en opérer la liquidation. Les créanciers furent entièrement payés, au dire de M. de Soubeyran, et le Crédit foncier n'eut à subir aucune perte de ce chef (1).

Une autre société se constitua également dans les dernières années du second empire sous le nom de *Crédit rural*. Son but principal était de faire aux cultivateurs des prêts sur nantissements de récoltes, de bestiaux, ainsi que des différents objets garnissant l'exploitation. Son capital était de vingt millions entièrement fournis par des souscripteurs privés et sans aucune garantie de l'Etat. Le *Crédit rural* ne produi-

(1) *Journal officiel*, Chambre. Séance du 2 mai 1893. Débats, page 1319.

sit pas de meilleurs résultats que le *Crédit agricole* : les deux sociétés furent obligées de liquider pour les mêmes causes : faute d'opérations à faire avec l'agriculture, elles se lancèrent dans la spéculation pour chercher un emploi de leurs capitaux.

C'est l'avenir qui attend toutes les banques centrales de crédit agricole. La garantie de l'Etat ne les sauvera pas plus qu'elle n'a sauvé la société de Crédit agricole en 1876. Elles ne doivent point être adoptées en principe. Le crédit agricole, en effet, mis aux mains d'une organisation administrative, imprégnée de l'influence de l'Etat, subventionnée par lui, servie par ses fonctionnaires et par des mandataires qui ont pour mission de pourvoir aux intérêts publics et non à la satisfaction des besoins privés, c'est à proprement parler un crédit agricole d'Etat, lequel n'est pas plus défendable que l'assurance d'Etat. L'un et l'autre constituent des manifestations parallèles du socialisme d'Etat dont l'envahissement est l'un des plus redoutables dangers de notre temps. En concentrant tous les services, en soumettant tous les intérêts à une réglementation étroite, en limitant la libre expansion de l'activité individuelle et en assumant le rôle de Providence à l'égard de certaines catégories de personnes, l'Etat anéantit chez les citoyens le rôle de l'initiative privée qui seule est capable de consolider le progrès économique et social.

Toute organisation centralisée du crédit agricole est absolument condamnée aujourd'hui en France aussi bien qu'à l'étranger (1). Sans doute, on fait remar-

(1) Il est à noter toutefois qu'une loi allemande du 31 juillet 1895 (Blondel. *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne*, pages 302 et seq.) a créé une caisse centrale prussienne des associations de crédit agricole. Elle est destinée à procu-

quer que la clientèle purement agricole de la société de crédit fondée en 1861 ne lui fit subir jamais aucune perte et que, si elle s'en était contentée au lieu de se lancer dans les spéculations qui amenèrent sa perte, elle n'eût point été obligée de liquider. Il est vrai que la société du *Crédit agricole* n'éprouva que quelques pertes fort peu sérieuses à raison de l'insolvabilité de ses clients ruraux. Néanmoins, comme il fallait faire fructifier ses capitaux, elle ne pouvait se contenter de cette clientèle naturelle qui était insuffisante pour la faire vivre. Les paysans ne contractaient pas assez d'emprunts, ne présentaient pas assez d'effets à l'es-compte, pour établir un courant d'affaires suffisant. Les grands agriculteurs pouvaient certes s'adresser aux nombreux correspondants de la société de crédit mais les masses rurales ne pouvaient y songer, puisqu'elles habitent loin des villes. « Pour que le paysan recoure au crédit, dit M. Durand (1), il faut de toute nécessité que l'établissement de crédit soit représenté dans les milieux agricoles, à la porte du cultivateur ; il faut une décentralisation qu'un grand établissement de crédit ne peut pas faire. Et cependant, ce n'est qu'à cette condition qu'il pourrait avoir la

rer aux sociétés locales de l'argent à un taux modique (3 pour cent). Cette caisse, placée sous la direction du gouvernement allemand, est alimentée par les dépôts qu'elle reçoit des particuliers et par une avance à elle consentie par l'Etat, qui fut au début de 5 millions de marks et plus tard de 20 millions de marks. Le mouvement des affaires de cette société centrale s'est rapidement accru depuis sa fondation : cela tient surtout à ce que les sociétés locales empruntaient jusqu'alors à un taux relativement élevé (5 0/0 au minimum), tandis qu'en France elles peuvent trouver de l'argent à la Banque de France à 2 0/0. Au reste la création de cette caisse centrale contre laquelle plusieurs sociétés de crédit agricole allemandes et notamment les banques Schulze se sont élevées, est de date encore trop récente pour qu'il soit permis de l'apprécier en toute connaissance de cause.

(1) Durand, *Le Crédit agricole*, page 642.

clientèle vraiment agricole, celle qui seule peut lui permettre de vivre et de prospérer. » La défiance du paysan le fera longtemps hésiter à aller réclamer du crédit auprès d'un banquier qu'il ne connaît point et qui habite loin de sa terre.

Le projet de banque centrale de crédit agricole paraît absolument irréalisable. Après l'échec de 1876, on aurait pu le croire complètement abandonné. Il n'en est rien malheureusement. Depuis 1890, plusieurs propositions ou projets furent déposés tendant à la création d'un établissement central. L'un d'eux fut même présenté par M. Hubbard comme contre-projet lors de la discussion de la proposition Méline (1) qui est devenue la loi du 5 novembre 1894 ; il fut repoussé par la Chambre ; nous en indiquerons les traits principaux en étudiant l'histoire de notre loi.

Au début de la session de 1893, M. Laisant, député, proposa la création à Paris d'une caisse nationale de prêts agricoles et populaires qui aurait une succursale dans chaque chef-lieu de département. L'Etat, avec sa garantie, mettait à la disposition de cette caisse la somme d'un milliard. Jusqu'à concurrence de cette somme, le ministre des finances était autorisé à émettre, au fur et à mesure des besoins, des rentes agricoles et industrielles avec lots au taux de deux et demi pour cent. Les prêts consentis aux agriculteurs et ouvriers français, dans un but exclusif d'amélioration

(1) Les auteurs de la proposition Méline repoussaient toute idée de banque d'Etat. L'exposé des motifs s'exprime ainsi : « Il est évident qu'il ne saurait être question pour l'Etat de fournir directement ce capital (nécessaire à l'agriculture pour son développement) ; personne ne peut songer sérieusement à l'institution d'une banque d'Etat alimentée avec l'argent des contribuables. »

agricole ou d'exploitation industrielle, l'étaient pour une durée minima de cinq ans et au taux de 3 0/0. De plus, dans chaque commune, une commission nommée par le conseil municipal recevait et examinait les demandes d'emprunt. De cette proposition de loi on peut en rapprocher deux autres : l'une, de M. Pontois, tendant à la création d'un grand Institut financier populaire de France déposée en avril 1893, l'autre, de M. Lafargue, présentée en octobre 1892, relative à l'organisation du crédit agricole par des caisses municipales d'approvisionnement.

Le gouvernement lui-même semble ne pas avoir abandonné complètement l'idée de la création d'une banque centrale dont le but principal serait d'escompter les effets compris dans le portefeuille des sociétés locales de crédit agricole. Le 12 juillet 1892 un projet en ce sens fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Develle, ministre de l'agriculture et Rouvier, ministre des finances (1). Ce projet vint en discussion le 1^{er} mai 1893 et fut voté en première lecture. Les deux premiers articles qui à eux seuls en renferment toute l'économie sont ainsi conçus : *Article premier.* — En vue de favoriser la création d'une société de crédit agricole et populaire, le Ministre de l'agriculture est autorisé à passer, au nom de l'Etat, une convention stipulant, en faveur de ladite société, une garantie d'intérêt dont le maximum ne pourra excéder deux millions de francs par an et qui prendra fin au plus tard le 31 décembre 1920. Cette convention devra être soumise à l'approbation des Chambres. — *Article deux.* — Les opérations

(1) *Journal officiel* du 17 février 1893. Annexes. Chambre. Documents parlementaires, page 2159, n° 2311.

de la société prévue par l'article précédent consisteront principalement à escompter les lettres de change et autres effets qui seront présentés par les associations agricoles et ouvrières régulièrement constituées.

La proposition Méline qui devint la loi du 5 novembre 1894 fut votée en deuxième délibération par la Chambre le 29 avril 1893. Le 28 octobre suivant, une commission fut instituée par le ministre de l'agriculture en vue d'étudier les questions relatives au crédit agricole (proposition Méline, projet de banque centrale et de caisses d'assurances agricoles). Cette commission repoussa provisoirement ces deux derniers projets : celui de MM. Develle et Rouvier fut abandonné. Son vote n'était point, en effet, bien urgent. Pour créer une banque centrale n'ayant pour but que d'escompter le papier des sociétés de crédit agricole, il est nécessaire que celles-ci soient nombreuses et répandues sur toute la surface du territoire. On ne crée pas une tête sans avoir le corps et les jambes. D'un autre côté, la Banque de France peut parfaitement, comme nous le verrons, sans qu'il soit nécessaire de modifier ses règlements, accepter les effets que lui présentent les caisses agricoles. Il en est de même des grandes banques de commerce ordinaires. La seule utilité d'une banque centrale serait, au cas où les sociétés locales accepteraient des dépôts, de recevoir les disponibilités de celles qui en ont en surabondance pour les remettre à celles qui n'en ont pas assez ; c'est ainsi que l'ont compris les coopératives allemandes Schulze et Raiffeisen.

Lors de la récente discussion du privilège de la Banque de France, la commission proposa et fit adopter par les Chambres une proposition assez vague paraissant inspirée par les mêmes considérations que

le projet Develle et Rouvier (1). La Banque de France s'engage, d'après l'article 5 de la loi du 17 décembre 1897, à faire une nouvelle avance de 40 millions à l'Etat; d'autre part, l'article 3 lui impose une redevance annuelle s'élevant au moins à deux millions par an. Un article additionnel complétant la loi est ainsi conçu : « Les sommes versées par la Banque par application des articles 3 et 5 seront versées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements de crédit agricole. A la loi nouvelle peuvent s'adresser les critiques qui s'élèvent contre toute banque centrale de crédit agricole et spécialement contre le projet Develle et Rouvier. Il n'est pas nécessaire de recourir à un établissement spécial pour escompter les effets compris dans le portefeuille des sociétés locales de crédit agricole : la Banque de France suffit à cet égard, sans qu'il soit même besoin de modifier ses statuts.

En exécution de l'article additionnel que nous venons d'indiquer, le gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi relatif à la création de *Caisses régionales de crédit agricole mutuel*.

L'alinéa 2 de l'article premier porte que « chaque caisse régionale fonctionnera comme société locale de crédit agricole mutuel dans l'étendue de l'arrondissement où sera situé son siège. »

De plus et c'est ici son but spécial, en dehors de cet arrondissement, dans l'étendue de sa circonscription territoriale, la caisse régionale *escomptera* les billets

(1) Rapport de M. Maurice Lebon, déposé le 23 janvier 1897, *Journal officiel*. Documents parlementaires. Annexes n° 2225, page 176 et *Journal officiel* du 17 décembre 1897.

des sociétés et banques locales de crédit mutuel agricole qui seront les sociétaires de la caisse régionale (article 3). Ce projet de loi est au reste fort peu explicite et laisse à un décret qui sera postérieurement rendu en Conseil d'Etat dans la forme des règlements d'administration publique le soin de résoudre la plupart des difficultés pouvant s'élever sur la constitution et le fonctionnement des nouvelles caisses régionales (article 4).

A notre avis, le besoin de ce nouvel organisme ne se faisait nullement sentir : la Banque de France et les banques ordinaires suffisent pour escompter le papier des caisses agricoles. En somme, le projet revient à peu près à créer des établissements analogues à la société du *Crédit agricole* fondée en 1861 avec ces différences qu'au lieu d'un établissement central on crée plusieurs établissements régionaux et que les correspondants des nouvelles sociétés seront les banques locales de crédit agricole. Les critiques que l'on a adressées au *Crédit agricole* peuvent s'adresser aux caisses régionales dont le projet prévoit la création. L'histoire financière nous apprend la chute lamentable des institutions disposant de capitaux qui n'ont coûté ni effort, ni travail. De plus, à notre avis, l'Etat sort de son rôle et dépasse ses droits, lorsqu'il tente de procurer à une classe de citoyens, à l'aide de ressources publiques, un crédit qu'ils ne doivent attendre que d'eux-mêmes. Si l'on accorde 40 millions au crédit agricole, pourquoi ne pas accorder 500 millions (1) au crédit ouvrier, aux verreries ouvrières, ou un milliard aux retraites ouvrières ? Quel principe pourra-t-on invoquer pour résister aux convoitises ?

(1) Proposition de M. Jaurès, député, lors de la discussion du privilège de la Banque de France.

Le crédit agricole ne peut être organisé que par l'initiative libre et spontanée et par l'association volontaire.

M. Duport, président de l'Union des syndicats agricoles du Sud-Est, à l'opinion duquel nous nous rangeons, s'exprimait ainsi le 31 octobre 1897, à la distribution des récompenses du concours ouvert au Musée social entre les syndicats agricoles : « Certainement, l'emploi des 40 millions fournis par la Banque de France à l'occasion du renouvellement de son privilège ne présente pas les mêmes inconvénients que la création de cette grande banque d'Etat dotée de 500 millions dont M. Jaurès et ses amis veulent absolument gratifier le monde agricole, puisqu'il s'agirait de les utiliser au fonctionnement de caisses régionales chargées d'aider les petites caisses locales, mais j'estime pourtant que cette somme serait bien mieux employée, si elle servait à compléter le dégrèvement du principal de l'impôt foncier, car, dégrever la terre, c'est enrichir celui qui la possède, c'est par conséquent augmenter son crédit. »

II. — Le concours de la Banque de France.

On a souvent reproché à la Banque de France de s'intéresser exclusivement au commerce et à l'industrie et de négliger l'agriculture qui, elle aussi, devrait pouvoir compter sur son appui. Une telle assertion n'est d'ailleurs point absolument exacte. La Banque de France, malgré la sévérité de ses règlements (escompte du papier commercial à trois mois et à trois signatures), est venue quelquefois en aide à l'agriculture. Dans le Calvados, le Cher, la Nièvre principalement, la

Banque escompte depuis très longtemps le papier des fermiers en vue de l'embouche : depuis 1867 dans ce dernier département. En dix ou onze ans le montant de ces avances pour la succursale de Nevers s'est élevé à environ 140 millions avec un bénéfice pour les emprunteurs de cinq millions et demi et d'un million pour la Banque. Il y a là des essais très heureux qui prouvent que la Banque de France ne se refuse pas à seconder le développement du crédit agricole toutes les fois que les opérations lui sont présentées avec des garanties suffisantes et qu'elle a la certitude que les emprunteurs pourront tirer un profit certain des capitaux à eux fournis. Aussi, repoussons-nous sans les examiner, ce qui d'ailleurs sortirait du cadre de cette étude, les divers projets tendant à imposer par voie législative ou par une ingérence administrative certaines opérations à la Banque de France, car l'excédent de son émission de billets sur sa réserve métallique n'est pas du papier-monnaie : la Banque est toujours obligée de le rembourser à vue ; c'est sur ce principe que repose, on peut le dire, tout le crédit de l'Etat et des particuliers. Selon nous, il n'est pas possible que la Banque entre directement en rapport avec les cultivateurs dans la grande majorité des cas, car elle ne les connaît pas ni ne peut les connaître. Les grands agriculteurs de la Nièvre ou de la Normandie dont les prairies couvrent de vastes étendues de territoire trouvent et trouveront toujours du crédit, ils se rapprochent beaucoup des industriels par leurs habitudes et leur façon de procéder. Le crédit agricole doit cependant aussi être procuré au possesseur de quelques hectares de terre. La Banque de France ne peut lui ouvrir ses guichets, elle ne le connaît pas, seuls les habitants de sa commune ou de son canton sont renseignés sur sa solvabilité.

— A notre avis, toutefois, la Banque de France est appelée à jouer un certain rôle dans la pratique du crédit agricole en escomptant le papier des sociétés de crédit agricole créées par la loi du 5 novembre 1894. En principe, elle n'accepte que le papier commercial à trois mois et sur trois signatures. Grâce à la société mutuelle, les difficultés sont levées. Chaque billet est signé par l'emprunteur, par sa caution et par la société ; les trois signatures sont ainsi trouvées, et comme la société de crédit agricole est une société commerciale, le papier des agriculteurs se trouve commercialisé et acceptable par la Banque de France. Enfin, les sociétés de crédit opéreront également le renouvellement des effets aux meilleures conditions possibles, et la Banque de France, comprenant que les termes du crédit pour l'agriculture ne sont point les mêmes que pour le commerce, acceptera sans difficulté les effets en renouvellement qui lui seront présentés par les caisses agricoles, car elle sait que celles-ci font une enquête fort minutieuse sur les emprunteurs et surveillent d'une façon fort rigoureuse l'emploi des fonds prêtés. C'est ainsi que M. Giraud, directeur de la succursale de la Banque de France à Nevers, accorda, dès 1867, aux emboucheurs de la Nièvre, la faculté de renouveler jusqu'à trois fois leurs effets de commerce. Ce sont les banques mutuelles également qui veilleront, sous leur responsabilité, à ce que les emprunts n'aient pour objet que la constitution ou le développement du capital d'exploitation des agriculteurs et non des constructions ou des acquisitions de terre. Elles le feront avec soin, car l'admission de leur papier à l'escompte n'aura lieu qu'à cette condition et elles ne s'exposeront point par une complaisance maladroite à se voir

refuser pour l'avenir les avances de la Banque.

La Banque de France est entrée depuis longtemps dans la voie libérale que nous venons d'indiquer. Pour ne citer qu'un exemple, sa succursale de Lons-le-Saunier escompte depuis 1885, à des conditions très avantageuses (deux pour cent depuis mars 1895), le papier de la société mutuelle du crédit agricole de Poligny.

III. — Création d'associations de crédit mutuel.

Le seul moyen pratique de procurer efficacement le crédit à l'agriculture consiste donc dans la création d'associations fondées sur le principe de la coopération ou de la mutualité. Voilà les instruments qui s'adaptent le mieux aux besoins du crédit agricole. C'est ce qu'ont pensé à juste titre les auteurs de la proposition Méline qui est devenue la loi du 5 novembre 1894 que nous nous proposons d'étudier.

Tout d'abord, c'est par l'association que les paysans se procureront facilement les capitaux dont ils ont besoin. Lorsqu'un fermier, par exemple, qui peut avoir pour plus de deux mille francs de matériel, a besoin de cinq cents francs pour en faire un emploi fort judicieux et rémunérateur, il les trouvera fort difficilement ; on peut même soutenir que personne ne les lui prêtera dans de bonnes conditions. Sans doute, il peut être honnête, laborieux, et celui qui prête peut avoir toutes les chances possibles d'être remboursé exactement à l'échéance, néanmoins, il faut compter avec trop d'imprévu : ce paysan peut tomber malade, sa femme peut mourir, ses récoltes peuvent être ravagées par la grêle, ses bestiaux peu-

vent périr. Dans ces conditions, on comprend qu'un prêteur hésite. Au contraire, si vingt ou trente propriétaires ou fermiers d'une commune s'associent et, afin de rassurer les prêteurs, constituent un petit capital ou s'engagent sur tous leurs biens et solidairement l'un pour l'autre, ils trouveront tout l'argent, tout le crédit qui leur sont nécessaires. Sans doute, l'un de ces cultivateurs pourra tomber malade et ne remboursera pas sa dette à l'échéance, mais tous n'échoueront pas et ceux dont les affaires auront prospéré, grâce à l'avance reçue, pourront au besoin payer, sur leurs bénéfices, non seulement leur dette personnelle, mais leur quote-part dans celle de leur associé malheureux. Le premier résultat de la mutualité est donc de procurer aux agriculteurs du crédit très facilement à raison de la solidité exceptionnelle du prêt. Cette solidité tient à ce que la société de crédit agricole n'avancera des fonds qu'aux agriculteurs capables, après avoir pris ses renseignements sur la solvabilité de l'emprunteur et les garanties qu'il présente ; or, qui connaît les paysans sait qu'ils n'avanceront pas les fonds dont ils pourraient répondre plus tard aux cultivateurs qui ne seraient point économes et laborieux. De plus, la caisse agricole examinera si l'usage que l'emprunteur a en vue est utile. Le prêt pourra être accordé s'il est destiné à la constitution ou au développement du capital d'exploitation de l'agriculteur, par exemple s'il doit être employé en achat de bétail nécessaire à la culture, d'engrais, de semences, de plants de vignes, etc., qui augmenteront les récoltes futures. Au contraire, si l'emploi indiqué par l'emprunteur doit l'appauvrir, on lui refusera le crédit qu'il demande : il en sera ainsi s'il est destiné à l'acquisition d'un fonds de terre qui rap-

portera un intérêt de trois pour cent alors que le capital emprunté coûtera cinq pour cent, ou à permettre de mieux nourrir et d'habiller avec plus d'élégance la famille du paysan. En somme, la société de crédit agricole ne prêtera qu'en vue d'un emploi productif destiné à améliorer la situation de l'emprunteur ; par là il est certain qu'à l'échéance le prêt sera remboursé et de plus il aura été profitable. Il y a là, pour celui qui reçoit les fonds et pour celui qui les donne, un avantage inappréciable dû au crédit mutuel, car une banque ordinaire ne s'inquiétera que de la solvabilité de l'emprunteur et, dans cette limite, lui avancera tout ce qu'il désire, sans se préoccuper de l'utilité qu'il pourra en retirer. De plus, les membres de la société de crédit peuvent facilement veiller à ce qu'il soit fait de l'argent prêté l'emploi convenu.

A raison de la solidité exceptionnelle de la garantie qu'elles offrent, les sociétés de crédit agricole obtiendront donc, nous venons de le voir, très facilement l'argent dont elles ont besoin ; mais, de plus, et c'est un second résultat très appréciable de la mutualité, elles pourront se le procurer à très bon marché. Le bon marché de l'argent, en effet, dépend beaucoup des risques qu'il court. Plus un emprunteur est solvable et plus les capitalistes lui proposeront de bonnes conditions. Puisque les sociétés de crédit mutuel offrent des garanties exceptionnelles, elles trouveront facilement l'argent dont elles ont besoin à un faible intérêt et l'escompte des effets qu'elles endosseront dans des conditions très avantageuses.

Les sociétés mutuelles, d'autre part, n'ayant pas pour but la réalisation de bénéfices importants, pourront accorder aux cultivateurs de grandes facilités pour le paiement de leurs emprunts et de plus com-

biner les échéances de façon à les faire coïncider avec les recettes probables de l'emprunteur : celui-ci bénéficie ainsi des intérêts qu'il n'a plus à payer sur la portion de capital remboursé. Enfin, avec les banques mutuelles, les paysans ne craindront plus de recourir au crédit, elles sont installées près d'eux, ce sont eux qui fournissent les fonds destinés à les alimenter : « Il répugne profondément à l'homme de la campagne, disait M. Méline à la séance de la Chambre du 16 juin 1892 (1), d'aller demander de l'argent à une grande banque de la ville ; il lui semble que, par le seul fait qu'il se présente au guichet d'une grande banque centrale, il affirme aux yeux du public ses besoins, sa détresse ; il craint de nuire à son crédit au lieu de le fortifier. Si vous voulez que l'agriculteur s'adresse aux sociétés de crédit, il faut que ces sociétés puissent être considérées comme son œuvre à lui ; il faut qu'il puisse dire : cette banque est la mienne, l'argent que j'y trouve est à moi, et c'est dans ma propre bourse que je viens puiser. C'est là ce qui fait le grand avantage de la banque mutuelle. »

La nécessité de créer des institutions nouvelles et de recourir à la coopération pour l'organisation et le développement du crédit agricole en France s'imposait au reste, on peut le dire, en présence des résultats merveilleux obtenus en Allemagne par deux types de banques, reposant l'un et l'autre sur l'idée de mutualité et créés à peu près à la même époque, l'un par Schulze-Delitzsch, l'autre par Raiffeisen (2). C'est

(1) *Journal officiel* du 17 juin. Débats parlementaires, page 824.

(2) M. Claudio Jannet a pu dire (*Socialisme d'Etat*, page 145) : « La véritable force économique de l'Allemagne repose dans sa décentralisation financière et dans ses associations libres. »

de ces institutions qu'on s'est inspiré en Europe, partout où l'on a essayé d'organiser le crédit agricole.

Hermann Schulze naquit en 1808 à Delitzsch dans la Saxe Prussienne ; de là le nom qu'il joignit au sien. Il entra dans la carrière judiciaire et en suivit les premiers échelons. Il fut administrateur du conseil de justice de Delitzsch. Témoin des difficultés qu'éprouvaient les artisans et les petits fabricants à s'approvisionner en gros, il eut l'idée de substituer, pour cet objet très limité, l'association à l'action individuelle. Il fonda ainsi, dès août 1848, deux sociétés pour l'achat des matières premières. En 1846, prévoyant une disette, il s'était assuré par avance du blé, avait recueilli quelques fonds, loué un moulin et une boulangerie et l'heure critique venue, procuré du pain à prix normal à ses concitoyens. Son attention se porta ensuite, d'une façon plus générale, sur l'utilité d'améliorer les conditions du crédit pour les ouvriers et les agriculteurs qui n'en trouvaient que fort difficilement. Il fonda, de 1852 à 1855, sept comptoirs d'avances (*Vorschussvereine*) ou banques de crédit populaire. En 1859, il en avait créé 183 ; le moment lui parut opportun de fonder une agence centrale : *l'Agence des Associations allemandes* dont il eut la direction. De plus, à partir de cette époque, les *Vorschussvereine* se réunissent chaque année en congrès pour échanger des renseignements, s'entendre sur des points d'organisation, discuter des questions d'intérêt commun. Schulze fut pendant toute sa vie l'adversaire déclaré du socialisme, il attaqua résolument Lasalle. Partisan du self help ou de l'assistance par soi-même et des doctrines de l'économie politique la plus stricte, il repoussa toujours toute intervention de l'Etat. Dans ses conférences sur les *Voies et*

moyens pratiques pour améliorer le sort des classes ouvrières (1), il soutint vigoureusement ces principes. « Ces erreurs (les théories socialistes et interventionnistes), dit-il, dans sa conférence sur les *Entraves artificielles apportées aux relations naturelles du commerce*, aboutissent pour la plupart à une déclaration de guerre contre la libre concurrence et le capital et même, sans aller dans cette voie aussi loin que les socialistes qui les abolissent tous deux sans détour, en livrant l'industrie à l'Etat, on met néanmoins en avant tout un attirail de plans et une multitude d'essais et l'on s'efforce de limiter, d'entraver par toutes sortes de restrictions et de mesures réglementaires plus arbitraires les unes que les autres, le jeu de ces deux puissants leviers du commerce. » « La libre concurrence, écrit-il ailleurs, est tout à la fois la liberté du travail et la liberté de l'échange. Or, sur le terrain de l'économie politique comme partout ailleurs, c'est la liberté qui seule et exclusivement rend possibles les progrès de toute nature. Réclamer une protection contre cette liberté, c'est renoncer à la faculté innée en vertu de laquelle doit s'opérer notre développement. » Schulze mourut à Postdam en 1883, à l'âge de 75 ans.

Examinons rapidement les principes sur lesquels reposent les sociétés créées par Schulze. M. Durand (2) les résume d'une façon fort exacte et très concise : « Les grands traits du Vorschussverein tendent : 1° à attirer la confiance des capitalistes en leur offrant la garantie solidaire des associés et la garantie d'un

(1) Cours d'économie politique à l'usage des ouvriers et artisans par Schulze-Delitzsch, traduit et édité par Benjamin Rampal.

(2) Durand. Le crédit agricole, page 164.

capital formé par leurs épargnes ; 2° à pousser les associés à épargner pour constituer un petit capital qui forme leur part sociale ; et, pour les amener à l'esprit d'épargne, les récompenser en procurant le crédit aux membres de l'association qui font preuve d'ordre, d'économie et de travail, et en leur répartissant de beaux dividendes. » Le personnel des *Vorschussvereine* se compose de gens se connaissant bien, dont l'existence commerciale et privée est exempte de tout reproche. Ces sociétaires constitueront un fonds social de garantie formé : 1° d'un droit d'entrée (*Eintrittsgeld*) assez faible (5 ou 10 francs) qui tombe dans la réserve ; 2° d'une part ou action (*Geschäftsanteile*) ; chaque associé ne peut avoir qu'une part et elle est souvent d'un taux élevé (de 375 à 800 francs), seulement elle forme un maximum que l'on peut n'atteindre que par petits versements mensuels (1 ou 1/2 thaler). Le sociétaire est pris en quelque sorte entre un versement mensuel qui l'obligera à épargner et un maximum qu'il ne pourra pas dépasser. Ce fonds social constitue une garantie de plus vis-à-vis du capitaliste disposé à prêter de l'argent à la société, il constitue une sorte de caisse d'épargne obligatoire ; enfin, il pare au danger résultant d'un brusque retrait des fonds déposés à la caisse ou de l'inexactitude des associés. Comme ce fonds n'est pas suffisant pour le roulement du *Vorschussverein*, celui-ci reçoit des dépôts de particuliers. On maintient d'ordinaire une certaine proportion entre ces emprunts et le capital propre de la société ; la relation de 4 à 1 des premiers au second, qui est devenue habituelle, paraît exagérée et dangereuse ; Schulze voulait que le fonds social atteignît 32 pour cent du total. L'argent nécessaire est facilement acquis et la prospérité de la so-

ciété paraît s'imposer à raison du principe de la responsabilité solidaire auquel sont soumis tous les associés ; chaque sociétaire sera responsable vis-à-vis des créanciers sociaux sur sa fortune personnelle, pour toutes les opérations faites par la société pendant sa présence. « Tous pour un, un pour tous », tel est le principe dans lequel le Vorschussverein prend sa vie et sa force. « Ce principe, dit Schulze, obligera chacun à contrôler ses associés et à se surveiller lui-même. Plus tard, quand votre éducation sera faite, vous pourrez limiter la responsabilité de chacun (1). Pour le moment, la responsabilité entière fera votre valeur solvable, créditable. Votre union sera surtout basée sur le crédit personnel... C'est donc l'appréciation des personnes qui fera votre crédit, et la solidarité vous obligera à bien choisir vos associés, à les contrôler, à les maintenir dans les voies régulières, sobres, laborieuses, dignes du crédit. C'est pourquoi pour emprunter, vous ne devez pas recourir à une administration politique ou charitable. De tels prêteurs seraient enclins ou entraînés à prêter pour des considérations le plus souvent étrangères à votre exacte valeur de producteurs, par des raisons de patronage ou de politique. » (2) Jamais, en effet, les banques Schulze ne font intervenir la bienfaisance : leur but est d'améliorer le sort du peuple en le rendant *capable de crédit*. Toutefois Schulze attachait beaucoup de prix aux qualités morales ; pour lui, l'association

(1) La loi allemande du 1^{er} mai 1889 a, entre autres innovations importantes, accordé la faculté de créer des sociétés coopératives, à responsabilité limitée, ce qui était impossible sous l'empire de la loi de 1868. Peu de banques mutuelles ont usé de cette faculté.

(2) Vorschüss und Credit-Vereine als Volksbanken Praktisch Anweisung zu deren Einrichtung und Gründung von Schulze Delitzsch, 1876.

coopérative n'est pas un groupement numérique comme l'assurance, « il doit y entrer beaucoup de qualités morales. » Une enquête minutieuse est faite sur ceux qui désirent entrer dans la société et demandent à emprunter : on ne s'enquiert pas seulement de leur solvabilité. Néanmoins, Schulze bannit toute idée de bienfaisance de son système. Les employés de ses banques populaires à tous les degrés sont payés ; ils sont même souvent intéressés à l'extension des affaires et dans les bénéfices. Les dividendes distribués aux actionnaires peuvent être considérables ; on a vu en 1892 un Vorschussverein distribuer 30 pour cent et en 1891 un autre donner 56 pour cent (1). Schulze eût peut-être trouvé qu'il y avait quelque imprudence à faire d'aussi énormes répartitions, mais il n'était pas défavorable à la distribution de dividendes largement rémunérateurs. A notre avis, c'est là le point sombre du brillant tableau du système Schulze. Qui entend crédit agricole ou populaire, entend comprendre crédit à bon marché, bien que nous l'ayons vu, l'agriculture puisse, en principe, facilement rémunérer le capital qu'elle emprunte, mais qui dit dividende dit crédit vendu le plus cher possible. Il y a donc un antagonisme réel entre les deux choses : l'esprit d'épargne et même de lucre est aux prises avec le besoin de crédit à bon marché. Sans doute, Schulze prétend que le taux du crédit importe peu, parce qu'on retrouve sous forme de dividende le trop payé, mais il y a là une inexactitude, car tous

(1) Discours de M. Jaurès à la Chambre des députés. Séance du 25 octobre 1894. D'après les documents recueillis par M. Ernest Brelay (*Economiste français*, juillet 1892, page 77), les banques Schulze ont payé en moyenne un intérêt de 3,64 pour cent aux fonds d'emprunt et aux actionnaires environ 4,45 pour cent.

les sociétaires participent aux bénéfices selon leur avoir dans la société, tandis que quelques-uns seulement ont eu besoin d'escompte et souvent ceux-là même qui auront l'avoir social le moins élevé. Ce vice est d'autant plus sérieux que, comme nous l'avons indiqué, les administrateurs touchent un tantième des bénéfices. Ils sont intéressés à pousser la société vers les affaires nombreuses, chanceuses peut-être, mais rapportant beaucoup : on court ainsi à la ruine. C'est ce qui explique un certain nombre de faillites et de liquidations. M. Durand rapporte (1), d'après la statistique officielle publiée par l'*Association des sociétés coopératives*, fondée par Schulze-Delitzsch, que de 1875 à 1886, en douze ans, sur mille Vorschussvereine il y a eu 36 faillites (Konkurs) et 174 liquidations. Quelques-unes produisirent de véritables désastres. La faillite du Vorschussverein d'Osterfeld répartit sur ses 269 membres une perte de 470,000 marks. Schulze-Delitzsch impose à tous ses associés (2) les mêmes conditions pour les prêts et avances et les mêmes délais de remboursement qui ne peuvent dépasser trois mois, conformément aux usages du commerce. Il pose en principe absolu qu'on ne peut jamais accorder à ses clients un terme plus long que celui dont on jouit soi-même. Or, comme le fait remarquer fort judicieusement M. Durand (3), « pour pouvoir accorder à son débiteur un terme plus long que celui qu'on a obtenu de son créancier, il suffit d'avoir la certitude de retrouver, toujours à

(1) Durand. Le crédit agricole, page 209.

(2) Le Vorschussverein fournit du crédit non seulement à ses associés, mais même aux étrangers ; de plus, afin d'éviter des pertes importantes, le crédit accordé à chaque emprunteur est limité à trois ou quatre fois la part d'affaires.

(3) Durand. Le crédit agricole, page 187.

volonté, un autre prêteur qui fournira les fonds nécessaires au remboursement. » D'autre part, ainsi que nous l'avons vu, l'agriculture ne peut s'accommoder que dans des cas fort exceptionnels du délai de trois mois accordé par les banques Schulze : ses opérations ne se liquident qu'au bout de six mois ou d'un an. Aussi beaucoup de caisses, ne suivant pas les vrais principes de Schulze, dans le but d'attirer à elles principalement la clientèle des campagnes, fixent des délais de remboursement beaucoup plus longs.

Ajoutons enfin que Schulze-Delitzsch impose à ses sociétés la constitution d'un fonds de réserve qu'il limite à 10 0/0 du capital-action estimant que la constitution d'une réserve plus forte obligerait les membres qui ont recours au crédit de la société, c'est-à-dire les plus pauvres, à payer fort cher le crédit qui leur est accordé pour ne pas en profiter, puisque la réserve est indivisible et affectée d'ordinaire lors de la dissolution de la société, à une œuvre d'intérêt général. Il est à noter toutefois que les banques Schulze font payer d'ordinaire fort cher le crédit qu'elles accordent à leurs membres et que les dividendes qu'ils reçoivent ne leur restituent pas le trop payé ainsi que nous l'avons montré.

En avril 1897, le nombre des associations du type Schulze-Delitzsch s'élevait à 3.005 (1). Dans ce nombre sont comprises les unions provinciales, les sociétés d'achats de matières premières et d'autres ayant des buts divers; on peut évaluer à 1.600 ou 1.800 (2)

(1) Blondel. *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne*, page 292.

(2) Plusieurs auteurs fournissent des chiffres de beaucoup supérieurs par la raison qu'ils rangent dans les associations du type Schulze des associations dissidentes ayant des règles particulières et qui, en avril 1897, s'élevaient au chiffre de 2.241.

le nombre des sociétés de crédit ; au 31 décembre 1892 on en comptait 1,044. A cette date (1), le total des opérations de toutes les sociétés Schulze montait à 2.612 millions de marks, soit 3 milliards 260 millions de francs en chiffres ronds ; elles comprenaient en tout 514.524 membres, soit une moyenne de 478 par société : on peut évaluer actuellement ce nombre à un million. Les banques Schulze-Delitzsch, bien que s'adressant à toute la population de la ville et de la campagne, ont rendu de très grands services à l'agriculture (2). D'après une statistique préparée en 1885 et comprenant 544 associations de crédit Schulze, on trouva que sur les 270.808 sociétaires qu'elles renfermaient il s'en trouvait 72.994 ne s'occupant que d'agriculture et 37.879 qui pratiquaient l'agriculture avec une autre profession. Dans cette année 1885 on fit aux 72.994 cultivateurs des prêts s'élevant à 139 millions 599.918 marks, soit 174 millions 575.000 francs. En 1894, 546 associations comprenaient 251.521 membres parmi lesquels 82.513 qui étaient exclusivement agriculteurs et auxquels on fit des prêts s'élevant à 177.075.020 marks, soit 221.343.800 francs. Sans doute, ces statistiques comprennent les associations Schulze qui renferment le plus d'agriculteurs. Toutefois, quelques-unes sont, pour ainsi dire, exclusivement agricoles. Celle d'Augsbourg, par exemple, comprend 11.209 sociétaires dont 7.022 sont des agriculteurs auxquels on prêta en un an 4.056.144 marks, soit 5.070.080 francs. De même, la banque de Gotha a 2.995 sociétaires dont 817 sont agriculteurs et 330 employés d'agriculture. Celle d'Interburg en compte

(1) Compte rendu du 6^e congrès du Crédit populaire.

(2) Compte rendu du 8^e congrès du Crédit populaire, page 359.

1.700 sur 3.800 membres; en 1892, elle mit à la disposition de l'agriculture plus de 7 millions. En résumé, la statistique du personnel des banques Schulze relève parmi les emprunteurs environ 30 0/0 d'individus adonnés aux travaux agricoles.

A côtés des associations Schulze-Delitzsch basées uniquement sur les principes économiques les plus purs tout en tenant grand compte cependant des qualités morales de leurs membres, il existe en Allemagne d'autres associations coopératives fort nombreuses et rendant de très grands services aux agriculteurs, mais fondées spécialement dans des sentiments chrétiens et philanthropiques par Raiffeisen. Frédéric-Guillaume Raiffeisen naquit à Hamm, dans la Prusse rhénane, le 18 mars 1818. Son père Geoffroy Raiffeisen était alors bourgmestre de Hamm. Frédéric quitta sa famille à 17 ans pour entrer comme élève officier dans l'artillerie de forteresse à Cologne. En 1843, il était nommé secrétaire de la direction du cercle de Mayen. En 1845, il fut nommé bourgmestre de carrière à Weyerbusch et en 1848 à Flammersfeld. Au moment de la famine qui, en 1847, menace ses concitoyens, le bourgmestre vint en aide aux indigents au moyen d'une société coopérative de consommation. Cette première association établie à Weyerbusch ne tarda pas à disparaître en présence du dénigrement des usuriers et de la méfiance des paysans. Il en fut de même du Hulfverein (société de secours) que Raiffeisen établit en décembre 1848 à Flammersfeld, dans le but de secourir les indigents en leur prêtant de l'argent, des semences ou des bestiaux. Ce fut en 1854, à Heddesdorf, près Neuwied, où il fut nommé bourgmestre en 1852, que Raiffeisen fonda le Heddesdorfer Wohlthaetigkeitsverein (association de bienfaisance

de Heddesdorf) dans le but de procurer du crédit aux indigents et du travail aux libérés sortant des maisons de correction. Dix ans après, Raiffeisen changea la base de cette institution. Il unit pour la première fois tous les habitants d'un même village, riches et pauvres, par la solidarité illimitée dans le but de procurer du crédit à tous. La nouvelle association reçut le nom de Heddesdorfer Darlehenskasse (société de prêt d'Heddesdorf). Depuis cette date de 1864, les caisses Raiffeisen, définitivement établies sur un principe solide, se multiplièrent fort rapidement, grâce au dévouement infatigable de leur fondateur qui, bien que malade et presque aveugle, se consacra sans cesse à propager le système dont il était l'initiateur. Raiffeisen mourut le 11 mars 1888 en laissant une œuvre considérable. Comme le Vorschussverein, la Darlehenskasse est une société à responsabilité solidaire des associés destinée à leur procurer du crédit. Elle en diffère toutefois en ce qu'elle ne distribue aucun dividende, ne pousse pas à l'épargne, et n'a pas à rémunérer des capitaux. « Dans les deux institutions, dit M. Durand (1), le crédit n'est que l'un des buts poursuivis ; tous deux visent à exercer une influence morale, le Vorschussverein en poussant à l'épargne, la Darlehenskasse en exerçant sur l'agriculteur une sorte de patronage bienveillant. » Tout d'abord, dans la caisse Raiffeisen il n'y a pas de dividende, parce qu'en principe il n'y a pas de capital social. Toutefois, la loi allemande du 1^{er} mai 1889 ayant rendu obligatoire la constitution d'un fonds social par la création de parts d'affaires ou Geschaeftsantheile, les Darlehenskassen sont obligées de s'y conformer, mais elles

(1) Durand. *Le Crédit agricole*, page 215.

n'exigent pas de droit d'entrée. Comme aucun minimum n'a été imposé en 1889, elles fixèrent un maximum de 15 marks (18 fr. 75); le minimum adopté par plusieurs caisses est 2 marks. L'intérêt des parts sociales ne doit pas être de plus de 4 0/0, de sorte que chaque membre ne peut retirer de la société qu'un bénéfice variant entre 4 et 40 pfennigs (1 à 10 sous). Les Darlehenskassen font des avances à leurs membres sous forme de prêts directs et sous forme de comptes courants qu'elles recherchent moins parce qu'il est plus difficile de contrôler l'emploi des fonds; or, ce contrôle est jugé à bon droit comme fort important par les caisses Raiffeisen. Tout d'abord, comme dans les banques Schulze, on fait une enquête très minutieuse sur les emprunteurs, mais de plus, à la différence de celles-ci, dans les Darlehenskassen on exige d'eux qu'ils spécifient la destination de l'emprunt qui doit être contracté dans un but exclusivement agricole, on surveille d'une façon fort rigoureuse l'emploi des fonds prêtés; enfin, il est interdit aux sociétaires de faire partie d'autres associations de crédit et d'emprunter ailleurs qu'à la Darlehenskasse. Ces restrictions permettent de contrôler d'une façon très efficace la situation de l'emprunteur, en sorte que la caisse ne subit aucune perte. Les caisses Raiffeisen n'escomptent pas le papier commercial, à la différence des *Vorschussvereine* qui font toutes les opérations de banque. Les prêts consentis sont accordés sous la caution de deux amis de l'emprunteur, l'expérience a démontré les excellents résultats de ce mode de garantie ayant en plus de la sécurité qu'il présente l'avantage de développer entre voisins les liens de la solidarité. Le taux des prêts est de 4 ou 4 et demi pour cent et les délais de remboursement sont fixés d'un commun

accord avec l'emprunteur; ils sont ordinairement de six mois, neuf mois ou un an, quelques-uns dépassent plusieurs années. Par là, Raiffeisen se place davantage à la portée des cultivateurs qui ont besoin d'un crédit de plus de 90 jours qui seul leur est accordé par les banques Schulze. D'ailleurs, les Darlehenskassen ne s'adressent qu'aux agriculteurs (1).

Ajoutons qu'elles permettent aux emprunteurs de s'acquitter de leurs dettes par petits paiements partiels, ce qui est très avantageux. L'argent nécessaire au fonctionnement des caisses Raiffeisen leur est fourni par des dépôts à vue ou plutôt à échéance fixe. On avait craint au début que les capitalistes ne fussent mal disposés à l'égard des caisses rurales qui ne fournissent qu'un intérêt relativement modique, généralement trois pour cent. Cette crainte ne s'est pas réalisée et l'argent n'a pas manqué. Tout le monde est persuadé que grâce au principe de la solidarité illimitée le placement est absolument sûr. Il nous reste à indiquer quelques principes recommandés par Raiffeisen aux fondateurs des Darlehenskassen. Tout

(1) Certains économistes ont vivement critiqué ce mode de procéder que consacre la loi française du 5 novembre 1894 qui interdit aux sociétés de crédit agricole de faire des opérations avec d'autres personnes que les membres des syndicats agricoles. M. Léon Say, par exemple, s'exprime ainsi à cet égard (*Dix jours dans la Haute-Italie*. — Discours au Sénat. *Officiel* 1885. Débats, page 435) : « Le crédit agraire n'est possible qu'à la condition que la clientèle ne soit pas entièrement agricole et qu'elle comprenne, outre les agriculteurs, un assez grand nombre de commerçants et d'industriels. Il faut pour les opérations agricoles des échéances longues, et on ne peut consacrer à des prêts agricoles ou à des escomptes d'effets renouvelés par des agriculteurs que la portion des dépôts qui reste toujours au fond de la caisse. Pour la partie qui pourrait être reprise par les déposants, il faut une contre-valeur en effets de petits commerçants. » Il y a là, à notre avis, dans cette manière de voir beaucoup d'exagération. Sans doute, les opérations agricoles réclament de longues échéances, toutefois, le portefeuille d'une société de crédit agricole se renouvelle constam-

d'abord le district dans lequel la caisse fonctionne doit être restreint. Il doit être assez petit pour que les membres du comité de direction puissent parfaitement connaître la situation morale et matérielle de tous les sociétaires et assez grand pour que les affaires soient assez nombreuses pour pouvoir couvrir les frais d'administration et former une réserve. C'est dans un district peu étendu qu'il est seulement possible aux administrateurs de connaître fort bien l'emprunteur et de contrôler l'emploi de l'argent prêté de manière à ce qu'il ne soit point employé à un autre but qu'à celui indiqué d'avance par l'emprunteur. En pratique, chaque Darlehenskasse ne s'étend qu'à un village ou à une paroisse de 400 à 1.000 ou 1.200 habitants.

Un autre principe imposé par Raiffeisen, c'est la gratuité des fonctions d'administrateur de la caisse. Le district de la Darlehenskasse étant restreint, le travail est peu important et les administrateurs peuvent parfaitement continuer à vaquer à leurs affaires tout en s'occupant de celles de la caisse. Il en résulte que rien ne les pousse comme dans les Vorschussvereine

ment, les besoins des uns concordent avec les remboursements des autres; l'administration de la Banque n'accepte en principe que des dépôts à échéance fixe et s'arrange pour faire coïncider ses rentrées avec la date du remboursement de ses dépôts. Au reste, le développement et la solidité des banques Raiffeisen prouvent que des sociétés de crédit agricole peuvent sans aucun inconvénient être composées exclusivement d'agriculteurs. Il en résultera pour la banque un très grand avantage. A la campagne, chacun se connaît, aucune dissimulation n'est possible, les affaires des paysans se font en plein jour, on peut les suivre et les apprécier à chaque instant; il n'en est pas de même de celles des commerçants, même de ceux habitant le village. Le cultivateur hésitera à garantir dans une mesure quelconque les obligations d'un négociant sur lequel il n'est point à même de porter un jugement éclairé. L'admission de personnes autres que des agriculteurs dans les sociétés de crédit agricole nous paraîtrait donc fort regrettable.

à risquer des affaires dangereuses, à faire des spéculations pour multiplier le roulement des fonds et augmenter le gain. Enfin, de même que Schulze, Raiffeisen impose aux caisses qu'il fonde la constitution d'un fonds de réserve avec les petits bénéfices qui résultent de leurs affaires, et il prétend qu'on doit l'augmenter jusqu'à rendre inutile le capital emprunté; de cette façon on évitera le désastre qui pourrait se produire dans le cas où beaucoup de déposants réclameraient leurs fonds. Une fois ce résultat obtenu, les bénéfices augmentés des intérêts du fonds de réserve sont employés pour créer et aider des institutions d'utilité publique et communale. Quelquefois ces petits bénéfices ont été consacrés à la reconstitution des *Allmenden* ou terrains communaux avantageux aux petites gens ayant du bétail ou à la création de société coopératives de production. A la dissolution de la société, l'actif, au lieu d'être partagé entre les associés comme dans les sociétés ordinaires et les *Vorschussvereine* en particulier, est remis à une banque ou caisse centrale jusqu'à ce qu'une nouvelle caisse se fonde dans le village.

On a élevé contre le principe de la caisse Raiffeisen plusieurs griefs. On a dit qu'elle était un instrument d'influence, de domination au profit des gens riches du village dont le concours est indispensable pour fonder la caisse et qui tomberait infailliblement s'ils venaient à se retirer. M. Durand (1) lui-même semble le croire : « Les sociétaires le comprennent bien, dit-il, et c'est pour eux un motif de plus de tenir compte des désirs et des conseils de la classe riche. » Ce reproche nous semble inexact car, lorsque 50 ou 100 paysans

(1) Durand. Le crédit agricole, page 225.

offrent à un capitaliste leur engagement solidaire, ils trouvent toujours l'argent dont ils ont besoin et ils peuvent s'adresser à d'autres qu'aux gens riches du village s'ils redoutent leur tyrannie; de plus, pour éviter une demande de remboursement soudaine, les Darlehenskassen n'acceptent d'ordinaire que des dépôts à échéance fixe. On a adressé aux caisses Raiffeisen un reproche beaucoup plus grave et qui, à notre avis, est entièrement justifié. Il s'agit de la clause par laquelle elles se réservent le droit de dénoncer les prêts à quatre semaines. En prévenant un mois d'avance la caisse peut se faire rembourser à volonté. Sans doute, cette clause n'est presque jamais appliquée et elle est destinée seulement à contraindre les débiteurs à mener une vie honnête et rangée dans la crainte de voir leur dette exigible; néanmoins elle nous semble dangereuse et de nature, selon les expressions de Schulze, à jeter le malheureux débiteur dans les griffes de l'usurier. M. de Malarce (2) dans sa déposition à la commission sénatoriale s'exprime ainsi à cet égard : « Cette clause de congé à court délai qui permet de frapper comme par surprise l'emprunteur endormi sur la foi d'un long contrat, ne serait-ce pas qu'on a voulu faire sentir à ces petits emprunteurs qu'au moindre écart dans leur attitude sociale ou politique on était armé pour les rappeler à l'ordre? » M. de Malarce exagère un peu, d'ailleurs, dans sa déposition, il adresse aux Darlehenskassen plusieurs griefs absolument inexacts. C'est ainsi qu'il dit : « Ouvrez un guichet de prêts dans des conditions où les emprunteurs se voyant en face d'une caisse publique ou philanthropique ne se considèrent pas comme très sérieuse-

(2) *Journal officiel* du 29 mai 1894. Documents parlementaires, pages 89 et seq.

ment obligés au remboursement et vous aurez un afflux énorme d'emprunteurs. Le revers de l'affaire, c'est le jour des recouvrements. » Il y a là une inexactitude flagrante : les emprunteurs des caisses Raiffeisen ne sont point des donataires, d'ailleurs, leur succès montre que lorsqu'elles consentent un prêt ce n'est qu'à bon escient et qu'il est toujours remboursé à l'échéance.

Avec la multiplication des sociétés Raiffeisen, il s'est formé des unions d'associations. A la tête de tout le système est le *Generalanwaltschaft*, l'administration générale ayant son siège à Neuwied avec son conseil représentatif et son assemblée générale annuelle. Depuis 1876 ces associations ont en outre une banque centrale qui reçoit le superflu des fonds des sociétés locales pour le transmettre à celles qui en manquent. En 1892, les opérations de cette banque centrale atteignirent 12 millions de marks ; en 1896, elles s'élevèrent à près de 25 millions de marks. A côté des institutions de crédit qui forment la sphère principale et essentielle du système Raiffeisen il s'en est constitué d'autres qui s'y rattachent (laiteries ou fruiteries coopératives, houblonnières et vignobles ayant un caractère coopératif, magasins coopératifs de vente). De plus, à côté de la caisse centrale a été créée à Neuwied également une institution spéciale portant le nom de *Firme Raiffeisen* et ayant pour objet l'achat en gros des engrais et autres matières d'exploitation agricole qui sont revendues aux membres des associations particulières. Elle a créé dix succursales en Allemagne et le mouvement d'affaires de ce chef a dépassé 8 millions en 1896.

En avril 1897 (1), les associations du type Raiffeisen

(1) Blondel. Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne, p. 292.

rattachées à Neuwied s'élevaient à 2.245; le nombre des sociétés de crédit doit figurer dans ce chiffre pour 1.600 ou 1.800 environ. A l'assemblée générale des associations Raiffeisen, tenue à Berlin les 8, 9 et 10 juin 1897, l'Union de Neuwied comprenait 2.666 associations adhérentes d'après le rapport général de M. Cremer (1). Parmi ces sociétés, 1.865 renfermant 173.043 membres avaient envoyé leurs comptes au bureau central; ils présentèrent les résultats suivants: recettes, 103.804.762 marks; dépenses, 98.578.329 marks.

Lorsqu'on étudie le développement du crédit mutuel en Allemagne, on est porté à considérer exclusivement les deux groupes puissants qui se sont soumis aux règles de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen. Il existe cependant un troisième groupe très compact, très puissant, tout spécialement agricole et dont les fondateurs, bien que compagnons de la première heure de Raiffeisen, se sont séparés de lui pour admettre quelques principes imposés par Schulze et même quelques autres contraires à la fois aux règles tracées par les deux grands coopérateurs allemands. Son titre officiel est *Fédération générale des sociétés agricoles de l'empire allemand*; son directeur-fondateur, M. le docteur Haas, conseiller de cercle; son siège social à Offenbach-sur-Mein, dans le grand-duché de Hesse. En avril 1897 (2), le nombre des sociétés de l'Union d'Offenbach s'élevait à 2.447, en constante progression sur les années précédentes. Au 31 mai 1892, la Fédération comptait 1.552 sociétés; au 31 mai 1893, 1.868; enfin, au 31 mai 1894, l'Asso-

(1) *Economiste français* du 16 octobre 1897.

(2) Blondel. *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne*, page 292.

ciation exerçait son action sur 1.980 sociétés. Le but et l'activité de ces sociétés s'exercent dans toutes les branches de l'économie sociale intéressant l'agriculture; mais les sociétés de crédit y occupent un rôle considérable. Voici le décompte respectif des 1.980 sociétés existant au 31 mai 1894 :

Unions provinciales	15
Coopératives pour l'achat des engrais.	603
Sociétés de crédit.	732
Laiteries	576
Diverses	54
TOTAL.	1.980

Cette progression ininterrompue témoigne de l'ampleur de la conception de M. Haas. Elle est d'autant plus remarquable qu'il ne semblait pas après Schulze-Delitzsch et Raiffeisen y avoir place en Allemagne pour un nouveau groupement des sociétés agricoles, et que ses débuts avaient été des plus modestes. Ce n'est en effet qu'au mois de juillet 1883 que la Fédération a été fondée sous le nom d'*Union des sociétés agricoles allemandes*. La première réunion eut lieu à Hambourg et ne comprenait que six unions de sociétés agricoles. Depuis lors, des congrès annuels ont été successivement tenus dans la plupart des grandes villes allemandes. Ce fut au congrès de Darmstadt, en 1890, que l'ancienne raison sociale de l'Union fut abandonnée et remplacée officiellement par le titre actuel.

Le trait caractéristique de la fédération dirigée par M. Haas est son éclectisme en ce qui concerne la rédaction des statuts. C'est pour cela qu'il se sépara de Raiffeisen avec ses compagnons de la première heure, MM. Weidenkamener et Woerklin, après avoir fondé dans les grands-duchés de Bade et de Hesse plusieurs

Darlehenskassen. C'est certainement cet éclectisme, cette indépendance absolue laissée aux sous-unions ou sous-fédérations régionales, indépendance qui se répercute à son tour de celles-ci sur les sociétés locales qui ont fait la force de l'Union d'Offenbach. La Fédération a sans doute ses préférences : elle a publié dans son annuaire de 1893, des types de statuts pour les associations locales et pour les groupes régionaux. Ces statuts prévoient la création de parts d'affaires variant entre 50 et 100 fr. et le paiement de droits d'entrée de 5 à 10 fr. D'autre part, le conseil d'administration et le trésorier sont payés, et les dividendes versés, sans être élevés comme ceux des banques Schulze, ne sont pas aussi faibles que ceux des Darlehenskassen.

Ces diverses clauses contribuent à séparer les caisses du docteur Haas de celles de Raiffeisen. D'un autre côté, comme elles s'adressent exclusivement aux agriculteurs, les délais de remboursement dépassent ceux fixés par Schulze : au reste les modèles de statuts que propose la Fédération ne sont point obligatoires ; ses rangs sont ouverts à toutes les sociétés qui ont pour but l'intérêt agricole : on ne leur demande pas si elles préfèrent les principes de Schulze ou de Raiffeisen, on ne s'occupe que de leur utilité et de leur légalité. En respectant avec le soin le plus scrupuleux la liberté de chaque société locale pour tout ce qui regarde la rédaction de leurs statuts, la Fédération exerce sur elles une surveillance et une tutelle très actives et d'ailleurs pour leur plus grand profit. Ce respect de l'indépendance des sociétés locales est poussé si loin qu'il a même fait fléchir le principe si cher aux sociétés coopératives allemandes et commun aux Vorschussvereine et aux Darlehenskassen, de la responsabilité solidaire illimitée entre sociétaires.

Dans son cinquième congrès tenu en 1884 à Hildesheim, l'assemblée de la Fédération déclarait qu'en principe, la seule forme recommandable aux sociétés de crédit agricole était celle où tous les membres étaient engagés solidairement sur tous leurs biens, qu'il y avait même lieu de pousser les sociétés déjà constituées sous une autre forme à modifier leurs statuts dans ce sens, mais qu'il y avait lieu cependant d'admettre dans la Fédération les sociétés à responsabilité limitée lorsque les circonstances locales ou le genre d'affaires à prévoir justifiaient l'adoption de cette dernière forme, et sous la condition que les parts souscrites par les associés offrissent une garantie suffisante aux tiers. Conformément à cette résolution, les modèles de statuts proposés par l'annuaire de 1893 ont prévu, dans des notes spéciales, le cas où le système de la responsabilité limitée aurait la préférence des adhérents. Ajoutons enfin que la Fédération générale des sociétés agricoles de l'Empire allemand prévoit la création d'Unions provinciales dont elle règlemente minutieusement les attributions. On peut dire d'elles qu'elles ont la responsabilité de la direction effective des petites sociétés locales qu'elles surveillent d'une façon minutieuse. C'est ainsi qu'elles doivent contrôler les livres et les statuts des caisses locales, prendre l'initiative de la création et du rattachement des nouvelles sociétés rurales, opérer les virements de fonds entre les diverses caisses associées. En un mot, ces Unions régionales sont un des éléments de force et de prospérité dans toutes les fédérations allemandes, mais plus particulièrement dans celle d'Offenbach.

Ainsi donc, indépendance absolue laissée aux sociétés locales pour leur constitution et recherche de

l'action pratique, telles sont les règles de la Fédération d'Offenbach. Elles rappellent par plus d'un côté celles de la loi française du 5 novembre 1894 qui accorde toute liberté aux statuts pour régler le régime intérieur des sociétés de crédit agricole qu'elle crée et qui leur permet de stipuler à leur choix entre les associés la solidarité ou la responsabilité limitée.

Ajoutons, pour être complet, qu'en avril 1897, il existait en Allemagne, à côté des sociétés de crédit mutuel Schulze-Delitzsch, Raiffeisen et Haas, 2.241 associations dissidentes (1). Il est à noter que très souvent elles sont classées parmi les Vorchussvereine ou les Darlehenskassen, en sorte que la plupart des statistiques fournies sur les sociétés coopératives d'Allemagne diffèrent.

Le principe de la coopération appliquée au crédit agricole s'est répandu dans l'Europe entière (2) mais avec une force moins grande qu'en Allemagne. En Italie principalement, les sociétés de crédit mutuel prennent un grand développement grâce à l'initiative de MM. Wollemborg et Luzzatti : ce dernier préconise la forme à responsabilité limitée. C'est ce principe qui a inspiré les auteurs de la loi française du 5 novembre 1894 que nous nous proposons d'étudier en même temps d'ailleurs que la situation actuelle des sociétés de crédit agricole qui se sont créées en se plaçant sous le régime de cette loi.

Nous diviserons notre travail en trois parties.

(1) Blondel. Etudes sur les populations rurales en Allemagne, p. 292.

(2) L'étude du crédit agricole à l'étranger, quoique fort intéressante au point de vue historique, ne rentre point dans le cadre de cette étude, ses promoteurs, d'ailleurs, n'ont fait que suivre Schulze et Raiffeisen. (Cf. sur cette question Durand, Le crédit agricole).

Dans une première, nous rechercherons la portée générale de la loi du 5 novembre 1894.

Dans une deuxième, nous étudierons la constitution et la publicité des sociétés de crédit agricole.

Dans une troisième, leur fonctionnement.

PREMIÈRE PARTIE

Portée générale de la Loi du 5 Novembre 1894

CHAPITRE PREMIER

**Des syndicats agricoles comme organes distributeurs
du crédit personnel à l'agriculture. Utilité de la loi
du 5 novembre 1894.**

Nous avons essayé de démontrer que les associations coopératives étaient l'instrument nécessaire du crédit agricole, et que d'ailleurs la plupart des pays en Europe avaient vu se développer ces institutions, pour le plus grand bien de l'agriculture. C'est ce mode d'organisation du crédit agricole, sous la forme particulière de la mutualité, qui parut également le plus convenable aux auteurs de la proposition Méline, qui est devenue la loi du 5 novembre 1894. Mais au lieu d'utiliser dans ce but l'instrument que nous possédons déjà de la société à capital variable, forme française de l'association coopérative, les auteurs du projet, séduits par les résultats brillants de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, et surtout par la

prospérité et le développement (1) des syndicats agricoles, ont compris à juste titre qu'on pouvait utiliser encore ces institutions naissantes, en leur confiant un rôle important dans la constitution du crédit agricole, et en ouvrant ainsi un nouveau champ à leur activité.

Un des services les plus importants, en effet, que les syndicats pourraient rendre à leurs membres, serait de faire pour eux des opérations de crédit, afin de leur procurer à des conditions avantageuses l'argent qui leur est nécessaire pour acheter des outils ou des matières premières et faire de la culture intensive.

Les syndicats professionnels, tels qu'ils fonctionnent conformément à la loi de 1884, peuvent-ils faire des opérations de crédit pour leurs membres ? N'est-ce pas là sortir de l'étude et de la défense des intérêts agricoles qui doit être leur unique but, et ne s'exposent-ils pas aux pénalités de l'article 9 de la loi de 1884 ? La plupart des auteurs admettent qu'en se livrant à des opérations de crédit en faveur de leurs membres, les syndicats professionnels font des opérations ne se rattachant pas directement à l'étude et à la défense des intérêts agricoles, et qu'en somme ils outrepassent leurs droits. M. Mir, rapporteur de la loi du 5 novembre 1894, donne comme « certain que les syndicats ne peuvent pas, en l'état actuel de la législation, faire pareux-mêmes du crédit mutuel (2). » En effet, fournir du crédit, c'est faire autre chose que se livrer à l'étude et à la défense des intérêts agricoles, car c'est

(1) Le nombre des syndicats agricoles s'élevait au premier juillet 1896 à 1,275, comptant 423,492 membres.

(2) *Journal Officiel*. Documents parlementaires. Chambre 1892, page 207.

faire plus et pour prendre un exemple concret on dit : l'organisation des achats pour le compte de leurs membres, voilà l'œuvre première à laquelle les syndicats consacrent leurs efforts, et celle qui peut faire apparaître le plus rapidement, leur utilité et le bienfait de leur création. Obtenir des rabais considérables en achetant des produits en grande quantité, c'est bien là s'occuper de la défense des intérêts agricoles ; il en serait de même de l'organisation des ventes pour le compte des syndiqués. Mais il se peut qu'un syndiqué qui a fait un achat n'ait pas l'argent suffisant pour le payer, si en ce cas le syndicat, pour procurer à cet acheteur l'argent qui lui est nécessaire, escompte une lettre de change que celui-ci a tiré sur un de ses débiteurs, le syndicat ne se livre plus à la défense des intérêts agricoles.

Nous croyons, au contraire, qu'en faisant des opérations de crédit pour leurs membres les syndicats ne dépassent pas leurs droits et ne sont pas passibles des pénalités de l'article 9 de la loi de 1884, car c'est là une suite naturelle du but que doivent se proposer les syndicats, et c'est un service très important à rendre à leurs membres. Obtenir pour les paysans de l'argent dans des conditions peu onéreuses, n'est-ce pas, étant donnée la largeur d'esprit de la loi de 1884, se consacrer à la défense des intérêts agricoles ?

Mais, et c'est une autre question, les syndicats agricoles qui voudraient se livrer d'une manière habituelle à des opérations de crédit, ne doivent-ils pas se soumettre à l'ensemble des dispositions de notre législation, et notamment de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés commerciales, qui, en imposant à ces sociétés, dans un intérêt public pour la sauvegarde des tiers et à peine de nullité, un ensemble de con-

ditions d'organisation et de publicité à remplir pour qu'elles puissent être habilitées à se livrer aux opérations commerciales et financières, ont implicitement entendu par là que toutes autres associations qui n'auraient pas rempli les conditions prescrites devraient s'interdire ces mêmes opérations ?

Les deux questions, quoique connexes, ne sont pas identiques. Si, pour se livrer habituellement à des opérations de crédit, le syndicat doit respecter les dispositions du Code de commerce et de la loi de 1867, il s'expose en ne s'y soumettant pas aux pénalités édictées par la législation commerciale, mais il ne tombe pas sous le coup de celles de l'article 9 de la loi de 1884 et le procureur de la République, par exemple, ne pourra pas demander sa dissolution.

Pour fournir du crédit à leurs membres, les syndicats peuvent procéder de deux façons. Le premier moyen suivi d'ordinaire par les caisses Raiffeisen et le seul permis par M. Durand aux caisses de ce système qu'il fonde en France, consiste à emprunter des sommes d'argent, à leurs membres autant que possible, pour les prêter, aux risques et périls de la société de crédit, aux associés qui ont besoin d'argent. La différence entre le taux de l'intérêt servi aux prêteurs et celui exigé des emprunteurs, permettra de payer les frais généraux et de couvrir la perte résultant pour la société des capitaux qui peuvent dormir dans sa caisse. C'est qu'en effet ce mode de procéder offre l'inconvénient, puisqu'une société de crédit agricole ne peut fonctionner avec la précision d'une banque ordinaire, de laisser des capitaux souvent improductifs : la société empruntera toujours pour un an (personne ne voulant placer des capitaux à un plus court terme), et très souvent, elle ne fera des prêts

que pour une durée de huit ou dix mois. Pour remédier à cette perte d'intérêt, la plupart des sociétés de crédit agricole ne reçoivent point de dépôt et réescomptent leurs effets en portefeuille.

Les banques mutuelles agricoles ne se bornent pas à consentir des prêts directs en argent à leurs membres, elles escomptent aussi leurs effets de commerce.

Un associé ayant besoin d'une avance de fonds peut, s'il a un débiteur, ce qui arrivera fréquemment, faire escompter par la société une lettre de change tirée sur ce débiteur. Ce mode de procéder est facilité par la loi du 7 juin 1894 qui supprime la remise de place en place qu'exigeait l'article 110 du Code de commerce, en disposant que la lettre de change est tirée d'un lieu sur un autre (adj. art. 632 *in fine*). Pour éviter toute difficulté et afin que la négociation en devienne plus facile, il est bon de faire accepter la lettre de change immédiatement. En pratique, ce moyen de se procurer de l'argent est très avantageux, il peut se faire par exemple qu'un cultivateur ait donné du lait à une société de fromagerie qui ne pourra le payer que dans plusieurs mois au moment de la vente des fromages; si ce cultivateur n'emprunte que pour attendre l'échéance de cette créance, il la cédera à la société du crédit agricole au moyen d'une lettre de change acceptée que la société lui escomptera immédiatement. Le même procédé pourrait être employé par un cultivateur, qui aurait fait des charrois pour le compte d'un entrepreneur, ou aurait vendu du vin ou des olives payables à soixante jours. Or, emprunter habituellement des sommes d'argent pour les placer à ses risques et périls, escompter des billets, placer sa signature sur une lettre de change, ce sont des actes de commerce, des opérations de banque; ceux qui

s'y livrent et en font leur profession habituelle sont des commerçants, des banquiers, et le syndicat qui les fait se transforme en société commerciale et doit, par conséquent, respecter les dispositions rigoureuses et compliquées de la loi du 24 juillet 1867 et du Code de commerce.

On pourrait objecter, peut-être, que les opérations de banque ne constituent des actes de commerce qu'autant que ceux qui les font ont l'idée de spéculer, ou plutôt l'intention de réaliser un gain. Or, pourrait-on dire, telle n'est pas l'intention des syndicats, ils n'ont pour but que de rendre service à leurs membres, ils n'ont pas comme les banquiers ordinaires l'idée de réaliser de très grands bénéfices, ils se contentent de percevoir sur les opérations qu'ils font une certaine somme afin de couvrir simplement leurs frais généraux. Donc, si les syndicats agissant de la façon que nous venons d'indiquer ne font pas des actes de commerce, ils ne deviennent pas commerçants en s'y livrant d'une manière habituelle et par suite ils ne se transforment pas en sociétés commerciales soumises aux obligations imposées par le Code de commerce et la loi de 1867. L'opinion qui exige que l'idée de spéculation existe pour que les opérations de banque soient des actes de commerce (1) est très discutable et la majorité des auteurs la repoussent à bon droit. L'article 632 § 4 en effet commercialise, dans des termes très généraux, toute opération de banque et rien ne permet de sous-entendre comme dans le paragraphe premier qu'il soit nécessaire qu'on ait en vue l'idée de réaliser un gain, pas plus que dans le

(1) Vavasseur. Traité des sociétés, Tome II, n° 1004.

paragraphe 7 où personne n'exige cette intention (1).

En reprenant d'ailleurs très rapidement les opérations ordinaires auxquelles le syndicat peut se livrer pour procurer du crédit à ses membres et que nous avons passées en revue, nous trouvons en premier lieu le fait de chercher des fonds à ses risques et périls, pour les prêter à ses membres à un intérêt plus élevé que celui auquel il les a empruntés. Sans doute le syndicat jouissant de la personnalité civile, a bien le droit d'emprunter, mais en empruntant pour prêter il spéculé sur la location des fonds, il fait une opération de banque et il doit la faire nécessairement avec l'intention de réaliser un gain, s'il veut fonctionner régulièrement. En effet, lorsqu'un syndicat professionnel achète, par exemple, des engrais pour les revendre, si on voit dans cet acte un achat suivi de revente, on ne peut y voir un acte de commerce si le syndicat n'a pas l'intention de réaliser un bénéfice et se contente d'une petite commission nécessaire pour couvrir ses frais généraux. Dans ce cas, le prélèvement opéré lors de la revente n'aura que ce but, tandis qu'en empruntant pour prêter à ses membres, le syndicat devra forcément ne pas se contenter de la commission nécessaire à couvrir ses frais généraux, il devra sur l'opération prélever un bénéfice qui lui sera nécessaire, en premier lieu, pour constituer un fonds de réserve indispensable à son fonctionnement et destiné à supporter les pertes qui pourraient provenir de l'insolvabilité d'un emprunteur, puisqu'il est nécessaire que le syndicat emprunte à ses risques et

(1) Lyon Caen et Renault. Traité de droit commercial n° 1037. Cauwès. Cours d'économie politique, 3^e édition, tome III, page 329. Labiche. Rapport au Sénat sur la loi du 5 novembre 1894. *Journal Officiel* du 28 mai 1894, annexe n° 43, page 88.

périls. En second lieu, ce bénéfice servira à dédommager le syndicat au cas où, comme nous l'avons expliqué, il arrivera que des capitaux resteront improductifs dans sa caisse, puisque souvent il empruntera des fonds pour un an ou plus et accordera des prêts pour huit ou dix mois. En résumé, en empruntant habituellement des sommes d'argent pour les placer à ses risques et périls (1), le syndicat se transforme en société commerciale et doit se soumettre aux dispositions de la loi commerciale.

Si, d'autre part, le syndicat professionnel escompte les lettres de change ou les billets à ordre qui lui sont apportés, il se livre avec bien plus d'évidence encore à des opérations de banque, puisque l'escompte est l'opération la plus fréquente des banquiers et que sur cet escompte il devra prélever un bénéfice, comme au cas d'emprunt et pour les mêmes raisons.

Le syndicat, comme toutes les sociétés de crédit agricole, disposera d'un très petit capital, il lui faudra donc réescompter ses effets en portefeuille.

Sa signature apposée sur la lettre de change ou le billet à ordre à côté de celle de l'emprunteur et de la caution généralement exigée, fourniront les trois signatures imposées par la Banque de France, qui offre l'escompte au taux le moins élevé. Or, en apposant sa signature sur une lettre de change, le syndicat fait un acte de commerce indépendamment de toute idée de réaliser un gain, car celui qui s'engage sur une lettre de change, à un titre quelconque, contracte un engagement commercial. S'il s'agit d'un billet à ordre, on sait qu'au point de vue de la commercialité

(1) La jurisprudence n'hésite pas à voir là un acte de commerce. Ch. des Requêtes, 9 août 1849. D. P. 1849. 1^{re} partie, page 207.

les principes ne sont pas les mêmes que pour la lettre de change, puisque le billet à ordre n'est commercial que s'il a été souscrit pour une opération commerciale, tandis que la lettre de change est toujours commerciale quelle que soit la nature de l'opération pour laquelle elle a été créée. Cette différence est vivement regrettable et le législateur de 1894 aurait dû assimiler les deux cas.

Nous avons admis qu'en escomptant un billet à ordre et en réalisant de ce chef un bénéfice, le syndicat faisait une opération de banque, mais de plus il faut remarquer que nécessairement, s'il veut présenter son portefeuille à l'escompte de la Banque de France, il doit constituer une société commerciale. La Banque de France, en effet, ne prête qu'à des commerçants et sur trois signatures. Le syndicat pourra fournir les trois signatures, mais il devra être lui-même une société commerciale, afin de commercialiser le billet à ordre pour le rendre acceptable par la Banque.

En résumé, pour fournir du crédit à ses membres, les syndicats doivent se transformer en sociétés commerciales s'ils ne veulent pas s'exposer aux pénalités du code de commerce et de la loi de 1867 et s'ils veulent commercialiser et rendre acceptable par la Banque de France le papier des agriculteurs. Ils ont d'ailleurs tout intérêt à agir ainsi : pour ne citer qu'un exemple, le Crédit mutuel de Poligny, avec un capital sur lequel il n'a été versé que 20,730 francs, a pu faire, en 1895, pour 350,000 francs d'avances à 3 0/0 aux agriculteurs de l'arrondissement de Poligny.

Puisque seule une société commerciale peut faire les opérations de commerce destinées à procurer du crédit à ses sociétaires, les syndicats qui veulent rendre à leurs membres ce service important doivent se transformer en sociétés commerciales, ou créer à

côté d'eux comme annexes des caisses de crédit agricole, en se conformant aux dispositions rigoureuses du code de commerce et de la loi du 24 juillet 1867.

Ce fut M. Louis Milcent qui eut l'initiative, le premier en France, de provoquer, en 1885, la fondation, dans le sein du syndicat agricole de Poligny (Jura) d'une association de crédit mutuel. M. le ministre de l'agriculture, lors de la discussion de la loi du 5 novembre 1894, lui rendit publiquement hommage du haut de la tribune du Sénat, dans la séance du 21 mai 1894. Cette association de crédit a la forme d'une société anonyme à capital variable (1), par conséquent il n'y a point de solidarité et la responsabilité de chacun est limitée à sa souscription, contrairement aux sociétés allemandes et conformément, on peut le dire, aux habitudes françaises. L'association se compose : 1° de membres fondateurs qui s'interdisent la faculté de demander des avances à la société, ils prennent le nom d'actionnaires fondateurs et reçoivent

(1) Cette forme à capital variable que peuvent adopter les sociétés de crédit mutuel est régie par le titre III de la loi du 24 juillet 1867. Elle peut s'appliquer à toutes les sociétés. C'est ce qu'indique l'article 48 de la loi de 1867 : « Il peut être stipulé dans les statuts de *toute société*. » Cette loi fixe certaines règles applicables à ce genre de sociétés « indépendamment des règles qui leur sont propres suivant leur forme spéciale ». En pratique, l'idéal coopératif étant la société où tout le monde a les mêmes droits, les sociétés de crédit mutuel n'adopteront pas la forme en commandite qui implique des associés tenus indéfiniment et d'autres d'une façon restreinte : on peut supposer toutefois par exemple que craignant la concurrence que pourra lui faire une banque mutuelle, ou afin de se procurer plus facilement de l'argent, un banquier transforme sa maison en une société coopérative en commandite dont il sera le gérant responsable (5^e congrès des banques populaires françaises tenu à Toulouse en 1893, page 55). Les sociétés de crédit mutuel se placeront donc sous la forme de sociétés en nom collectif à capital variable si leurs membres veulent accepter le principe de la responsabilité illimitée ou sous celle de sociétés anonymes à capital variable s'ils ne veulent être responsables que de leurs apports.

seulement 3 0/0 d'intérêt sur leurs actions qui sont de 500 francs ; 2° de membres sociétaires qui souscrivent des actions de 50 francs et doivent verser au moins le quart : 12 fr. 50. Actuellement que l'institution est plus connue et que les adhésions arrivent de plus en plus, on demande aux nouveaux sociétaires un versement de moitié et il sera sans doute possible un peu plus tard d'arriver au versement de la coupure entière. Ces sociétaires reçoivent 5 0/0 d'intérêt sur ces actions de 50 francs. Seuls ils ont le droit d'emprunter, conformément à la règle fondamentale d'une association mutuelle de ne traiter qu'avec ses membres.

Sociétaires et fondateurs doivent faire préalablement partie du syndicat, en sorte que le groupe est homogène au point de vue moral. L'administration est gratuite grâce à M. Alfred Bouvet, grand industriel de la région, qui, possédant des bureaux au moins dans tous les cantons de l'arrondissement, met ses employés à la disposition de la caisse de crédit. Les frais généraux se réduisent ainsi à fort peu de chose. Les prêts sont faits pour trois mois, six mois, un an au maximum. Ils ont exclusivement pour objet l'achat de bestiaux, de semences, d'engrais ou d'instruments agricoles. Ils se font sur billets signés de l'emprunteur et d'une caution ; ils sont renouvelables : le maximum en est fixé à 600 francs. Les prêts effectués se sont élevés pour l'année 1895 à la somme très élevée de 350,110 francs. Le chiffre a été en progression constante depuis 1885, sauf en 1893 à raison de la sécheresse, les cultivateurs au lieu d'acheter du bétail furent obligés d'en vendre beaucoup, mais au printemps 1894, l'accroissement se reproduisit. Les prêts effectués se sont élevés :

En 1885..... à	5.420 fr.	En 1891..... à	159.023 fr.
1886..... à	31.234 »	1892..... à	211.907 »
1887..... à	39.886 »	1893..... à	181.812 »
1888..... à	56.081 »	1894..... à	332.735 »
1889..... à	72.189 »	1895..... à	350.110 »
1890..... à	127.604 »		

L'intérêt des prêts fixé au début à 4 0/0 fut réduit successivement à 3,50, puis à 3 0/0, la Banque de France ayant admis à l'escompte les billets endossés par le Crédit mutuel. La société obtient ainsi de la Banque des fonds à 2 ou 2,50 0/0 et se contente de la différence entre ce taux et celui de 3 0/0 pour couvrir ses différents frais. Depuis sa création, la caisse de crédit n'a pas eu un seul effet impayé ; elle n'a par conséquent subi aucune perte. L'enquête sur chaque demande d'emprunt est faite d'ailleurs avec grand soin grâce à l'organisation du syndicat qui compte dans chaque canton un conseil dont le président et le secrétaire connaissent généralement tous les syndiqués. Lorsqu'une demande survient, elle est communiquée au président du conseil cantonal qui donne son avis ; si l'avis est défavorable, elle est refusée. C'est aussi le président qui s'assure de l'emploi auquel l'emprunt est destiné et qui vérifie la solvabilité de la caution.

L'exemple du syndicat de Poligny fut suivi à notre connaissance par trois autres syndicats : ceux de Senlis, de Saint-Florent-sur-Cher, canton de Charost et de Delle. La Banque de Senlis possède un capital de 100,000 francs sur lequel 25,000 ont été versés et déposés à la Banque de France sous la forme d'actions de la compagnie du Nord. Grâce à ce dépôt, la Banque lui a consenti 100,000 francs d'escompte, ce qui lui permet d'obtenir un crédit représentant quatre fois les

sommes engagées par les associés. En 1890 elle avait déjà fait pour 200,000 francs d'affaires ; elle n'a cessé de prospérer depuis. La Banque de Poligny se compose, nous l'avons dit, de membres appartenant obligatoirement au syndicat agricole. A Senlis c'est le syndicat lui-même en entier qui est constitué en société par actions à capital variable.

Le 15 septembre 1891, M. Chénon de Léché créa, avec le concours de plusieurs membres du syndicat agricole de Saint-Florent-sur-Cher, canton de Charost, la banque agricole de Saint-Florent (1). Cette banque s'est également fondée comme celle de Poligny, sous la forme de société anonyme à capital variable. La responsabilité des sociétaires est, en conséquence, limitée au montant des actions souscrites. Elle a pour but de venir en aide spécialement aux cultivateurs honnêtes et laborieux du canton de Charost, au moyen de prêts et escomptes et également en leur facilitant l'épargne. Son capital initial était de 5.700 francs divisé en 114 actions de 50 francs. A la différence du Crédit mutuel de Poligny, il n'y a pas deux sortes d'actionnaires : toutes les actions sont de 50 francs dont un dixième seulement doit être versé sans distinguer entre les sociétaires et les fondateurs. D'autre part, la banque agricole de Saint-Florent peut faire des opérations avec ses sociétaires qui sont nécessairement membres du syndicat agricole de Saint-Florent, avec les autres membres du syndicat même non sociétaires et même avec des tiers ne faisant partie ni de la banque agricole ni du syndicat. Six mois après sa fondation, la banque agricole de Saint-Florent avait élevé

(1) Troisième congrès des Banques populaires tenu à Bourges en 1891, page 225.

le chiffre de ses affaires à 54,000 francs. Au 31 décembre 1894, son capital était de 12,600 francs divisé 252 actions de 50 francs possédées par 111 sociétaires. Son mouvement de caisse avait dépassé 180,000 francs, il était entré dans son portefeuille pendant l'année 5,079 effets pour 93,966 francs et sorti 5,044 effets pour 93,341 francs, soit un mouvement général s'élevant à 187,307 francs.

La caisse de crédit agricole du canton de Delle (territoire de Belfort) fut créée le 8 mai 1893 surtout à cause de la disette de fourrages de 1893 et pour éviter aux cultivateurs du syndicat agricole du canton de Delle, qui compte plus de 1,300 membres, de vendre leurs bestiaux à des prix non suffisamment rémunérateurs. M. Léon Viellard, maître de forges et député de Belfort, n'hésita pas alors à avancer aux membres du syndicat agricole dont il est président jusqu'à 34,000 francs sans demander aucun intérêt. Dans ces conditions, une caisse de crédit agricole fut créée comme annexe du syndicat; elle reçoit des dépôts de ses sociétaires seulement, et seuls les membres du syndicat peuvent lui demander des prêts. Avec l'avance généreuse de son président, la caisse de Delle n'avait qu'à se défendre contre les associés obérés et peu travailleurs. M. Viellard fut remboursé, mais très lentement. La caisse continua ses opérations. Il ressort de l'article 3 des statuts que le taux de l'intérêt est fixé à 4 pour cent pour les prêts faits par la caisse et à 3 fr. 50 pour cent pour l'argent déposé à la caisse. Chaque emprunteur doit avoir deux cautions solidaires. Les prêts sont faits sous forme de billets à l'ordre du syndicat. Si l'associé qui emprunte à la caisse de crédit agricole n'a pas à se libérer d'un quart ou d'un dixième d'action, il doit par contre assurer son bétail à

la caisse de secours contre la mortalité du bétail (autre annexe du syndicat agricole de Delle), à raison de 2 francs par tête au minimum. Ce qu'il touchera de son assurance le cas échéant sera versé à la caisse de crédit en déduction de sa dette. L'emprunteur doit justifier aussi de l'assurance de ses bâtiments. Le même associé ne peut devoir à la fois plus de 1,000 francs. Au 31 décembre 1895, la caisse de crédit agricole de Delle avait 27,000 francs de prêts en cours (1).

À côté de ces quatre sociétés qui représentent presque tout ce que l'initiative privée a pu faire en France pour la constitution d'associations de crédit mutuel agricole avant la loi du 5 novembre 1894, et sous réserve toutefois d'environ 20 banques du système Raiffeisen créées de 1893 à 1895 et qui peuvent profiter des avantages de la loi nouvelle ainsi que nous le verrons, il nous faut indiquer quelques tentatives des conseils généraux de certains départements en 1893.

Quelques-unes de ces assemblées décidèrent à cette

(1) Mentionnons également l'initiative prise par les deux syndicats de Niort (Deux-Sèvres) et Die (Drôme). A Niort, le président du syndicat professionnel agricole des Deux-Sèvres se rend responsable de toutes les commandes et le syndicat livre des engrais à crédit. Chacun des 3,000 syndiqués peut prendre les engrais qui lui sont nécessaires contre paiement à trois ou à six mois moyennant un intérêt à 6 pour cent par an. Les crédits ainsi accordés dépassent 60,000 francs pour chaque exercice et les rentrées s'effectuent régulièrement. Depuis 1895, le syndicat a, paraît-il, créé une société de crédit agricole conforme à la loi du 5 novembre 1894. A Die, le syndicat des agriculteurs possédant une réserve importante l'emploie à accorder des facilités aux sociétaires faisant des achats par son entremise. Il accorde un crédit de 3 ou 6 mois moyennant un intérêt de 4 pour cent aux agriculteurs qui ne peuvent point payer comptant les commandes qu'ils ont faites. En somme, à Die comme à Niort, le syndiqué ne peut employer le crédit qu'on lui accorde ailleurs qu'au syndicat : il y a là sans doute un emploi très profitable, mais le cultivateur peut avoir besoin d'argent pour acheter des bestiaux par exemple, en ce cas le syndicat ne lui en fournira pas et il sera obligé de s'adresser ailleurs.

date de réserver à l'organisation du crédit agricole une part importante des fonds qui leur avaient été accordés sur le crédit de 5 millions voté par les Chambres en faveur des victimes de la sécheresse. Ces fonds furent versés à des syndicats qui étaient chargés par les assemblées départementales de réaliser la fondation de sociétés de crédit agricole (1). Plusieurs associations furent alors fondées. Leurs résultats ne durent pas être très brillants, car quelques-unes ont disparu depuis cette époque. Nous avons recueilli quelques renseignements sur deux d'entre elles, l'une fondée à la fin de 1893 à Amiens et l'autre au début de 1894 à Coulommiers (2). La société de crédit mutuel de Coulommiers fut fondée au capital de 36,500 francs composé : 1° d'une subvention de 6,000 francs accordée par le conseil général de Seine-et-Marne ; 2° de 30,500 francs souscrits par des fondateurs et divisés en parts de 500 francs ; 3° de parts de 50 francs mises à la disposition des membres du syndicat qui voudraient devenir sociétaires afin d'avoir droit au crédit. Le dividende est limité à 3 pour cent, la société ne prête qu'aux membres du syndicat et pour des objets agricoles. Les prêts sont faits au taux de 4 pour cent pour trois mois et sont renouvelables jusqu'à un an. La société de crédit agricole de la Somme, avec

(1) Ce mode de procéder des conseils généraux nous semble fort critiquable. Tout d'abord les cinq millions votés par les Chambres étaient destinés aux victimes de la sécheresse et non à l'organisation du crédit agricole. D'autre part, il tend à transformer une œuvre d'association, de coopération en une œuvre de bienfaisance et par là à éloigner peut-être la meilleure clientèle de la caisse. De plus, il enlève tout intérêt pour le succès de l'œuvre aux sociétaires qui, eux seuls, peuvent pourtant le mieux apprécier la solvabilité de leurs voisins et surveiller discrètement l'emploi des fonds qui leur sont prêtés.

(2) Des institutions analogues auraient été créées dans le Doubs, l'Indre-et-Loire et les Côtes-du-Nord.

siège social à Amiens, fut fondée à la fin de 1893 pour une durée de dix ans. Cette association fonctionne entre les membres de la société des agriculteurs du département de la Somme ou de tout syndicat agricole légalement constitué dans ce département. Elle a pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par ses membres. Le capital est constitué par des parts sociales de 20 francs non productives d'intérêts et ne donnant droit à aucun dividende ni partage de bénéfices ou par des versements annuels de 2 francs. Le capital initial est de 55,000 fr. constitué : 1° par une somme de 48,400 fr. restant libre sur les fonds accordés par l'Etat en 1893 aux victimes de la sécheresse et d'une somme de 6,600 francs divisée en parts sociales de 20 francs chacune. Le taux des prêts est fixé à 2 fr. 50 pour cent. Les sociétaires ne touchant ni intérêts ni dividendes, le capital social n'ayant pas à être rémunéré, les bénéfices sont affectés pour trois quarts au fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds ait atteint la moitié du capital social, le reste augmente le fonds de roulement. La société de crédit agricole de la Somme n'est en réalité qu'une institution de bienfaisance vivant par la charité de l'Etat et de plusieurs hommes politiques souscripteurs des parts sociales.

En résumé, dans la plupart des cas où l'on a voulu fournir à l'agriculture du crédit personnel, l'initiative en revient aux syndicats agricoles ; c'est ce qui a décidé le législateur du 5 novembre 1894 à réserver les faveurs de la loi nouvelle aux associations syndicales. Pour rendre ce service à leurs membres, les syndicats agricoles étaient tenus de se conformer aux formes rigoureuses et compliquées de la loi commerciale et notamment de la loi de 1867.

Une loi était donc nécessaire, loi de simplification pour encourager les initiatives individuelles des agriculteurs que des formalités gênantes entravaient et paralysaient. Nous devons ici très brièvement rechercher l'utilité de la loi nouvelle. Tout d'abord, selon les expressions du rapporteur à la Chambre, M. Mir, la constitution des sociétés de crédit agricole que prévoit le nouveau texte n'exige que la rédaction et le dépôt de statuts, c'est là, on le voit, une grande simplification. Il faut, dit l'exposé des motifs de la proposition de loi, pour les sociétés de crédit agricole « une organisation plus simple, plus facile, moins formaliste, plus accessible à la masse des intelligences que celle des sociétés commerciales. » Tel a été le but principal que s'est proposé d'atteindre le législateur en 1894. A la séance du 16 juin 1892 (1), M. Méline s'exprimait ainsi : « La législation commerciale concernant les sociétés est infiniment trop compliquée, d'un fonctionnement trop difficile pour être pratiquée par la masse de la population ; elle n'est accessible qu'aux hommes d'affaires, aux hommes de droit, aux financiers ; elle est impraticable pour la masse de la population. » En réduisant ainsi à leur strict minimum les conditions de constitution des sociétés agricoles, le législateur diminue dans une notable mesure leurs frais de premier établissement ; cela permettra d'effectuer sur les opérations des prélèvements moins élevés ou de réaliser des bénéfices plus importants qui profiteront à l'association.

La loi nouvelle accorde aussi une absolue liberté pour la rédaction des statuts sur un grand nombre de points et notamment en ce qui concerne l'administra-

(1) *Journal officiel* du 17. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 826.

tion et la surveillance qui pourront être établies par les sociétés, comme elles le voudront.

L'article 5 réduit à leur strict minimum les conditions de publicité qui néanmoins sont suffisantes ; c'est ainsi qu'il dispense de la publication d'un extrait des statuts dans un journal dont un exemplaire doit être visé et enregistré au droit fixe, de même encore il n'impose pas aux fondateurs des caisses agricoles le dérangement que pourrait leur causer le dépôt au greffe du tribunal de commerce. L'article 4 accorde également des exemptions d'impôts aux sociétés nouvelles, ce qui constitue un avantage très positif.

Enfin, la loi nouvelle a réussi à écarter toute idée de spéculation dans les sociétés qu'elle crée, en interdisant les actions et en limitant strictement la rémunération du capital social, par l'interdiction de dividendes. De plus, elle permet aux sociétés sans capital social, du type Raiffeisen, de se placer sous son régime afin de jouir de toutes les faveurs qu'elle accorde ; elle favorise ainsi le développement de caisses qui ont fort bien réussi en Allemagne et dont l'établissement en France est au contraire fort difficile, car elles ne correspondent à aucun type de sociétés commerciales existant.

En un mot, la loi du 5 novembre 1894, empreinte du plus sincère libéralisme, ouvre aux initiatives, aux bonnes volontés, aux dévouements un champ des plus vastes et des plus bienfaisants. Dans le monde agricole et surtout pour les petits, pour les plus humbles agriculteurs, elle peut avoir une large part dans le mouvement et la rénovation qu'a produits l'application de la loi du 21 mars 1884. Tous ces avantages suffisent à justifier, il nous semble, l'utilité de la loi.

Il convient de dire d'ailleurs qu'elle a été accueillie

avec empressement par tous les agriculteurs français (1) et qu'elle avait été vivement réclamée par eux. M. Duport, président de l'Union des syndicats du Sud-Est, pour ne citer qu'un exemple, s'exprimait ainsi : « A mon sens, la commission a réellement fondé le crédit agricole : mon âme de patriote s'en réjouit. Ne voyez-vous pas quel appui ce nouvel organisme apportera à mes chers syndicats, soit en les aidant dans leurs opérations diverses dont il régularisera le côté commercial, soit en permettant le fonctionnement normal des futures caisses d'assurances et de secours mutuels. Mais, c'est l'avenir ; et le présent suffit à démontrer amplement l'utilité de la loi. Combien de fois n'ai-je pas regretté de ne pouvoir faire fléchir le sage règlement qui veut que toutes les fournitures dans le syndicat que je préside, ne soient faites que rigoureusement au comptant ! Combien de fois n'ai-je pas vu des achats de semences, d'engrais, etc., empêchés ou réduits par ce motif, d'où résultait une diminution forcée de la production du sol national ! Avec l'appui d'une caisse de crédit constituée avec de bons statuts et sagement administrée, le paiement comptant au syndicat pourra sans inconvénient rester la règle puisque l'agriculteur n'aura, pour le réaliser, qu'à mériter cet appui. » « J'ai le droit de le dire disait M. Méline à la Chambre des députés dans la séance du 16 juin 1892, le projet répond au sentiment général du monde agricole qui le comprend. (2) »

(1) La Société des agriculteurs de France déclare la loi « bonne, excellente dans ses lignes générales et désire que les syndicats agricoles, pour qui elle faite, en poursuivent l'application avec empressement et en usent avec succès.

(2) *Journal officiel* du 17 juin 1892. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 828.

— Nous devons ajouter que la loi nouvelle ne présente aucun péril pour l'initiative individuelle dont elle respecte l'entière liberté et qui pourra, si elle ne veut invoquer le texte nouveau, s'en tenir aux formules et aux règles des anciennes lois (code de commerce et loi du 24 juillet 1867) (1), ou profiter de la loi actuellement en élaboration sur les sociétés coopératives lorsqu'elle sera votée par les Chambres.

A la séance de la Chambre des députés du 11 juin 1892 (2), M. Etcheverry fit précisément remarquer que le projet qui devait former la loi du 5 novembre 1894 était inutile et qu'il fallait attendre la loi sur les sociétés coopératives que le Sénat venait de voter en première délibération et qui, selon lui, accordait aux coopératives de crédit toutes les facilités compatibles avec leur bon fonctionnement. On n'aura pas ainsi deux types de sociétés de crédit agricole, l'un conforme à la loi nouvelle, l'autre à la loi sur les sociétés coopératives. L'orateur ajoutait : « Si la commission maintient son projet (qui est devenu

(1) M. Méline l'a déclaré formellement : « On pourra à volonté faire en vertu de la loi de 1867 des sociétés coopératives par actions et en vertu de la nôtre des sociétés à simples parts d'intérêts. » Cf. également discussion au Sénat. Séance du 21 mai 1894. *Journal officiel* du 22. Débats parlementaires. Sénat, page 444. Il ne faut point en conclure toutefois, avec M. Benoît Lévy. (Explication de la loi du 5 novembre 1894 dans les *Lois nouvelles* page 21) que les fondateurs seront obligés de déclarer « en tête des statuts » s'ils entendent se placer sous le régime de la loi nouvelle. « Ce n'est que si cette mention existe, dit M. Benoît Lévy, que l'on peut affirmer que la société est placée sous le régime de cette loi. » Il y a là très certainement une exagération. Les sociétés de crédit agricole feront bien, en tête de leurs statuts, d'indiquer qu'elles adoptent le système de la loi du 5 novembre 1894, mais cela n'est point obligatoire ; on l'induira très facilement d'une simple lecture des statuts (fonctionnement, constitution du capital social, publicité périodique, etc.)

(2) *Journal officiel* du 12. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 774.

la loi de 1894) tel qu'il est en face de celui du Sénat (sur les sociétés coopératives), je crains qu'il ne s'établisse entre eux une comparaison... défavorable aux sociétés que vous créez, à ces syndicats transformés... Je crains que le public qui est méfiant en ces matières ne considère vos sociétés comme des associations d'un type inférieur et qu'il ne leur refuse sa confiance sans laquelle elles ne pourront pas vivre. » M. Méline répondit à l'orateur en faisant ressortir le caractère libéral de la loi qui n'impose aucune forme particulière à l'initiative individuelle qu'elle laisse libre de se placer sous un régime quelconque (1) : « Je remercie beaucoup l'honorable M. Etcheverry de l'intérêt qu'il porte à nos sociétés. Mais je ne m'en effraye pas. Si on préfère les autres sociétés, on en créera beaucoup et je m'en réjouirai ; mais de grâce, permettez au moins à celles que nous vous proposons de naître. Attendez l'expérience et, pour ma part, je suis convaincu que l'expérience sera en notre faveur. »

L'objection développée par M. Etcheverry était en effet peu fondée. Le projet sur les sociétés coopératives était, en 1892, loin d'aboutir, puisqu'actuellement les Chambres ne se sont point encore entendues sur la rédaction d'un texte transactionnel. En 1894, on s'attendait à un vote définitif, car le projet adopté par la Chambre le 7 mai se rapprochait beaucoup de celui proposé par la commission du Sénat. A notre avis, la loi sur les sociétés coopératives dont la première idée remonte à 1883, ne sera point encore promulguée avant plusieurs années, si toutefois elle est appelée à recevoir un jour cette consécration définitive. Il est très difficile, en effet, à deux chambres de

(1) *Journal officiel* du 17 juin 1892. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 828.

s'entendre sur un projet de plus de quarante articles, ayant la prétention de s'appliquer à toutes les sociétés de coopération (consommation, crédit, production) et devant constituer, selon l'expression du rapporteur à la séance de la Chambre du 5 mai 1894, un vrai code de la coopération. Sans doute, le projet apporte quelques modifications favorables au titre III de la loi de 1867. Si c'est une société anonyme, par exemple, qui adopte la forme à capital variable, les fondateurs ne sont point obligés lors de la constitution, d'aller devant notaire pour faire constater que tout le capital est souscrit et que le dixième est versé (article 7, § 2 du projet). L'intervention du notaire est en effet absolument inutile. Ce dernier est obligé de s'en rapporter aux listes des souscripteurs qu'on lui montre, il ne peut en vérifier la valeur et pour le versement il ne peut que se faire montrer l'argent qui est remporté de suite. D'autre part, le projet de loi dispense les sociétés nouvelles de certains impôts de timbre et d'enregistrement mais, seules les coopératives ne faisant des opérations qu'avec leurs sociétaires et à condition de répartir les bénéfices au prorata des affaires, sont dispensées de l'impôt sur le revenu et de la patente (1). Il en résulte que pour bénéficier de ces immunités, les sociétés de crédit ne peuvent contracter d'emprunts ou recevoir de dépôts que de leurs membres. La loi du 5 novembre 1894 n'exige pas cette restriction pour faire profiter des faveurs de l'article 4, § 2.

L'article 3 du projet sur les sociétés coopératives n'exige qu'un seul dépôt des statuts, soit au greffe de la justice de paix, soit au tribunal de commerce, car

(1) Article 36 du projet. Chambre des députés, séance du 7 mai 1894. *Journal officiel*. Débats parlementaires, pages 697 et 727.

cette formalité n'est plus considérée que comme destinée à faire acquérir ainsi une sorte d'authenticité *ne varietur* aux statuts rédigés sous seings privés.

Malgré ces avantages incontestables, la loi du 5 novembre 1894 nous semble préférable. En premier lieu, elle interdit toute idée de spéculation aux sociétés de crédit agricole, en prohibant les actions et en empêchant toute distribution de dividende. D'autre part, elle ne contient pas une énumération limitative des opérations que pourront faire les sociétés coopératives de crédit ; c'est aux statuts, en effet, qu'incombe rationnellement le droit de déterminer la nature des opérations de l'association. Enfin, ainsi que nous le verrons, elle permet aux sociétés sans capital social du type Raiffeisen de se placer sous son régime, tandis que l'article 5 du projet sur les sociétés coopératives dispose que les actions ou parts sociales ne peuvent être inférieures à 20 francs ni supérieures à 100 francs. Ajoutons qu'il semble conforme au texte de ce projet et aux travaux préparatoires de décider qu'il abrogerait le titre III de la loi du 24 juillet 1867. L'article premier porte en effet : « La loi reconnaît quatre espèces de sociétés coopératives. » Donc, on n'en reconnaît pas d'autres que celles énumérées dans le projet de loi. Aux autres, on ne leur accorde pas l'existence : elles seront de simples associations de fait que ne reconnaîtront pas les tribunaux et qui relèveront de la juridiction correctionnelle à défaut d'autorisation (Code pénal, articles 291 et 292).

L'intention de M. Lourties, dans son rapport, nous semble corroborer cette interprétation : « Telles sont les améliorations principales qu'il convient d'apporter selon nous à la législation qui régit les sociétés coopératives. Pour les réaliser, il est de toute nécessité de

substituer à la loi de 1867 qui était une loi de défiance, des dispositions législatives qui témoignent de la sollicitude et de la bienveillance des pouvoirs publics envers les associations ouvrières. » Il faut également noter que le projet sur les coopératives exige une décision spéciale de l'assemblée générale pour contracter des emprunts destinés à augmenter le fonds de roulement de la société : il y a là une complication bien inutile, car cette attribution doit revenir à l'administration ou au conseil d'administration. De même il impose un nombre minimum de sociétaires, il limite à 5 pour cent le taux de l'intérêt à servir aux parts sociales qu'il ne dispense de l'impôt sur le revenu que lorsqu'elles sont inférieures à 2.000 francs.

En résumé, la loi de 1894 se montre bien plus libérale que le projet de loi sur les sociétés coopératives ; elle correspond mieux aux besoins des agriculteurs et elle accorde aux sociétés qu'elle crée des faveurs aussi importantes.

CHAPITRE II

Historique de la loi du 5 novembre 1894

Avant d'entrer plus avant dans l'étude de la loi du 5 novembre 1894, il nous faut en esquisser très brièvement l'historique.

Le congrès international d'agriculture, réuni à Paris à l'exposition de 1889, examina la question du crédit agricole et laissa à une délégation spéciale (1) le soin de continuer son œuvre et de donner une solution pratique à la question du crédit agricole. C'est à cette délégation qu'est due l'élaboration de la proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre des députés dans la séance du 10 mai 1890, par MM. Jules Méline, Viger, Marty, comte de Juigné, Paulmier, Louis Passy, G. Graux et Cordier, députés (2). Cette proposition se présentait comme une dérogation à la loi du 21 mars 1884 autorisant, dans des conditions très faciles à réaliser, la transformation des syndicats

(1) Cette délégation était composée de MM. Méline, président ; Gomot, ancien ministre de l'agriculture ; Baudoin, sénateur du royaume des Pays-Bas, vice-président ; Foucher de Careil, sénateur, président de la société nationale d'encouragement à l'agriculture ; Emile Labiche, sénateur ; Ribot, député ; Louis Passy, député, secrétaire perpétuel de la société nationale d'agriculture de France ; marquis de Dampierre, président de la société des agriculteurs de France ; Tisserand, directeur de l'agriculture ; Baudrillart, membre de l'Institut ; Henri Besnard et Jules Bénard, membres de la société nationale d'agriculture ; Thelliez, président honoraire de la société des agriculteurs du Nord ; Sagnier, directeur du journal *L'Agriculture* ; Tardit, auditeur au conseil d'Etat, secrétaire.

(2) *Journal officiel* du 5 juillet 1890. Chambre. Documents parlementaires. Annexes, n° 547, page 700.

agricoles tels qu'ils existent, en sociétés locales de crédit faisant au profit de leurs membres des opérations de banque. Les auteurs repoussent toute idée d'intervention directe de l'Etat et cherchent à établir des petites sociétés pour servir d'intermédiaires entre les agriculteurs et les banquiers. « C'est *par en bas* qu'il faut organiser le crédit agricole, en créant dans chaque commune un véritable jury de classement par de petites banques locales. » On impose simplement à ces sociétés, pour leur constitution, quelques mesures indispensables pour la garantie du public et des tiers (rédaction de statuts, dépôts de ces statuts, de la liste des adhérents chaque année ainsi que d'un état des affaires sociales, comptabilité régulière). Quoique destinée principalement à l'industrie agricole, la proposition de loi autorisait tous les syndicats professionnels quelconques à se transformer en sociétés de crédit. « Notre système, disait l'exposé des motifs, s'applique le plus naturellement du monde aux autres industries. Que manque-t-il bien souvent à un ouvrier intelligent, honnête, instruit, en possession d'une petite épargne pour s'élever à la profession de patron ? Il lui manque un peu de crédit pour acheter les matières premières dont il a besoin et attendre qu'il les ait transformées et vendues. » Sous quelles formes le crédit va-t-il être fourni aux agriculteurs par les syndicats ? C'est ici que se place une combinaison particulière qui constitue d'après les auteurs de la proposition « l'idée fondamentale, le caractère particulier du projet. » Les syndicats transformés par la loi nouvelle ne pourront pas prêter d'argent à leurs membres, ils devront se borner à fournir la garantie de leur signature aux billets souscrits par eux à leurs fournisseurs. « Ils leur donneront cette seconde signa-

ture si précieuse et aujourd'hui si difficile à trouver pour nos agriculteurs. » De plus, conformément à l'article premier de la proposition, les syndicats pourront donner ce qu'on peut appeler le crédit en nature, c'est-à-dire faire des avances d'engrais, de bétail, d'instruments et se charger également de la vente des produits agricoles. L'exposé des motifs justifie cette solution de la façon suivante : « On confond généralement le crédit avec l'emprunt... Or, ce sont choses absolument différentes sinon opposées. Cette distinction est surtout vraie en agriculture. Que faut-il à l'agriculteur pour se procurer les engrais, les semences, les instruments, le bétail dont il a besoin ? Est-ce nécessairement de l'argent ? Nullement. Ce qu'il lui faut, c'est un crédit suffisant de la part de ceux qui lui ont fait ces fournitures, pour lui permettre d'attendre l'époque où il pourra les payer avec les produits de son exploitation. D'argent, il n'en a pas besoin et il ne faut pas lui en donner, d'abord parce que l'emprunt augmente les charges de la culture et ensuite parce qu'il fait naître chez celui qui le reçoit la tentation de l'employer à autre chose qu'aux besoins de son exploitation. »

Pour se procurer l'argent nécessaire aux opérations auxquelles ils se livreront, les syndicats percevront des cotisations de leurs membres, recevront des dépôts en comptes courants ou escompteront leur portefeuille à une banque ordinaire et, de préférence, à la Banque de France. De plus, les syndicats, et ceci est certain en présence de la loi de 1884 qui leur accorde la personnalité civile, peuvent contracter des emprunts : ces ressources supplémentaires leur seront nécessaires lorsqu'ils ne voudront pas se borner seulement à donner aux cultivateurs la garantie de leur

signature, mais étendront leurs opérations en faisant à leurs membres des avances en nature (machines, engrais, semences, bétail, etc.). La proposition leur interdit formellement, afin d'éviter toute spéculation, l'émission d'actions ou de titres donnant droit à une part proportionnelle dans les bénéfices : cette disposition constitue l'une des bases de la loi de 1894. Ajoutons que la société de crédit agricole obtiendra facilement l'argent ou l'escompte qu'elle désire, car, dans le silence des statuts, la responsabilité des membres sera solidaire et illimitée. Enfin, la proposition de loi accordait aux statuts toute la liberté possible pour établir leur régime intérieur et prévoyait la répartition de bénéfices qui devaient être consacrés d'abord à la constitution d'un fonds de réserve (1) et répartis pour le surplus, à la fin de chaque exercice, entre les sociétaires au prorata des opérations faites par eux (articles 2 et 3 de la proposition qui n'ont subi aucune modification importante).

Cette proposition de loi fit l'objet d'un rapport sommaire de M. Bertrand, le 5 juin 1890 (2), tendant à la prise en considération, et une commission fut nommée (3) qui apporta au projet primitif des modifications assez profondes, ainsi qu'il résulte du rapport fait en son nom et déposé sur le bureau de la

(1) La commission de la Chambre des députés fixa la quotité affectée à ce fonds de réserve aux trois quarts des bénéfices jusqu'à ce qu'il ait atteint la moitié du capital.

(2) *Journal officiel* du 21 août 1890. Chambre. Documents parlementaires. Annexes, n° 627, page 952.

(3) Cette commission était composée de MM. Méline, président ; Lasserre, secrétaire ; Eugène Mir, rapporteur ; Georges Graux, Rathier, Bertrand, Amédée Dufaure, Martinon, Viger, Combe, Delaunay.

Chambre par le rapporteur, M. Mir, dans la séance du 2 avril 1892 (1).

Le projet tout d'abord énumérait un certain nombre d'opérations permises aux syndicats voulant se transformer en sociétés de crédit agricole. Cette disposition avait le double inconvénient de paraître leur refuser le droit de faire les actes non compris dans cette énumération et d'étendre cette interdiction même aux syndicats qui ne voudraient pas se placer sous le régime du texte nouveau. Cet article aurait donc eu pour résultat de faire contester aux associations syndicales des droits qui leur appartenaient certainement. La commission le modifia et autorisa de plus les sociétés nouvelles à fournir du crédit aux cultivateurs sous forme de prêts directs d'argent : c'est ce qu'on peut induire des travaux préparatoires et de la généralité des termes de l'article premier *initio*. La différence relevée dans l'exposé des motifs entre le crédit et l'emprunt était en effet injustifiable. Comme le dit fort bien M. Durand (2) : « Que l'agriculteur emprunte de l'argent pour acheter des engrais au comptant, ou qu'il les achète à crédit, sa situation est la même ; dans les deux cas, il devra, à une époque déterminée, payer une somme déterminée. » Au reste, les caisses Raiffeisen, qui ont fort bien réussi, ne font que prêter de l'argent à leurs membres.

La proposition de loi Méline établissait, en outre, la solidarité entre les membres des syndicats, comme base normale de leur fonctionnement. La commission laisse aux statuts la faculté d'adopter ou de rejeter

(1) *Journal officiel* du 17 avril 1892. Chambre. Documents parlementaires. Annexes, n° 2036, page 206.

(2) Durand. Le crédit agricole, page 665.

cette solidarité : « La solidarité, dit M. Mir dans son rapport, ayant disparu des lois allemandes (1), nous avons pensé qu'il n'y avait pas lieu d'introduire dans nos lois une disposition que l'expérience avait engagé nos voisins à supprimer. » Elle ajouta également une disposition formant l'article 7 du texte voté par la Chambre des députés, d'après laquelle, dans le cas où un syndicat ne voudra pas fonctionner comme société de crédit, il pourra se constituer dans son sein un nouveau syndicat, distinct du premier, une autre société dans laquelle n'entreront que ceux qui le voudront et qui fera les opérations de crédit auxquelles restera étranger le syndicat originaire. Cette modification à la proposition de loi n'oblige plus les syndicats en entier à abandonner leur caractère civil et à se convertir en sociétés commerciales. L'adhésion unanime des membres, condition indispensable primitivement pour arriver à la transformation en sociétés de crédit agricole ne pouvant être obtenue que très rarement, il suffira de se procurer le consentement de quelques associés qui créeront entre eux une société de crédit annexe du syndicat dont tous les membres pourront profiter. Ajoutons que, de même que la proposition de loi, le texte élaboré par la commission n'impose pas aux nouvelles sociétés commerciales qu'elle crée l'obligation de tenir tous les livres de comptabilité prévus par le Code de commerce, elle leur prescrit simplement de tenir à jour une comptabilité « qui permette de juger leur situation et la nature de leurs opérations. »

Le texte de la commission vint en discussion devant la Chambre des députés au commencement de la session de 1892.

(1) Loi allemande du 1^{er} mai 1839.

La première délibération se poursuivait dans les séances des 11, 16, 18 et 20 juin 1892 (1). A la séance du 11 juin 1892, M. Etcheverry adressa au projet de la commission diverses critiques auxquelles le texte actuel donne en partie satisfaction. Il s'éleva contre la transformation des syndicats en sociétés de crédit et réclama simplement la création à côté d'eux de sociétés annexes ayant une vie propre, une administration spéciale et un fonctionnement distinct de celui du syndicat. M. Etcheverry critiqua aussi la dispense, pour les nouvelles sociétés, de toute comptabilité tenue selon les règles du Code de commerce ; il exprima le regret de voir voter une loi ne devant rendre des services qu'aux membres des syndicats : il eût été préférable de permettre à tous les travailleurs faisant partie ou non d'un syndicat de constituer des sociétés de crédit afin d'arriver au fusionnement des classes et des professions. Enfin, il discuta même l'utilité de la loi, critiqua le type nouveau qu'elle établissait et recommanda à la Chambre d'attendre le vote du projet de loi sur les sociétés coopératives applicable à celles de crédit.

M. Méline, à la séance du 16 juin 1892, répondit à M. Etcheverry. Il insista d'abord sur l'utilité de l'organisation du crédit agricole *par en bas*, à raison surtout de l'augmentation du fonds de roulement nécessaire aux agriculteurs pour employer les procédés nouveaux de culture, si rémunérateurs. Il montra ce que l'Allemagne et l'Italie avaient fait dans ce sens et il en conclut que pour organiser rapidement les banques agricoles et leur donner tout l'essor désirable,

(1) *Journal officiel* des 12, 17, 19 et 21. Chambre des députés. Débats parlementaires, pages 771 seq., 821 seq., 841 seq., 860 seq.

il fallait simplifier la législation commerciale. A toutes les formalités compliquées imposées par le Code de commerce et la loi du 24 juillet 1867 pour la constitution et le fonctionnement des sociétés commerciales, la loi nouvelle substitue l'observation de règles très peu coûteuses et réduites à leur strict minimum. Nous voulons, disait M. Méline, constituer de petites banques de famille, tout à fait locales et très simples : telle est l'idée inspiratrice de la loi de 1894 dont on retrouve l'expression dans toutes les discussions de la Chambre et du Sénat. M. Méline fit enfin remarquer avec insistance l'élasticité remarquable de la proposition de loi qui laissait aux cultivateurs syndiqués le choix entre plusieurs combinaisons acceptables (articles 2 et 3). A cette même séance du 16 juin 1892, M. Develle, ministre de l'agriculture, tout en se déclarant partisan de la loi nouvelle, proposa de compléter l'organisation du crédit agricole par la création d'une banque centrale subventionnée et garantie par l'Etat et destinée à escompter exclusivement le papier agricole qui lui serait présenté par les sociétés créées par la proposition de M. Méline (1). Enfin MM. Doumer et Déroulède contestent l'utilité de la loi ; ils croient qu'on va créer « un fantôme de crédit agricole qui s'évanouira lorsqu'on voudra le saisir », car l'argent nécessaire pour leur fonctionnement manquera aux sociétés de crédit agricole à raison de l'absorption de tous les petits capitaux par les caisses d'épargne.

Au début de la séance du 18 juin 1892, M. Hubbard, considérant que la question d'argent était la plus importante en matière de crédit agricole et qu'il fallait

(1) Sur le projet Develle, cf. Thèse, page 23.

d'abord s'en occuper, développa un contre-projet tendant à l'organisation, dans chaque canton, d'un comptoir de crédit agricole formé de tous les cultivateurs ayant fait un versement de vingt francs au compte du fonds de garantie et administré par un conseil de prêt et d'escompte composé de douze cultivateurs élus par tous les membres du comptoir. Chaque conseil de comptoir désigne chaque année deux délégués au comptoir national de crédit agricole de France. Les demandes de prêts ou d'escompte sont faites aux comptoirs cantonaux et si elles sont admises par ceux-ci, ils les transmettent au comptoir national siégeant à Paris qui statue en dernier lieu et envoie les fonds. Ce conseil national supérieur de crédit agricole, pour se procurer des fonds, est autorisé à recevoir des dépôts et à émettre des billets au porteur de 50, 100, 500 et 1.000 francs à échéance de trois, six, neuf ou douze mois. Ce contre-projet prévoyant la constitution d'une véritable banque d'Etat et d'émission fut repoussé, après les observations de M. Mir, par la Chambre à la séance du 20 juin 1892. Dans la fin de la séance du 18, le rapporteur répondit aux critiques de M. Doumer et justifia la proposition de loi qui fut votée dans la séance du 20 juin 1892 en première lecture. Divers amendements présentés par M. Etcheverry comme suite à ses critiques formulées le 11 juin et par M. de Lanjuinais sur la constitution du fonds de réserve et sur lequel nous nous expliquerons plus loin, furent rejetés.

La proposition vint en *deuxième délibération* à la Chambre le 29 avril 1893 (1). Sur la proposition de

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés. Débats parlementaires, page 1291, session de 1893.

MM. Frédéric Grousset et Bertrand et après acceptation de la commission, l'article 4 *in fine* qui n'exigeait des sociétés de crédit agricole qu'une comptabilité tenue à jour, fut modifié et l'on exigea des associations nouvelles une comptabilité conforme aux prescriptions du Code de commerce (articles 8 et seq.). Enfin MM. Doumer et Rouvier demandèrent la suppression de l'article 8 du projet (article 4 § 2 actuel) exemptant les caisses agricoles du droit de patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières. Le rapporteur fit repousser ces deux amendements.

La proposition votée par la Chambre fut transmise au Sénat. Une commission extraparlamentaire fut instituée par le ministre de l'agriculture le 28 octobre 1893 (1), à raison des objections auxquelles avaient donné lieu certaines dispositions de la proposition de la commission sénatoriale (2). On prépara ainsi un terrain d'entente entre le texte voté par la Chambre et les prétentions de la commission et, à la séance du 13 mars 1894, M. Emile Labiche déposa son rapport sur le bureau du Sénat. Le rapporteur nous indique les principales modifications apportées au texte voté par la Chambre (3). Tout d'abord, le titre de la loi fut modifié, car la commission du Sénat reconnut que la question du crédit populaire devait rester distincte de celle du crédit agricole. « L'expérience a en effet démontré, dit M. Labiche, que l'objet, l'organisation,

(1) Sur sa composition cf. *Journal officiel* du 29 mai 1894 Sénat. Documents parlementaires, page 89.

(2) Cette commission était composée de MM. Emile Labiche, président et rapporteur; Antoine Gadaud, secrétaire; Georges Lesueur, Félix Martin, Poirrier (Seine), Coste, Lourties, Léopold Faye, Léopold Thézard.

(3) *Journal officiel* du 28 mai 1894 Sénat. Documents parlementaires. Annexes, page 87, n° 43.

le développement, les effets des syndicats agricoles ont été, jusqu'à présent, absolument différents de ceux des autres syndicats professionnels. » L'industrie agricole est donc seule à recueillir les avantages de la loi du 5 novembre 1894. Le titre de la proposition adoptée par la Chambre était : « Loi tendant à l'organisation du crédit agricole et populaire », et l'article premier portait : « *Tout syndicat professionnel a la faculté...* » tandis que le texte proposé par la commission et qui fut adopté porte : « Proposition de loi relative à la création de sociétés de crédit agricole, » et l'article premier : « Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs *syndicats professionnels agricoles*, soit par une partie des membres de ces syndicats... »

La seconde modification importante, apportée au texte voté par la Chambre, concerne l'article premier. D'après le projet de la Chambre, les syndicats agricoles eux-mêmes pouvaient se transformer en sociétés de crédit avec l'assentiment de tous leurs membres (article 1^{er}). Toutefois, certains membres d'un syndicat pouvaient se constituer en banques mutuelles agricoles (article 7, § 1) ; en ce cas, ils créaient une société issue du syndicat, mais ayant sa vie propre à côté de lui. La commission sénatoriale jugea à bon droit que la société de crédit, qui est commerciale, devait toujours avoir une existence séparée, un caractère distinct du syndicat, association n'ayant aucun caractère commercial. Au reste, la transformation du syndicat entier en société de crédit aurait rencontré dans la réalité bien des difficultés. La commission sénatoriale édicta aussi une nouvelle prescription en ce qui concerne la durée de la responsabilité des associés (article 2 § 4), elle décida

que le dépôt des statuts s'effectuera au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce (article 5); enfin elle apporta entre la première et la deuxième délibération une petite dérogation au droit commun au cas où la société de crédit agricole adopte la forme à capital variable (article 1^{er} § 5.)

Le Sénat adopta le projet tel qu'il fut présenté par la commission sénatoriale en première délibération le 27 avril 1894 (1). Dans cette séance, M. Buffet contesta l'utilité de la loi qui, d'après lui, n'était destinée qu'à provoquer des initiatives : la législation actuelle suffit, la preuve en est dans la création de sociétés de crédit agricole à Poligny et à Senlis. Il reprocha au projet d'exclure du bénéfice de la loi les syndicats professionnels ouvriers et plus généralement, toutes les personnes ne rentrant pas dans un syndicat et enfin, à son avis, seules les sociétés adoptant le principe de la responsabilité illimitée peuvent réussir. Après l'intervention de M. Labiche rappelant l'utilité de la loi nouvelle, tous les articles du projet furent votés.

Lors de la deuxième délibération, à la séance du 21 mai 1894 (2), M. Buffet combattit encore le projet au point de vue général et M. Marcel Barthe critiqua les faveurs accordées par l'article 4 § 2 aux sociétés nouvelles. M. Viger, ministre de l'agriculture, insista au contraire sur la nécessité de donner « de plus grandes facilités pour la fondation de nouvelles sociétés » et de voter immédiatement une loi que tout le monde agricole attendait avec impatience. L'ensemble du projet fut adopté par 244 voix contre 10.

(1) *Journal officiel* du 28 avril. Sénat. Débats parlementaires, pages 293 et seq.

(2) *Journal officiel* du 22 mai 1894. Sénat. Débats parlementaires, page 437 et seq.

Le projet, voté et modifié par le Sénat, fut transmis à la Chambre des députés (1). Il fut soumis à l'examen d'une commission (2) au nom de laquelle M. Jean Codet déposa, à la séance du 7 juillet 1894, un rapport (3) tendant à son adoption pure et simple. La commission pensa que les modifications introduites par le Sénat étaient acceptables. Elle regretta toutefois la décision prise par lui de n'accorder les bénéfices de la loi nouvelle qu'aux syndicats agricoles, mais ne voulut pas retarder le vote de la loi en la renvoyant de nouveau à cette assemblée. La discussion de ce rapport arriva en séance publique le 27 octobre 1894 (4). M. Lacombe jugea inutile le projet, sans toutefois en proposer le rejet, il critiqua le Sénat d'avoir restreint la loi aux syndicats agricoles, il réclama une limitation du taux de l'intérêt destiné à rémunérer la part sociale et à la fin de la séance fit remarquer qu'il serait bon de frapper de l'impôt sur le revenu les bénéfices accumulés qui seront distribués à la dissolution de la société de crédit. M. le ministre des finances promit de déposer sur le bureau de la Chambre un projet à cet égard, si le besoin s'en faisait sentir.

La loi fut adoptée sans modification, le 27 octobre 1894. Elle fut promulguée le 5 novembre 1894 et publiée dans le *Journal officiel* du 6 novembre.

(1) *Journal officiel*. Documents parlementaires de juin 1894. Chambre, page 856.

(2) Cette commission était composée de MM. Méline, président, Lasserre, secrétaire, Legludic, Codet, Lechevallier, Nivert, Ducos, Quintaa, Levecque, Hayez, Emile Rey.

(3) *Journal officiel* du 25 août 1894. Chambre. Documents parlementaires. Annexes n° 787, page 1417.

(4) *Journal officiel* du 28 octobre 1894. Chambre. Débats parlementaires, page 1691.

CHAPITRE III

Nature juridique des sociétés de crédit agricole et des parts sociales

L'article 4 *initio* de la loi du 5 novembre 1894 déclare que les sociétés de crédit agricole qu'elle crée sont des sociétés commerciales. Cette solution s'imposait en présence des principes que nous avons rappelés plus haut. Nous avons vu en effet que les syndicats agricoles, pour faire des opérations de crédit pour leurs membres, devaient se transformer en sociétés commerciales (1). Il nous semble toutefois nécessaire de mettre en relief, dès le début de cette étude, le caractère commercial des sociétés de crédit agricole. M. Durand, en effet, dans un bulletin de l'Union des caisses rurales et ouvrières, en présentant à ses lecteurs la loi de 1894 s'exprime ainsi : « La société syndicale est-elle vraiment une société aux termes de l'article 1832 du code civil ? N'est-elle pas un simple contrat innomé ? Et dans ce cas a-t-elle la personnalité civile ? Je le crois, mais c'est discutable. » A notre avis, l'article 4 rend toute controverse impossible.

Il est utile cependant d'examiner dans quelle mesure le texte nouveau déroge aux principes généraux sur le contrat de société. Cette question peut offrir dans la pratique quelque intérêt, car des

(1) C'est l'opinion du rapporteur au Sénat, M. Labiche.— Rapport sur l'article 4, Sénat. Documents parlementaires. *Journal officiel* du 28 mai 1894, page 88.

sociétés de crédit agricole peuvent être fondées en dehors de la loi de 1894, et l'on pourra rechercher leur caractère véritable. En s'en tenant simplement aux principes généraux, la convention unissant les membres d'une caisse agricole créée conformément à la loi de 1894, aurait-elle pu être considérée comme un véritable contrat de société ? On aurait pu tout d'abord, pour refuser aux sociétés nouvelles le titre de société, argumenter, comme l'indique M. Durand, de l'article 1832 du Code civil, lequel est ainsi conçu : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. » Cet article exige d'abord, pour qu'il y ait société, que chaque contractant, c'est-à-dire chaque associé, fasse un *apport*. Dans la plupart des cas, l'apport existera : la société possédera un capital social constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société (article 1^{er} § 3). Mais, nous le verrons, une société de crédit agricole peut être constituée sans capital social, et établie entre adhérents qui contractent simplement une obligation solidaire et indéfinie sur tous leurs biens : c'est le mécanisme des banques Raiffeisen. N'est-il pas contraire à l'essence de la société qui exige, d'après Pothier, « que chacune des parties apporte ou s'oblige d'apporter quelque chose à la société ? (1) » Nous ne le croyons pas. Sans doute, chaque sociétaire doit faire un apport, mais cet apport peut consister soit en argent, soit en biens, meubles ou immeubles, soit dans l'industrie ou le crédit personnels des associés. Dans l'hypothèse que nous prévoyons, on peut dire

(1) Pothier. Traité des sociétés, n° 8.

que chaque associé fait l'apport à la société de son crédit personnel (1), ou mieux encore si l'on veut, de tout son patrimoine, puisqu'il contracte une obligation solidaire qui pourra atteindre tous ses biens.

D'autre part, l'article 1832 indique que les parties, en réunissant leurs divers apports, doivent avoir pour but de réaliser des bénéfices à répartir entre elles, bénéfices provenant d'opérations faites avec ou sur le fonds commun : or, d'après l'article 3 § 3 *in fine*, les bénéfices réalisés par les sociétés de crédit agricole ne peuvent servir à rémunérer le capital social, qui ne doit recevoir qu'un intérêt (article 3 § 2). Les caisses agricoles prohibant d'une manière formelle et conformément à la loi du 5 novembre 1894 tout partage de leurs profits n'auraient pu, en l'absence d'un texte formel, être considérées comme des sociétés. Sans doute, aux termes de l'article 3 *in fine* : « A la dissolution de la société les bénéfices seront répartis entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole », on pourrait dire en somme que les associés ont pour but de réaliser des bénéfices à se partager entre eux, seulement que la répartition, au lieu d'avoir lieu régulièrement, ne se produira qu'à la dissolution de la société. Il y aurait là une exagération, car les associés d'une société de crédit agricole se proposent moins de réaliser des bénéfices pour se les partager, que de se procurer à

(1) Certains auteurs (Troplong. Traité des sociétés I, n^{os} 114 et 115. Aubry et Rau. Tome iv § 377. Laurent. Principes de droit civil français. Tome xxvi, n^o 143) soutiennent que le crédit ne peut constituer un apport sans la coopération active de celui qui le fournit. Cette opinion est généralement repoussée. Cf. Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n^o 32.

des conditions avantageuses et peu élevées les prêts ou l'escompte nécessaires à leur culture.

En l'absence d'un texte nos sociétés seraient donc rentrées dans la catégorie des associations qui ont un but non pécuniaire (religieux, littéraire, artistique, de bienfaisance, etc.), ou même un but pécuniaire autre que la réalisation de bénéfices en argent à partager entre les associés (économie à faire, perte à restreindre, etc.) Il en serait résulté que la législation concernant les associations leur eût été applicable. Tout d'abord, lorsque ces dernières comptent plus de vingt personnes, elles ne peuvent se former sans une autorisation administrative. (Code pénal, art. 291 et 292). D'autre part, elles ne sont en principe des personnes morales que lorsque la personnalité leur a été concédée individuellement, au moyen d'une déclaration d'utilité publique donnée d'ordinaire par un décret et exceptionnellement par une loi, tandis que les sociétés de commerce autres que les participations et même, selon la jurisprudence, les sociétés civiles jouissent de plein droit de la personnalité : nous verrons plus loin les conséquences importantes découlant de ce principe.

Un moyen juridique se présentait cependant pour échapper à cette nécessité : c'était l'emploi de la forme à capital variable.

La loi du 24 juillet 1867 admet que des associations n'ayant pas pour but de réaliser des bénéfices en argent à partager entre leurs membres, peuvent en se soumettant à ses articles 48 et 54, c'est-à-dire en adoptant la forme à capital variable, constituer de véritables personnes morales, exemptes de l'observation des articles 291 et 292 du code pénal. En adoptant la forme à capital variable

toutes les associations ne peuvent pas cependant devenir des personnes morales. La loi de 1867 n'a pas eu pour but en effet de remplacer par un système nouveau, celui de nos lois sur le défaut de personnalité des associations. Il résulte simplement des travaux préparatoires de cette loi que les sociétés coopératives de consommation, de crédit mutuel, de production ou de construction, peuvent se constituer et jouir de la personnalité civile, sans tendre à réaliser des bénéfices qui seront partagés entre les associés. En dehors de ces quatre objets, une société à capital variable doit satisfaire aux conditions de l'article 1832. Les sociétés de crédit agricole ont tout intérêt, nous le verrons, à adopter la forme à capital variable : la loi du 5 novembre 1894 prévoit d'ailleurs ce mode de procéder (article 1^{er}, § 5). Dans ce cas, l'article 4 *initio* n'était pas nécessaire pour accorder aux sociétés de crédit agricole la personnalité civile, et pour leur permettre de se constituer sans aucune autorisation préalable.

Il en résulte que les caisses agricoles qui ne se placeront pas sous la loi de 1894, pourront user de cette forme à capital variable pour se constituer sans autorisation et jouir de la personnalité civile ; à condition toutefois qu'elles ne fassent des opérations qu'avec leurs membres, tandis que la loi de 1894 autorise les sociétés nouvelles à fournir du crédit à tous les membres des syndicats dont elles sont issues, même s'ils ne sont pas associés. L'article 4 complète la liberté admise par la loi de 1867 ; il admet la dispense d'autorisation même au cas où la caisse agricole n'accepterait pas la forme à capital variable, et de plus il confère aux sociétés nouvelles la personnalité civile, en décidant qu'elles sont sociétés commerciales.

En résumé, la loi du 5 novembre 1894 a créé, non pas des sociétés, mais des associations, puisque leur but est de procurer du crédit à bon marché et non de réaliser des bénéfices à partager. Toutefois, elle leur a donné la personnalité civile et les a dispensées pour leur constitution de l'observation des articles 291 et 292 du Code pénal.

Une disposition formelle était indispensable pour procurer ces avantages aux sociétés de crédit agricole qui ne voulaient pas adopter la forme à capital variable et même, en ce cas, pour leur permettre de faire des opérations avec d'autres qu'avec les associés.

Le législateur de 1894 a non seulement fait rentrer les caisses agricoles parmi les sociétés, mais il les range d'une façon expresse au rang des sociétés commerciales. Le texte voté par la Chambre des députés n'était point aussi explicite que celui voté par le Sénat. Sans doute, les travaux préparatoires font ressortir que toujours on s'est accordé à reconnaître que les sociétés de crédit agricole étaient des sociétés commerciales, mais aucun article ne l'indiquait expressément. M. Mir, par exemple, s'exprime ainsi dans son rapport (page 208) : « Il est à peine nécessaire de faire remarquer ici que les opérations de crédit constituant actes de commerce, les sociétés qui vont se constituer auront naturellement le caractère de sociétés commerciales. » A la deuxième délibération, à la Chambre des députés (1), M. Frédéric Grousset demanda que l'on insérât dans le texte même de la loi le caractère commercial des sociétés de crédit agricole, puisqu'elles faisaient toutes les opérations de banque. M. Mir

(1) *Journal officiel*. Chambre des députés. Débats parlementaires. Session de 1893, page 1293.

répondit que le droit commun et le passage de son rapport suffisaient : « Nous voulons que le syndicat... puisse pour ses membres et pour lui-même faire des actes de crédit et d'escompte et, pour cela, entrer en négociation avec des banquiers ou avec la Banque de France. J'imagine que c'est là, à n'en pas douter, un acte essentiellement commercial. » On fit observer qu'une opinion émise dans un rapport ou dans une discussion ne pouvait à elle seule trancher une question pouvant s'élever dans la suite et que, d'ailleurs, un syndicat s'organisant et fonctionnant avec les seules ressources que pouvait lui procurer son capital social, n'ayant pas besoin de recourir à l'emprunt ni de faire des opérations d'escompte, ne faisait pas acte de commerce et ne devait pas être assimilé à une société commerciale. M. Mir accepta cette interprétation : « Si le syndicat professionnel et les membres qui le composent ont, par devers eux, les ressources nécessaires pour escompter les effets de commerce qu'ils peuvent signer, il est inutile pour eux de se constituer en société commerciale ou en syndicat professionnel. » A n'en pas douter, l'opinion de M. Grousset, adoptée par M. Mir, était fausse, elle était en contradiction avec les termes précis du rapport de ce dernier. Peu importe qu'un banquier fasse des opérations de banque avec ses propres ressources, où à l'aide d'argent emprunté ; dans les deux cas, il fait acte de commerce et il doit être considéré comme un commerçant. Actuellement, d'ailleurs, aucune distinction n'est possible, les sociétés de crédit agricole sont toujours commerciales (article 4), le texte de la loi est formel, il ne comporte pas d'exception ; ajoutons qu'il s'imposait en présence des principes rappelés plus haut et du mode de fonctionnement des banques

mutuelles agricoles. A part M. Vavasseur (1), les auteurs s'accordent à reconnaître que les sociétés de crédit mutuel sont commerciales, par cela même qu'elles font des opérations de banque. Nous avons essayé de prouver que même en exigeant l'intention de réaliser des bénéfices pour commercialiser ces opérations, ce que nous croyons contraire à l'interprétation de la législation commerciale, il faut reconnaître que cette intention existe dans les banques agricoles. Au reste, le législateur de 1894 était absolument convaincu qu'en se livrant à des opérations de banque, abstraction faite de toute intention, on faisait acte de commerce, et que la société, s'y livrant habituellement, se transformait *ipso facto* en société commerciale. M. Labiche, rapporteur au Sénat, s'exprime ainsi (2) au sujet de l'article 4 : « Il mentionne le caractère commercial des sociétés de crédit et l'obligation à laquelle sont soumis les administrateurs de tenir une comptabilité. Bien que ces dispositions soient la *conséquence obligée* du caractère des sociétés de crédit, nous avons pensé qu'il pouvait être utile de les rappeler expressément aux agriculteurs qui doivent administrer ces sociétés. » Les sociétés de crédit agricole, étant des sociétés commerciales, peuvent se constituer indépendamment de toute autorisation administrative et, de plus, elles constituent des personnes morales distinctes de la personnalité des associés. Il en résulte certaines conséquences que nous devons examiner très rapidement, car ce sont

(1) M. Vavasseur admet toutefois que la société de crédit mutuel devient commerciale lorsqu'elle est contractée entre commerçants pour les besoins de leur négoce. (Traité des sociétés, tome II, n° 1004.)

(2) Rapport. *Journal officiel* du 28 mai 1894. Sénat. Documents parlementaires. Annexes, n° 43, page 88.

celles résultant de la personnalité de toutes les sociétés de commerce, c'est là un principe qui n'est point consacré dans la législation française par un texte formel, comme dans certains pays, mais qui y est admis, sans conteste, comme résultant implicitement des solutions de plusieurs articles de nos lois (1).

1° La société étant une personne civile est propriétaire exclusive du fonds social ; ce fonds, au lieu d'être indivis pendant la durée de la société entre tous les associés, appartient à la société, personne distincte de chaque associé ; il en résulte que les parts d'associés doivent être considérées comme des biens purement mobiliers (article 529 du Code civil), quand bien même la société posséderait des immeubles. Il suit de là que les règles applicables aux droits mobiliers trouveront ici leur application. Les parts des sociétés de crédit agricole appartenant ou advenant à un des époux mariés sous le régime de la communauté légale tomberont dans l'actif de cette communauté ; elles seront attribuées aux légataires des meubles dans le cas où un propriétaire de parts ferait un legs de ses meubles et un de ses immeubles. De même, la cession qui pourrait en être faite, ne serait pas soumise à la formalité de la transcription, ne donnerait pas lieu à la perception du droit de mutation immobilière et n'exigerait de la part du cédant que la capacité requise pour aliéner des meubles. Enfin, l'hypothèque légale des mineurs ou des femmes mariées ne portera pas sur les immeubles

(1) 529 C. civ. 696° C. de procédure civ. 438 C. de com, etc. Lyon-Caen et Renault, tome II, nos 123 et 124. Boistel, n° 165. Laurin, n° 305. Cassagnade : Etude sur les personnes morales et sur l'application de la théorie de la personnalité aux sociétés civiles et commerciales, pages 130 et seq.

que pourraient posséder les sociétés de crédit agricole dont le tuteur ou le mari possède des parts.

2° Le fonds social étant la propriété exclusive de la société personne morale, il forme le gage exclusif des créanciers sociaux et les créanciers personnels des associés ne peuvent prétendre se faire payer sur ledit fonds qu'après désintéressement intégral des premiers. Par contre, on ne peut admettre que les créanciers personnels aient un droit de préférence sur les biens propres de leur débiteur (1).

3° La société constituant une personne distincte de celle des associés (2) ne peut opposer en compensation à l'un de ses créanciers la dette de celui-ci envers l'un des associés et inversement, l'associé actionné en paiement par un de ses créanciers ne peut opposer en compensation la créance que la société pourrait avoir contre celui-ci.

4° Toute société commerciale a un domicile distinct de celui de chacun des associés, c'est à ce domicile qu'elle doit être assignée en la personne de ses représentants légaux, sans qu'il soit besoin de mentionner dans les actes de procédure le nom et le domicile de tous les associés.

5° La société peut enfin conclure par l'entremise de ses représentants toutes les opérations juridiques, tous les contrats se rattachant à son commerce. Selon l'expression de MM. Aubry et Rau « leur capacité est en principe la même que celle des personnes physiques », c'est ainsi qu'elle peut se porter caution, en-

(1) Certaines législations étrangères adoptent ce système : loi anglaise de 1883 sur la faillite (article 40).

(2) C'est de ce principe qu'il résulte que la société de commerce peut être déclarée en faillite (art. 438 § 2, et 450 Code de commerce).

trer comme associée dans une autre société et même, quoique la question soit controversée, recevoir une libéralité entre vifs ou testamentaire (1).

Le texte de la proposition de loi présentée par M. Méline se montrait, dans son article 4 §§ 2 et 3, fort restrictif. Tout d'abord, il exigeait l'autorisation préalable du préfet pour recevoir des dons et legs (article 4 alinéa 2). Cet alinéa restreignait, ainsi qu'on le fit remarquer (2), la capacité des syndicats qui ne voulaient pas faire des opérations de crédit, car, d'après la loi du 21 mars 1884, tous les syndicats peuvent recevoir des dons et legs sans aucune autorisation, sauf à respecter les dispositions spéciales de l'article 6 § 3 qui leur interdit d'acquérir d'autres immeubles « que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». D'autre part, l'article 4 § 3 reproduisait, sous la sanction de l'article 8 de la loi de 1884, une disposition analogue à celle de l'article 6 § 3 de la même loi : les syndicats transformés en sociétés de crédit ne pouvaient acquérir avec leurs fonds de réserve que les immeubles nécessaires à l'installation ou au fonctionnement de leurs services. Ces deux restrictions ont disparu dans la proposition, après l'examen de la commission de la Chambre des députés. Il faut en déduire qu'en principe les sociétés de crédit agricole sont absolument libres de conclure toutes les opérations juridiques permises à une personne ordinaire. De plus, quoiqu'issues du syndicat, elles ont, comme nous le verrons, une existence séparée et les

(1) Cf. Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n° 118 et seq.

(2) Durand. Le crédit agricole, page 681.

diverses restrictions de la loi de 1884, entre autres celles qu'indique l'article 6 § 3 relativement aux immeubles, ne leur sont point applicables.

Nous venons d'établir, en nous conformant en cela à l'article 4 § 1, que les sociétés de crédit agricole créées conformément à la loi du 5 novembre 1894 sont des sociétés commerciales. Il est nécessaire de préciser davantage et de se demander dans quelle catégorie rentrent ces sociétés. Parmi les divisions des sociétés il en est une qui joue un rôle important : il s'agit de la division en sociétés de personnes et sociétés de capitaux ou, ce qui revient au même, en sociétés par intérêts et par actions. Des règles opposées régissent ces deux catégories de sociétés. Toutes les sociétés commerciales étant des sociétés par intérêts ou par actions, en présence de l'article 1 § 3 de la loi de 1894 qui interdit les souscriptions d'actions, il semble qu'il n'y ait pas d'hésitation à classer les sociétés de crédit agricole parmi les sociétés par intérêts. La question est néanmoins très controversée et certains auteurs, à la tête desquels M. Durand, prétendent que les parts dont parle l'article 1 § 3 et qui constituent le capital social, ne sont autre chose que des actions. Au reste, il faut reconnaître que sur ce point la discussion dans les Chambres fut fort embarrassée, néanmoins il nous faut absolument interpréter la loi, et, disons-le de suite, l'article 1 § 3 *initio* nous semble trop formel pour nous permettre de classer les sociétés de crédit agricole parmi les sociétés par actions. La discussion à laquelle nous venons de faire allusion se produisit à la Chambre des députés, à la séance du 20 juin 1892 (1),

(1) *Journal officiel* du 21 juin 1892 Chambre. Débats parlementaires, page 863.

M. Etcheverry posa au rapporteur la question de savoir en quoi l'action se distinguait de la part d'intérêts, la réponse du rapporteur fut singulièrement embarrassée, et l'on finit par conclure qu'il n'y avait entre les deux termes qu'une question de mots et que l'on avait voulu interdire les souscriptions d'actions pour éviter la spéculation.—*M. Etcheverry*: Après les explications de M. le rapporteur il me semble que le mot part est synonyme du mot action.—*M. le rapporteur*: Oui.—*M. Etcheverry*: Alors pourquoi changer le nom?—*M. le rapporteur*: Parce que l'action donne à la spéculation des facilités que la part d'intérêts ne lui offre pas (1). — En présence de ce peu de clarté il nous semble nécessaire de rechercher rapidement quel est le caractère constitutif de l'action afin de voir si les parts formant le capital des sociétés de crédit agricole sont des actions. L'intérêt le plus considérable que présente la solution de cette question consiste en ce que les sociétés par actions seules sont soumises à la réglementation rigoureuse de la loi du 24 juillet 1867 (titres I et II). Dans un premier système (2) sou-

(1) A notre avis, il résulte de la lecture des travaux préparatoires que si l'on a parfois paru confondre l'action avec la part d'intérêts dans les sociétés de crédit agricole, c'était parce que l'une et l'autre peuvent n'entraîner la responsabilité de l'associé que jusqu'à concurrence de sa souscription et que l'on créait un type nouveau de sociétés inconnus par quelques orateurs car il s'écartait des types ordinaires.

(2) Nous mentionnerons sans y insister deux systèmes complètement abandonnés. Dans l'un on dit que pour distinguer l'intérêt de l'action il faut tenir compte de l'espèce de la société, du nom de la société : ainsi dans une société en nom collectif le droit de l'associé sera un intérêt, dans une société anonyme le droit sera une action. Ce système résout la question par la question. Dans l'autre on prétend que le droit d'un associé est un intérêt s'il est tenu personnellement, indéfiniment, et une action s'il ne l'est que jusqu'à concurrence de son apport. Or, dans la commandite par intérêts, les commanditaires qui ont un intérêt et non une action ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leurs apports,

tenu par M. Demante (1), l'action est une fraction du capital social désignée par une somme fixe; toutes les actions d'une même société sont de valeur égale. L'argument principal de ce système se trouve dans l'article 34 du Code de commerce qui décide que « le capital de la société anonyme se divise en actions et même en coupons d'actions *d'une valeur égale*. » D'après le même auteur les parts d'intérêts sont d'une quotité, un dixième, un vingtième et de plus de valeur inégale. Si tel est le criterium servant à distinguer l'action de la part d'intérêts, il est certain que les parts des sociétaires de la loi de 1894 sont des intérêts en présence de l'article 1 § 3 *in medio* : « ces parts pourront être *d'une valeur inégale*. » Le système de M. Demante a rallié peu de partisans, il ne rend pas compte de la nature juridique de l'action et de la part d'intérêts, de plus le criterium qu'il propose n'est pas infaillible : rien ne s'oppose à ce que dans une société en nom collectif ou en commandite simple le capital social soit divisé en fractions de valeur égale et de plus, l'article 34 du Code de commerce, qui n'est relatif qu'aux sociétés anonymes, ne fait pas obstacle à ce que dans une société par actions le capital social soit divisé en fractions d'inégale valeur.

D'après un second système (2), le caractère constitutif de l'action c'est sa cessibilité : l'action, à la différence de l'intérêt, est d'une manière *absolue* (3) cessible aux tiers et transmissible aux héritiers. Si l'on

(1) Demante. Cours analytique de Code civil. Tome II, page 421.

(2) Bravard-Veyrières. Des sociétés commerciales, p. 114 et seq.

(3) Bathie. Revue critique de législation et de jurisprudence, tome XXXIV, pages 328 et seq. et 413 et seq.

admet ce criterium pour séparer l'intérêt de l'action, on doit décider en présence de l'article 1, § 3, que les parts des sociétaires dans une société de crédit agricole sont des intérêts puisqu'elles ne sont pas cessibles aux tiers d'une manière absolue, mais seulement aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. Le système soutenu par Bravard-Veyrières et Batbie est, d'ordinaire, repoussé. Il invoque comme argument principal l'article 1861 du Code civil qui décide qu'un associé ne peut céder sa part d'intérêts, sans le consentement de ses co-associés. Or, cet article 1861, en défendant aux associés de céder leurs parts d'intérêts sans le consentement des autres associés, leur permet par cela même de la céder avec ce même consentement, ce qui fait que l'intérêt n'est pas incessible d'une façon absolue. La preuve certaine en est dans les articles 57 et 61 de la loi du 24 juillet 1867 qui prescrivent de rendre publics les changements d'associés, il ne peut s'agir d'actionnaires, car leurs noms ne figurent pas dans les extraits publiés par les journaux.

Dans un autre système (1), c'est au mode de transmission du titre qu'il faut s'attacher pour distinguer l'intérêt de l'action. Lorsque, dans une société, les parts d'associés sont transmissibles soit par simple tradition (titres au porteur), soit par une déclaration de transfert sur les registres sociaux (titres nominatifs), soit par endossement (titres à ordre), ces parts constituent des actions. Au contraire, la cession des parts d'intérêts n'est valable qu'au moyen d'un transfert signifié ou accepté dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil. La loi

(1) Vavasseur. Traité des sociétés, n° 327 et seq.

de 1894 (article 1, § 3 *medio*) décidant formellement que les parts des sociétaires ne seront transmissibles que *par voie de cession* ; si l'on admet le criterium de M. Vavasseur, ce sont, très certainement, des parts d'intérêts. Or, ce système est, d'ordinaire, rejeté, car il s'attache à la forme, ne pénètre pas au fond des choses et il est condamné par divers textes de notre législation, entre autres par les articles 91, § 3 du Code de commerce qui parle de parts d'intérêts revêtant la forme de titres nominatifs, 25 de la loi du 5 juin 1850 qui suppose des actions ne pouvant se transmettre que par les modes du droit civil et enfin 1 de la loi du 24 juillet 1867 qui n'admet la négociabilité des actions qu'après l'accomplissement de nombreuses formalités (avant ces formalités remplies, ce sont des actions transmissibles par les modes du droit civil).

Ces trois systèmes rejetés qui tous, nous l'avons vu, conduiraient à décider que les parts des sociétaires dans les sociétés de crédit agricole créées conformément à la loi de 1894 sont des intérêts, il nous reste à examiner un quatrième système adopté par la majorité des auteurs (1), par la jurisprudence (2), et à voir si en l'acceptant, les parts dans les caisses agricoles sont bien des intérêts. D'après cette opinion présentée pour la première fois par M. Beudant (3), la distinction entre l'action et l'intérêt correspond à la division des sociétés en sociétés de capitaux et de per-

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, tome II, n° 520. — Paul Pont. *Traité des sociétés civiles et commerciales*, I, n° 599. — M. Bailly, doyen, à son cours.

(2) Ch. civ. Rej. 10 août 1887. D. P. 1887. I, 440. — Ch. Req. 5 novembre 1888. D. P. 1889, I, 453.

(3) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, tome 34 pages 134 et seq.

sonnes : dans les premières, la cessibilité des parts d'associés est envisagée comme un acte « normal et ordinaire » devant se réaliser constamment et sans entraves, les parts d'associés sont alors des actions ; dans les secondes, au contraire, c'est un acte exceptionnel : on se trouve en présence de parts d'intérêts. Dans chaque espèce, en s'attachant aux faits, on verra si la société est une société de capitaux, c'est-à-dire formée *intuitu pecuniæ*, ou une société de personnes, c'est-à-dire formée *intuitu personæ*. Il ne s'agit pas sans doute d'un criterium précis, d'une règle absolue, la faute en est au législateur qui n'a pas formulé les caractères essentiels de l'action. Plusieurs faits feront connaître en l'absence de texte absolument formel si la cessibilité de la part est un acte normal et ordinaire ou un acte exceptionnel. Tout d'abord, lorsque la cessibilité est un acte ordinaire, les titres sont d'égale valeur, rien n'est plus propre, en effet, que l'égalité des coupures pour faciliter la circulation et par suite permettre l'appel au public.

D'autre part, lorsque la transmission des titres a lieu suivant l'un des modes de transmission du droit commercial (endossement, transfert, tradition) et sans qu'il soit besoin de recourir aux formes de l'article 1690 du Code civil, on présumera également qu'il s'agit d'une société créée *intuitu personæ* et que les parts sociales forment, par conséquent, des intérêts. En admettant ce criterium entre l'action et l'intérêt, il est facile de voir que les parts des associés dans les sociétés de crédit agricole sont des intérêts et que ces sociétés sont formées *intuitu personæ*. Le début de l'article 1, § 3 suffirait à lui seul à résoudre la question puisqu'il prohibe l'émission d'actions, mais la loi précise davantage : les parts peuvent en premier

lieu être de valeur inégale, elles ne sont d'autre part transmissibles que par voie de cession, c'est-à-dire en observant les formalités de l'article 1690 du Code civil ; enfin, elles ne peuvent être cédées qu'aux membres du syndicat et avec l'agrément de la société. Ce dernier caractère serait presque suffisant pour faire admettre qu'on est en présence d'une société de personnes. On ne peut pas dire ici, en effet, que l'argent de l'un vaut celui de l'autre : on se trouve en présence de personnes qui se sont choisies et qui ne peuvent transmettre leur qualité d'associés sans le consentement de leurs co-associés : *Quum enim societas consensu contrahatur, socius mihi esse non potest quem ego socium esse nolui* (1). Dans les sociétés de crédit agricole, on est en présence d'associés qui veulent se garantir mutuellement, qui se connaissent souvent puisqu'ils sont membres d'un même syndicat qui s'associent parce qu'ils s'apprécient et qui fondent une société en considération des personnes qui doivent la composer. Telle a été continuellement l'intention du législateur. On a entendu créer aussi bien au Sénat qu'à la Chambre de petites sociétés, des banques locales reposant sur *l'intuitus personæ*. Le jugement porté sur la personne de l'emprunteur et sur sa situation matérielle lors d'un prêt agricole, ne peut être porté avec certitude, disait M. Méline (Exposé des motifs de la proposition de loi, page 702.), « que par des hommes vivant en quelque sorte d'une façon quotidienne avec lui, le connaissant à fond. » De même, M. Labiche dans son rapport (page 88) parle de « petites banques locales » renfermant dans leur sein « ceux qui vivent à côté de

(1) Digeste. Loi 19. *Pro Socio*, livre 17, titre 2.

lui (de l'emprunteur), ceux qui sont chaque jour témoins de sa conduite et de ses travaux et dont l'impartialité se trouve assurée par une responsabilité personnelle.»

Nous poserons donc comme certain que les sociétés de crédit agricole sont des sociétés de personnes créées par intérêts.

En poursuivant l'étude de la nature juridique des sociétés de crédit agricole, il nous reste à déterminer dans quelle espèce des sociétés de personnes peuvent rentrer nos sociétés.

Les sociétés de personnes se subdivisent, en effet, en deux types spéciaux : sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple. Le caractère distinctif de la société en nom collectif est l'obligation personnelle, indéfinie et solidaire de tous les associés au passif social (articles 20 et 22 du Code de commerce). Pour employer la définition très précise du Code de commerce allemand (article 85), bien préférable à celle de l'article 20 de notre Code de commerce : « Il y a société en nom collectif lorsque deux ou plusieurs personnes font le commerce sous une raison sociale commune et lorsque la responsabilité d'aucun des associés n'est limitée à un apport. » La société en commandite simple ou par intérêts comprend deux catégories d'associés : 1° les associés solidaires ou *commandités* qui doivent être considérés dans leurs rapports respectifs comme de véritables associés en nom collectif (article 24 du Code de commerce); 2° les associés tenus seulement jusqu'à concurrence de leurs mises ou *commanditaires*. De plus, la commandite simple ou par intérêts se sépare de celle par actions en ce que la considération des personnes joue un rôle prépondérant dans sa constitution, même en ce qui concerne le choix des commanditaires.

Les sociétés de crédit agricole rentrent-elles dans les sociétés en nom collectif ou dans les sociétés en commandite simple ou par intérêts? On peut répondre hardiment qu'elles ne rentrent dans aucune de ces deux espèces de sociétés par intérêts. La loi du 5 novembre 1894 a créé un type nouveau de sociétés par intérêts qu'elle qualifie de sociétés de crédit agricole. Tout d'abord, il est indiqué à chaque page des travaux préparatoires, soit au Sénat, soit à la Chambre des députés, qu'on veut créer un type nouveau de sociétés commerciales. C'est ce que constate M. Etcheverry dans son discours à la Chambre des députés à la séance du 11 juin 1892 (1): « Quelle sera cette forme de société? Ce ne sera pas la forme anonyme, nous venons de le dire; ce ne sera pas la société en commandite puisqu'elle suppose des associés à responsabilité illimitée à côté d'associés à responsabilité limitée; ce ne sera pas la société en nom collectif qui repose sur la solidarité illimitée de tous les membres. Quelle sera donc cette forme de société? » Il fut répondu à M. Etcheverry que les sociétés créées par la loi nouvelle constituaient un type nouveau de sociétés commerciales. Cela résulte au surplus d'une simple lecture de la loi nouvelle. A chaque article on voit apparaître la volonté du législateur de faire des sociétés de crédit agricole, des sociétés d'un type spécial avec leurs règles propres; on voit ressortir son intention formelle de marquer la différence profonde existant entre ces sociétés et les sociétés par actions notamment. C'est ainsi que l'article premier n'admet comme associés que des membres de syndicats agri-

(1) *Journal officiel* du 12. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 772.

coles et prohibe l'émission d'actions. L'article 2 pose une règle spéciale en ce qui concerne la libération des sociétaires sortants ; l'article 3 sur la répartition des bénéfices édicte des principes spéciaux que l'on ne rencontre pas ailleurs dans notre législation commerciale. Enfin les articles 5 et 6 transforment, pour les sociétés de crédit agricole, le mode de publicité des sociétés ordinaires et modifient la responsabilité des administrateurs. Sans doute, à raison de la liberté accordée par l'article 2 aux statuts, les associés peuvent être tenus indéfiniment et solidairement ou bien la société peut renfermer deux classes de membres, les uns tenus jusqu'à concurrence de leur apport et d'autres indéfiniment, mais, même en ce cas, on ne peut dire qu'on soit en présence d'une société en nom collectif ou en commandite simple, parce que les règles de ces deux sociétés ne seront pas toutes applicables aux sociétés nouvelles et ensuite parce que leurs statuts sont libres de régler à leur guise l'étendue et les conditions de la responsabilité des sociétaires. Le Code de commerce a prévu et réglé d'une façon minutieuse la constitution et le fonctionnement de sociétés particulières (nom collectif, commandite simple) ; si on s'écarte de ces règles, on est en présence d'un type particulier de sociétés. « En matière de société, le principe général de la liberté des conventions n'est point admis. La loi a créé des types de sociétés commerciales dont il n'est pas permis de s'écarter (1) ». La responsabilité illimitée et la solidarité des associés est de l'essence de la société en nom collectif, une clause excluant la solidarité serait nulle

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, tome II, n° 159.

et non opposable aux tiers. La société de crédit agricole pouvant stipuler dans ses statuts que les associés ne seront tenus que jusqu'à concurrence de leur apport, n'est donc pas une société en nom collectif. D'autre part, il est de l'essence de la société en commandite par intérêts d'être composée de deux sortes d'associés, les uns tenus indéfiniment, les autres d'une façon limitée ; or, toutes les sociétés de crédit agricole qui se sont fondées n'admettent à notre connaissance qu'une seule catégorie de membres qui sont déclarés par les statuts tenus soit solidairement, soit jusqu'à concurrence des versements qu'ils ont effectués pour constituer le capital social. Les sociétés de crédit agricole ne sont donc point des sociétés en commandite par intérêts, pas plus que des sociétés en nom collectif. Nous devons faire toutefois remarquer que, si la solidarité des associés n'est pas de l'essence des sociétés de crédit agricole, ce qui pourrait contribuer à les rapprocher des sociétés en nom collectif, les statuts peuvent l'imposer. La proposition Méline tendait à rapprocher plus encore que la loi de 1894 les sociétés nouvelles de celles en nom collectif. L'article 2 décidait qu'en cas de silence des statuts, les adhérents seraient responsables solidairement. La commission fit disparaître cette disposition et décida que, dans tous les cas, les statuts devraient fixer la part de responsabilité incombant aux associés : « La solidarité, dit M. Mir dans son rapport (1), ayant disparu des lois allemandes, nous avons pensé qu'il n'y avait pas lieu d'introduire dans nos lois une disposition que l'expérience avait engagé nos voisins à suppri-

(1) *Journal officiel* du 17 avril 1892. Chambre. Documents parlementaires, annexes, n° 2036, page 209.

mer. Les statuts pourront stipuler cette solidarité, mais elle ne sera pas de plein droit. »

En résumé, les sociétés de crédit agricole n'étant ni des sociétés en nom collectif, ni des sociétés en commandite simple, constituent un type nouveau de sociétés par intérêts dans notre droit commercial.

Toutefois, s'il est permis de faire un rapprochement, on peut dire qu'on se trouve en présence de sociétés en commandite simple, moins les commandités, c'est-à-dire composées uniquement de commanditaires ou, mieux encore, car l'on ne conçoit pas une société en commandite sans commandités et commanditaires, les sociétés de crédit agricole sont des sociétés en nom collectif dans lesquelles on peut exclure la solidarité, autrement dit des sociétés en nom collectif dans lesquelles la solidarité n'est plus de l'essence de la société, c'est-à-dire des *sociétés en nom collectif à responsabilité limitée*. Il est bien entendu d'ailleurs que les statuts peuvent décider que les associés seront tenus indéfiniment et solidairement, mais ce sera le cas exceptionnel (1).

Ce type de société, nouveau pour nous, était connu depuis longtemps en Allemagne. Tout d'abord, une loi du 1^{er} mai 1889, entrée en vigueur le 1^{er} octobre de la même année, modifiant la loi du 4 juillet 1868, donne la faculté de fonder des sociétés coopératives à responsabilité limitée, tandis que, d'après la loi de 1868, elles devaient accepter le principe de la solidarité entre tous leurs membres. D'autre part, une loi du

(1) Nous devons également faire remarquer que, dans les sociétés civiles, un type analogue peut parfaitement être constitué. La loi a créé des types de sociétés commerciales dont il n'est pas permis de s'écarter, mais il n'en est pas de même pour les sociétés civiles dont les statuts peuvent fixer librement la part de responsabilité des associés.

20 avril 1892 crée un type nouveau de sociétés : sociétés à responsabilité limitée ; cette loi n'est plus, comme celle de 1889, spéciale aux sociétés coopératives. Dès 1884, on réclamait en Allemagne la création d'une forme de société reposant sur la base de la société en nom collectif, avec limitation de la solidarité à des capitaux déterminés. Conformément aux avis émis par la plupart des chambres de commerce et par le comité permanent du congrès de commerce allemand, un projet fut déposé le 11 février 1892 au Reichstag, voté en deux lectures et en bloc les 19 et 21 mars 1892, approuvé par le conseil fédéral le 7 avril suivant et revêtu de la sanction impériale le 20 avril 1892 (1). Cette loi très complexe et que nous n'avons pas l'intention d'étudier ici, renferme certaines dispositions très intéressantes, car elles se rapprochent de notre loi de 1894. Tout d'abord, les formalités ordinaires de constitution des sociétés ont été simplifiées (articles 1 à 12). La société se forme au moment de son immatriculation au registre du commerce (article 11). Cette immatriculation est accompagnée du dépôt d'une liste des associés (articles 8 et 41). Pour l'organisation de la société, son régime intérieur (gestion interne) et ses rapports avec ses membres ou avec les tiers (gestion extérieure) sont laissés à l'appréciation des associés, la loi ne renferme que des dispositions subsidiaires : cela rappelle les dispositions de l'article 2 de la loi de 1894. Enfin, comme le législateur français de 1894, le législateur allemand, en 1892, a voulu empê-

(1) Deux mois et neuf jours ont suffi au législateur allemand pour discuter et voter une loi de 82 articles. La proposition Méline a été déposée le 10 mai 1890, les 7 articles la composant furent promulgués le 5 novembre 1894, c'est-à-dire quatre ans et demi après.

cher que les parts sociales ne devinssent l'objet de spéculations. Pour atteindre ce but, il prescrit des formalités spéciales pour leur cession (article 15), l'agrément de la société n'est pas en principe requis comme l'exige l'article 1, § 3 *in fine* de la loi de 1894, mais il faut un acte judiciaire ou notarié. Un associé ne peut prendre qu'une part au début, il peut en acquérir d'autres par la suite, mais on ne peut en avoir plusieurs que d'une manière successive : ces dispositions et le prix coûteux des cessions empêchent toute spéculation sur les titres de la société à responsabilité limitée. On le voit, la loi allemande du 20 avril 1892 autorisant la création de sociétés commerciales à responsabilité limitée se rapproche par plus d'un côté de la loi du 5 novembre 1894 créant, elle aussi, un type nouveau de sociétés commerciales : les sociétés de crédit agricole, sorte de sociétés en nom collectif à responsabilité limitée.

L'une des principales différences existant entre ces deux textes consiste en ce que, d'après la loi allemande, la société à responsabilité limitée a sa base dans un capital connu du public et dont le montant sans maximum légal ne doit pas être inférieur à vingt mille marks, tandis que nos sociétés de crédit agricole peuvent se constituer avec un capital social quelconque et même, ainsi que nous le verrons, sans capital social (1).

Certains auteurs, suivant en cela M. Boullaire (2), proposent de qualifier également d'anonymes les

(1) Cf. sur la loi allemande du 20 avril 1892 sur les sociétés à responsabilité limitée : *Annuaire de législation étrangère*, année 1892, pages 150 et seq.

(2) *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, numéro du 1^{er} février 1895.

sociétés de crédit agricole. On aboutirait à la dénomination suivante : *sociétés en nom collectif anonymes à responsabilité limitée*. Il faut s'expliquer sur ce mot anonyme. Il ne signifie pas, dans la pensée des auteurs qui le proposent, sociétés par actions, ils prennent le mot anonyme dans le sens que lui donne l'article 29 du Code de commerce, ce qui veut dire que la société n'a pas de raison sociale. Sans doute, la société de crédit agricole n'a pas d'ordinaire de raison sociale, mais rien ne s'opposerait toutefois à ce qu'elle en eût une dans le cas où, conformément à la liberté accordée par l'article 2, § 3, les associés auraient adopté le principe de la responsabilité illimitée. D'autre part, dans notre droit, le mot société anonyme a un sens si précis qu'il nous semble impossible de l'en écarter et surtout de l'appliquer à une société qui n'est pas par actions. Enfin, si la société anonyme n'a pas de raison sociale, c'est parce que la personnalité des associés n'y joue aucun rôle ; or nous avons établi au contraire que les sociétés de crédit agricole étaient des sociétés de personnes. Pour ces diverses raisons, il nous semble impropre d'appliquer la qualification d'anonymes à nos sociétés.

CHAPITRE IV

Combinaison de la loi du 24 juillet 1867 avec la loi du 5 novembre 1894

Les recherches auxquelles nous venons de nous livrer pour déterminer la nature juridique des sociétés de crédit agricole, nous ont montré que la loi du 5 novembre 1894 avait créé un type nouveau de sociétés commerciales par intérêts. Aussi, n'est-ce pas sans quelque surprise que l'on voit certains auteurs, et principalement M. Durand, soutenir que, sauf en ce qui concerne la publicité, la loi nouvelle ne contient pas un seul mot qui « permette de dispenser de l'une quelconque des formalités exigées par les trois premiers titres de la loi de 1867 pour la constitution des sociétés. » (1) L'idée est singulière. Le titre premier de la loi du 24 juillet 1867 est relatif aux sociétés en commandite *par actions*, le titre deuxième aux sociétés anonymes qui, elles aussi, sont *par actions* ; au nom de quel principe vouloir soumettre des sociétés par intérêts à des règles édictées pour les sociétés par actions ?

Toutefois, comme c'est là la question la plus importante et la plus grosse de conséquences qu'a soulevée l'interprétation de la loi du 5 novembre 1894, nous devons la traiter d'une façon détaillée : elle domine en quelque sorte l'interprétation de toute la loi.

(1) Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, n° de décembre 1894.

La loi du 24 juillet 1867, modifiée dans certaines de ses dispositions par celle du 1^{er} août 1893, abstraction faite des deux derniers articles consacrés aux Tontines et Sociétés d'assurances, est divisée en quatre titres. Le titre III s'applique à toutes les sociétés à capital variable sans exception : par intérêts ou par actions. Le titre IV, modifiant les articles 42 à 46 du Code de commerce, est relatif à la publicité des sociétés commerciales. Ces deux titres sont très généraux, il en résulte que leurs dispositions sont applicables à toutes les sociétés commerciales sans distinction et, par conséquent, aux sociétés de crédit agricole, si la loi du 5 novembre 1894 n'y déroge pas expressément ou tacitement. Nous trouverons des exemples de dérogation expresse en étudiant l'article 1^{er} § 5, relatif à la variabilité du capital et l'article 5, relatif aux conditions de publicité (1). Cette interprétation ne peut être sérieusement contestée. La seule question discutable est celle de savoir si les dispositions des deux premiers titres de la loi du 24 juillet 1867, qui ne sont ni contraires ni incompatibles avec celles de la loi de 1894, sont applicables aux sociétés de crédit agricole. Voici quels sont les principaux intérêts de la question :

1^o *Valeur minima des parts.* L'article 1^{er} de la loi de 1867, modifié le 1^{er} août 1893, fixe la valeur minima des actions. Il distingue suivant que le capital social n'excède pas 200,000 francs ou lui est supérieur. Dans le premier cas, les actions ne peuvent être de moins de 25 francs, et, dans le second, de moins de

(1) Il résulte de ce texte que la loi a créé une publicité spéciale pour les sociétés de crédit agricole, en sorte que bien peu des dispositions du titre IV de la loi de 1867 leur seront applicables.

100 francs (1). Ces chiffres sont substitués à ceux de 200 et de 50 francs établis en 1867. Si la société est à capital variable, les actions ne pourront être inférieures à 50 francs (article 50), sous réserve de la question de savoir si cet article n'a pas été modifié en 1893. Ces dispositions seront applicables aux sociétés de crédit agricole si l'on admet la théorie de M. Durand.

2° Il en sera de même de l'article 23 de la loi de 1867 qui détermine le *nombre minimum des actionnaires*. Cet article décide que la société anonyme ne peut être constituée si le nombre des associés est inférieur à sept.

3° *Souscription intégrale du capital social. Constatation de cette souscription et du versement du quart sur chaque action.* L'article 1^{er} § 2 *initio* de la loi du 24 juillet 1867 décide que les sociétés par actions ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription intégrale du capital social. L'alinéa 3 exige que la constatation de cette souscription et du versement du quart sur chaque action soit faite par une déclaration des fondateurs devant notaire. La présence de cet officier ministériel est de nature à empêcher les fondateurs de faire une fausse déclaration et il peut leur indiquer les omissions faites et les moyens de les réparer. A l'appui de cette déclaration, le gérant doit joindre : 1° la liste des souscripteurs et l'état des versements ; 2° un exemplaire de l'acte de société s'il est sous seing privé, ou une expédition s'il est notarié et a été reçu par un autre notaire que la déclaration du gérant. Le

(1) Une proposition de loi prise en considération réduit à 25 francs le taux minimum des actions dans toute société, quel que soit le capital engagé.

notaire n'a pas à examiner si la déclaration des fondateurs paraît conforme à la vérité, ce soin appartient à la première assemblée générale des actionnaires qui est l'une des assemblées constitutives (article 24, alinéa 2). De plus, l'article 53, alinéa 2-1°, ordonne d'annexer à l'acte de société qui doit être déposé pour opérer la publicité, une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart. Ces divers textes devront être applicables à nos sociétés si la loi de 1894 doit être complétée par les titres I et II de celle de 1867.

4° Il en serait de même des articles compris dans ces deux titres et prévoyant la nomination et les attributions des *administrateurs ou gérants* (articles 22, 23, 26 et 40) du *directeur* (article 22), le fonctionnement et la responsabilité du *conseil de surveillance* (articles 5, 6, 8, 9, 10, 11, 43) et des *assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou constitutives* (articles 12, 24 § 2, 27, 28 à 33, 37).

5° Enfin, M. Durand prétend (1), qu'indépendamment de la sanction établie par l'article 6 de la loi de 1894, les administrateurs des syndicats qui auront fondé des sociétés de crédit agricole sans observer les prescriptions des articles 1, 2, 3, 4 et 24 de la loi de 1867 seront passibles des peines édictées par les articles 13, 14, 15, 16 et 46 de la même loi, sans compter les conséquences civiles des infractions qu'ils pourraient commettre.

La question, on le voit, est grosse de conséquences. A notre avis, il est certain qu'en aucun cas la loi de 1894, qui crée des sociétés par intérêts, ne peut être

(1) Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, n° de mars 1895,

complétée par des textes qui ne sont applicables qu'aux sociétés par actions : la loi nouvelle n'avait pas à s'expliquer à cet égard, car cette solution s'imposait.

Au reste, si les principes généraux ne suffisaient point à justifier la solution que nous proposons, les travaux préparatoires viendraient déclarer qu'aucune formalité, autre que celles exprimées par la loi, n'est imposée aux sociétés nouvelles et, qu'en d'autres termes, la loi du 5 novembre 1894 se suffit à elle-même.

Cette possibilité, pour les syndicats, de créer des sociétés de crédit mutuel en accomplissant des formalités très simples, est reconnue dans le rapport de M. Mir à la Chambre des députés. Le rapporteur s'exprime en ces termes : « S'il est permis aux syndicats de fonder, en vertu de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, des sociétés commerciales de crédit, ils doivent, pour la constitution de ces sociétés, remplir les formalités longues et coûteuses de la législation commerciale ; tout au moins celle de la loi de 1867 sur les sociétés à capital variable, qui, pour avoir été considérablement simplifiées, n'en comportent pas moins des obligations encore difficiles à remplir. Ce sont ces dernières entraves que la proposition de loi veut supprimer.... Désormais, si nos conclusions sont adoptées, les syndicats professionnels pourront, par le simple dépôt des statuts à la sous-préfecture, se constituer en sociétés ayant le droit de faire les actes de crédit qui se rattacheraient exclusivement à leurs opérations syndicales ; *aux mêmes conditions et sans l'accomplissement des formalités exigées par le Code de commerce ou la loi de 1867*, ils pourront également constituer des syndicats de crédit, s'ils ne veulent pas faire des opérations de crédit par

eux-mêmes. De même que le législateur de 1867 a voulu favoriser les associations coopératives, et que pour en faciliter le développement il a créé le type des sociétés à capital variable, affranchi de quelques-unes des formalités et des obligations imposées aux sociétés commerciales ordinaires, nous croyons, à notre tour, devoir favoriser les syndicats professionnels, qui ne peuvent fonder des institutions de crédit qu'en recourant aux formalités encore trop compliquées de cette législation, et, dans ce but, nous créons un *type nouveau* de sociétés commerciales de crédit mutuel, *dont les formalités sont réduites à la plus simple expression....* »

A la Chambre des députés, dans la séance du 16 juin 1892, M. Méline s'explique ainsi sur ce point : « La législation commerciale concernant les sociétés, est infiniment trop compliquée, d'un fonctionnement trop difficile pour être pratiquée par la masse de la population. Elle n'est accessible qu'aux hommes d'affaires, aux hommes de droit, aux financiers. Elle est impraticable pour la masse de la population. Pour vous en rendre compte, il suffit de rappeler rapidement les formalités que de simples cultivateurs seraient obligés de remplir, s'il leur convenait de se constituer en sociétés par actions à capital variable. Il faut d'abord un *acte notarié* pour la constitution de la société.... »

« Puis, quand la société est constituée il faut *publier l'acte de société dans un journal*. Quand la société est constituée, il faut *l'administrer conformément aux formes rigoureuses du Code de commerce, constituer un conseil d'administration ; un conseil de surveillance, veiller à la réunion du quantum nécessaire pour la tenue des séances.*

Au contraire, nous voulons constituer de petites banques de famille, tout à fait locales et très simples. Quant à l'acte de société il est *remplacé par le dépôt des statuts*. Nous estimons que cela suffit. » (1)

Ce passage montre bien que les dispositions de la loi de 1867 (titres I et II) sont inapplicables aux sociétés nouvelles. C'est encore cette opinion que soutint M. Mir, rapporteur, à la séance de la Chambre du 18 juin 1892. « Je vous rappelais tout à l'heure quelles sont les formalités nécessaires pour la constitution d'un syndicat professionnel : *la rédaction des statuts et le dépôt à la mairie. Voilà les simples formalités que nous exigeons de nos sociétés nouvelles*, et c'est ce qui me permettait à la dernière séance de répondre dans une interruption à M. Doumer qui me

(1) Un incident survenu au cours de la discussion de la loi, dans la séance de la Chambre des députés du 20 juin 1892 (1), va nous prouver d'une manière péremptoire que jamais le législateur n'a compris que la loi de 1894 serait complétée par celle de 1867, en ce qui concerne les formalités à remplir pour la constitution des sociétés de crédit agricole. M. Doumer reprochait à la commission de n'avoir pas indiqué un chiffre minimum d'associés pour composer la caisse agricole, par exemple, 7 comme pour les sociétés anonymes (article 23 de la loi du 24 juillet 1867). Il s'exprimait ainsi : « Par le fait que *vous échappez aux dispositions du Code de commerce et aux lois sur les sociétés anonymes*, vous permettez donc que ces banques ou ces sociétés de crédit, qui vont se détacher du syndicat, soient composées d'un nombre quelconque de membres, par exemple de deux ? » M. Méline, président de la commission, lui répondit : « Mon cher collègue, si vous avez une pareille crainte, vous n'avez qu'à déposer un amendement tendant à ce que le nombre des membres de la société soit de sept au minimum. » Aucun amendement ne fut proposé (2).

(1) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 872.

(2) M. Durand (Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, n° de décembre 1894), admet qu'un nombre quelconque de membres (trois par exemple) pourront constituer une société de crédit sous le régime de la loi de 1894. L'incident soulevé par M. Doumer lui suffit sans doute pour trancher la question. Pourquoi alors récuser les autres passages des travaux préparatoires, qui de même que celui que nous venons de citer, se rapportent au texte voté par la Chambre des députés en 1892.

demandait à quelles prescriptions restaient soumises nos sociétés nouvelles : à aucune. »

Ces travaux préparatoires ne convainquent point M. Durand. Il reconnaît bien que ces déclarations sont *formelles, précises et concordantes*, mais, ajoutait-il, leur autorité disparaît parce que ces déclarations ont été faites en 1892, à propos d'un projet de loi autre que celui qui est devenu la loi du 5 novembre 1894. Elles étaient destinées à commenter une proposition de loi qui n'a pas été votée par le Parlement. Et, s'il a voté un autre texte, ce n'est pas vraisemblablement pour lui faire produire les effets du texte qu'il a rejeté. Enfin, dit M. Durand, la pensée du législateur résulte de cette phrase du rapport de M. Labiche qui constate que la loi nouvelle « édicte seulement quelques dispositions *complétant* la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés (1). » Tels sont les arguments présentés par M. Durand. Quand bien même ces allégations seraient exactes, elles ne contrediraient point l'opinion que nous admettons, puisque le législateur de 1894 a créé des sociétés par intérêts.

Toutefois, il nous semble possible de suivre M. Durand sur le terrain où il cantonne la discussion. Le texte voté par le Sénat est-il, comme il l'affirme, une loi toute nouvelle substituée à la proposition de loi votée par la Chambre et rendant sans intérêt tout ce qui avait été dit dans cette dernière assemblée ? Sans doute, d'après la proposition Méline, c'étaient les syndicats agricoles eux-mêmes qui devaient faire les opérations de crédit au profit de leurs membres et non une société indépendante du syndicat quoique composée de

(1) *Journal officiel*. Documents parlementaires. Sénat. Annexe, n° 43, page 88.

syndiqués comme d'après le texte voté. Il fallait donc obtenir l'adhésion unanime des membres de chaque syndicat, ce qui eût été fort difficile, aussi la commission de la Chambre des députés permit à quelques membres d'un syndicat seulement « de se constituer en société de crédit aux mêmes conditions que le syndicat. » (article 7 alinéa 1). En ce cas, ces sociétés étaient absolument identiques à celles créées par le texte définitif. Or, le législateur ne les soumettait absolument pas aux formalités compliquées de la loi de 1867. C'est ce que déclare M. Mir dans son rapport : « Quelques membres d'un syndicat pourront, sans cesser de faire partie du syndicat professionnel, constituer une société commerciale de crédit par le seul accomplissement des deux conditions suivantes : 1^o déclarer, dans les statuts de la nouvelle société, qu'elle est créée pour faire du crédit aux membres du syndicat ; 2^o effectuer le dépôt des statuts ; *c'est évidemment réduire à leur plus simple expression les formalités légales ;* » et à la séance du 18 juin 1892, il s'exprime ainsi : « Les syndicats qui ne voudront pas se transformer, qui ne voudront pas faire du commerce ou du crédit resteront syndicats professionnels et ils créeront à côté d'eux, *aux mêmes conditions*, et c'est là l'innovation de M. Méline et de la commission, c'est-à-dire *sans les formalités de la législation actuelle*, des sociétés commerciales de crédit mutuel. »

Or, la commission du Sénat, après les travaux de la commission extraparlamentaire, ne fit que généraliser l'application de l'article 7, alinéa premier, et décider que dans tous les cas une véritable société serait constituée à côté du syndicat pour effectuer les opérations de crédit, tandis que le texte voté par la Cham-

bre ne voyait là que l'exception (1) ; il en résulte que les déclarations de M. Mir que nous venons de citer sont parfaitement applicables aux sociétés de crédit agricole.

Le projet voté par la Chambre des députés donnait aux syndicats et à des groupes de membres des syndicats la faculté « *de se constituer en sociétés de crédit* » (articles 1 et 7). Le nouveau projet conserve le bénéfice de ses dispositions aux mêmes personnes, c'est-à-dire d'une part aux syndicats, d'autre part aux groupes de syndiqués. Eux seuls pourront comme précédemment fonder des sociétés de crédit agricole. La formule a été modifiée. Au lieu de dire les syndicats et les syndiqués peuvent se constituer en sociétés de crédit comme les articles 1 et 7 primitifs, le texte définitif porte : « Les sociétés de crédit agricole peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats. » Dans tous les cas, ce sont les syndiqués qui créent les caisses agricoles, lesquelles doivent toujours être distinctes des syndicats dont elles sont issues. En somme, il n'y a, on le voit, dans ces diverses rédactions qu'une évolution et un progrès, et non une transformation complète et radicale. On peut même s'appuyer sur un document certain pour corroborer cette manière de voir : il s'agit du rapport de M. Codet, rédigé pour présenter à la Chambre la proposition de loi Méline de retour du Sénat. Il s'exprime ainsi sur le point qui nous occupe : « La

(1) La commission du Sénat redouta qu'il ne se produisît au sein du syndicat une confusion inextricable entre les attributions civiles qui lui sont conférées par la loi de 1884 et les opérations commerciales qu'allait autoriser la loi nouvelle.

troisième modification que le Sénat a fait subir au texte voté par la Chambre concerne l'article premier. D'après les termes de cet article, c'étaient les syndicats eux-mêmes, êtres collectifs qui avaient la faculté de se constituer en sociétés de crédit, tandis que le texte nouveau autorise la création de sociétés de crédit, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels, soit par une partie des membres de ces syndicats. La personnalité des syndicats devient ainsi indépendante des sociétés de crédit... Mais, lorsque la société commerciale aura été constituée par tous les membres de la société civile, comme le permet le projet (1), quels seront les pouvoirs qui seront refusés en fait au syndicat ? Absolument aucun. En vérité, voilà une modification bien... juridique. La Chambre peut l'accepter sans danger. *Elle est sans effet sur les résultats de notre loi...* » Ainsi donc, de l'avis de la commission de la Chambre des députés et de son rapporteur, la modification dont il s'agit est sans effet sur les résultats de la loi. Le caractère, l'objet du texte primitif n'ont pas été changés, on a simplement substitué une formule à une autre. Peu importe que la société soit constituée par le syndicat tout entier ou par quelques membres seulement, le principe et l'esprit de la loi restent les mêmes.

Le Sénat a apporté deux autres modifications au projet voté par la Chambre ; il a restreint aux syndicats agricoles la faculté de faire des opérations de crédit accordée à tous les syndicats professionnels et il a affirmé plus nettement le caractère commercial des sociétés de crédit agricole : ce ne sont pas ces

(1) Et ce que le texte voté en premier lieu par la Chambre prévoyait comme le cas ordinaire (article 1).

changements qui prouvent qu'on ait voulu innover en ce qui concerne les formalités à remplir pour la constitution de ces sociétés et notamment qu'on doive compléter la loi de 1894 par les dispositions des titres I et II de celle du 24 juillet 1867.

L'étude des travaux préparatoires montre que l'on n'est point en face de deux projets de loi absolument différents qui se sont succédé l'un à l'autre, séparés pour ainsi dire par un abîme, de telle sorte que toutes les discussions intervenues avant les innovations du Sénat n'aient aucune valeur à l'égard du texte définitif. On est en présence d'un projet de loi unique, élaboré peu à peu avec des progrès, des améliorations qui n'enlèvent aucunement l'autorité des discussions qui ont précédé le vote de la loi. Rien dans la double discussion qui eut lieu au Sénat, en 1894, ne laisse supposer que le nouveau texte veuille revenir sur les simplifications de forme affirmées à la Chambre et qui, en somme, constituent la raison d'être principale de la loi. Nulle part il n'a été dit qu'en ce qui concerne les formalités à remplir pour la constitution des sociétés de crédit agricole, la loi de 1894 devait être complétée par celle du 24 juillet 1867.

Enfin, quant à la phrase du rapport de M. Labiche, il ne faut point l'isoler du paragraphe où elle est contenue. Le rapporteur s'exprime ainsi : « En résumé, tandis que la proposition adoptée par la Chambre constituait une dérogation à la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, le projet qui vous est soumis par votre commission a un caractère différent. Il n'apporte aucune modification à la loi sur les syndicats, il édicte seulement quelques dispositions complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. » Tout d'abord, la loi de 1867 renfermant quatre titres princi-

paux, il se peut que la loi de 1894 ne soit destinée qu'à compléter les deux derniers (III et IV). En tout cas, qu'a voulu dire M. Labiche ? Rien autre chose que nous indiquer que ce ne sont plus les syndicats qui vont se constituer eux-mêmes en sociétés de crédit (par dérogation à la loi de 1884), mais que les sociétés de crédit agricole, véritables sociétés commerciales, demeureront distinctes des syndicats qui les fondent (article 7, texte voté par la Chambre, et article 1^{er} de la loi). Sans doute, l'expression *complétant* est peu heureuse, elle est même inexacte : l'article 5, par exemple, de la loi de 1894, *modifie*, de l'avis de tous, le titre IV de la loi de 1867, et l'article 1^{er} § 5 *modifie* l'article 51 de la même loi ; elle s'explique parce que dans la phrase le rapporteur avait déjà employé les mots *dérogation* et *modification*. C'est pour ne pas répéter un de ceux-ci qu'il a employé l'expression *complétant*, les termes d'un rapport ne devant pas avoir la précision mathématique de ceux d'une loi. Au reste, M. Labiche, dans la séance du 21 mars 1894, au Sénat, s'exprime en ces termes qui ne laissent aucun doute : « Nous accordons aux *nouvelles sociétés de crédit*, dont nous voulons faciliter la constitution et le fonctionnement, un certain nombre de privilèges : *pour leur fondation notamment, elles ne seront pas soumises à toutes les conditions et à toutes les formalités de la loi de 1867*, qui éloignent avec raison un grand nombre de nos cultivateurs de la constitution de ces sociétés (1) ; *pour leur fonctionnement*, nous avons *simplifié* la législation de droit commun de 1867. »

(1) C'est l'idée qu'exprimait M. Jean Codet dans son rapport à la Chambre lors du retour de la loi du Sénat. « Elle (la loi) stimule les initiatives et elle les invite à former des sociétés en *simplifiant* les formalités imposées par la loi du 24 juillet 1867. »

Il résulte de tous ces passages des travaux préparatoires que la pensée inspiratrice de la loi n'a jamais été modifiée malgré les évolutions qui se sont produites dans le texte et que jamais le législateur n'a pensé que, pour les formalités à remplir pour leur constitution, les sociétés de crédit agricole devraient respecter non seulement les dispositions de la loi de 1894, mais encore celles de la loi du 24 juillet 1867.

Toutefois, M. Durand a cru trouver dans la loi de 1894 deux arguments de texte qu'il nous reste à examiner en quelques mots. L'article 5 s'exprime ainsi : « Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont *remplacées* par les dispositions suivantes », et il indique le dépôt en double exemplaire au greffe de la justice de paix qui est destiné à remplacer le dépôt et l'insertion dans les journaux prescrits par la loi de 1867. « Or, dit M. Durand, si la loi de 1894 remplace le titre IV, c'est bien parce qu'à défaut de ce remplacement, le titre IV aurait été applicable et alors les titres I et II qui n'ont pas été remplacés sont toujours en vigueur. La loi de 1867 existe : la loi nouvelle dispense les sociétés de crédit agricole de l'observation du titre IV ; c'est donc qu'elle maintient les deux premiers titres. » Sans doute, le titre IV de la loi de 1867 aurait été applicable aux sociétés de crédit agricole sans l'article 5 de la loi de 1894, mais cela ne prouve pas qu'en l'absence de disposition expresse on doive leur appliquer les dispositions des titres I et II. La loi de 1867 ne forme point un bloc indécomposable. Les titres I et II, comme l'indiquent leurs intitulés, sont absolument spéciaux, le titre I aux sociétés en *commandite par actions* et le titre II aux sociétés *anonymes* ; on ne peut les appliquer aux sociétés de crédit

agricole qui sont *par intérêts*. Il en est différemment du titre IV. En 1867, la forme de publicité à imposer aux sociétés avait paru au législateur comporter une sérieuse réforme, et, dans le projet primitif, cette publicité était organisée dans des dispositions particulières applicables seulement aux sociétés visées par la loi, c'est-à-dire aux sociétés en commandite par actions, aux sociétés anonymes et aux sociétés à capital variable. Une objection se présenta. D'après cette rédaction, les autres sociétés (nom collectif et en commandite simple), auxquelles la loi nouvelle ne s'appliquait pas, seraient restées soumises aux conditions de publicité établies par la loi antérieure. C'eût été une anomalie étrange d'établir dans la loi deux modes de publicité divers. On décida alors que les formes de publicité, proposées par la loi nouvelle et qui constituaient un progrès sur la législation antérieure, seraient applicables à toutes les sociétés commerciales sans exception. C'est ainsi qu'a été introduit dans la loi de 1867 le titre IV qui a un caractère général ainsi que l'indique son intitulé : Dispositions relatives à la publication des actes de société et l'article 55 par lequel il débute : « Dans le mois de la constitution *de toute société commerciale...* » Les titres I et II au contraire ne s'appliquent qu'au genre de sociétés qu'ils prévoient. Par conséquent, l'interprétation de l'article 5 de la loi de 1894, loin de détruire notre théorie, ne fait que la confirmer.

Le second argument de texte que l'on oppose est le suivant : l'article 1^{er} § 5 s'exprime ainsi : « Dans le cas où la société serait constituée sous la forme à capital variable, le capital ne pourra pas être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation. »

Qu'est-ce que la forme à capital variable, dit-on ? Quel est le texte qui l'a établie ? C'est le titre III de la loi de 1867.

Ce paragraphe de la loi de 1894 que nous venons de citer apporte une dérogation à l'article 51 de la loi de 1867, qui autorise la réduction du capital par les reprises jusqu'au dixième de ce capital. Donc, la loi de 1894 entend maintenir la loi de 1867 pour les sociétés nouvelles, puisqu'elle y déroge sur un point de détail par une disposition expresse. L'argument, on le voit, est le même que celui basé sur l'article 5 ; notre réponse sera identique. Sans doute, c'est le titre III de la loi de 1867 et lui seul qui s'occupe des sociétés à capital variable. Ce mode particulier, ainsi qu'il résulte de l'article 48 de la loi de 1867, peut être stipulé dans les statuts de *toute société* (par intérêts ou par actions). Les sociétés de crédit agricole peuvent donc, comme toutes les autres sociétés commerciales, prendre la forme à capital variable et elles doivent en ce cas être soumises aux dispositions du titre III de la loi de 1867. Cela allait de soi, la loi de 1894 eût pu rester muette sur ce point si elle n'eût voulu modifier une des règles de la loi de 1867, relative à la variabilité du capital ; de là l'utilité de l'article 1^{er} § 5. Mais, s'ensuit-il que toutes les autres dispositions de la loi de 1867, qui au lieu d'être générales comme celles des titres III et IV sont spéciales aux sociétés par actions (titres I et II), soient aussi applicables aux sociétés de crédit agricole qui sont par intérêts ? En aucune façon, l'article 1^{er} § 5 ne dit rien de pareil et on ne peut accepter la théorie qui tend à lui donner une telle portée.

La simple lecture du texte de la loi de 1894 suffirait même pour nous convaincre que les dispositions

spéciales des titres I et II de la loi de 1867 sont inapplicables aux sociétés de crédit agricole. Notons d'abord qu'il n'est pas fait mention de la loi de 1867. Si la loi de 1894 ne faisait que lui apporter quelques dérogations, on devrait trouver un texte indiquant cette idée, ou au moins un article final montrant les dispositions abrogées et celles qui sont maintenues, ou même simplement cette formule banale dans laquelle il est dit que les articles des lois antérieures qui ne sont point en contradiction avec la loi nouvelle sont maintenus, formule qui implique un renvoi à ces dispositions. La loi de 1894 conserve le silence sur ce point, cela tend encore à prouver qu'elle a créé un type nouveau de société, soumis pour sa constitution à des règles propres. D'autre part, l'article 2 qui donne toute liberté aux statuts pour déterminer entre autres choses « le mode d'administration de la société, les conditions nécessaires à la modification des statuts.... », n'a pas entendu sur ces points soumettre les sociétés qu'elle créait aux dispositions rigoureuses de la loi de 1867. En rédigeant l'article premier, l'attention du législateur a été appelée sur la valeur à donner aux parts sociales (alinéa 3), sur le versement du quart du capital (alinéa 4), nulle part on ne trouve trace de l'idée d'imposer ici des formalités gênantes et coûteuses : le discours de M. Méline à la séance du 16 juin 1892 que nous avons cité plus haut nous révèle l'intention exacte des auteurs de la loi. Enfin, si la loi de 1894 n'était qu'une dérogation partielle à la loi de 1867, il était bien inutile qu'elle édictât dans l'article 6 des pénalités spéciales, elle n'avait qu'à appliquer aux sociétés de crédit agricole les articles 13, 14, 15, 16 et 46 de la loi de 1867. Cette objection n'effraie point nos adver-

saires qui proposent purement et simplement l'application de ces textes concurremment avec l'article 6. En étudiant les dispositions de la loi nouvelle, nous verrons que s'il est un texte auquel le législateur de 1894 ait songé, c'est à la loi du 21 mars 1884 et non à celle du 24 juillet 1867. Il lui a emprunté notamment la faculté de faire dissoudre la société à la diligence du procureur de la République, ce qui est fort critiquable, et également les formalités nécessaires à la constitution des sociétés qui sont celles requises pour la formation des syndicats : rédaction des statuts et dépôt dans un lieu où on puisse les consulter.

En résumé, la nouvelle loi a créé, nous l'avons démontré plus haut, un type nouveau de sociétés commerciales par intérêts, elle a voulu, selon les expressions de M. Labiche au Sénat, « favoriser la création de petites sociétés locales de crédit, en provoquant l'initiative des membres des syndicats agricoles. » Pour réaliser ce but, il fallait de grandes simplifications de forme, elle les a apportées, contrairement à ce que soutient l'opinion que nous venons de combattre. Les dispositions des titres I et II de la loi de 1867, spéciales aux sociétés par actions, sont inapplicables, sauf un texte formel qui n'existe pas, aux sociétés de crédit agricole qui sont par intérêts. Telle a été au surplus l'intention bien arrêtée du législateur pendant tout le cours des travaux préparatoires de la loi du 5 novembre 1894. Il a voulu éviter toutes les difficultés pouvant résulter de la législation ordinaire pour la création des caisses agricoles : telle a été sa pensée inspiratrice, pensée qui n'a jamais été modifiée malgré les évolutions qui se sont produites dans le texte.

DEUXIÈME PARTIE

Constitution et publicité des sociétés de crédit agricole

CHAPITRE PREMIER

Entre quelles personnes peuvent être formées les sociétés de crédit agricole

Les sociétés de crédit fondées par la loi du 5 novembre 1894 sont des institutions exclusivement créées au profit des syndicats agricoles (1). Seuls les syndicats agricoles ou leurs membres peuvent les fonder : ce sont les membres des syndicats qui seuls peuvent devenir membres des sociétés de crédit. L'article 1^{er} *initio* de notre loi s'exprime ainsi : « Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats. »

(1) Les syndicats agricoles créés en France ou dans les colonies peuvent bénéficier de la loi nouvelle qui, d'après son article 7, est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Il résulte de ce texte qu'une société de crédit mutuel peut être formée :

1° Par un syndicat agricole tout entier, s'il obtient l'adhésion unanime de ses membres ;

2° Par la réunion de deux ou plusieurs syndicats qui auraient aussi réuni l'adhésion unanime de leurs membres ;

3° Par quelques membres seulement d'un même syndicat ;

4° Par quelques membres réunis de deux ou plusieurs syndicats,

Dans la pratique, la société de crédit mutuel est créée par un certain nombre de membres d'un même syndicat ; il faut que les sociétaires soient à même d'apprécier réciproquement leur solvabilité et, d'ordinaire, la solvabilité du paysan qui a besoin de crédit ne peut être bien connue que dans sa commune ou sa paroisse. Lorsque l'emprunteur, ce qui est le cas ordinaire pour le prêt agricole, ne peut offrir que des garanties purement personnelles, il faut pour qu'il trouve de l'argent qu'on connaisse sa situation. Seuls ceux qui vivent en relations personnelles avec lui la connaissent. Le paysan est inconnu en dehors de son canton, tandis que le syndicat peut quelquefois recruter ses membres dans un département tout entier. C'est ainsi que la société de crédit agricole du canton de Segré ne fonctionne qu'entre les membres du syndicat agricole d'Anjou (1) du canton de Segré. Les sociétés de Beileville-sur-Saône et de Remiremont ne comp-

(1) Ce syndicat agricole, l'un des plus importants de France, réunit près de 9,000 adhérents. (Cf. sur son fonctionnement et ses subdivisions ; *Lettre d'un ami des syndicats agricoles à un jeune ingénieur agronome*, par le baron de Villebois-Mareuil, page 4).

tent également parmi leurs membres qu'un certain nombre de ceux des syndicats agricoles de ces deux dernières villes. Le district dans lequel les caisses agricoles fonctionnent doit être restreint, c'est ce que compriront les auteurs de la proposition Méline : « Le prêt agricole, disent-ils dans l'exposé des motifs, suppose un jugement porté sur la personne de l'emprunteur autant que sur sa situation matérielle et on comprend aisément que ce jugement ne puisse être porté avec certitude que par des hommes vivant en quelque sorte d'une façon quotidienne avec lui, le connaissant à fond, sachant bien quel emploi il fait du crédit qu'on lui accorde et dans quelle mesure on peut le lui procurer. » Sans doute, avant de consentir un prêt, les administrateurs pourraient être renseignés sur la solvabilité de l'emprunteur comme à Belleville-sur-Saône, par exemple, par un syndic résidant dans la commune de celui qui demande du crédit (cela existe à Belleville-sur-Saône, car la société de crédit étend ses opérations dans tout le canton) et par conséquent, la caisse agricole pourrait avoir des membres dans tout un arrondissement ou un département. Il est à craindre que ces syndics n'étant intéressés comme chaque associé que dans une étroite limite au bon fonctionnement de la société, pour éviter de se faire des ennemis, ne laissent consentir par la société des prêts douteux en se disant que la perte répartie entre tous les associés ne représentera que quelques centimes pour chacun et que les réserves pourront couvrir ce déficit. L'organisation locale, paroissiale ou au maximum cantonale des sociétés de crédit agricole nous semble être un principe nécessaire pour les rendre fortes et assurer leur prospérité. Ce principe est considéré comme fondamental par les banques

Raiffeisen en Allemagne et par les caisses italiennes. Il permet au cultivateur d'obtenir du crédit parce qu'il est connu et il favorise aussi la surveillance de la destination de l'argent prêté, ce qui est indispensable au bon fonctionnement de la société ainsi que nous le verrons. Aussi, nos sociétés feront-elles bien, en général, de ne pas profiter des dispositions de l'article 1^{er} autorisant leur création par la jonction de deux ou plusieurs syndicats qui réunissent l'adhésion unanime de leurs membres et par la réunion de quelques membres de deux ou plusieurs syndicats. Il nous semble en effet que, fondées dans des conditions semblables, étant donnée la circonscription souvent étendue des syndicats, les sociétés de crédit ne peuvent pas fonctionner d'une façon sérieuse. Il s'agit, ne l'oublions pas, de sociétés créées *intuitu personæ* entre personnes se connaissant et, comme le dit l'exposé des motifs, le jugement que suppose tout prêt agricole doit être porté par des associés « vivant en quelque sorte d'une façon quotidienne avec l'emprunteur ». Ces conditions ne seront point respectées lorsque la société de crédit agricole sera fondée ainsi que nous l'avons indiqué. Il eût suffi de permettre la fondation de caisses de crédit aux membres d'un syndicat ou à quelques membres seulement d'un même syndicat; en pratique, nous l'avons dit, ces sociétés ne sont formées que de cette façon.

Ainsi constituée d'ordinaire par quelques membres seulement d'un même syndicat, la caisse agricole constitue une société qui, bien que tirant de lui son origine, n'en a pas moins son existence absolument propre et séparée. Au reste, quand bien même la société de crédit est formée par un syndicat agricole tout entier ou par la réunion de deux ou plusieurs

syndicats, elle n'en forme pas moins une société indépendante de ceux-ci, ayant un but et le pouvoir de faire des actes absolument différents de ceux qu'ils font. Par conséquent, le syndicat subsiste comme être juridique doté de la personnalité civile et à côté de lui, comme société à part, la société de crédit agricole, véritable société commerciale (article 4, loi du 5 novembre 1894) pouvant se livrer d'une manière habituelle à toutes les opérations de banque.

La comparaison des deux lois de 1884 et de 1894 fait voir la séparation bien tranchée existant entre le syndicat et la société de crédit agricole. Les déclarations de M. Labiche, rapporteur de la loi au Sénat, ne laissent aucun doute à cet égard : « Quelle que soit la combinaison adoptée, que la société soit constituée par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats, ou par une partie des membres de ces syndicats, cette société devra toujours avoir une existence séparée, un caractère distinct du syndicat ; elle aura un but, des pouvoirs différents, elle agira comme une société commerciale, tandis que le syndicat, société civile, devra se maintenir dans les attributions restreintes que lui confère la loi du 21 mars 1884 (1). » Il en résulte, entre autres conséquences, que les sociétés de crédit agricole, véritables sociétés commerciales jouissant de la personnalité civile, ne sont pas soumises aux restrictions que peut comporter la loi du 21 mars 1884 (cf. notamment l'article 6 § 3, en ce qui concerne l'acquisition d'immeubles).

Le législateur n'est pas arrivé immédiatement à cette conception de la séparation absolue entre le syn-

(1) *Journal officiel* du 28 mai 1894. Documents parlementaires. Sénat, page 88.

dicat et la société de crédit. D'après les auteurs de la proposition de loi déposée par M. Méline le 10 mai 1890, c'était le syndicat professionnel, tel qu'il était organisé, qui se transformait en société de crédit mutuel. L'article 1 était ainsi conçu : « Tout syndicat professionnel a la faculté de se constituer en société de crédit pour faciliter et garantir les opérations de toute nature rentrant dans ses attributions et réalisées soit par lui, soit par un ou plusieurs de ses membres. » Les obligations des fondateurs de la société de crédit, les formalités à suivre, la sanction des contraventions commises étaient empruntées à la législation des syndicats. Cette transformation obligatoire pour le syndicat professionnel, s'il voulait organiser le crédit mutuel agricole, fut vivement attaquée. Les associations syndicales, disait-on, telles qu'elles ont été comprises, ne sont pas composées des éléments qui conviennent pour une association mutuelle. La loi de 1884 assignant aux syndicats l'objet fort peu précis de se livrer « à l'étude et à la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles », ceux-ci ont pu grouper un très grand nombre d'adhérents, n'ayant à payer qu'une cotisation minime et profitant des avantages de toute union et notamment d'une réduction considérable dans des achats de fournitures ou d'engrais. Ces adhérents ne sont point choisis comme il le faudrait pour la création d'une société de crédit mutuel : on ne s'est occupé ni de leurs aptitudes physiques et intellectuelles, ni de leurs qualités morales, ce qui est indispensable pour assurer le bon fonctionnement de sociétés auxquelles nul n'avait songé en 1884. Enfin l'étendue de la circonscription de beaucoup de syndicats, dont plusieurs embrassent un arrondisse-

ment ou même tout un département, s'oppose à ce que cette sélection nécessaire puisse être sérieusement pratiquée, en vue du moins des formes de société de crédit qui admettent la solidarité et alors il en résulterait la dissolution d'un grand nombre de syndicats qui ne voudraient pas accepter la responsabilité solidaire (1) que la proposition Méline présumait en l'absence de disposition expresse insérée dans les statuts. C'est cette opinion que M. Etcheverry soutenait à la Chambre des députés dans la séance du 11 juin 1892, lorsqu'il reprochait au projet de dénaturer les syndicats, de les détourner de leurs habitudes, de leur imposer une responsabilité à laquelle ils n'étaient point accoutumés et de faire de ces intermédiaires qui rendent des services aux cultivateurs, des financiers qui assumeront une responsabilité très lourde. Le reproche adressé à la proposition de loi était singulièrement exagéré, les syndicats n'étaient point obligés pour subsister et pour continuer à procurer les services qu'ils rendent depuis la loi de 1884, à se transformer en sociétés de crédit et à assumer par là une responsabilité très lourde : il n'y avait là qu'une faculté pour eux. Ceux qui voulaient rester ce qu'ils étaient et ne pas faire de crédit en étaient absolument libres. Le début de l'article 1^{er} était très explicite : « Tout syndicat professionnel a *la faculté* de se constituer en société de crédit. » Cette proposition de loi pouvait toutefois conduire à la désorganisation ou à la dislocation d'un certain nombre de syndicats lorsque quelques-uns seulement de leurs membres auraient voulu se constituer en sociétés de crédit. Il était donc préférable, au lieu de pousser les syndicats à se trans-

(1) Durand. Le crédit agricole, page 683.

former en sociétés de crédit, de leur donner des facilités pour créer ces sociétés à côté d'eux à l'état d'annexes. C'est ce que comprit la commission de la Chambre, mais postérieurement au dépôt du rapport Mir. Pendant la discussion, elle proposa et fit voter un paragraphe qui forma le début de l'article 7 et qui était ainsi conçu : « Indépendamment de la faculté accordée aux syndicats de se constituer en sociétés de crédit, des membres d'un syndicat peuvent, tout en continuant d'en faire partie et à cette condition, se constituer à l'état de société de crédit aux mêmes conditions que le syndicat, pourvu que leurs opérations se rattachent exclusivement à celles du syndicat lui-même. » La commission sénatoriale, conformément à l'avis de la commission extraparlamentaire instituée le 28 octobre 1893 en vue d'étudier les questions de crédit agricole et de résoudre les objections auxquelles avaient donné lieu certaines dispositions de la proposition, unifia les deux textes (article 1^{er} *initio* et article 7 § 1) et rédigea l'article premier tel que nous l'avons cité. La société de crédit agricole, bien que recrutant ses membres parmi ceux des syndicats, forme une société absolument indépendante de ceux-ci. On a jugé que la transformation du syndicat en entier serait très rare étant donnée, ainsi que nous l'avons indiqué, la constitution ordinaire des syndicats. « L'adhésion unanime des membres (du syndicat), dit M. Labiche dans son rapport, condition nécessaire pour arriver à la transformation (en société de crédit) ne pourrait être obtenue que bien rarement, car la plupart des syndiqués n'accepteraient pas volontiers les responsabilités d'une société de crédit. » De plus, la transformation du syndicat en société de crédit offrirait des inconvénients pratiques sérieux

dont s'est également rendu compte la commission sénatoriale. « En admettant même que cette adhésion de tous les membres d'un syndicat pût être obtenue, continue M. Labiche, la transformation en société de crédit aurait l'inconvénient de modifier le caractère et le fonctionnement de ces associations et probablement d'en arrêter ou d'en compromettre le développement. » En effet, d'après la proposition Méline et le texte voté par la Chambre, la même association, le syndicat agricole, allait avoir deux qualités et deux missions différentes. Il restait syndicat professionnel, c'est-à-dire société civile lorsqu'il se bornait à faire des opérations autorisées par la loi de 1884 et il était en même temps société de crédit et par suite société commerciale par la force des choses, comme nous l'avons indiqué, lorsqu'il voulait se livrer aux opérations de banque. Il eût donc fallu, à propos de chaque acte, bien distinguer s'il était accompli par le syndicat société civile ou par le syndicat société commerciale et les difficultés les plus inextricables n'eussent pas manqué de surgir. « Cette confusion du double caractère civil et commercial d'une même société pouvait avoir dans la pratique de très graves inconvénients (1). » D'après le texte voté, le syndicat, société civile, subsiste intact, continuant à être régi par la loi de 1884 et à côté de lui les sociétés de crédit agricole qui lui sont réunies par un lien intime puisqu'elles n'admettent comme associés que ses membres, mais, ayant leur vie propre, leurs avantages spéciaux et régies par la loi de 1894 qui en fait des sociétés commerciales. Syndicats et sociétés

(1) Rapport de M. Labiche. *Journal officiel* du 28 mai 1894. Sénat. Documents parlementaires, page 88.

de crédit poursuivent leur marche parallèle également bienfaisante.

Pour faire partie d'une société de crédit agricole il faut, nous venons de le voir, être membre d'un syndicat professionnel agricole (1); en conséquence il faut, pour que la société de crédit soit valablement constituée, que le syndicat lui-même dont elle est issue soit auparavant régulièrement établi conformément aux dispositions de la loi de 1884. Le syndicat doit être créé avant la société de crédit puisque les membres de cette dernière doivent être déjà membres du syndicat. D'ordinaire, afin d'éviter aux cultivateurs les démarches nécessaires pour leur admission au syndicat, la caisse agricole se charge de les faire admettre (2).

Si seuls les membres des syndicats agricoles, valablement établis, peuvent fonder une société de crédit mutuel ou en faire partie, il convient d'ajouter que tous les membres des syndicats agricoles bénéficient de cette faculté. Par conséquent, les fermiers, les métayers, les propriétaires exploitant leur ferme ou même une parcelle si minime qu'elle soit de leur domaine, les vignerons, les horticulteurs, les pépiniéristes, les sylviculteurs, et, en général, toutes les personnes qui cultivent la terre ou en recueillent directement les produits appartiennent à la même profession et peuvent entrer dans le même syndicat et la même société de crédit. Aux termes de l'article 2

(1) Sous la sanction générale édictée par l'article 6 de la loi de 1894, les sociétés de crédit agricole ne peuvent être formées qu'entre membres des syndicats agricoles. Les fondateurs de toute caisse de crédit agricole devront donc, avant de déposer les statuts, s'assurer de la régularité de la constitution du syndicat et de ce fait que tous les associés sont membres de syndicats.

(2) Cf. Circulaire de la caisse de crédit agricole d'Epinal.

de la loi du 21 mars 1884, les syndicats et par suite les banques mutuelles peuvent comprendre, à côté des personnes exerçant la même profession, celles exerçant des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

Les métiers similaires à l'agriculture sont en petit nombre, on peut citer les associations fruitières de Franche-Comté, certaines associations établies aux environs de Paris, centralisant de grandes quantités de lait et en assurant la conservation et l'écoulement, et les distilleries et les sucreries qui, achetant les betteraves de ceux qui les cultivent, les convertissent en alcool ou en sucre ; souvent, en effet, ces distillateurs sont associés réellement à la culture : ils fournissent les graines, ils surveillent l'exploitation et revendent les pulpes aux cultivateurs qui ont fourni leurs terres et leurs soins, d'après des conventions arrêtées d'avance. Les personnes exerçant des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés sont très nombreuses, d'autant plus que cette nécessité de concourir à la confection des produits agricoles doit être entendue avec la largeur d'interprétation qui est conforme à l'esprit de la loi de 1884. On pourra, en conséquence, admettre dans un syndicat agricole le vétérinaire, le professeur d'agriculture, le constructeur de machines agricoles, le marchand d'engrais, etc.. On pourra admettre dans un syndicat viticole les tonneliers et les vanniers, car leur profession n'est connexe qu'avec une branche du travail agricole ; on ne pourrait donc les admettre dans un syndicat agricole proprement dit. Le meunier, le boucher, le manufacturier qui travaille la laine ne concourent pas avec les agriculteurs à l'éta-

blissement de produits agricoles proprement dits, puisqu'ils prennent ces produits parfaits, quand l'œuvre agricole est terminée.

La question la plus importante qui se pose est celle de savoir s'il faut considérer comme exerçant une profession agricole et pouvant se syndiquer les propriétaires fonciers dont les terres sont exploitées par des fermiers. La jurisprudence n'a jamais eu, à notre connaissance, à se prononcer sur la question et en pratique l'accès des syndicats est ouvert aux propriétaires non exploitants qui en forment, selon l'expression de M. César Bru, « le plus bel appoint » et qui y apportent, outre leur légitime influence, des cotisations souvent plus élevées que les cultivateurs. La question est du plus haut intérêt en ce qui concerne la loi du 5 novembre 1894, si l'on décide que les administrateurs des sociétés de crédit agricole ne peuvent être pris en dehors des membres de la société par application de l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867 et contrairement, remarquons-le de suite, au principe général d'après lequel on peut nommer des administrateurs étrangers à la société. Si l'on admet cette opinion et si l'on reconnaît d'autre part que les propriétaires non exploitants ne peuvent faire partie des syndicats agricoles, on éloigne de l'administration de la société de crédit mutuel une foule de personnes ayant beaucoup plus de compétence que les cultivateurs et, en fait, toutes les caisses de crédit agricole que nous connaissons ont pour président de leur conseil d'administration des propriétaires non exploitants. Dans la séance du 20 juin 1892, à la Chambre des députés, un orateur a paru regretter l'introduction dans les sociétés de crédit agricole de personnes autres que des cultivateurs, et il disait que des finan-

ciers acquéreurs d'un lopin de terre, portés à brasser les affaires financières au détriment souvent de la classe agricole, pourraient entrer dans un syndicat pour en avoir la clientèle et faire payer cher leurs services aux cultivateurs. Sans doute, cet écueil serait évité en fermant l'entrée des syndicats et, par suite, des sociétés de crédit aux propriétaires non exploitants, mais nous croyons qu'avec leur perspicacité ordinaire les cultivateurs sauront se défier de ces financiers et qu'il serait très dur de les priver du concours fort désintéressé et très avantageux des propriétaires non exploitants. Sans entrer dans des détails que ne comporte pas le cadre de ce travail, nous devons prendre parti sur la question (1). Pour refuser aux propriétaires non exploitants le droit de se syndiquer, on fait valoir que l'article 2 de la loi du 21 mars 1884 ne permet l'entrée des syndicats qu'aux personnes ayant une « profession », sous peine d'entacher d'irrégularité l'association syndicale et de la rendre passible de poursuites et de dissolution. Or, être propriétaire de terres qu'on loue à prix d'argent, ce n'est ni une profession, ni un métier, en sorte que celui qui n'a ni profession ni métier agricole n'a point la qualité déterminée par la loi pour être reçu dans un syndicat agricole. Sans doute, ces personnes ont des intérêts agricoles, mais elles n'exercent pas par

(1) Lors de la discussion de la loi du 5 novembre 1894, M. Méline, président de la commission, répondant à la question qui lui était posée de savoir si les propriétaires non exploitants pouvaient faire partie des sociétés de crédit agricole, déclara à la Chambre qu'en ce qui concernait la composition des syndicats et, par suite, des sociétés de crédit, on devait s'en référer à la loi de 1884 et qu'il appartenait aux tribunaux de décider dans quelle mesure on est considéré comme appartenant à une profession. (*Journal officiel*. Séance du 20 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 872).

ce seul fait une profession. Or, la loi n'autorise pas à se syndiquer simplement parce qu'on a des intérêts agricoles à étudier ou à défendre (article 3), elle exige encore qu'on exerce une profession (article 2), et ce mot ne peut s'appliquer qu'à ceux qui cultivent la terre ou en recueillent directement les produits. Le propriétaire d'immeubles ruraux affermés a une condition sociale, il a des intérêts agricoles, mais il n'a pas une profession, ce n'est pas plus un agriculteur que le propriétaire d'une usine ou d'un local qui le loue à un commerçant n'est lui-même commerçant (1).

En présence d'une loi aussi large et tolérante que celle de 1884 et en nous inspirant de son esprit, nous préférons admettre la solution contraire conforme à la pratique (2). Tout d'abord, en s'en tenant à l'interprétation purement grammaticale, on peut soutenir que le mot profession s'entend de tout état, de tout emploi, de toute condition (3), en sorte que l'on peut dire que le propriétaire de terres qui les loue pour une exploitation agricole, exerce une profession qui se rattache à l'agriculture.

Mais de plus, comme le dit M. Sénart, les mots doivent toujours s'entendre « *secundum subjectam materiam*. » Or, le propriétaire qui a réuni et assemblé des terres de manière à en former un corps d'exploitation, ne livre-t-il pas ainsi un instrument

(1) En ce sens : Pic. Précis de législation industrielle, page 110. Glotin. Etude sur les syndicats professionnels, page 151. Gain. Syndicats professionnels, page 15, n^{os} 22 et seq.

(2) M. Pic, par exemple, page 111, ne peut s'empêcher de reconnaître que la solution qu'il propose est fort peu avantageuse au point de vue législatif et économique.

(3) Cf. principalement. Dictionnaire de Littré. V^o Profession.

de travail, l'agent effectif et immédiat de production ? Ne garde-t-il pas dans cette terre, bien qu'exploitée par d'autres mains, la source directe de sa fortune ? Peut-il rester indifférent à aucune question agricole, puisque le sol fait toute sa richesse ? Le paiement du fermage qui lui est dû ne va-t-il pas dépendre d'une bonne culture et d'un sage entretien de son patrimoine ? N'a-t-il pas souvent des avances à faire, des travaux importants d'amélioration à surveiller ? N'est-il donc pas enfin engagé dans l'industrie agricole par ce capital souvent considérable qui, bien que mis aux mains d'autrui, n'en court que davantage les risques effrayants d'une mauvaise gestion ? C'en est assez pour trancher la question et assurer au propriétaire non exploitant le droit absolu de faire partie des syndicats (1). Le propriétaire qui loue un local à un commerçant pour y exercer son commerce, ne peut pas lui être assimilé, il ne fournit pas l'agent immédiat de production, l'instrument de travail. La chose louée est, on peut le dire, en dehors des conséquences de la gestion du commerçant, elle n'augmente pas ou ne diminue pas sensiblement de valeur selon qu'il fait bien ou mal ses affaires. La solution que nous venons d'adopter s'appliquera par *a fortiori* aux propriétaires de métairies. L'article 5 de la loi du 18 juillet 1889 attribue au bailleur la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat et la vente des bestiaux.

En résumé, les sociétés de crédit agricole n'admettent pas d'autres membres que ceux des syndicats

(1) En ce sens : Sénart. Bulletin de la société des agriculteurs de France, mai 1885, pages 381 et seq. Boullaire. Manuel des syndicats professionnels agricoles, pages 38 et seq. Bry. Traité de droit industriel, page 243.

professionnels agricoles, mais tous les membres de ceux-ci peuvent l'être des banques mutuelles.

Rappelons simplement sans y insister, puisque nous avons déjà résolu cette question (1) qu'un nombre quelconque de cultivateurs peut former une société de crédit agricole, et que l'article 23 de la loi de 1867, qui exige pour la constitution des sociétés anonymes sept associés, est inapplicable aux caisses agricoles.

Cette obligation d'être membre d'un syndicat agricole a été vivement critiquée à la Chambre par M. Etcheverry et au Sénat par M. Buffet qui tous deux faisaient valoir qu'il y avait là au profit des syndicats agricoles une faveur extraordinaire qui eût dû être étendue à tous les cultivateurs syndiqués ou non. « Il existe, disait M. Etcheverry, à la séance de la Chambre du 11 juin 1892 (2), 750 syndicats agricoles groupant 269,298 cultivateurs..., c'est pour eux et pour eux seuls que vous voulez faire une loi ! Dans une foule de localités, il n'existe pas de syndicat et il y aurait cependant profit à créer des sociétés de crédit mutuel. Par cela même que les travailleurs de ces localités sont privés des avantages des syndicats, on peut dire qu'ils ont encore plus intérêt à avoir des sociétés de crédit mutuel. Pourquoi ne pas faciliter la création de ces sociétés ? »

Il nous semble, au contraire, en allant au fond des choses que la loi n'exclut en réalité personne et que ses dispositions se justifient facilement. Et d'abord, les agriculteurs non syndiqués qui veulent bénéficier

(1) Cf. Thèse, 1^{re} partie, chapitre IV.

(2) *Journal officiel* du 12. Chambre. Débats parlementaires, page 773.

de la loi nouvelle peuvent se réunir et fonder un syndicat agricole d'un nombre de membres restreint dans le but spécial d'organiser entre eux le crédit rural mutuel. La création d'un syndicat agricole conformément à la loi de 1884 est très simple, très facile et peu coûteuse, aussi est-il vrai de dire que la loi de 1894 n'exclut personne de ses bienfaits. D'autre part, ses dispositions se justifient très facilement. Il ne faut pas oublier qu'elles ont eu pour but exclusif d'encourager la mutualité. Or, la mutualité suppose un lien préalable entre ceux qui veulent en profiter. Toute mutualité est une association, le crédit agricole mutuel ne peut exister qu'entre cultivateurs qui se sont associés dans ce but. Le magnifique épanouissement des syndicats agricoles dont les membres pratiquent d'une manière excellente la mutualité a fait naître la pensée de se servir de ces associations pour point de départ du crédit mutuel agricole, d'autant plus que ce crédit n'est en quelque sorte que le moyen d'étendre et de compléter les opérations ordinaires des syndicats agricoles (acquisitions de semences, d'engrais, de bétail). Le syndicat livre à l'emprunteur tous les produits qui lui sont nécessaires. Il n'y aura donc point à craindre le détournement des fonds que le sociétaire ne touchera pas, puisqu'ils seront versés par la caisse de crédit au syndicat. Créée en dehors d'un syndicat, la société agricole de crédit n'est appelée à rendre qu'une seule espèce de service qui est le prêt agricole : son emprunteur ne pourra pas tirer un aussi grand profit de la somme prêtée que s'il était membre du syndicat qui a toute une organisation spéciale et des agents au courant des prix de tout ce qui peut lui être utile. Il risque de faire un mauvais emploi de ses fonds et par suite il peut subir une perte qui rejaillira

sur la caisse dont la garantie pourra être atteinte et même compromise. Plus l'influence du syndicat s'étendra, plus ses membres apprécieront les avantages des engrais, des machines et plus les opérations de la société de crédit prendront d'extension, plus elles seront sans péril. C'est le syndicat qui lui recrutera le plus grand nombre d'emprunteurs. Les auteurs de la proposition de loi ont avec raison compris que c'est dans le sein des syndicats que doit naître l'idée de la constitution d'une association de crédit, c'est là qu'on doit la favoriser, l'aider au besoin dans ses débuts, comme c'est là aussi que doit naître l'idée de constituer toutes les sociétés de prévoyance et de mutualité pour l'ouvrier agricole. C'est aux syndicats agricoles, parce qu'ils ont déjà mérité la confiance des cultivateurs et acquis sur eux une légitime influence, qu'il appartient de fonder des coopératives de crédit vivant sous leur protection, servant à leurs besoins et facilitant leurs opérations. Ces deux institutions s'appuieront mutuellement et se compléteront au grand avantage de tous, à condition qu'on ait recours, ainsi que l'a admis la commission sénatoriale, à des associations juxtaposées constituant des annexes du syndicat. L'idée de se servir des syndicats pour faire fonctionner le crédit agricole se justifie donc pleinement, les faits lui ont donné raison et les hommes les plus compétents l'ont adoptée. Le président du congrès des associations coopératives de crédit à l'exposition universelle de 1889 s'exprimait ainsi : « Les syndicats agricoles seraient assurément le mécanisme tout désigné pour l'organisation et le fonctionnement des caisses de crédit agricole. Qu'ils apportent à ce nouvel objet toute l'activité qu'ils ont si heureusement déployée dans l'achat des semences,

engrais et matériel et ils réaliseront une première et très importante solution du problème du crédit agricole. » Selon M. Levasseur de l'Institut : « Le syndicat agricole sera la molécule germinative des caisses de crédit agricole ». Enfin, d'après l'éminent économiste italien, M. Luzzatti, actuellement ministre du Trésor : « dans les centres agraires les deux associations devraient avoir le même siège puisqu'elles vivent des mêmes inspirations (1). » Ajoutons enfin que pour éloigner les spéculateurs et les personnes étrangères à l'agriculture des caisses de crédit agricole, il était nécessaire de ne permettre la constitution de sociétés qu'entre membres des syndicats agricoles, car la participation à un syndicat agricole implique la qualité d'agriculteur qui ne peut guère s'affirmer en l'état actuel de notre législation d'une autre manière. De plus, on peut dire que les membres d'un syndicat se recrutent parmi l'élite des agriculteurs et qu'il y a là une véritable sélection de nature à accroître la sécurité des opérations de la société de crédit agricole.

Le texte voté par la Chambre des députés accordait les mêmes facilités au point de vue du crédit à tous les syndicats sans distinction. La commission extraparlamentaire créée le 28 octobre 1893 et la commission sénatoriale ont considéré que la question du crédit populaire devait rester distincte de celle du crédit agricole. « L'expérience, dit M. Labiche dans son rapport (page 87), a démontré que l'objet, l'organisation, le développement, les effets des syndicats agricoles ont été jusqu'à présent absolument différents de ceux des autres syndicats, ce serait s'exposer à dépasser ou à

(1) Discours de M. Viger, au Sénat. Séance du 21 mai 1894. *Journal officiel*, p. 442.

ne pas atteindre le but que le législateur doit se proposer en essayant d'établir une réglementation pour des institutions aussi dissemblables. » Cette opinion nous semble fort juste. Tout d'abord les commerçants et les industriels trouvent facilement le crédit qui leur est nécessaire dans l'escompte de leur papier à court terme. D'autre part, un certain nombre de syndicats industriels sont mal organisés pour se transformer en distributeurs de crédit. Au lieu d'être des groupements de défense, de soutien mutuel, d'amélioration professionnelle, ils ne sont trop souvent que des coteries fermées de métiers ayant les mauvais côtés et les abus des corporations d'autrefois, sans en avoir les beaux côtés et les avantages. Fédérés autour d'une Bourse du travail qui pourrait être très utile comme centre de placement gratuit, d'enquête, de statistique, mais qui dégénère trop fréquemment en foyer de grèves injustes ou de politique violente, ils tendent à l'antagonisme social, à l'exclusivisme, aux tyrannies occultes. Au lieu des diverses caisses de secours mutuels que créent les syndicats agricoles, la plupart des syndicats ouvriers ne cherchent qu'à créer des caisses de chômage. Il serait déraisonnable d'en faire des organes distributeurs du crédit mutuel.

Capacité requise chez les associés. — A défaut de règles spéciales édictées dans la loi, il y a lieu d'appliquer les règles ordinaires sur la capacité.

Lorsque les statuts décident que les associés seront tenus indéfiniment, c'est-à-dire sur tous leurs biens des dettes sociales, tout associé doit avoir la capacité de devenir commerçant (1), car chaque associé est

(1) Article 2 Code de commerce. — Art. 477 et 487 Code civil pour le mineur. — Art 4 Code de commerce pour la femme.

commerçant : c'est ainsi que dans les caisses rurales à responsabilité illimitée fondées par M. Durand sur le modèle des caisses Raiffeisen, tous les associés sont des commerçants.

Lorsque les membres de la société ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leurs mises, la capacité nécessaire variera suivant les cas.

Si l'associé verse immédiatement sa mise ou achète une part sans l'intention de la revendre : il suffit qu'il ait la capacité de faire des actes d'administration. Au contraire, si l'associé s'oblige seulement à effectuer sa mise, ce qui arrivera d'ordinaire dans les sociétés de crédit agricole, l'engagement qu'il prend étant commercial on doit exiger la capacité de faire des actes de commerce (1). Nous devons signaler toutefois que plusieurs arrêts décident que le tuteur d'un mineur peut valablement souscrire des actions pour le compte de son pupille ; ces décisions sont contraires au principe admis généralement qui considère comme commercial l'engagement pris par le souscripteur.

Il est admis que l'accès des syndicats est ouvert aux femmes et aux mineurs (2) sous réserve de la nécessité pour le mineur de l'autorisation de ses père et mère ou de son tuteur, pour une femme mariée de l'autorisation de son mari ou de la justice. Etant donnée la capacité requise chez les associés dans les sociétés de crédit agricole, il en résulte que ces personnes (femme mariée et mineur) munies de l'au-

(1) L'intérêt de la question se présente pour le mineur (article 3 Code de commerce) et pour la femme autorisation expresse et spéciale du mari ou de justice (Lyon-Caen et Renault, Manuel de droit commercial, n° 60).

(2) Cela est certain en présence du rejet d'un amendement, de M. Lalanne, au cours des travaux préparatoires de la loi du 21 mars 1884. *Journal officiel*. Débats parlementaires. Sénat. 1884. page 477.

torisation nécessaire pour faire partie d'un syndicat ne pourront faire partie de la société de crédit *ipso jure* par le seul fait qu'elles sont membres d'un syndicat : il faut de plus qu'elles possèdent la capacité requise chez les associés telle que nous l'avons déterminée. Nous devons noter également que l'interdit légal ou judiciaire ne peut faire le commerce et qu'on ne peut le relever de son incapacité. Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire ne peuvent faire le commerce, mais, pouvant conformément aux articles 499 et 513 faire quelques actes isolés de commerce, elles pourront faire partie des sociétés de crédit agricole dans lesquelles les associés ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leurs mises.

Pour éviter toute difficulté, la plupart des sociétés de crédit agricole n'admettent comme associés que des personnes majeures et pleinement capables (1).

(1) Remiremont, article 11. Epinal, article 14.

CHAPITRE II

Du capital social

En principe, les sociétés de personnes existent au moment fixé librement par les associés dans les statuts. Les sociétés de crédit agricole, à raison sans doute de leur caractère de sociétés de crédit, ne sont légalement constituées et ne peuvent en conséquence commencer leurs opérations, sous la sanction édictée par l'article 6 de la loi de 1894, qu'à condition que le capital social soit constitué et que le quart du capital souscrit ait été versé.

I. — MODE DE CONSTITUTION DU CAPITAL

C'est l'article premier, § 3 qui indique comment le capital social doit être constitué. Il est ainsi conçu : « Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société ; ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale ; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. »

A ce paragraphe il convient d'ajouter l'article 3, § 3, qui décide que ce capital social sera rémunéré par le paiement « d'intérêts », mais que les sociétaires ne

pourront toucher de « dividendes ». Ces textes, on le voit, interdisent d'une façon formelle la souscription d'actions pour la constitution du capital.

Nous avons établi d'ailleurs, en recherchant la nature juridique des sociétés de crédit agricole, qu'elles sont formées *intuitu personæ* et que le capital social est constitué par des parts d'intérêts.

L'exposé des motifs et les diverses discussions montrent qu'on a voulu enlever aux spéculateurs le moyen de créer de prétendus syndicats qui auraient en vue toute autre chose que des intérêts économiques professionnels. Du texte et de l'intention formellement exprimée par le législateur, il résulte que ce qui est prohibé, c'est la création, l'émission, soit au moment de la fondation, soit au cours du fonctionnement de la société, d'actions qui, pouvant être au porteur, transmissibles par la simple tradition, circulant au gré des détenteurs successifs, sont la base pécuniaire, l'élément du capital des sociétés par actions régies par la loi du 24 juillet 1867 et forment l'instrument le plus ordinaire comme le plus actif de la spéculation. C'est ce qui ressort notamment de cette phrase du discours de M. Méline à la Chambre dans la séance du 20 juin 1892 : « Notre but en défendant l'émission d'actions a été d'empêcher la spéculation de se produire et de compromettre dès le début la constitution de toutes ces petites sociétés locales. »

Nous avons signalé les débats fort embarrassés qui eurent lieu cependant à ce propos à la Chambre dans la séance du 20 juin 1892 et la discussion assez vive qui s'engagea entre M. Etcheverry et M. Mir, rapporteur, qui fut obligé de reconnaître que la distinction entre l'action et la part d'intérêts ne portait que sur une « question de mots » ou de forme et que la respon-

sabilité du titulaire d'actions, comme celle du titulaire de parts dans les caisses agricoles, est limitée au montant même de l'action ou de la part d'intérêts. Le mot part fut néanmoins maintenu et l'amendement de M. Etcheverry fut repoussé à cette séance du 20 juin 1892 par 322 voix contre 118. On est donc bien obligé de se référer au texte de la loi. M. Mir, d'ailleurs, n'a fait que soutenir et avec raison que la part d'intérêts dans les sociétés de crédit agricole comme l'action pouvait n'obliger la responsabilité de son titulaire qu'au montant même de sa mise. Les statuts des banques agricoles, en effet, peuvent limiter la responsabilité des associés à leur mise (article 2, § 3), mais il ne s'en suit pas que leurs titres soient des actions, car, dans une société en commandite simple, par exemple, le commanditaire, quoique titulaire d'une part d'intérêts, n'est pas tenu indéfiniment mais simplement comme l'actionnaire jusqu'à concurrence de son apport. Nous devons donc maintenir formellement que les sociétés de crédit agricole créées par la loi de 1894 sont formées *intuitu personæ* et que leur capital est constitué par des parts d'intérêts, bien que certains auteurs persistent à les considérer comme des sociétés par actions. Il n'était pas besoin, a-t-on objecté, pour éviter la spéculation d'interdire toute émission d'actions. En effet, si elles veulent faire œuvre pratique, les sociétés de crédit agricole doivent adopter la forme à capital variable. Or, d'après l'article 50 de la loi du 24 juillet 1867, texte général applicable à toutes les sociétés à capital variable, les actions ou coupons d'actions sont nominatifs même après leur entière libération. Ils ne sont négociables qu'après la constitution définitive de la société, la négociation ne peut avoir lieu que par voie

de transfert sur les registres de la société et enfin les statuts peuvent donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert. Voilà, dit-on, des prescriptions bien suffisantes pour éviter toute spéculation. Notons d'abord que l'article 50 laisse aux statuts la liberté de donner ou non au conseil d'administration ou à l'assemblée générale le droit de s'opposer au transfert, tandis que ce droit existe nécessairement d'après la loi de 1894 pour la société de crédit agricole : il y a là une restriction nouvelle à la spéculation. De plus, dans une société anonyme à capital variable, toute spéculation n'est pas impossible. Chaque associé peut avoir autant d'actions qu'il veut ; d'autre part, rien n'empêche ceux qui dirigent la société, par exemple, d'étendre les opérations de la société d'une façon factice de manière à augmenter les bénéfices apparents et par suite les dividendes et la valeur des actions. La variabilité des dividendes entraîne celle de la valeur des actions et amène la spéculation. Comme le disait fort bien M. Méline dans la séance du 20 juin 1892 : « Le meilleur moyen de conserver à nos petites banques de famille leur véritable caractère, c'était de n'en pas faire des sociétés par actions, à petit capital et à gros dividende. » Enfin, et c'est l'argument décisif, pour que l'article 50, dont les prescriptions, il faut bien le dire, ne suffisent pas à elles seules pour écarter toute spéculation, soit applicable aux sociétés de crédit agricole, il est nécessaire que ces dernières adoptent la forme à capital variable : c'est ce que presque toutes font, mais enfin, on peut concevoir que dans telle situation donnée cette modalité ne soit pas indispensable pour que la société de crédit puisse rendre des services.

Les adversaires de la disposition insistent et disent qu'il n'y a aucun obstacle juridique à ce qu'une action soit nominative et transmissible seulement par voie de cession aux membres du syndicat et avec l'agrément de la société. S'il en est ainsi, il était inutile d'employer le mot part dans la loi et on doit en conclure qu'il est synonyme d'action, ainsi que cela résulte au surplus de la discussion entre MM. Mir et Etcheverry.

Sans doute, il ne faut pas s'attacher à la cessibilité d'une manière absolue pour distinguer l'action de l'intérêt, il arrive souvent que les statuts sociaux n'autorisent la cession d'actions que sous certaines conditions ; d'autre part, il peut être convenu que les parts d'intérêts seront cessibles ; ce que l'on doit admettre, c'est que l'on est en présence d'intérêts lorsque la cession a été considérée comme un acte anormal et exceptionnel. Telle a été bien certainement l'intention du législateur de 1894. De plus, s'il voulait éviter la spéculation sur les titres des sociétés de crédit agricole en les rendant nominatifs et transmissibles seulement par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société, il fallait un texte positif sans lequel les associés seraient restés libres. Ce texte existe et semble formel ; il interdit l'émission d'actions et n'autorise que la souscription de parts d'intérêts. Au reste, la discussion engagée entre M. Mir et M. Etcheverry est loin d'être concluante. A notre avis, M. Mir en assimilant l'action à la part d'intérêts a simplement voulu dire qu'il pouvait arriver que l'associé dans une banque agricole ne fût tenu que jusqu'à concurrence de sa mise (les statuts ont pleine liberté à cet égard), et de fait personne n'ose soutenir qu'on est en présence d'un intérêt lorsque le titulaire de ce titre est tenu indéfiniment et d'une action

lorsqu'il n'est tenu que de son apport, car l'exemple de la commandite par intérêts réfuterait facilement ce système. En somme, il résulte d'une façon certaine des travaux préparatoires et du texte formel de la loi qu'on a voulu créer des sociétés de personnes et non de capitaux, des sociétés ayant pour base la considération de la personne, le talent, l'honorabilité, la solvabilité et le crédit des associés; en un mot des sociétés formées *intuitu personæ*, « de petites banques de famille » selon l'expression de M. Méline (1).

Or les titres des associés dans les sociétés de personnes ou formées *intuitu personæ* sont des parts d'intérêts et la distinction entré elles et les actions n'est pas une pure question de mots. En ce qui concerne les sociétés de crédit agricole, l'intérêt de la question se présente spécialement aux points de vue suivants : En premier lieu, la loi du 24 juillet 1867 (articles 1 à 47) soumet l'organisation et le fonctionnement des sociétés par actions à des règles restrictives, nombreuses, qui ne sont point applicables aux sociétés par intérêts : nous avons étudié cette question en détail. En second lieu, le contrat des sociétés de personnes peut être annulé pour erreur sur la personne (article 1110 Code civil) et un associé ne peut se substituer quelqu'un sans le consentement de ses co-associés (article 1861 Code civil); en outre, cette cession doit être rendue publique afin d'avertir les tiers de ce changement des personnes tenues des dettes sociales (article 61, loi du 24 juillet 1867). Enfin, la mort d'un associé, son interdiction, sa déconfiture, sa faillite (article 1865 Code civil) sont autant de causes de disso-

(1) Cf. sur ce point, *Journal officiel*. Exposé des motifs de la proposition Méline, page 702, et rapport de M. Labiche, page 88.

lution des sociétés de personnes, sauf les conventions prévues par l'article 1868 du Code civil.

En résumé, le capital social dans les sociétés de crédit agricole est constitué par la souscription de parts d'intérêts. La souscription d'actions pour la formation du capital est absolument interdite par le texte d'abord qui est formel (article 1, § 3), ensuite par les déclarations expresses faites au Sénat et la Chambre (1).

D'ordinaire, les parts d'intérêts sont de valeurs inégales; le § 3 le dit expressément en ce qui concerne les sociétés de crédit agricole. Fort peu de caisses, toutefois, ont usé de cette latitude qui, d'une part, augmente les difficultés dans la comptabilité et, d'autre part, peut faire naître certains froissements entre les associés; il est préférable que tous soient intéressés également au bon fonctionnement de la société. Toutefois, le capital social de la caisse de Segré, placée sous le régime de la loi de 1894, est formé : 1° par des parts de 20 francs, dites de fondateurs, et 2° par des parts de 5 francs, dites de sociétaires. En ce cas, les associés fondateurs s'interdisent la faculté de demander des avances à la société, ce droit n'est accordé

(1) Dans la séance du 20 juin 1892, M. Méline a déclaré à plusieurs reprises qu'on voulait défendre l'émission d'actions : « Nous croyons, disait-il, qu'il y a intérêt à maintenir intégralement la disposition du paragraphe 3 parce que l'obligation imposée aux petits cultivateurs d'émettre et de souscrire des actions sera toujours pour eux un sujet d'effroi qui les empêchera de se mettre à la tête d'une société de crédit. » M. Labiche n'est pas moins explicite; voici comment il s'exprime dans son rapport (*Journal officiel*, page 88) : « Eclairés par l'expérience du passé, les auteurs de la proposition ont tenu à ce que toute idée de spéculation fût écartée de la création et du fonctionnement des sociétés de crédit agricole. C'est dans ce but que l'article 1, § 3 interdit la souscription d'actions pour la formation du capital social et que l'article 3, § 3 prohibe la répartition de dividendes et autorise, § 4, en cas de dissolution, l'emploi de l'actif pour une œuvre d'intérêt agricole. »

qu'aux propriétaires de parts de sociétaires ; par contre, les administrateurs ne sont pris que parmi les souscripteurs fondateurs (1). Ce mode de procéder ne nous semble pas très avantageux ; il est contraire au principe même de la coopération, base des sociétés de crédit agricole. D'autre part, les propriétaires de parts de sociétaires ont moins d'intérêt au succès de l'œuvre, étant éloignés de l'administration ; ce sont eux pourtant qui peuvent le mieux apprécier la solvabilité de leurs voisins et surveiller discrètement l'emploi des fonds qui leurs sont prêtés,

Aucun minimum n'est obligatoire pour les parts des sociétés de crédit agricole, la loi de 1867 modifiée en 1893 étant inapplicable. Les sociétés de crédit agricole font varier le montant de leurs parts entre 5 francs (société de Segré, article 6) et 100 francs (société de Belleville-sur-Saône, article 6). La majorité des caisses a adopté le chiffre de 20 francs (Sociétés de Remiremont, article 5 ; d'Epinal, article 6).

Dans le cas où les parts d'intérêts seront représentées par un titre distinct de l'acte de société lui-même, les récépissés ou certificats de parts sociales seront naturellement nominatifs : le nom du titulaire sera inscrit sur le titre et sur les registres de la société, et seul il sera considéré comme associé. Si le propriétaire perd son certificat de parts sociales, il n'a, conformément au droit commun, qu'à faire, entre les mains des représentants de la société de crédit agricole, opposition au paiement des intérêts et au remboursement du capital, afin d'éviter qu'un tiers ne touche les intérêts par exemple, car le porteur d'un

(1) Segré, article 17. Il en est de même à Poligny (article 6 des statuts).

titre nominatif peut les recevoir. Dès qu'il a justifié de ses droits, on délivre un duplicata au véritable titulaire et la société n'a rien à craindre, même si celui-ci avait en réalité cédé son droit, car elle est un tiers pour qui la cession n'existe pas tant que les formalités n'en ont pas été remplies ; ce sont ces formalités qui nous restent actuellement à étudier.

L'article 1^{er} § 3 décide que les parts « ne seront transmissibles que par voie de *cession* aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. » En conséquence, la part sociale se transmettra selon les formes ordinaires du droit civil, et l'article 1690 du Code civil sera applicable : la cession n'est valable qu'au moyen d'un transport signifié (1) ou accepté dans un acte authentique (2). Le débiteur à qui doit être faite la signification et de qui doit émaner l'acceptation est, dans l'espèce, la société de crédit agricole. Toutefois, la loi a restreint encore les facilités d'opérer la cession des parts d'intérêts afin d'éviter toute spéculation : elle exige pour la cession (§ 3 *in fine*) l'agrément de la société, ce qui prouve bien qu'il s'agit d'une société formée *intuitu personæ*. Cette exigence revient à restreindre, dans une certaine mesure, l'alternative établie par l'article 1690. La cession acceptée par la société, *dans un acte authentique*,

(1) Cette signification se fait dans la forme ordinaire des exploits, c'est-à-dire par acte d'huissier, ce qui lui assure les avantages de l'authenticité : date certaine et force probante.

(2) C'est ce qu'a affirmé d'une manière formelle M. Mir, rapporteur de la loi à la Chambre, dans la séance du 20 juin 1892 (*Journal officiel* du 21. Débats parlementaires. Chambre des députés, page 865) : « Quelle est la... situation de cette part d'intérêts ?... C'est une créance ordinaire de l'associé envers la société, et cette créance se transmettra exactement comme est transmise une créance à l'égard du cessionnaire, c'est-à-dire qu'au lieu de la simple livraison ou du transfert, on sera obligé de signifier ou bien de demander l'acceptation du cédé. »

est pleinement valable, mais la simple signification qui en serait faite à la société ne serait pas suffisante et ne parferait pas la cession, car il faut en plus l'acceptation de la société (article 1^{er} § 3 *in fine*). La plupart des caisses de crédit agricole contiennent une disposition conçue en ces termes, que nous empruntons à la caisse de Remiremont (article 10) : « La cession s'opère par une déclaration inscrite au siège social sur un registre *ad hoc* et signée du cédant et du cessionnaire ou de leurs mandataires et d'un administrateur. » Ce procédé qui pourrait s'appliquer aux actions nominatives et qui rappelle l'article 36 du Code de commerce, nous semble inapplicable aux parts d'intérêts dans les sociétés de crédit agricole. La cession n'en est valable, conformément à l'article 1690 du Code civil, qu'au moyen d'un transport signifié ou accepté dans un acte authentique ; jusqu'à ce moment les tiers ont le droit de considérer le cédant comme étant le vrai titulaire de la créance. Par conséquent, cette déclaration inscrite sur un registre *ad hoc* et signée d'un administrateur ne sert qu'à manifester l'agrément de la société à la cession, ce qui est nécessaire, d'après la loi de 1894, mais elle n'opère pas la cession qui n'est valable qu'après l'accomplissement d'une des conditions exigées dans l'article 1690 (1). Il s'en suit qu'il nous semble préférable, lorsqu'un associé veut céder sa part, de faire sa cession par acte authentique qui contiendra l'acceptation de la société, plutôt que de la faire par acte sous seing privé, car, après, cette cession devra être signifiée par ministère d'huissier et, en plus, le cessionnaire devra

(1) Contra : M. Arthuys. *Revue critique de droit*, année 1895, page 330.

s'assurer que la société l'accepte comme nouvel associé.

Pour éviter les frais pouvant résulter de l'accomplissement d'une des conditions exigées dans l'article 1690 du Code civil et qui pourraient absorber dans certains cas le prix de la cession, les parts sociales peuvent être constatées par un titre à ordre transmissible par endossement. Il en résulte qu'elles pourront être transmises sans signification ni acceptation dans un acte authentique, par le fait seul de l'endos régulier dont elles seront revêtues (1). De plus, l'agrément de la société exigé par l'article 1^{er} § 3 *in fine*, pourra se manifester par une déclaration inscrite sur un registre *ad hoc* ou de toute autre manière.

Sans insister sur le sens du mot tiers dans l'article 1690, nous devons rappeler qu'il faut ranger au nombre de ces personnes, en premier lieu, la société de crédit agricole qui, en conséquence, pourrait réclamer au cédant de parts non libérées, les versements à faire, sauf recours de ce dernier contre le cessionnaire, car dans leurs rapports la cession est opérée par le seul effet du consentement. Un second cessionnaire pourrait également opposer l'absence des formalités exigées par l'article 1690 et la loi de 1894. Certaines caisses de crédit agricole réservent pour la société, au cas où un sociétaire proposerait un transfert, un droit de préférence sur le cessionnaire proposé soit pour elle-même, soit pour toute autre per-

(1) La doctrine et la jurisprudence admettent depuis longtemps sans difficulté ce mode de procéder pour les obligations civiles. (Civ. cass., 8 mai 1878. D. P., 1878 1. 241 et la note de M. Beudant. Civ. cass., 4 décembre 1878. D. P. 1879, 1. 14. Civ. cass., 7 mai 1879. D. P., 1879. 1, 307. Req., 15 mars 1892. D. P. 1893. 1. 309.)

sonne-(1). Cette clause parfaitement licite en soi, a pour avantage d'éviter à la société de répondre par un refus à la demande de son associé et par suite de froisser le cessionnaire proposé.

En étudiant les impôts grevant les sociétés de crédit agricole, nous verrons que l'impôt du timbre grève les certificats de parts sociales et nous rechercherons les droits de transmission auxquels sont soumis leurs cessions. D'autre part, l'étude de l'article 1^{er} nous a appris que les cessionnaires de parts devaient être préalablement membres du syndicat dont la caisse de crédit agricole est une annexe, sous la sanction de l'article 6 de la loi de 1894.

En principe, chaque associé a droit à une certaine part dans les bénéfices communs et supporte corrélativement une part dans les pertes. On appelle dividende le bénéfice qui revient à chaque membre de la société, en proportion de sa mise de fonds. A la fin de chaque exercice, les bénéfices nets réalisés par une société commerciale sont distribués aux associés, ils varient donc en pratique chaque année. Toutefois, dans plusieurs sociétés, et ceci est obligatoire pour les sociétés anonymes (art. 36 de la loi du 24 juillet 1867), les bénéfices nets ne sont répartis que sous la déduction d'une somme fixe prélevée chaque année pour constituer un fonds de réserve. Pour éviter toute spéculation, l'article 3 § 3 de la loi du 5 novembre 1894 interdit la répartition de dividendes. Il ne faut pas exagérer la portée de cette disposition et en conclure que les titulaires des parts d'intérêts ne recevront pas la légitime rémunération de leur capital : ce serait trop exiger des promoteurs des sociétés de crédit agricole. Le

(1) Sic. Caisse de Remiremont, article 10 des statuts.

capital social en effet, conformément à l'article 3 § 2 *in medio*, peut être rémunéré par le service régulier d'un intérêt fixé librement par les statuts et que le législateur n'a même pas limité. Par conséquent, le capital social est rémunéré d'une façon différente dans les sociétés de crédit agricole et dans les sociétés ordinaires. Tandis que dans les sociétés ordinaires la somme affectée au fonds de réserve est fixe et les dividendes répartis aux associés variables, dans les sociétés de crédit agricole, ces derniers sont fixes afin d'éviter toute spéculation. L'intérêt servant ainsi à rémunérer le capital social est d'ordinaire fort peu élevé : il est fixé par les statuts de la plupart des sociétés de crédit agricole à 3 pour cent (1). On voit par là que les craintes de certains députés n'étaient point justifiées. Lors de la deuxième délibération à la Chambre des députés, dans la séance du 27 octobre 1894, M. Lacombe considérait comme une lacune regrettable « la non-limitation du taux de l'intérêt à payer au capital. » Il réclamait, à raison surtout de ce que les sociétés de crédit sont dispensées de l'impôt sur le revenu, que l'on limitât à 5 pour cent, par exemple, le taux de l'intérêt à servir au capital social. L'expérience a prouvé que les capitalistes ne cherchent pas à retirer un intérêt trop rémunérateur de leur argent, et de fait, nous l'avons dit, pour rendre des services réels et pour fonctionner avantageusement, les caisses de crédit agricole doivent offrir aux agriculteurs de l'argent à bon marché et consacrer une

(1) Sic. Segré, article 35. Epinal, article 9. La caisse de Remiremont (art. 7) alloue 2 fr. 50 pour cent et celle de Belleville-sur-Saône, 4 pour cent (art. 42). D'ordinaire les sociétés décident dans leurs statuts que les intérêts ne courront au profit des souscripteurs qu'à partir du premier jour du trimestre qui suivra le versement effectué.

bonne partie de leurs bénéfices à la constitution d'un fonds de réserve destiné à faire face aux pertes éventuelles et à augmenter le crédit de la société.

On pourrait se demander toutefois si la stipulation dans les statuts d'un intérêt élevé, n'engagerait pas la responsabilité des administrateurs et ne permettrait pas au procureur de la République de faire prononcer la dissolution de la société (article 6, loi du 5 novembre 1894). Le législateur de 1894, en effet, a voulu interdire toute spéculation aux membres des sociétés de crédit agricole ; c'est pour atteindre ce but qu'il a prohibé l'émission d'actions et la *distribution de dividendes* (1). Bien certainement, l'intention du législateur ne sera point respectée si l'on fixe à dix ou quinze pour cent, par exemple, l'intérêt à servir au capital social. Il nous semble cependant plus juridique, en l'absence d'un texte formel et à raison des principes généraux (2), d'admettre que le taux de la rémunération du capital social, dans les sociétés de crédit agricole, n'est point limité à un certain maximum. Cette solution paraît, au reste, résulter de la discussion qui eut lieu à la Chambre des députés dans la séance du 27 octobre 1894 (3).

Conformément au droit commun, les intérêts des parts sociales seront payés au porteur du certificat des parts sociales qui n'a pas à justifier qu'il est pro-

(1) Cf. Rapport de M. Labiche, *Journal officiel*. Sénat. Documents parlementaires. Annexe n° 43, page 88.

(2) En considérant la rémunération du capital social comme un intérêt (article 3, alinéa 2), les dispositions de la loi du 12 janvier 1886 établissant le principe de la liberté du taux de l'intérêt en matière de commerce sont applicables.

(3) *Journal officiel* du 28. Chambre. Débats parlementaires, pages 1693 et seq.

priétaire du titre ou qu'il a reçu mandat de qui de droit.

Nous venons d'étudier comment est formé le capital social des sociétés de crédit agricole, il nous reste à rechercher si ces sociétés ne sont légalement constituées et ne peuvent commencer leurs opérations que lorsque le capital social est souscrit intégralement. Cette obligation serait facile à justifier : il est utile que la société ne commence pas ses opérations alors qu'une faible partie du capital social seulement est souscrite. En effet, les tiers peuvent être trompés et prêter par exemple à une société de crédit agricole des sommes importantes en voyant que son capital social est élevé. De plus, les sociétaires en souscrivant comptent que le capital social sera entièrement souscrit ou qu'autrement les versements qu'ils ont faits leur seront rendus. En l'absence d'une disposition expresse, rien ne nous permet toutefois d'imposer pour la constitution des caisses agricoles une obligation semblable. Le législateur emploie des termes fort explicites, lorsqu'il veut l'exiger pour la constitution de sociétés. (Loi du 24 juillet 1867, art. 1, § 2 (1), et loi du 17 juillet 1856, art. 1, § 2.)

D'un autre côté, l'article 1, § 4, de la loi de 1894, en n'exigeant que le versement du quart du capital *souscrit* montre bien que le capital social ne doit pas être intégralement souscrit pour la constitution de la société.

On entend par souscription l'acte par lequel une personne s'oblige à faire un apport pour devenir associé. D'ordinaire, la société de crédit agricole se

(1) Ce paragraphe est inapplicable aux sociétés de crédit agricole qui sont par intérêts.

forme avec un très faible capital social, elle recourt à d'autres procédés qu'aux souscriptions de parts pour se procurer l'argent nécessaire à son fonctionnement, aussi l'ouverture d'une souscription publique n'a jamais lieu. Cela n'est guère possible d'ailleurs avec le but que poursuivent les fondateurs qui est de créer une société de personnes et non de capitaux, aussi, lors de la rédaction des statuts, les personnes qui veulent entrer dans la société de crédit agricole se réunissent et se répartissent toutes les parts sociales. Chaque souscripteur s'engage à faire les versements prescrits par les statuts auxquels il adhère implicitement. L'obligation du souscripteur de faire son apport est commerciale, l'associé n'est pas un prêteur ordinaire, les administrateurs de la société font des opérations de commerce pour le compte des associés engagés jusqu'à concurrence de leurs mises qu'ils peuvent perdre entièrement : c'est la solution admise en ce qui concerne le commanditaire dans les deux commandites. Conformément à l'obligation qu'il a contractée, l'associé est tenu de verser sa mise. Il l'est d'abord envers la société : l'administrateur pourra donc agir contre lui. D'autre part, d'après l'opinion généralement admise, les créanciers sociaux ont, contre les souscripteurs des parts sociales, pour les obliger à verser leurs apports, l'action de la société leur débitrice en vertu de l'article 1166 Code civil et une action directe d'où il résulte que les souscripteurs ne peuvent pas leur opposer les exceptions et moyens de défense qu'ils auraient contre la société.

L'article 1, § 3, prévoit la constitution de sociétés de crédit agricole avec capital social. Il y a lieu de se demander si des sociétés de crédit agricole peuvent se constituer sans capital social, sous le régime de la loi

de 1894. L'hypothèse n'est pas chimérique et l'on conçoit facilement qu'une société de crédit agricole puisse, sans capital social, se procurer par des emprunts ou des cotisations les fonds de roulement nécessaires pour son fonctionnement.

M. Méline à la Chambre des députés, dans la séance du 16 juin 1894, s'exprimait ainsi : « Beaucoup des banques Raiffeisen n'ont pas de capital propre. Elles le remplacent soit par des fonds de dépôt, soit par des emprunts, soit même par des libéralités (1) ». La chose sera facile, si la société stipule le principe de la solidarité entre ses membres. A défaut de capital, il faut que la caisse présente de sérieuses garanties de solvabilité pour décider les tiers à traiter avec elle : en ce cas, au lieu d'avoir pour garantie un capital restreint, ils auront, ce qui est préférable, l'avoir entier des sociétaires comme dans une société en nom collectif. C'est ainsi que fonctionnent en Allemagne les caisses Raiffeisen et en France celles créées par M. Louis Durand et le Centre fédératif du crédit populaire (2).

Ces diverses caisses n'ont pas de capital social et la solidarité des membres est stipulée dans les statuts. Plusieurs étaient constituées avant la loi de 1894 et prenaient la dénomination de sociétés en nom collectif à capital variable. Cette dénomination peut être

(1) D'après M. Leroy-Beaulieu, l'empereur Guillaume fit à ces banques sur sa cassette particulière un don de 37,500 francs et son petit-fils Guillaume II en 1893 un autre de 25,000 francs.

(2) Plusieurs de ces caisses se sont placées sous le régime de la loi de 1894. Celles affiliées à l'Union dont M. Louis Durand est président refusent avec énergie de se constituer conformément à la nouvelle loi ; elles y auraient cependant intérêt, ainsi que nous le verrons.

acceptée (1). On a objecté qu'une société sans capital social manquait d'un des éléments essentiels requis par la loi pour la constitution de toute société.

L'article 1832 et tous les auteurs déclarent qu'il n'y a pas de société sans un apport consistant dans la mise en commun soit d'argent, soit d'industrie, soit de toute autre espèce de biens, invention, crédit, etc. Or, il ne faut pas confondre l'apport et le capital social. L'apport est de l'essence de toute société, tandis que le capital social n'est qu'une des formes de l'apport et n'appartient nécessairement qu'aux sociétés anonymes. Le capital social y apparaît comme un moyen de limiter la responsabilité des associés qui entendent n'exposer dans l'affaire que la somme déterminée par des actions dont l'ensemble constitue le capital. Dans la société en nom collectif, au contraire, tous les associés sont solidaires pour tous les engagements de la société ; leur patrimoine entier est pour ainsi dire l'apport social et il n'est pas besoin de faire figurer dans l'acte constitutif un capital social d'un chiffre déterminé. Par conséquent, quand une société de crédit agricole se constitue avec la solidarité, elle ressemble à une société en nom collectif. Quoiqu'il n'y ait pas de capital social, il y a des apports réguliers et les prescriptions de la loi sont observées.

On a objecté également qu'on ne comprenait guère la variabilité du capital dans une société qui n'a pas de capital social défini et dans laquelle chaque associé

(1) Elle a été donnée à plusieurs reprises au Sénat, dans la séance du 21 mai 1894, par M. Buffet qui a exprimé le vœu qu'une loi leur permit à l'avenir de réduire dans une certaine proportion la solidarité qui aujourd'hui est pour elle complète et absolue. Nous croyons précisément, ainsi que nous essaierons de le démontrer plus loin, que c'est un des bienfaits apportés par la loi nouvelle de 1894.

engage tout son avoir. On peut répondre que la variabilité du capital consiste ici dans la faculté d'admettre des associés nouveaux et d'autoriser la retraite des anciens au cours de la société. L'apport se confond avec la personne même de l'associé. C'est de cette manière d'ailleurs que l'on comprend dans les sociétés en nom collectif la variabilité du capital, modalité qui est admise dans toutes les sociétés. Par conséquent, les sociétés constituées comme nous l'avons indiqué, fonctionnant sans capital social, sont bien des sociétés en nom collectif à capital variable. La loi du 5 novembre 1894 n'a pas modifié cette situation, nous l'avons vu, mais il est nécessaire de se demander si les sociétés de crédit agricole fondées d'après le type qu'elle a établi pourraient se passer de capital social. La lecture du texte de la loi semble imposer la nécessité d'un capital social et nulle part il n'est question d'une société fonctionnant sans capital social.

L'article 1, § 3, semble l'impliquer : *Le capital social* ne peut être formé, etc... De même l'alinéa 4 : La société ne pourra être constituée qu'après le versement du quart du *capital souscrit*. Il en est ainsi de l'article 2 : Les statuts détermineront... *la composition du capital*... et de l'article 3, § 2 : les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement... des intérêts... *du capital social*, seront d'abord affectées... Nous croyons toutefois que la loi n'a statué que sur le cas le plus ordinaire, *de eo quod plerumque fit*, et que, néanmoins, il est possible de constituer une société de crédit rural dans le sens de la loi de 1894, sans capital social. Tout d'abord, la loi dans son article 1, § 5, déclare que les sociétés de crédit mutuel qu'elle organise pourront être constituées sous la forme de sociétés à capital variable. Si elles

empruntent cette forme, elles devront incontestablement, sauf disposition expresse ou tacite qui n'existe pas, jouir de tous les privilèges attachés aux sociétés à capital variable par le titre III de la loi du 24 juillet 1867. Or, nous avons établi qu'une société à capital variable pouvait, en stipulant la solidarité illimitée de ses membres, se passer de capital social : par conséquent, la société de crédit agricole à capital variable peut, si les statuts établissent la solidarité entre les membres, ne pas avoir de capital social. Il faut aller plus loin et décider que toute société de crédit agricole, créée conformément à la loi de 1894, peut se constituer sans capital social. Cette faculté a été en effet nettement affirmée au cours des débats parlementaires.

M. Mir, rapporteur à la Chambre des députés, dans la séance du 20 juin 1892 (1), s'exprimait ainsi : « Nous voulons purement et simplement faire un cadre dans lequel on pourra mettre tout ce qu'on voudra, dans les limites tracées par la législation... J'ajoute que dans ce cadre on pourra faire entrer non seulement le type des sociétés allemandes Schulze-Delitzsch et Raiffeisen, mais encore tous les types de sociétés compatibles avec les dispositions légales de notre droit public. »

A la même séance (2), M. de Lanjuinais, député, proposa de remplacer les derniers mots de l'article 3, § 2, du projet qui exige qu'avant toute répartition des prélèvements, il soit constitué un fonds de réserve qui

(1) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre. Débats parlementaires, page 865.

(2) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre. Débats parlementaires, pages 867 et 868.

doit atteindre au moins *la moitié du capital social*, par ces mots : jusqu'à ce qu'il ait atteint le maximum fixé par les statuts.

Il fit alors observer que la société de crédit pouvait se constituer sans capital social et que, dès lors, l'obligation d'avoir une réserve égale à la moitié du capital serait sans portée. Il lui paraissait préférable, dans cette hypothèse, de confier aux statuts le soin de fixer le maximum de la réserve. « Lorsque les sociétés de crédit mutuel agricole, disait-il, seront constituées sur la base de la solidarité, le capital sera généralement indéterminé et indéterminable. Comment pourra-t-on alors fixer le quantum de ce capital ? » M. Méline répondit : « Si on ne peut pas déterminer le capital, on sera en règle avec les statuts en constituant la réserve d'une façon équitable. Il y aura évidemment dans cette hypothèse un peu plus de marge et d'arbitraire laissés au syndicat. Ce qu'il faut surtout envisager, c'est l'hypothèse la plus générale, c'est la situation dans laquelle se trouveront la plupart de ces sociétés, celle où elles auront un capital et où elles feront des bénéfices. L'erreur de M. de Lanjuinais est de raisonner sur une exception fort rare. Voilà pourquoi nous persistons à demander qu'en principe la réserve soit de la moitié du capital social (1) ».

L'amendement de M. de Lanjuinais fut rejeté, mais il fut admis que le cas qu'il visait, quoique exceptionnel, était parfaitement admissible. Enfin, M. Labiche, dans son rapport au Sénat, s'explique en termes non moins catégoriques (2). « Bien que cette hypothèse ne

(1) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre. Débats parlementaires, page 868.

(2) *Journal officiel* du 28 mai 1894. Sénat. Documents parlementaires, page 88.

doive, suivant nous, se réaliser que rarement en France, on peut supposer que certaines sociétés pourront fonctionner sans capital social. Il pourrait en être ainsi dans le cas notamment où les statuts stipuleraient la responsabilité solidaire et illimitée des associés, ainsi que cela a lieu dans la plupart des sociétés de crédit en Allemagne et dans les sociétés Wollemborg en Italie. Les ressources nécessaires au fonctionnement de la société pourraient alors être obtenues sans capital social, au moyen de fonds de dépôts ou d'emprunts garantis par la responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés. ».

Il résulte donc de ces affirmations qu'il est possible de constituer, sans capital social, une société de crédit agricole dans le sens de la loi de 1894 ; toutefois, presque toujours la société comporte un capital social et nous avons vu que dans la plupart de ses dispositions la loi de 1894 suppose l'existence de ce capital. A notre avis, un capital est très utile : Schulze-Delitzsch en impose un à ses sociétés. Tout d'abord, il constitue une garantie vis-à-vis du capitaliste, décidé à prêter de l'argent aux sociétés de crédit, garantie indispensable si la société n'accepte pas la responsabilité illimitée et garantie supplémentaire si elle l'accepte. Cela est surtout important lorsque les associés sont des ouvriers n'ayant que leur mobilier pour toute fortune, mobilier pouvant succomber dans un désastre quelconque ; à la campagne au contraire, le mobilier n'est pas la seule fortune des paysans, la terre survit à toutes les catastrophes. Le capital social résultant des épargnes des associés contribue à pousser les paysans au travail et à l'économie, surtout lorsque comme dans certaines banques agricoles le crédit est proportionné aux parts souscrites par chaque

membre (1). Enfin, dans un moment de crise, les fonds déposés peuvent être retirés. Sans capital social, la société de crédit n'a plus qu'à procéder à sa liquidation ; avec un capital, elle peut continuer à vivre et à inspirer confiance aux déposants dont la panique était injustifiée. Le capital pourrait également parer au danger résultant de l'inexactitude des débiteurs de la caisse sur le paiement desquels on aurait pu compter pour rembourser un prêteur dont le dépôt arrivait à échéance. Sans doute, un fonds de réserve important remplira les mêmes avantages et il ne sera même pas besoin de le rémunérer comme le capital social, mais ce fonds ne se constitue que petit à petit. Pour en donner une idée, parmi les caisses rurales créées par M. Durand depuis 1894, aucune n'avait encore, en mai 1897, un fonds de réserve s'élevant à 250 francs. De plus, le capital étant peu rémunéré et moins en tout cas en pratique que les dépôts accordés aux caisses agricoles, il est possible par là de procurer aux sociétaires du crédit à meilleur compte. Enfin, dans les années mauvaises on pourrait diminuer ou même supprimer l'intérêt servi au capital. On ne peut agir ainsi à l'égard de prêteurs vis-à-vis desquels on a pris des engagements positifs et déterminés. La caisse est liée envers ses créanciers, tandis qu'un intérêt commun l'unit à ses sociétaires qui ne font qu'un avec elle.

Ajoutons que la loi n'a déterminé aucun minimum pour le capital social, il pourra être aussi modeste qu'on voudra, 50 ou 100 francs.

(1) Epinal (article 22). La société prête en principe à tout sociétaire jusqu'à concurrence du double de son apport : pour une somme supérieure, il faut une décision spéciale du conseil d'administration et une caution est obligatoire. *Sic* Segré (article 22).

D'autre part, aucun maximum n'est fixé également, même lorsque la société a adopté la forme à capital variable, car l'article 49 de la loi de 1867 ne s'applique qu'aux sociétés par actions d'après l'opinion générale (1), or, les sociétés de crédit agricole sont par intérêts.

II. — VERSEMENT DU QUART DU CAPITAL SOUSCRIT

Une fois le capital social constitué, il faut encore, pour que la société de crédit agricole puisse commencer ses opérations, que le quart du *capital souscrit* soit versé. Cette exigence résulte de l'article 1^{er} § 4 de la loi ainsi conçu : « La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit. »

Cette condition en rappelle une analogue imposée par l'article 1^{er} § 2 de la loi du 24 juillet 1867, pour la constitution des sociétés par actions (2). Dans le but d'assurer à la société des fonds pour commencer ses opérations et en même temps d'écarter les « coureurs de primes », la loi de 1867 exige le versement par chaque actionnaire du quart au moins du montant des actions par lui souscrites, en d'autres termes *chaque action* doit être libérée du quart. Cet article 1^{er} § 2 fut modifié par la loi du 1^{er} août 1893

(1) Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n° 1047.

(2) Il y a lieu toutefois de remarquer que le capital social des sociétés par actions doit être souscrit intégralement pour que la société soit légalement constituée, tandis que nous avons admis que cette obligation n'était point imposée aux sociétés de crédit agricole; aussi l'article 1^{er} § 4, exige le versement du quart du *capital souscrit* et non du *capital social*,

qui exige le versement en espèces du montant des actions lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs et du quart au moins lorsqu'elles sont de 100 francs et au-dessus. En l'absence de l'article 1^{er} § 4 de la loi de 1894, il est certain que l'on n'aurait pu appliquer aux sociétés de crédit agricole, qui sont des sociétés par intérêts, ces solutions qui s'appliquent aux sociétés par actions. Il existe au reste des différences sensibles entre l'article 1^{er} § 4 de la loi de 1894, et l'article 1^{er} § 2 de la loi de 1867, modifié en 1893. Tout d'abord, dans tous les cas, la loi de 1894 exige le versement du quart du capital souscrit, quel que soit le montant de la part, sans distinguer, comme la loi de 1893, entre le cas où le montant des actions n'excède pas 25 francs et celui où il est de 100 francs et au-dessus.

D'autre part, la loi du 24 juillet 1867 exige que chaque action soit libérée du quart, tandis que celle de 1894 n'impose que le versement du quart du capital souscrit. Ces deux solutions sont très différentes. Soit une société de crédit agricole au capital de 5,000 fr. divisé en 250 parts de 20 francs, toutes souscrites et chacune par un associé. Si à raison du chiffre peu élevé des parts, 150 souscripteurs versent le montant de leurs parts, on obtiendra une somme de 3,000 fr. représentant plus du quart du capital souscrit ; en conséquence on aura satisfait à l'exigence de l'article 1^{er} § 4. Il n'en serait pas de même dans une société par actions, il est nécessaire que le quart au moins soit versé sur chaque action. Dans l'exemple que nous avons choisi, le versement par les 150 souscripteurs du montant de leurs parts n'empêcherait pas les 100 autres d'être obligés de verser le quart de leurs parts, soit 500 francs. En présence de l'article 1^{er} § 4 de la loi de 1894, il est certain que la solution que nous

venons de proposer s'impose. S'il était besoin d'un argument, il nous serait fourni par l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867, qui décide dans son alinéa 3 que la société à capital variable sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième du capital social : tous les auteurs entendent par là le dixième du capital pris en bloc et non le dixième sur chaque action. Ce texte est conçu dans les mêmes termes que notre alinéa 4, il doit être interprété de la même façon. Lorsque le législateur a voulu exiger le versement du quart sur chaque action, il l'a dit d'une manière formelle ainsi que nous l'avons vu. Si en 1894, le législateur avait voulu adopter cette solution, il se serait conformé aux précédents et aurait employé un langage semblable. Au reste, cette analogie de traitement entre les sociétés de crédit agricole et les sociétés à capital variable n'est pas faite pour nous surprendre. La société de crédit agricole devant, pour rendre des services efficaces, adopter cette modalité, les deux textes peuvent s'expliquer de la même manière. Il est utile d'admettre dans les sociétés de crédit agricole tous les agriculteurs riches et pauvres. « Tout homme travailleur, économe, honnête, ayant une conduite régulière, doit être accepté comme sociétaire, dit M. Durand (1), alors même qu'il ne posséderait pas un sou. » Si tous les associés n'ont pas actuellement des ressources suffisantes pour verser le quart de leurs parts, les uns peuvent verser en plus ce que les autres versent en moins afin de permettre la constitution immédiate de la société. Ajoutons qu'en 1894, le législateur n'avait pas, comme en 1867, à écarter les « coureurs de primes. » Le recrutement des sociétaires et les garanties prises

(1) Manuel à l'usage des caisses rurales, page 2.

pour éviter toute spéculation, permettaient au législateur de se montrer moins sévère pour le versement du capital social.

En étudiant la question de savoir si la loi de 1894 doit être complétée par la loi de 1867, nous avons décidé que le versement du quart du capital n'a pas à être constaté d'une manière obligatoire, conformément à cette dernière loi, c'est-à-dire par une déclaration du gérant devant notaire à l'appui de laquelle doivent être jointes certaines pièces (art. 1^{er} § 4, loi du 24 juillet 1867). Il s'ensuit qu'une expédition de cet acte notarié n'aura pas à être annexée à l'acte de société déposé aux greffes, conformément à l'art. 55 § 2 de la même loi.

C'est sous leur responsabilité et sous la sanction édictée dans l'article 6, que les administrateurs et les fondateurs agiraient, s'ils se livraient à une opération quelconque, au nom de la société, avant le versement du quart du capital social.

La plupart des sociétés de crédit agricole exigent que le quart soit payé sur chaque part en souscrivant (1). Quelques-unes veulent que les parts soient entièrement libérées (2). La caisse agricole de Remiremont n'exige que le versement de moitié du capital souscrit sans indiquer que cette moitié doit être versée sur chaque action (article 7) et elle impose le versement du quart en souscrivant aux souscripteurs qui se présentent après la constitution de la société (même article).

Il nous reste à résoudre quelques questions de détail, conformément aux principes généraux et en rappelant que les titres I et II de la loi de 1867 appli-

(1) Belleville-sur-Saône, article 7. Epinal, article 9.

(2) Segré, article 6

cables aux sociétés par actions, ne le sont pas aux sociétés de crédit agricole par intérêts.

Tout d'abord, les statuts fixent librement les époques des versements qui restent à faire sur les parts non libérées et qui peuvent être répartis de façon à être très modiques. Tantôt, on indique un délai dans lequel les versements restant à faire devront être opérés : la caisse de Remiremont (article 7) donne à ses sociétaires six mois (1) à partir de la constitution de la société, ou à partir du versement de leurs souscriptions, s'il s'agit de souscripteurs qui se présentent après la constitution de la société. Tantôt, on laisse aux représentants de la société le soin de décider quand les versements seront exigés, en ce cas on indique qui fera l'appel de fonds (administrateurs ou assemblée générale). En cas de faillite ou de liquidation, ce droit passe au syndic ou au liquidateur qui représente la société. C'est ainsi que dans l'article 7 de ses statuts la caisse de Belleville-sur-Saône indique que ce qui reste à payer sur chaque part le sera seulement à l'appel du conseil d'administration.

Conformément à l'article 1846 du Code civil, l'associé qui est en retard dans ses versements devient de plein droit débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée, sans préjudice de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. Les statuts de la caisse de Belleville-sur-Saône (article 7) décident que « les versements en retard seront passibles d'un intérêt à raison de 5 pour cent l'an. Passé le délai de trois mois, la société disposera de la part aux risques et périls du souscripteur, après une

(1) Un délai d'un an est accordé par la caisse d'Epinal (article 9).

simple mise en demeure par lettre recommandée.» Il résulte de cet article que le prix de vente de la part sera restitué au sociétaire exclu.

Pareille disposition se retrouve dans l'article 10 des statuts d'Epinal. L'article 8 de la caisse de Remiremont qui prévoit notre hypothèse est beaucoup plus rigoureux pour l'associé : « En cas de retard dans le versement des termes échus de la souscription et après une mise en demeure par lettre recommandée, le souscripteur sera considéré comme démissionnaire et les versements opérés acquis à la société. » Par conséquent, pas de délai de grâce de trois mois et pas de restitution du prix de vente à l'associé exclu, comme à Belleville. Lorsque les dates des versements à faire ont été fixées, ils ne peuvent être exigés antérieurement d'un associé que lorsqu'il y a déchéance du terme à son égard (1188 Code civil. 444 Code de commerce). Au contraire, lorsque la société perd le bénéfice du terme, ses débiteurs ne sont point atteints par cette déchéance et ne sont pas obligés de faire leurs versements plus tôt. Avant l'époque fixée pour l'exigibilité, les associés, sauf stipulation contraire dans les statuts, ne peuvent faire des paiements anticipés, car les circonstances montrent souvent que le terme est aussi dans l'intérêt de la société créancière qui n'a pas besoin d'avoir en caisse un capital dont elle ne pourrait retirer aucun profit. C'est ce que décide expressément l'article 7 de la caisse de Belleville : Nul souscripteur ne peut se libérer par avance. Au contraire, les caisses d'Epinal (article 9) et de Remiremont (article 7) permettent à tout sociétaire de se libérer par anticipation du montant intégral de sa souscription.

Recherchons enfin, d'une façon très succincte, à qui les versements peuvent être réclamés. Nous résou-

drons cette question d'après les principes généraux, sans nous attacher aux dispositions contenues dans l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, et qui ne sont relatives qu'aux sociétés par actions (1).

Si le souscripteur a cédé sa part, les parts étant nominatives et les cessionnaires devant être agréés par la société, il nous semble qu'en acceptant le cessionnaire comme nouvel associé, la société l'accepte pour débiteur par une sorte de novation. Lui seul sera, par conséquent, tenu d'effectuer les versements réclamés et le cédant n'y sera absolument pas obligé. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la cour de cassation du 19 février 1878 (2) pour une société constituée avant la loi de 1856, et par conséquent, alors qu'il n'y avait dans notre législation aucune disposition expresse à ce sujet : c'est ce qui se présente actuellement pour les sociétés de crédit agricole. La cour a décidé que la société ayant accepté la cession sans réserve, les droits et obligations attachés au titre cédé l'avaient suivi entre les mains du cessionnaire et que le cédant n'était plus tenu de payer les versements réclamés après sa cession.

(1) Cf. sur cette question : Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II. Appendice n^{os} 14 et seq.

(2) Dalloz. P. 1879. 1. 332. Société : La caisse générale des assurances agricoles, contre Tubini.

CHAPITRE III

Rédaction des statuts

Le Code de commerce exige la rédaction d'un écrit pour constater l'existence de toutes les sociétés commerciales autres que la participation. Il n'y a pas là une règle gênante, la constitution d'une société nécessite un temps assez long ; de plus, à raison des complications pouvant surgir, la preuve par écrit est beaucoup plus sûre que la preuve testimoniale.

Lorsque la société ne peut être prouvée, elle est inexistante et l'on doit en déduire toutes les conséquences juridiques que l'on tire de l'état d'inexistence. Tout intéressé pourra invoquer cette inexistence ; la justice n'a pas à la prononcer, l'office du juge se réduit à la constater et à décider entre autres choses que la liquidation ne pourra avoir lieu entre les associés conformément à l'acte de société inexistant. Enfin, aucune confirmation ou ratification ne peut purger ce vice.

Ajoutons que, lorsque la société peut être prouvée, mais autrement que par un écrit, la preuve ainsi faite n'aboutira pas à un grand résultat, car la société pourra être annulée pour défaut de publicité, puisqu'un écrit est nécessaire pour remplir les formalités de publicité : toutefois cette nullité ne doit pas être confondue avec l'inexistence de la société.

L'écrit exigé pour constater l'existence de la société peut être indifféremment un acte authentique ou un

acte sous seing privé : dans ce dernier cas, il doit être dressé en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés (article 39 du Code de commerce et 1325 du Code civil) et, en outre, deux originaux sont nécessaires pour les formalités de publicité dans les sociétés en nom collectif et en commandite simple. Dans les sociétés par actions, dans un but de simplification et d'économie, quel que soit le nombre des associés, deux originaux suffisent; d'après certains auteurs, il en faudrait aussi deux autres pour remplir les formalités de publicité (1).

La loi de 1894 ne prescrit pas la rédaction d'un acte de société et à la Chambre des députés, dans la séance du 16 juin 1892 (2), M. Méline déclarait « qu'il n'y avait pas d'acte de société, mais simplement des statuts. »

« Quant à l'acte de société, disait M. Méline à la même séance, il est *remplacé* par le dépôt des statuts (3) ». C'est l'avis qu'exprima également le rapporteur, M. Mir, à la séance de la Chambre du 18 juin 1892. En présence de cette intention bien arrêtée du législateur et à raison du but qu'il s'est toujours proposé de favoriser les sociétés nouvelles, nous devons décider que la rédaction d'autant d'exemplaires que d'associés, conformément au droit commun des sociétés par intérêts (3), n'est point obligatoire. La solution contraire serait singulièrement coûteuse et ne s'expliquerait pas en présence d'une loi

(1) Paul Pont. Traité des sociétés, tome II, n° 1122.

(2) *Journal officiel* du 17 juin 1892. Chambre. Débats parlementaires, page 827.

(3) *Journal officiel* du 17 juin. Chambre. Débats parlementaires, page 826.

(3) Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, tome II, nos 178 et 524.

qui a voulu économiser les frais de constitution des caisses agricoles.

En principe, deux exemplaires seront seulement nécessaires puisqu'ils sont suffisants pour remplir les formalités de publicité; toutefois, il sera bon d'en rédiger un troisième qui restera déposé au siège social. L'opinion que nous adoptons semble, au reste, s'accorder avec l'article 1325 § 2 du Code civil aux termes duquel il suffit d'un original pour toutes les personnes ayant le même intérêt, car on peut dire que tous les membres de nos sociétés ont, en général, des intérêts identiques.

Ajoutons que, selon le droit commun, la rédaction des statuts dans la société de crédit agricole n'est pas exigée *ad solemnitatem* et que, par conséquent, on pourra recourir à l'aveu, au serment ou à la preuve testimoniale, quand il y a un commencement de preuve par écrit, pour prouver l'existence de la société entre prétendus associés, mais que les tiers ont le choix ou d'établir l'existence de la société par tous les moyens ou de la rejeter si on ne leur présente pas d'écrit.

Les articles 2 et 3 de la loi de 1894 énumèrent certaines prescriptions pour la rédaction des statuts auxquelles les sociétés nouvelles doivent se conformer tout en ayant une grande liberté pour régler ces points en détail.

Nous les étudierons dans l'ordre suivant :

1° Composition du capital et proportion dans laquelle chacun des associés contribuera à sa constitution ;

2° Maximum des dépôts à recevoir en comptes courants ;

3° Responsabilité des associés ;

4° Prélèvements opérés au profit de la société et leur répartition ;

5° Administration de la société ;

6° Modification des statuts ;

7° Durée de la société et dissolution.

Nous réserverons ces trois derniers points pour l'étude du fonctionnement des sociétés de crédit agricole. En dehors de certaines prescriptions impératives, la plus grande liberté est accordée pour la rédaction des statuts. La loi de 1894, dans la plupart des cas, se borne à indiquer les points sur lesquels ils doivent s'expliquer, mais elle autorise d'ordinaire sur chacun d'eux les modalités diverses que la pensée des fondateurs pourra leur inspirer. Ce caractère libéral de la loi a été affirmé à maintes reprises au cours des débats parlementaires ; il est un des principes qui l'ont inspirée et il devra être invoqué pour résoudre les difficultés de détail qui pourront se poser. Toutefois, de ce principe de liberté des statuts, il ne faudrait pas conclure que les sociétés de crédit agricole peuvent, tout en se plaçant sous le régime de la loi de 1894, se constituer sous forme de sociétés en nom collectif, en commandite ou anonymes. Il se trouve, en effet, dans la loi de 1894, des dispositions impératives auxquelles on ne peut se soustraire. L'une d'entre elles vise l'interdiction des actions et la constitution du capital en parts : il en résulte que la forme des sociétés par actions ne pourra être adoptée. D'autre part, il arrivera sans doute que dans certains cas la société de crédit agricole ait beaucoup d'affinité avec la société en commandite simple et plus encore avec la société en nom collectif ; néanmoins, de graves différences les sépareront toujours, malgré la liberté laissée aux statuts, à raison de l'obligation du

versement du quart du capital, de la constitution nécessaire d'un capital de réserve, des formalités nouvelles imposées pour la publicité, etc. Il ne faut donc point exagérer les conséquences du principe de liberté des statuts.

I. Les statuts devront, tout d'abord, fixer *la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des associés contribuera à sa constitution* ; en d'autres termes, ils doivent *fixer le taux des parts* et indiquer le nombre que pourra en posséder chaque associé. La loi de 1894 ne devant point être complétée par les titres I et II de celle de 1867, il faut en conclure qu'aucun minimum n'est imposé aux statuts pour la détermination du taux des parts sociales (1). En pratique, il est fixé à 20 francs (Remiremont, article 5. Epinal, article 6). Quelques sociétés le font descendre à 5 francs (Segré, article 6). D'autres l'élèvent à 100 francs (Belleville-sur-Saône, article 6). Le chiffre de 20 ou 25 francs nous semble excessivement pratique. C'est un chiffre minime dont le quart seulement est exigible de suite : il n'est pas de cultivateur qui ne puisse verser immédiatement une somme de 5 francs. Il en serait autrement si le minimum était de 100 francs : beaucoup de paysans hésiteraient à entrer dans une société où ils seraient obligés de payer une si forte somme comme entrée, ils croiraient pouvoir se passer toujours de crédit. D'autre part, s'ils n'entrent dans la société qu'au moment précis où ils ont besoin d'argent, cette

(1) La solution contraire conduirait à leur rendre applicables les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 modifiée en 1893.

somme de 25 francs sera retenue sur l'argent que la société versera à titre de prêt et l'on peut présumer qu'un aussi fort prélèvement pourra écarter beaucoup de cultivateurs de la société de crédit (1). Le chiffre de 100 francs aurait pour unique avantage de rendre plus important le capital social qui est peu rémunéré. Cela pourrait permettre de prêter de l'argent aux associés à des conditions très avantageuses, mais cet avantage n'est pas très appréciable, car les sociétés peuvent procurer à leurs associés de l'argent par d'autres moyens.

De même qu'il n'y a pas de minimum fixé, il n'y a pas non plus de maximum établi par la loi. Nous avons également vu que, d'après l'article 1^{er} § 3, les parts pouvaient être inégales. En pratique, les parts sont toutes identiques et fixées à 20 ou 25 francs. L'égalité des parts évite des complications dans la comptabilité et des froissements possibles entre associés. Les statuts peuvent décider que chaque associé n'aura qu'une part; en fait, les sociétés autorisent chaque associé à acquérir le nombre de parts qu'il veut (2). Plus un associé aura de parts, plus il sera intéressé au bon fonctionnement de la société; certaines caisses proportionnent même le montant du prêt qu'elles accordent au nombre de parts possédées par l'emprunteur.

Nous avons vu que la loi de 1894 n'a pas fixé de maximum pour le taux de l'intérêt à servir au capital

(1) D'après M. Bouvet, directeur de la banque de crédit agricole de Poligny, beaucoup de paysans hésitent à verser la somme infime de 12 fr. 50 pour entrer dans cette caisse agricole. (Bulletin des caisses rurales et ouvrières, mai 1894).

(2) La caisse de Belleville-sur-Saône (article 8) décide que nul ne peut posséder plus de 50 parts.

social. Les statuts feront bien, en indiquant la valeur des parts, de décider quel intérêt il leur sera servi : en fait, les sociétés de crédit ne manquent jamais de le faire.

II. L'article 2 indique également que les statuts devront fixer le *maximum des dépôts à recevoir en comptes courants*.

Le capital social ne suffit pas à fournir aux caisses agricoles l'argent nécessaire à leurs besoins. Le moyen ordinaire de se procurer des fonds supplémentaires consiste à recevoir des dépôts en comptes courants ou à échéance fixe : nous nous expliquerons sur ces formes de procéder en étudiant le fonctionnement des sociétés de crédit agricole. Néanmoins, on peut dire de suite que les administrateurs proportionneront les dépôts à recevoir au chiffre des affaires qu'ils feront ou en d'autres termes, à leurs besoins. Par mesure de prévoyance, la loi a décidé que les statuts devraient fixer le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants (1). Il y a là une règle critiquable car, lors de la création de la société, on ne connaît pas le développement qu'elle pourra prendre, et on est porté à fixer un maximum très élevé : la disposition de la loi sera alors inutile. Si on le fixe à un chiffre trop peu élevé, on s'expose à ce que la société soit à un moment donné obligée de restreindre son chiffre d'affaires ou de modifier ses statuts. La meilleure solution consisterait à fixer chaque année en fin d'exercice, à vue des affaires de l'année écoulée, le maximum des

(1) Cette exigence ne s'applique pas aux prêts ordinaires que pourraient contracter les sociétés et auxquels elles recourent plus souvent qu'aux dépôts en comptes courants.

dépôts à recevoir en comptes courants l'année suivante. M. Benoit-Lévy (1) « pense que les statuts peuvent donner à l'assemblée générale le soin de décider le maximum des dépôts à recevoir, chose essentiellement variable, et qu'il paraît difficile de déterminer dans les statuts. » Cette solution nous semble fort acceptable à condition que les statuts aient prévu pour l'administration de la société la création d'assemblées générales se réunissant au moins une fois par an, ce qui, hâtons-nous de le dire, n'est nullement obligatoire puisque seules les sociétés par actions sont soumises à ces formalités. S'il n'y a pas d'assemblée générale, les statuts peuvent confier ce soin aux administrateurs. En ce faisant, ils respectent parfaitement la loi qui, sans doute, les oblige à fixer le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, mais ne les empêche pas de déléguer à cet égard leurs pouvoirs aux administrateurs ou à l'assemblée générale, sous la sanction de l'article 6 de la loi de 1894, si les administrateurs ne s'acquittaient pas de la mission qui leur est confiée par les statuts ou ne la faisaient pas remplir.

En fait, les statuts fixent le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, soit à une somme fixe (10,000 francs. Epinal, article 22), soit à une somme variable déterminée par le nombre des déposants (1,000 francs pour chaque déposant : Segré, article 3 ; 500 francs pour chaque déposant à Belleville-sur-Saône), ou par d'autres éléments (Remiremont, article 16 : Le maximum des dépôts en comptes courants ne pourra excéder le montant du capital social et de la réserve).

(1) Manuel des sociétés de crédit agricole, page 24, n° 22.

III. Les statuts détermineront aussi la *responsabilité des associés*. C'est ici que se pose la question de savoir s'il faut admettre le principe de la solidarité entre les sociétaires. Il est repoussé par Luzzatti, tandis qu'il est considéré par les fondateurs des caisses Raiffeisen, Schulze (1) et Wollemborg comme indispensable aux sociétés de crédit mutuel.

« La solidarité, a dit Wollemborg, est *l'épine dorsale* des associations de crédit rural. Elle leur donne dès le début la surface nécessaire. Chaque adhérent, s'il n'était exposé à trop de vicissitudes, posséderait dans la force de son travail une source de garantie. Mais, il n'est pas admissible qu'à un même moment tous les membres d'une association fassent de mauvaises affaires, ni que la mort ou l'inconduite ruinent d'un coup leur capacité sociale. Si quelques-uns sont frappés, la prospérité des autres rétablit toujours la balance. » Une société de crédit agricole, dit-on, pour se procurer l'argent ou le crédit nécessaires à son fonctionnement, doit offrir pour garantie un capital social important ou à défaut la responsabilité illimitée de ses membres. Or, un capital social important ne sera d'ordinaire pas l'apanage des caisses agricoles, d'abord parce qu'elles sont obligées d'opérer sur un territoire restreint, ensuite parce que peu de cultivateurs se décideront à souscrire des parts importantes, surtout si l'on considère qu'il s'agit de procurer du crédit non seulement aux grands agriculteurs, mais aussi aux paysans les plus pauvres. Les capitalistes montreront donc quelque méfiance. Au contraire, quand plusieurs agriculteurs laborieux, économes,

(1) Schulze finit notamment vers 1881, à autoriser ses caisses à adopter le principe de responsabilité limitée, quand « les mœurs se furent élevées à l'habitude de la prévoyance. »

souvent dépourvus d'argent mais possédant tous une petite fortune en terre, en bétail, en instruments agricoles s'associent pour garantir solidairement les dettes de la caisse rurale (1); quand on sait que l'argent qu'emprunte la caisse est employé d'une manière productive sous le contrôle vigilant des associés, les dépôts affluent à la société (2) et toutes les grandes banques n'hésitent pas à entrer en relation avec elle pour escompter par exemple les effets sur lesquels elle a apposé sa signature (3).

La solidarité est aussi le meilleur stimulant pour les membres de la société : ils ne seront ni négligents, ni inattentifs. Si un associé n'est exposé à perdre que les 20 ou 25 francs représentant une part d'intérêts dans une société de crédit agricole, il sera facilement

(1) D'une statistique dressée par M. Loell et rapportée par M. Durand (*Le Crédit agricole*, page 236), il résulte que, dans dix caisses Raiffeisen prises au hasard, l'ensemble des patrimoines des associés couvre en moyenne 29 fois les dettes de la caisse. La société offrant le moins de garantie pouvait couvrir 12 fois 1/2 le capital emprunté, celle en offrant le plus 67 fois.

(2) Pendant les guerres de 1866 et 1870, on offrait aux caisses rurales allemandes des capitaux, elles en regorgeaient et refusaient d'en prendre même sans intérêts. Les prêteurs savaient bien que si l'ennemi détruisait les récoltes, il ne pouvait enlever la terre qui servirait toujours de garantie certaine aux prêts. Pendant ce temps, le commerce ne trouvait plus de capitaux, les banques n'avaient plus de dépôts et les fonds d'Etat étaient dépréciés.

(3) C'est l'idée qu'indiquait M. Buffet au Sénat, dans la séance du 27 avril 1894 (a) : « Les unions fondées sur le principe de la solidarité présentent un grand avantage : bien que constituées entre des personnes qui, par leurs ressources très modestes, ne présentent pas une grande surface, elles inspirent par le groupement et la responsabilité collective une confiance légitime aux prêteurs ; les associés étant solidaires, on sait que chacun d'eux a le plus grand intérêt à n'admettre dans l'union que des personnes qu'il connaît, dont il a pu apprécier les habitudes de travail, d'économie, de probité et surveiller les opérations. »

(a) *Journal officiel* du 28 avril 1894. Sénat. Débats parlementaires, page 296.

disposé à accorder un prêt à un sociétaire peu solvable, et il surveillera avec moins d'attention l'emploi de l'argent prêté, ce qui est cependant absolument essentiel si la société ne veut éprouver aucune perte et ne pas ébranler son crédit. La surveillance sera active quand chacun se dira : il s'agit de la garantie solidaire des capitaux que nous avons empruntés. Enfin, dit-on, la responsabilité solidaire répond aussi d'une manière plus complète au caractère de charité chrétienne dont les caisses du système Raiffeisen veulent être l'expression (1). Les grands propriétaires qui n'auront jamais à emprunter à la caisse doivent accepter la charge de la solidarité, charge qui ne leur fera d'ailleurs courir aucun risque. Les hommes riches ou aisés, devenant membres de la société, se trouvent appelés à faire aux membres moins favorisés de la fortune, à ceux auxquels la société rendra les plus grands services, l'aumône de leur crédit (2).

Au reste, cette responsabilité illimitée, cette solidarité capable de produire de si grands prodiges n'a rien d'effrayant ni de dangereux, car c'est en réalité tout ce qu'il peut y avoir de plus limité : ceux qui l'acceptent ne courent aucun risque.

(1) « La solidarité, dit une brochure de propagation des caisses Raiffeisen, c'est le fondement de toute société. De plus, retenons cette maxime tirée de l'Écriture : Malheur à celui qui est seul, car, lorsqu'il sera tombé, il n'aura personne pour le relever. — Et cette autre : Le frère qui est aidé par son frère est comme une ville forte. »

(2) « Et non seulement, dit M. Durand (Durand, *Le Crédit agricole*, p. 226), le grand propriétaire procure du crédit et par conséquent des secours matériels, mais il entre en relations plus directes et plus intimes avec les paysans : il peut par conséquent acquérir une influence bienfaisante qu'il emploiera dans un but de moralisation. Il se fera connaître et aimer, il atténuera ainsi la jalousie des pauvres contre les riches et il empêchera la guerre sociale, la guerre des classes, de pénétrer dans les campagnes. »

On répète souvent que jamais une caisse rurale à responsabilité illimitée n'a fait perdre un centime ni à ses créanciers ni à ses sociétaires. La chose est facile à expliquer. Le conseil d'administration nommé par les sociétaires n'accorde des avances que pour des besoins déterminés, et après s'être entouré de tous les renseignements désirables. Ces renseignements seront toujours très exacts, parce que la société de crédit n'opère que dans un très petit rayon. Tout le monde, en effet, se connaît à la campagne ; les opérations des cultivateurs se passent au grand jour, à la différence de celles des petits commerçants, et le paysan le plus fin et le plus rusé ne parviendrait pas à tromper tout un village sur sa situation véritable. Nos petites sociétés de crédit agricole d'ailleurs, n'ayant pas de dividendes à distribuer et supportant des frais généraux peu élevés, n'ont pas besoin de rechercher les affaires ; elles ne doivent se soucier que de faire des opérations sûres et profitables à leurs adhérents. L'emploi de l'argent prêté est surveillé d'autant plus sévèrement que ceux qui ont cette mission seraient responsables plus lourdement au cas de non-remboursement. L'obligation de fournir une caution est imposée pour les prêts d'une certaine importance, et la situation de la caution est tout aussi bien connue que celle de l'emprunteur. Enfin, les associés fixent le maximum éventuel des prêts et la somme que ne pourront dépasser pendant l'année les engagements sociaux. Par conséquent, si, malgré toutes les précautions prises lors de la négociation du prêt, l'emprunteur ne se libère pas à l'échéance, ce qui est invraisemblable, la société aura recours contre lui et contre sa caution, et quand même, ce qui est inadmissible, la discussion des biens de ces deux personnes ne pro-

duirait rien, les sociétaires ne seraient pas pour cela exposés à perdre cette somme. En effet, la réserve formée par les bénéfices réalisés par la société servira à couvrir le déficit. Si la réserve elle-même ne possède rien, la caisse continuera néanmoins à fonctionner, car ses créanciers se savent garantis par la fortune totale des membres de la société, et la réserve qu'elle constituera dans la suite servira à payer cette perte qui, en pratique, ne se produira jamais. Il paraît donc que la crainte de la solidarité doit se dissiper au moindre examen, et il faut reconnaître que ce principe renferme la force et constitue la sauvegarde des institutions de crédit rural.

Nous ne méconnaissons pas la justesse de ces remarques et nous croyons que la solidarité est capable de donner une force considérable aux sociétés de crédit agricole. Les auteurs de la proposition de loi l'avaient bien compris, puisqu'ils décidaient (article 2, § 2 *in fine*) qu'en cas de silence des statuts, les associés seraient responsables solidairement. Cet alinéa n'a pas trouvé grâce devant la commission de la Chambre des députés qui décida que, dans tous les cas, les statuts devraient fixer la part de responsabilité qui incomberait à chaque sociétaire. La commission a laissé aux statuts la faculté de stipuler la solidarité, mais elle n'existe pas de plein droit. Cette solution est fort sage, la question de responsabilité des associés est assez importante pour que les statuts prennent sur ce point une décision nette et catégorique.

En fait, les sociétés de crédit agricole qui se sont fondées sous le régime de la loi de 1894 se sont rangées au principe de la responsabilité limitée. La crainte de la solidarité, la pensée de se rendre soli-

daïres les uns pour les autres effraie les cultivateurs. L'esprit de solidarité fait absolument défaut chez la plupart des paysans français. M. Durand lui-même, l'apôtre infatigable des caisses Raiffeisen en France, n'a réussi à implanter ces dernières que dans les régions où les liens de famille et de fraternité locale ont mieux résisté aux influences modernes, dans les régions encore attachées à leurs coutumes patriarcales.

Et de fait, la solidarité dans la législation française n'est pas établie de manière à rassurer ceux qui s'y sont soumis. Lorsqu'une société de crédit agricole qui est nécessairement commerciale aura inscrit dans ses statuts le principe de la solidarité, de la responsabilité illimitée, ses créanciers pourront poursuivre indistinctement tous les associés. Ils peuvent s'adresser immédiatement à eux sans attaquer la société préalablement (1). De plus ces créanciers peuvent choisir l'associé que bon leur semble et lui réclamer le montant de la dette sans qu'il puisse opposer le bénéfice de division (article 1203) ; il peut simplement, après

(1) Tout associé en nom collectif peut être poursuivi individuellement dès qu'une dette de la société arrive à échéance. Sans doute, ce système soutenu par Bravard-Veyrières (Tome I, page 210) et consacré par plusieurs décisions de jurisprudence, n'est pas unanimement admis. On a soutenu que les associés devaient avoir comme la caution le bénéfice de discussion et qu'en conséquence, les créanciers de la société ne pouvaient agir contre eux qu'après la constatation de l'insolvabilité de la société établie par la vente des biens sociaux. Cette opinion est généralement repoussée, car les associés ne sont pas de véritables cautions ; la discussion très longue ne s'accommode pas avec la rapidité des opérations commerciales et quand il s'agit d'une dette dont l'existence n'est pas contestée, on ne peut obliger non plus les créanciers à faire rendre un jugement contre la société avant de poursuivre les associés. Le seul tempérament d'équité qui puisse être admis consiste à décider que le paiement ne pourra être réclaté aux associés avant de l'avoir été à la société, cette réclamation pourra être constatée par une demande en justice, un protêt, une sommation ou un commandement.

avoir payé, recourir contre ses co-associés pour leur réclamer leur quote-part.

Il y a là une éventualité très inquiétante pour les associés les plus riches qui, naturellement, sont tout désignés pour être exposés aux poursuites, d'autant plus que la société de crédit agricole est d'ordinaire à capital variable et que la loi ne distinguant pas, on admet que les associés nouveaux qui entrent pendant sa durée dans une société dont les statuts posent le principe de la solidarité sont tenus des engagements contractés par la société même avant leur entrée. Il s'ensuit que l'adoption du principe de solidarité contribue à écarter de la caisse tous les propriétaires un peu à l'aise que ces responsabilités effraient.

D'autre part, quand les associés dans une société commerciale sont tenus sur tous leurs biens des dettes sociales, chaque associé doit, ainsi que nous l'avons vu, avoir la capacité de devenir commerçant, car il est en réalité commerçant. Il en résulte, à côté de certains avantages (électorat et éligibilité aux tribunaux et aux chambres de commerce, dispense de la formule du bon pour et approuvé, 1326 Code civil), des inconvénients très graves qui sont de nature à faire reculer la plupart des paysans (mise en faillite et en liquidation judiciaire, poursuite comme banqueroutiers, publicité spéciale du régime matrimonial). Avec la responsabilité limitée, ces conséquences disparaissent. Les associés responsables seulement de leurs parts ne sont pas commerçants, pas plus d'ailleurs que les administrateurs de la caisse agricole, simples mandataires chargés de représenter la société et ne faisant des opérations de commerce que pour son compte.

On peut conclure de ces observations que la responsabilité illimitée ne sera pas acceptée par la majo-

rité des petits propriétaires d'un village (1). C'est ce que comprirent en Allemagne les associations mixtes formant l'Union générale d'Offenbach qui acceptent la responsabilité limitée afin de faciliter l'entrée dans la caisse des propriétaires qui refusent d'engager tous leurs biens. En France, le principe de la solidarité n'est point encore entré dans les mœurs des paysans. M. Viger, ministre de l'agriculture, lisait à ce propos dans la séance du 21 mai 1894 au Sénat (2) l'opinion d'un agriculteur : « Cette stipulation de mutualité (c'est-à-dire de responsabilité solidaire illimitée), disait-il, éloignera de la société de crédit tous les emprunteurs les plus solvables qui, avec raison, ne se soucieront pas de courir le risque de payer pour leurs collègues et il ne restera à ces associations que des emprunteurs douteux qui n'auront pas la possibilité d'emprunter ailleurs. »

Il nous semble néanmoins que la solidarité est appelée à rendre des services aux petits agriculteurs sans ressources, ne pouvant se procurer autrement du crédit. Les paysans les plus pauvres n'obtiendront le crédit qui leur est nécessaire qu'en se solidarisant ; à eux seuls ils ne possèdent presque rien, entre tous ils pourront obtenir la confiance des capitalistes,

Les partisans de l'idée de responsabilité illimitée ont essayé d'atténuer les conséquences rigoureuses de la solidarité et spécialement celle qui autorise le créancier de la société à poursuivre l'associé qui lui convient dès qu'une dette arrive à échéance et sans

(1) Depuis la loi du 5 novembre 1894, toutes ces conséquences rigoureuses ne résulteront pas nécessairement, ainsi que nous allons le voir, de l'adoption de la solidarité par les sociétés de crédit agricole.

(2) *Journal officiel* du 22 mai 1894. Sénat. Débats parlementaires, page 442.

que ce dernier puisse opposer le bénéfice de division entre lui et ses co-associés.

M. Benoit-Lévy (1) propose aux caisses de crédit agricole qui voudraient accepter le principe de la responsabilité illimitée d'introduire dans leurs statuts les clauses suivantes : « Les tiers ne pourront s'adresser qu'à l'administrateur délégué qui, en cette qualité, fera la répartition par parts individuelles des dettes sociales et réclamera à chaque associé le montant de sa part. L'associé n'est tenu que de sa part dans le paiement des obligations contractées avant sa sortie de la société. La part de dettes de chaque associé s'augmente de la contribution de chacun dans la part de celui ou ceux des associés qui ne paieraient pas la part leur incombant. » Ces clauses ont pour but d'obliger les créanciers de la société à agir contre le représentant légal de celle-ci pour discuter la société et exproprier les biens sociaux, avant de s'adresser aux associés. Puis, la dette se répartira de plein droit et les sociétaires poursuivis pourront opposer le bénéfice de division. Ce sont là des avantages incontestables permettant de faire accepter plus facilement la solidarité par les paysans : plusieurs législations étrangères ont admis ces adoucissements. M. Etcheverry (2) en considérerait l'adoption comme très désirable : « en Allemagne, en Italie, en Suisse, la législation a apporté des tempéraments aux poursuites brutales des créanciers contre les associés en nom collectif ; elle interdit aux créanciers de poursuivre les associés avant d'avoir fait mettre la société en faillite

(1) Benoit-Lévy. Manuel des sociétés de crédit agricole, page 39.

(2) *Journal officiel* du 12 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 773.

et elle ne leur permet de les poursuivre que jusqu'à concurrence de la perte que la liquidation impose. C'est là une obligation qui est de nature à rassurer ces associés et ce serait un moyen d'acclimater en France cette forme de société. » Sous l'empire de la législation commerciale française avant la loi du 5 novembre 1894, cette restriction de la solidarité nous semble impossible. La loi en effet a créé certains types de sociétés commerciales dont il n'est pas permis de s'écarter. Pour établir la responsabilité illimitée entre ses membres la société doit prendre la forme de société en nom collectif; or, la solidarité avec toutes ses conséquences rigoureuses est de droit pour les membres de cette société. On a soutenu que la solidarité pouvait être écartée dans une société en nom collectif au moyen d'une clause formelle insérée dans les statuts qui serait rendue publique et que les tiers traitant avec la société connaîtraient. Cette opinion est unanimement combattue: pareille clause doit être considérée comme nulle, la solidarité est de l'essence de toute société en nom collectif et la liberté des conventions n'est pas absolue en matière de sociétés commerciales, car la loi a créé certains types avec des caractères distinctifs qui doivent être rigoureusement conservés. La seule chose possible consisterait à stipuler, dans chaque opération passée par le gérant au nom de la société, que les associés n'en seraient pas solidairement responsables; cette manière d'agir serait impraticable.

Nous croyons, au contraire, qu'en se plaçant sous le régime de la loi de 1894, une semblable restriction de la solidarité serait absolument permise. Il y a donc là un avantage très important accordé par la loi nouvelle aux caisses agricoles semblables à celles fondées

par M. Durand et qui sont basées sur le principe de la responsabilité illimitée (1). La loi de 1894 en effet a, d'une façon très libérale, laissé toute liberté aux statuts pour régler la responsabilité des associés et, s'ils adoptent la solidarité, ils peuvent parfaitement la limiter à condition de l'exprimer d'une façon précise par une clause rendue publique.

Cette liberté donnée aux statuts et consacrée par la loi a été expressément reconnue dans tout le cours de la discussion. Dans le rapport fait à la Chambre au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, M. Mir, rapporteur, s'exprimait ainsi sur l'article 2 (2) : « Les statuts diront si la responsabilité sera limitée à la cotisation de chaque membre ou si au contraire elle sera indéfinie et si, dans ce cas, elle pourra être exercée solidairement contre chacun des membres ou seulement pour sa part virile. » Le rapporteur admet donc que des statuts adoptant le principe de responsabilité illimitée limitent le recours contre les associés. La discussion qui eut lieu à la Chambre dans la séance du 20 juin 1892 est plus explicite encore. Il en résulte que les statuts peuvent régler de diverses manières la responsabilité des sociétaires :

1° Ils peuvent établir la responsabilité solidaire et

(1) Ce n'est d'ailleurs pas le seul avantage que ces caisses pourraient retirer en se plaçant sous le régime de la loi de 1894 au lieu de rester sous celui de la loi de 1867 et du Code de commerce. Elles y trouveraient de grands avantages dans la réduction des formalités de publicité; leur personnalité civile ne serait plus contestée en présence de l'article 4 de la loi et elles jouiraient d'exemptions fiscales d'une manière certaine au lieu de rester exposées comme actuellement à des discussions avec le fisc pour la perception du droit d'enregistrement et de la patente. Cf. Arrêt du Conseil d'Etat du 24 décembre 1897 au *Bulletin des caisses rurales*, n° de janvier 1898.

(2) *Journal officiel* du 17 avril 1892. Chambre des députés. Documents parlementaires, page 209.

illimitée comme elle fonctionne dans beaucoup de caisses allemandes, comme elle existe dans les sociétés en nom collectif : c'est la solidarité dans toute sa rigueur.

2° La responsabilité peut être solidaire et limitée ainsi qu'il est possible de l'établir maintenant dans les coopératives allemandes depuis la loi du 1^{er} octobre 1889. Cette faculté permet *a fortiori* de limiter la solidarité ainsi que le propose M. Benoît-Lévy, en décidant dans les statuts que les créanciers de la société lorsqu'ils voudront se faire payer discuteront d'abord la société et que les associés pourront leur opposer le bénéfice de division. De même, les statuts peuvent décider que les associés seront tenus de toutes les dettes sociales mais non solidairement et que leur responsabilité sera divisée, cette solution est peu pratique.

3° La responsabilité des associés peut ne s'étendre qu'à la part d'intérêts qu'ils ont souscrite dans la société. C'est le système admis par la plupart des sociétés de crédit agricole qui se sont rangées sous la loi de 1894. Leurs statuts le disent expressément. L'article 11, par exemple, de la caisse d'Epinal est très explicite : « Les sociétaires ne sont engagés qu'à concurrence des parts souscrites par eux ; une fois ces parts entièrement libérées ils ne peuvent être astreints, pour quelque cause que ce soit, à aucun autre versement et n'encourent aucune responsabilité personnelle quant aux engagements sociaux que garantit uniquement l'actif de la société (1). »

4° Les statuts peuvent décider que chaque associé

(1) *Sic.* Société de crédit agricole de Segré, article 11 ; de Belleville-sur-Saône, article 14 *fine*. La caisse de Remiremont adopte implicitement les mêmes solutions

sera responsable en plus de la part qu'il a souscrite d'une certaine somme qu'ils fixeront. Quelques sociétés ont admis que chaque associé serait responsable de sa part et en plus d'une somme égale à la valeur de sa souscription ou à deux fois cette somme. C'est là une hypothèse assez rare. Enfin, les sociétés peuvent stipuler que la responsabilité de chaque associé sera limitée à une cotisation annuelle très peu importante, ne rapportant aucun intérêt et acquise définitivement à la société. En procédant de cette façon, le fonds social est insignifiant et la garantie offerte par la caisse presque nulle. Aucune société à notre connaissance n'a admis cette manière de procéder.

En résumé, toutes les combinaisons possibles sont admises; la loi, d'une manière très libérale a considéré que les sociétés seraient les meilleurs juges du régime qui s'adapterait le mieux à leurs besoins et à leurs intérêts, elle impose aux statuts l'obligation de déterminer la responsabilité des associés, mais elle leur laisse faire à leur guise cette détermination.

Il nous reste à indiquer avec l'article 2, § 4 de la loi de 1894 quand cessera la responsabilité des associés, Ce texte est ainsi conçu : « Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie (1). » Cette disposition impérative, applicable dès lors à toutes les sociétés de crédit agricole, modifie très certainement les dispositions de l'art 52 de la loi du 24 juillet 1867 lorsque la société a adopté la forme à capital variable. Conformément à ce texte les associés cessent d'être tenus soit envers

(1) Le législateur veut éviter que les sociétaires ne se retirent pas pour se soustraire aux dettes sociales.

la société, soit envers les tiers lorsqu'il s'est écoulé cinq ans depuis la dissolution de la société complète ou partielle causée par la retraite ou l'exclusion d'un associé. Les sociétés de crédit agricole ont tout avantage à adopter la forme à capital variable ou du moins à stipuler et régler dans l'acte de société la faculté de retraite et d'exclusion des associés. En ce cas l'associé qui se retire ou qui est exclu n'a droit qu'à une somme d'argent que les statuts fixent, en général, au montant des versements opérés par lui sur les parts qu'il a souscrites. Le paiement en aura lieu d'ordinaire lors de l'inventaire annuel imposé par l'article 9 du Code de commerce à toutes les sociétés commerciales et par conséquent aux sociétés de crédit agricole. Toutefois, cette époque ne fixera pas obligatoirement la fin de l'obligation du sociétaire; lors de l'inventaire annuel toutes les opérations contractées par la société antérieurement à la sortie des associés peuvent ne pas être liquidées. Il peut se faire, par exemple, qu'un emprunt sur l'échéance duquel on comptait pour rembourser un déposant soit contracté pour un an ou quinze mois et que l'emprunteur étant insolvable à cette date ne puisse rembourser. Il faudra néanmoins payer le déposant. Les personnes qui ont accepté la société pour débitrice ont compté sur la responsabilité des associés ou sur le capital qu'ils ont souscrit; il est naturel, dès lors, qu'ils ne soient libérés qu'après la liquidation des opérations faites par la société pendant qu'ils étaient associés; à ce moment seulement, on connaîtra très exactement ce qui peut leur revenir ou le supplément qu'ils devront ajouter aux versements qu'ils ont effectués. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que l'associé sortant a droit au fonds de réserve qui est un produit, un accessoire du

capital social, toutefois, à notre avis, le partage de ce fonds en présence des dispositions de l'article 3, § 4 n'est possible, sauf clause contraire, qu'à la dissolution complète de la société : jusque-là il est indivisible.

Le texte voté par la Chambre des députés, par faveur spéciale pour les banques rurales, faisait cesser la responsabilité des associés deux ans après leur sortie de la société (1), et les sociétaires n'étaient responsables que des engagements contractés par la société antérieurement à leur sortie. La commission du Sénat, ne voulant sans doute rien laisser à l'arbitraire et considérant qu'elle se trouvait en présence de petites banques de famille où la spéculation est prohibée et où la bonne foi seule doit régner, proposa le texte que nous venons de citer et qui est fort équitable. Ce n'est qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à la sortie d'un associé que l'on saura d'une manière absolue s'il a contribué pour sa part et, conformément à l'obligation qu'il en avait prise, aux charges de la société. Il nous semble, néanmoins, que le texte voté par la Chambre était préférable, car on se trouvait ainsi en présence d'une limite fixe de nature à faire activer la liquidation et à rassurer les sociétaires sortants des caisses de crédit agricole.

En résumé, lors de leur sortie par retraite ou exclusion, les associés sont, en principe, admis à retirer les versements opérés par eux sur la part qu'ils ont souscrite lors de la constitution du capital social.

(1) L'alinéa 3 de l'article 2 portait après leur « sortie du syndicat », mais il s'agit naturellement du syndicat transformé en société de crédit conformément à la solution primitivement adoptée.

C'est ce que décide l'article 19 *initio* des statuts de la société de crédit d'Epinal. En cas de démission ou d'exclusion, l'associé a droit également au remboursement de ce qu'il a versé(1). Si la responsabilité de chaque associé est limitée à une cotisation annuelle peu importante, ne rapportant aucun intérêt et définitivement acquise à la société, l'associé ne retirera rien lors de son départ, et, d'autre part, il est bien évident qu'aucun recours ne pourra jamais être exercé contre lui. Ses cotisations une fois versées, il est déchargé de toute responsabilité, l'article 2 § 4 ne lui est absolument pas applicable (2). La caisse de Remiremont se montre fort rigoureuse sur le point qui nous occupe : bien que constituée par la souscription de parts sociales, elle ne restitue pas les versements opérés par les associés au cas de retraite ou d'exclusion. Il y a là à notre avis une mesure draconienne détestable. Tout associé qui aura cessé de plaire aux trois quarts des votants de l'assemblée générale pourra se voir confisquer sa part. L'article 14 des statuts est, en effet, ainsi conçu : « Au cas où un sociétaire donnerait sa démission de membre du syndicat (et par suite de la société de crédit puisqu'il faut faire partie de celui-là pour être associé), la restitution des versements ne pourra être exigée. Il en sera de même en cas d'exclusion. »

Le remboursement des versements effectués sur les parts souscrites n'a pas lieu d'ordinaire immédiatement après la retraite ou l'exclusion de l'associé ; les sociétés le reculent soit à l'inventaire, soit après l'ap-

(1) C'est ce que décident les caisses de Segré, article 15. Belleville-sur-Saône, article 14.

(2) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Débats parlementaires. Chambre, pages 866 et 867.

probation par l'assemblée générale des comptes de l'exercice courant, soit à l'époque fixée par le conseil d'administration pour le paiement du dividende d'intérêts. Ce remboursement ne libère pas définitivement les sociétaires, les tiers et la société pourront recourir contre eux jusqu'à l'époque fixée par l'alinéa 4 de l'article 2. Dans tous les cas, ils ne seront jamais tenus qu'à la responsabilité qu'ils ont acceptée et qui est fixée expressément par les statuts. Si la société est à responsabilité limitée, l'associé sera tenu seulement des apports promis ; si elle est à responsabilité illimitée, il pourra être tenu de toutes les dettes sociales, sauf son recours contre ses co-associés et les statuts peuvent d'ailleurs, ce qui est très sage, décider que les tiers ne pourront s'adresser qu'au représentant de la société qui fera la répartition de la dette et réclamera à chaque associé sa part contributoire.

Enfin, plus tard, à la dissolution de la société, l'associé exclu ou démissionnaire pourra, si les statuts n'affectent pas le fonds de réserve à une œuvre d'intérêt agricole, réclamer sa part qui sera proportionnelle à sa souscription. Il est à remarquer toutefois que les sociétés de crédit agricole décident ordinairement que l'associé exclu ou démissionnaire perd tout droit sur les fonds de réserve (1).

L'article 2 § 4 de la loi du 5 novembre 1894, qui nous indique quand cessera la responsabilité des associés, semblerait au premier abord ne viser que le cas où il y a retraite ou exclusion d'un associé. La fin de l'alinéa « opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie » laisserait supposer que la société peut contracter des opérations postérieure-

(1) Epinal, article 19.

ment à leur sortie et qu'en conséquence, l'alinéa ne s'appliquerait pas au cas de dissolution complète de la société. Telle n'a pas été très certainement l'intention du législateur, car à la Chambre et au Sénat, on a entendu statuer sur le cas de dissolution complète comme sur celui de dissolution partielle ; on a réuni ces deux hypothèses dans le même alinéa et il serait injuste de donner à ce texte une interprétation trop étroite.

IV. L'article 3 que nous allons étudier prescrit aux statuts de déterminer les *prélèvements que la société entend effectuer sur les opérations qu'elle réalisera ainsi que leur répartition*.

Le premier alinéa de cēt article est ainsi conçu : « Les statuts détermineront les prélèvements (1) qui seront opérés au profit de la société sur les opérations faites par elle. » Comme toutes les sociétés de crédit, celles visées par la loi de 1894 ont des frais généraux d'administration dans lesquels il faut faire rentrer l'intérêt qu'elles doivent payer aux déposants ; enfin, il est très utile qu'elles se constituent un fonds de réserve sérieux. Pour pourvoir à ces besoins, les sociétés de crédit agricole doivent opérer des prélèvements sur les opérations faites par elles ou en d'autres termes réaliser des bénéfices. Nous étudierons plus loin en détail les diverses opérations auxquelles se livrent les sociétés de crédit, toutefois, nous devons ici mentionner très brièvement les plus ordinaires afin de voir comment la société va réaliser des béné-

(1) Le texte voté par la Chambre des députés portait « les retenues ou les prélèvements. » La commission du Sénat a supprimé le premier de ces termes, considérant, avec raison, que le second suffisait.

fices en les accomplissant. La société, tout d'abord, peut prêter de l'argent à ses membres. Supposons un prêt de 500 francs : la caisse demandera une commission pour procurer ce prêt, cette commission constituera un prélèvement. D'autre part, la société stipulera des intérêts à un taux sensiblement supérieur (0,75 ou 1 pour cent) à celui donné par elle à ses déposants. Cette différence de taux lui permettra de réaliser un petit bénéfice et de parer à la perte que pourrait lui faire subir l'immobilisation de ses capitaux pendant un certain temps dans sa caisse. Ces intérêts, devront-ils être considérés comme constituant un prélèvement ? Non, si l'on s'en tient à la signification littérale des mots : des intérêts ne sont pas un prélèvement. Oui, au contraire, si l'on recherche la pensée du législateur dans l'article 3, car il s'attache à y régler l'affectation de tous les bénéfices annuels dont l'un des éléments principaux sera précisément l'intérêt perçu par la société. Celle-ci peut aussi exiger une commission à l'échéance d'un prêt, lorsque le débiteur, ne pouvant rembourser, demande une prorogation et un renouvellement de son billet. Cette commission sera également un prélèvement. Enfin, les sociétaires peuvent faire escompter par la société de crédit agricole un billet à ordre ou une lettre de change : l'escompte qui sera réclamé aura le caractère d'un prélèvement.

Tel est le sens du mot prélèvement dans notre texte, nous n'avons fait, d'ailleurs, que donner quelques exemples. Les termes du paragraphe 1 sont tellement généraux qu'ils semblent indiquer pour les statuts l'obligation impérative de déterminer les prélèvements à opérer au profit des sociétés de crédit agricole, non seulement quant à leur nature, mais encore

quant à leur taux. Il est cependant, à notre avis, indispensable de distinguer, car, si la détermination de la nature des prélèvements est possible, celle de leur taux ne l'est point : c'est d'ailleurs ce qu'ont compris toutes les sociétés. Sans doute, les statuts peuvent poser comme base fondamentale de la caisse de crédit que des commissions seront prises sur les prêts d'argent, des escomptes sur des négociations d'effets etc.. cette obligation nous semble résulter expressément de l'alinéa 1 de l'article 3. Mais, si la nécessité d'une pareille réglementation statutaire était imposée pour la fixation du taux des commissions, des escomptes, elle présenterait les plus graves inconvénients et rendrait le fonctionnement des sociétés à peu près impraticable. L'immutabilité, en effet, est l'un des caractères propres aux statuts, ils sont faits en principe pour durer autant que l'institution qu'ils régissent et les modifications qu'il faut y apporter entraînent toujours des frais que les petites banques de crédit agricole doivent hésiter à assumer. D'un autre côté, le taux des commissions et des escomptes est essentiellement variable, il suit toutes les fluctuations du marché financier. Il en résulte que la fixité des statuts étant inconciliable avec la variabilité forcée des perceptions de commissions ou d'intérêts, le but que s'est proposé le législateur de favoriser les sociétés de crédit agricole ne serait point atteint si on les obligeait à indiquer dans leurs statuts le taux de ces perceptions.

Il nous semble donc rationnel d'admettre que ceux-ci doivent déterminer la nature des prélèvements à opérer par les sociétés sur les opérations par elles faites, mais en laisser pour le taux la réglementation aux conseils d'administration ou aux assemblées géné-

rales. Au reste, en admettant même que les statuts doivent, d'après la loi, déterminer ce taux, il nous semble que le texte serait respecté si le soin de cette détermination était confié par l'acte de société au conseil d'administration : la loi n'a pas exigé plus. En fait, c'est ce que font les caisses agricoles. Dans la société de Remiremont (article 20), c'est le conseil d'administration qui fixe le taux de l'intérêt et les conditions de remboursement... l'intérêt à payer aux déposants... le taux des escomptes (1). Les statuts de la caisse d'Épinal (article 23) décident que l'assemblée générale fixe le taux des escomptes et le conseil d'administration, le taux de l'intérêt exigé des emprunteurs et celui à payer aux déposants (2).

Des sommes ainsi prélevées sur les opérations de crédit effectuées par la société, il sera fait emploi, selon le mode déterminé avec précision par l'article 3.

1^o Elles serviront, tout d'abord, dit la loi, à « l'acquittement des frais généraux et au paiement des intérêts des emprunts. » Les frais généraux des sociétés de crédit agricole sont excessivement restreints, ils ne comprennent, en principe, que les frais ordinaires d'administration de toute société de commerce : correspondance, imprimés, achats des livres de commerce et des registres nécessaires et appointements peu élevés d'un comptable ou d'un secrétaire. Aucune rétribution, d'ordinaire, n'est allouée de ce chef, l'un des membres remplissant cette fonction gratuitement, ce qui est fort avantageux, car, à ses débuts, une société de crédit agricole n'aura presque jamais

(1) Sic. Caisse de Segré, article 22.

(2) Cette dernière disposition figure dans le règlement intérieur de la caisse. Sa place serait plutôt, à notre avis, dans les statuts, conformément à l'article 3, § 1 de la loi de 1894.

assez de bénéfices pour payer même une minime indemnité. Il est désirable également que la société de crédit agricole, étant une annexe du syndicat, soit installée dans le même local que ce dernier et à ses frais : cela le gênera peu et réduira considérablement les frais généraux. En pratique, jamais un syndicat ne fait payer aucune rétribution comme loyer à ses caisses annexes, il leur accorde, au contraire, une foule de faveurs. Non seulement il facilite et contrôle les opérations des emprunteurs, mais souvent il est le principal intéressé dans la société de crédit où il place une partie de ses réserves soit comme porteur de parts soit comme déposant de fonds. Cette communauté d'intérêts est bien faite pour resserrer plus étroitement les liens entre ces deux associations qui, en s'appuyant l'une sur l'autre, rendront alors des services plus considérables.

Les statuts peuvent également attribuer une rémunération aux membres composant le conseil d'administration qui consacrent une partie de leur temps à la société de crédit pour n'en retirer aucun profit, puisque la loi interdit la répartition des bénéfices. Une semblable mesure serait cependant déplorable. Les débuts des caisses sont très pénibles, nous l'avons dit, elles doivent surtout avoir pour but de procurer du crédit à bon marché; enfin, la rémunération des membres du conseil d'administration contribuerait à augmenter la compétition pour leur élection et, afin d'être réélus, il serait à craindre qu'ils n'accordassent trop facilement du crédit à des personnes insolvables, ce qui amènerait la ruine de la société. La caisse agricole trouvera d'ailleurs, dans le syndicat, des hommes d'un dévouement inépuisable consentant à se charger de remplir gratuitement les fonctions de membres

du conseil d'administration et souvent même de comptable de la société. Le principe de gratuité des fonctions d'administrateur proclamé par Raiffeisen ne fut pas suivi par Schulze qui leur accordait un tantième sur les opérations annuelles. L'espoir de réaliser le plus de bénéfices possible pour être mieux rétribués peut pousser les administrateurs à accepter les affaires peu sûres et amener la ruine de la société.

Les frais de premier établissement rentrent également dans les frais généraux qui doivent être payés par la société à l'aide des prélèvements effectués par elle sur ses opérations. Ces frais, quoique réduits à leur strict minimum par la loi, sont encore très élevés et comprennent, outre l'impression des statuts et des titres représentatifs des parts sociales, les frais de première installation toujours relativement considérables et ceux de publicité légale et facultative, c'est-à-dire destinée à faire connaître la société au public (prospectus ou circulaires). Aussi, la société est-elle obligée, d'ordinaire, de reporter l'amortissement de ces diverses dépenses sur plusieurs exercices. Il arrive souvent cependant que le syndicat ou le ministère de l'agriculture alloue une subvention de cent ou deux cents francs à la caisse pour payer ces premiers frais. Il y a là une pratique très louable, destinée à éveiller les initiatives privées qui pourraient hésiter devant une dépense même minime, alors qu'on ne sait pas si l'affaire réussira.

Ce sont aussi les prélèvements qui doivent servir à payer l'intérêt des emprunts contractés par la société. Le capital social des caisses agricoles étant peu considérable ne leur suffit pas pour répondre aux nombreuses demandes de prêts ou d'escompte qui leur sont adressées. Elles sont donc obligées de recourir à

l'emprunt. Les capitalistes exigeront naturellement des intérêts pour les dépôts qu'ils effectuent à la caisse. Nous avons vu, sur l'article 2, § 2, de notre loi, que les statuts devaient fixer le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, nous devons ajouter que l'intérêt des emprunts que la société contractera sera aussi fixé de la même manière, bien que ce soin puisse être laissé au conseil d'administration ou à l'assemblée générale qui pourront ainsi changer à leur gré ce taux, car le loyer de l'argent dans une région est très variable. Les sociétés pourront payer de 2,75 à 3,50 pour cent à leurs déposants qui auront un placement aussi sûr et aussi rémunéré que la rente française qui rapporte 2,80 pour cent et les caisses d'épargne qui payent 2,75 ou 3 pour cent (1).

A l'intérêt des emprunts il faut assimiler l'escompte que la société de crédit pourrait avoir à payer à la Banque de France ou à toute autre banque qui accepterait les valeurs endossées par la caisse. Il arrive fréquemment que celle-ci, au lieu de prêter directement contre une reconnaissance à l'emprunteur la somme qu'il demande, lui fait souscrire un billet à son ordre ou une lettre de change qu'elle endosse et qu'elle présente à l'escompte de la Banque de France par exemple. Cette dernière, en échange de la valeur souscrite, remet de suite en espèces son montant et retient ordinairement deux pour cent. La caisse fait

(1) On ne saurait trop recommander aux sociétés de crédit agricole de payer les intérêts échus aux déposants avec la plus scrupuleuse exactitude, car c'est l'incertitude des paiements réguliers qui éloigne les capitalistes des prêts agricoles. D'autre part, la société pourrait payer les intérêts en deux termes : premier janvier et premier juillet par exemple. Cette façon de procéder ne peut que contribuer à attirer les déposants.

payer à l'emprunteur 3 ou 3,50 pour cent. Ce prélèvement servira d'abord à payer les deux pour cent de la Banque de France et le reste sera affecté au paiement des frais généraux puis recevra l'emploi que nous allons indiquer.

2° En vertu de l'article 3, les prélèvements opérés par la société doivent servir à payer, outre l'acquittement des frais généraux et le paiement des intérêts des emprunts, la rémunération due au capital social. Ainsi que nous l'avons indiqué, le législateur de 1894 n'a pas imposé aux sociétés de crédit de limitation au taux des intérêts à servir au capital. Sans doute, l'article 3, § 3, décide que jamais il ne pourra être distribué de dividende aux sociétaires, mais, comme nous sommes ici en matière commerciale, la loi du 12 janvier 1886 pourrait recevoir son application et autoriserait une stipulation accordant au capital social des intérêts à un taux quelconque. Il est donc nécessaire qu'une clause, comme cela a toujours lieu en pratique, vienne fixer le taux de rémunération du capital, ou confier ce soin au conseil d'administration ou à l'assemblée générale. Lors du retour à la Chambre du projet voté par le Sénat, un député, M. Lacombe, protesta contre cette non-limitation (1). « Dans les sociétés agricoles, disait-il, on pourra voir un capitaliste retirer un intérêt très rémunérateur de son argent et être dispensé de payer l'impôt sur le revenu. » Il y avait là une crainte injustifiée. Pour fonctionner et par suite réaliser des bénéfices qui pourraient permettre de rémunérer très largement le capital social, la société de crédit agricole doit procurer de l'argent, du

(1) *Journal officiel* du 28 octobre 1894. Chambre. Débats parlementaires, page 1693.

crédit à bon marché, sinon on ne s'adressera pas à elle. Or, elle ne peut pas procurer du crédit à bon marché et en même temps payer des intérêts élevés au capital social. En fait, nous l'avons dit, l'intérêt payé varie entre 2,50 et 3 pour cent et jamais une société de crédit agricole ne fera dépasser à l'intérêt servi le taux légal de 6 pour cent sans s'exposer à ne faire aucune opération et par conséquent à ne pas rémunérer du tout son capital. La loi aurait pu toutefois, par excès de prudence, fixer un maximum ; dans la pratique, les statuts n'y manquent pas.

Si les parts souscrites peuvent être rémunérées par un intérêt que la loi ne limite pas, elles ne peuvent en aucun cas être rémunérées au moyen d'un dividende. Les administrateurs qui distribueraient des dividendes engageraient de ce chef leur responsabilité pénale et pécuniaire, conformément à l'article 6 de la loi de 1894 et les sociétaires qui les recevraient seraient obligés de les rembourser comme les détenant indûment (articles 1376 et seq. du Code civil) ; d'ailleurs ils seraient toujours de mauvaise foi puisqu'un texte formel interdit de semblables distributions. Cette prohibition résulte de l'article 3, § 3 *in fine* et de l'intention formelle du législateur plusieurs fois exprimée au cours des travaux préparatoires. C'est là une disposition très sage de nature à éviter toute spéculation. Il peut paraître difficile de prime abord de distinguer d'une façon précise *l'intérêt* que la loi de 1894 permet au capital social de recevoir pour sa rémunération et *le dividende* dont la distribution est interdite. Dans une société commerciale ordinaire, chaque associé reçoit comme rémunération de son apport une part dans les bénéfices. Cette part, variable selon les résultats obtenus par la société,

porte le nom de dividende. On l'appelle aussi quelquefois intérêt, car en somme le dividende n'est que la portion d'intérêt revenant à chaque actionnaire en proportion de sa mise de fonds. Cette amphibologie dans les termes rend d'autant plus difficile à expliquer le sens de la loi. Nous le trouverons très facilement en recherchant les motifs de la disposition légale et en partant de ce principe certain énoncé par M. Méline à la Chambre, dans la séance du 16 juin 1892 (1), et par M. Labiche dans son rapport (2), à savoir que la loi a nettement prohibé la distribution de dividendes et n'a donné droit au porteur de parts qu'à l'intérêt de sa part, avec l'intention bien arrêtée d'éviter toute spéculation. Dans une société, les bénéfices nets réalisés sur les opérations, sous déduction quelquefois d'un tantième (3) pour constituer un fonds de réserve destiné à parer aux éventualités, sont répartis entre les associés sous forme de dividendes. Le chiffre d'affaires d'une société variant chaque année avec les bénéfices réalisés, les dividendes versés varient également.

Il en résulte que le prix des parts d'associés (intérêt ou action) est destiné à suivre les fluctuations des dividendes touchés par les sociétaires : plus le dividende est élevé, plus la valeur de la part d'associé augmentera. Avec ce mode de procéder, on peut craindre la spéculation et quelquefois la ruine de la société, car les administrateurs alléchés par l'appât du lucre, dans le but d'augmenter les affaires de la

(1) *Journal officiel* du 17 juin 1892. Débats parlementaires. Chambre, page 826.

(2) *Journal officiel* du 28 mai 1894. Documents parlementaires. Sénat, page 88.

(3) Un vingtième au moins pour les sociétés anonymes (article 36, loi du 24 juillet 1867).

société pour réaliser des bénéfices, peuvent être disposés, surtout si la société n'établit pas la solidarité entre ses membres, à admettre des emprunteurs peu solvables. Si les affaires ne vont pas d'elles-mêmes, si elles ne s'étendent pas d'une manière naturelle, l'on est tenté de corriger la fortune. On risque des affaires dangereuses, on fait des spéculations pour multiplier le roulement des fonds, pour augmenter le gain. Cela peut réussir quelquefois, mais presque toujours on finit par des pertes considérables et par la banqueroute. D'un autre côté, le prix des parts subissant des fluctuations, celles-ci vont être livrées, comme tous les titres des sociétés, à la spéculation et à l'agiotage contre lesquels les dispositions de l'article 1^{er} § 3 seront impuissantes, puisque l'agrément obligatoire de la société pour leur transfert ne les empêche pas d'être transférées entre les parties par le simple consentement. Or, le législateur de 1894 a voulu éviter la spéculation en prohibant la distribution de dividendes, dans le sens communément employé du mot, c'est-à-dire en tant qu'il s'applique à la portion d'intérêt *variable* revenant à chaque sociétaire, en proportion de sa mise de fonds. Il a, au contraire, autorisé la rémunération du capital au moyen d'intérêts, tout d'abord parce qu'aucune personne n'eût voulu livrer son capital sans rétribution et ensuite parce que de cette façon toute spéculation est impossible, l'intérêt étant *fixe* et les statuts l'établissant d'une manière invariable. Lorsqu'un intérêt de 3 pour cent est accordé au titulaire d'une part, il ne peut pas exiger 3 fr. 50 et la société, dont les administrateurs n'ont pas le droit de disposer gratuitement du capital social, ne peut non plus lui attribuer plus de 3 pour cent. Avec cette fixité dans la rémunération du capital, à raison de son

peu d'étendue et en présence des dispositions de l'article 1^{er} § 3, toute spéculation est impossible : tel a été le but visé par le législateur. C'est donc le caractère de *fixité, d'invariabilité* qui servira dans la loi de 1894 à distinguer l'intérêt que peuvent recevoir les propriétaires de parts du dividende qui leur est interdit. Il nous semble, par conséquent, que si par une clause de ses statuts, une société de crédit agricole permettait au conseil d'administration ou à l'assemblée générale de fixer chaque année à un taux quelconque l'intérêt à servir aux parts d'associés, cette disposition devrait être considérée comme nulle. En versant la part qu'ils ont souscrite, les associés sont dans la situation d'une personne prêtant à intérêt cette somme à la société : elles devront donc stipuler un intérêt, le prêt étant gratuit de sa nature et, lorsqu'il y en aura un qui sera fixé, il sera invariable, car l'emprunteur ne peut pas exiger plus que ce qu'il a stipulé, et la société ne peut lui allouer davantage, puisque les dispositions à titre gratuit lui sont interdites.

En résumé, la loi a voulu que le capital ne soit pas rémunéré par le paiement de dividendes variables, mais au contraire par celui d'un intérêt fixe, invariable et qui sera d'ordinaire fort peu élevé, car il faut procurer du crédit agricole à bon marché sous peine de ne pas avoir de clientèle. Par là, le législateur a repoussé le principe admis par Schulze-Delitzsch dont les caisses paient à leurs membres des dividendes souvent fort élevés. « L'amour du gain, dit Schulze, est la base de tout progrès matériel et moral. » Pour réussir, une association quelconque doit avoir un but lucratif, cet esprit de lucre est « l'éperon qui pousse l'homme et lui donne la force et l'énergie. » Il fera toujours réussir une société, tandis que celles qui re-

posent sur un principe de bienfaisance, ne distribuant pas de bénéfices ou les limitant trop, sont exposées à périlcliter, personne n'ayant intérêt à mener à bien l'affaire. Selon la parole du coopérateur portugais Costa Goodolphim, rapportée par M. Durand : « La spéculation industrielle ou commerciale est une des bases indispensables de la coopération. »

Dans les sociétés de crédit agricole, la distribution de gros dividendes nous semble impossible et impraticable, car il ne faut point oublier que l'un des buts qu'elles doivent se proposer est de donner aux agriculteurs du crédit à bon marché ; or, cette exigence ne peut se concilier avec la répartition de bénéfices importants. Sans doute, Schulze répond que si les sociétaires paient cher le crédit qu'on leur accorde, ils en sont indemnisés d'un autre côté en touchant un dividende fort élevé pour les parts qu'ils ont souscrites. A cela on objecte avec raison que tous les associés n'ont pas besoin dans le cours d'un exercice de la même somme d'argent. Les dividendes reviennent aux membres qui ont souscrit les parts sociales et non à ceux qui empruntent et, en tout cas, jamais ils ne sont proportionnels aux sommes empruntées. D'autre part, l'appât de gros bénéfices à réaliser peut pousser les capitalistes à s'emparer de tout le capital social et à exploiter la société à leur profit. C'est pour parer à cet inconvénient que Schulze-Delitzsch décide que chaque membre sociétaire ne peut souscrire qu'une seule part, d'une valeur variant entre 300 et 500 marks, dont il peut s'acquitter par de très modiques versements.

En somme, il nous semble juste que le capital social dans les sociétés de crédit agricole soit rémunéré simplement par un intérêt ordinaire et non par des

dividendes souvent fort élevés, comme dans les banques Schulze. Raiffeisen, au début, interdisait la distribution de dividendes, mais la loi du 1^{er} mai 1889 obligea les sociétés coopératives allemandes à avoir des parts sociales et par suite à fixer la rémunération de ces parts. Raiffeisen conseille aux Darlehenskassen de ne pas lui faire dépasser 4 pour cent du montant du versement effectué et de l'établir d'une façon invariable. En Italie, M. Luzzatti semble bien actuellement admettre aussi que la rétribution du capital doit être absolument limitée et qu'il s'agit avant tout et surtout de renforcer les réserves. Au début les banques par lui créées distribuaient des dividendes variant entre 5 et 14 pour cent. Dès 1895, il déclare qu'il faut sauver ces sociétés du péril pouvant résulter pour elles de l'exubérance des bénéfices. Dans une campagne soutenue par le journal *Credito e Cooperazione*, M. Luzzatti démontra la nécessité de limiter les dividendes, de diminuer le taux de l'escompte et de fortifier les réserves. Il ne voudrait pas que la rétribution du capital dépassât 4 pour cent. La coopération implique, selon lui, une limite à l'intérêt du capital. M. Gray, secrétaire général des sociétés coopératives d'Angleterre, consulté par M. Luzzatti sur le point de savoir quelle était la différence essentielle entre les entreprises ordinaires de capitaux et les sociétés coopératives, répondait : « Sont coopératives les sociétés qui limitent l'intérêt au capital, affectant le surplus aux fonds de réserve dans les banques populaires, aux consommateurs dans les sociétés de consommation et aux ouvriers salariés dans les sociétés de production. » Les banques de crédit coopératives italiennes, suivant les conseils de M. Luzzatti, ont adopté le principe de limitation du dividende. Un

aussi sage principe devait être consacré par la loi du 5 novembre 1894. Nous avons vu comment, pour éviter toute spéculation, celle-ci n'avait autorisé la rémunération du capital social que par le paiement de simples intérêts, en prohibant toute distribution de dividende.

La nouvelle loi a compris, ainsi que l'indiquait M. Luzzatti que, s'il était nécessaire de limiter la rétribution accordée au capital, il était indispensable de fortifier les réserves.

3^e Dans cette intention le législateur décide que ce qui restera des prélèvements effectués sur les opérations faites par la société, après acquittement des frais généraux, du paiement des intérêts des emprunts et du capital social, sera d'abord affecté, « *jusqu'à concurrence des trois quarts au moins à la constitution d'un fonds de réserve.* » Il n'y a là par conséquent qu'un minimum que les statuts peuvent dépasser en décidant qu'une fraction plus forte, ou la totalité de ce reste des prélèvements pourra être affecté au fonds de réserve. En pratique, les sociétés se conforment purement à la loi (1). La caisse de Belleville-sur-Saône (article 45) verse au fonds de réserve tout le surplus de ses prélèvements. La caisse de Segré (article 35) autorise le conseil d'administration à employer le quart qui légalement peut ne pas être versé à la réserve conformément à l'article 3 § 3 de notre loi ou à la constitution d'une réserve extraordinaire dont l'emploi sera réglé par le conseil dans l'intérêt des membres de la société. En commentant l'article 3 § 3 nous verrons lequel de ces procédés est préférable et pour quels motifs. Disons de suite

(1) Remiremont (article 36). Epinal (article 43).

que nous adoptons le système admis par les caisses de Remiremont et d'Epinal qui paraît d'ailleurs plus conforme au désir du législateur.

Les sociétés commerciales ont l'habitude d'affecter une certaine quotité de leurs bénéfices à la constitution d'un fonds de réserve destiné à faire face aux pertes éventuelles et à servir de garantie au regard des tiers, c'est-à-dire à augmenter le crédit de la société. Il n'y a en principe là qu'une mesure de prévoyance, seule la société anonyme d'après la loi doit avoir une réserve (article 36, loi du 24 juillet 1867). Cette exigence s'explique car, dans cette société, le capital social seul répond des dettes de la société, tandis que dans toutes les autres sociétés commerciales, même dans la commandite par actions, les créanciers sociaux ont pour garantie en plus du capital social les biens personnels des commandités. Ces motifs sont applicables aux sociétés de crédit agricole dont les membres adoptent le principe de la responsabilité limitée. Pour celles adoptant la solidarité, la réserve sert toujours de garantie supplémentaire et est destinée à parer aux pertes éventuelles.

Aussi le législateur de 1894 a-t-il eu raison d'imposer aux sociétés de crédit agricole la constitution d'un fonds de réserve. C'est surtout pour elles que l'utilité s'en fait sentir, à raison de la nature de leurs risques qui sont ceux de toute maison de banque et parce que les difficultés d'acclimatation, provenant de préjugés non encore détruits, leur imposent en France une prudence exceptionnelle. La réserve offre même ici une sécurité particulière très désirable, en présence de l'instabilité possible du capital et par suite des ressources, puisque la plupart des sociétés de crédit agricole adoptent la forme à capital variable.

Le fonds de réserve ajoutera une nouvelle garantie au capital social et permettra quelquefois à une société de continuer ses opérations, malgré la retraite de plusieurs sociétaires coalisés (1). Il pourra aussi permettre à la société de procurer à ses membres du crédit à meilleur compte, lorsqu'il s'élèvera à une certaine somme. Elle possèdera là en effet un capital qu'elle pourra faire fructifier. Avec ce qu'elle en retirera, elle pourra payer ses frais généraux et par suite faire des prélèvements moins importants sur ses opérations. Si la réserve devient considérable, elle pourra diminuer le taux de son escompte et celui de ses placements. Une société ayant par exemple 5,000 francs de réserve et n'ayant besoin que d'un fonds de roulement de 20,000 francs, pourrait faire des placements à 2,75 ou 3 pour cent, quand bien même elle servirait à ses déposants ou à ses associés un intérêt de 4,50 ou 5 pour cent, ce qui serait fort élevé.

Dans les sociétés où librement le pacte social a établi une réserve, les prélèvements destinés à la constituer s'arrêtent ou reçoivent une autre destination quand ils sont arrivés à constituer un fonds que les probabilités permettent de considérer comme suffisant à couvrir les aléas en vue desquels il est créé. Il doit en être de même dans nos sociétés, les prélèvements ne doivent pas excéder la mesure de la garantie utile. Toutefois, la loi devait fixer un minimum auquel les sociétés seraient contraintes de porter leur fonds de réserve afin d'assurer le respect de l'obligation de le constituer. Sans minimum, on aurait pu

(1) Il est à noter toutefois que ce danger est moins grand pour les sociétés de crédit agricole à capital variable que pour les autres sociétés adoptant cette modalité, à raison des dispositions de l'article 1^{er} *in fine* de la loi de 1894.

tourner en quelque sorte la loi et ne former qu'une réserve insignifiante. Pour les sociétés anonymes, l'article 36 de la loi de 1867 fixe ce minimum au dixième du capital social. Cette limite serait beaucoup trop étroite pour les sociétés de crédit agricole qui ont, nous l'avons vu, un besoin urgent de leur réserve et un capital social très faible, à la différence des sociétés anonymes dont la plupart ont un capital se chiffrant par plusieurs millions. La loi de 1894 a donc sagement agi en fixant le minimum de la réserve à « la moitié du capital social » (Article 3, alinéa 2 *in fine*). Ce chiffre n'a rien d'exagéré, étant donné le peu d'importance qu'a ordinairement le capital. La loi nouvelle a consacré le principe admis par les banques populaires italiennes qui n'arrêtent en principe le prélèvement obligatoire qu'au jour où la réserve égale la moitié du capital (1). Il est à noter, en présence de la disposition de l'article 3, § 3, que la limite minima fixée par la loi à la réserve sera essentiellement variable lorsque la société de crédit agricole adoptera la forme à capital variable. Il n'y a là rien de choquant : le nombre des associés augmentant et par conséquent le capital social, il est juste que la réserve augmente également, car les affaires de la société progresseront en général, d'autant plus qu'il y aura plus d'associés. Lorsque le nombre de ceux-ci diminuera, il est à présumer que le chiffre des affaires de la société baissera et par suite, les aléas en vue desquels est créée la réserve décroîtront. Schulze-Delitzsch et Raiffeisen furent en désaccord sur la question de savoir à quel point les sociétés de crédit

(1) Banque populaire de Milan (article 28 des statuts). *Sic.* Banque de Padoue. En 1895, celle de Bologne avait cependant une réserve à peu près égale au capital.

doivent limiter leur fonds de réserve. Schulze limitait la réserve au dixième du capital social, tandis que Raiffeisen soutenait qu'on devait augmenter la réserve jusqu'à rendre inutile le capital emprunté. Nous préférons l'opinion de Raiffeisen ; au reste, dans la pensée de son illustre contradicteur, la réserve devait être restreinte simplement parce qu'il jugeait indispensable de répartir les bénéfices entre les associés au lieu de les accumuler. Nous avons combattu ce mode de procéder qui est rejeté par la loi du 5 novembre 1894. La réserve est une force, une garantie de premier ordre pour les sociétés de crédit agricole et nous ne saurions mieux faire que de citer à cet égard les idées de M. Luzzatti que nous adoptons pleinement. Selon lui, « la réserve devrait être étendue jusqu'au double du capital ; à ce moment, elle servirait au remboursement du capital social, et avec les profits ultérieurs, l'institution désormais affranchie de tout élément de lucre, élevée à la dignité d'une œuvre de pure utilité sociale, réaliserait de grands objectifs philanthropiques ». Plus une société a une réserve forte, plus elle est à même d'offrir des garanties sérieuses aux tiers et de faire face aux pertes éventuelles et au retrait des associés. Nous croyons, conformément au système préconisé par Raiffeisen, que le fonds de réserve doit être amassé jusqu'à ce qu'il puisse former le capital nécessaire pour satisfaire aux besoins des membres. Une fois ce résultat obtenu, ce qui demandera plusieurs années, les bénéfices augmentés des intérêts du fonds de réserve pourraient être consacrés à aider ou créer des institutions d'utilité publique communales ou cantonales.

La seule chose à craindre, c'est que les associés ne soient poussés, en présence d'une réserve importante,

à provoquer la dissolution intempestive de la société pour se la partager. On peut y remédier par une limitation du nombre des parts que peut posséder chaque sociétaire, si bien que chacun n'aurait pas un grand intérêt à provoquer cette dissolution, ou en subordonnant la retraite des associés à des conditions très rigoureuses et par exemple à l'adhésion du conseil d'administration, ou mieux encore en décidant que la réserve sera destinée à des œuvres d'intérêt social, de préférence similaires ou analogues par le but à la société dissoute. C'est le système des caisses rurales Raiffeisen : tout le bénéfice qui chez elles revient à l'association est versé dans ce fonds qui ne peut être réparti ni pendant l'existence de la société, ni après sa dissolution. A ce moment, la réserve sera affectée à une œuvre d'utilité générale que l'assemblée générale désignera.

C'est ce système qu'autorise l'article 3, § 4 *in fine* de la loi du 5 novembre 1894 qui permet aux statuts d'affecter la réserve, lors de la dissolution de la société, « à une œuvre d'intérêt agricole ». En pratique, toutes les sociétés ont adopté cette solution (1). Cet alinéa indique le rôle et la destinée de la réserve dans les sociétés de crédit agricole. En principe (2), l'associé sortant ou exclu dans les sociétés par intérêts (3), lorsque la retraite ou l'exclusion n'entraîne

(1) Remiremont (article 38). Belleville-sur-Saône (article 48). Epinal (article 47).

(2) Cf. Dijon, 22 janvier 1877. D. P., 1879, 2, 73 et la note.

(3) Cf. Dans les sociétés par actions, tout actionnaire peut en principe vendre son action quand il le veut et la société ne peut prononcer l'exclusion d'aucun actionnaire. Le fonds de réserve ne sera en conséquence partagé qu'à la dissolution de la société et il le sera alors entre tous les actionnaires à cette date.

pas la dissolution de la société (1), a le droit, en se retirant, de prendre une part du fonds de réserve en même temps qu'une part dans le fonds social. La réserve est un produit, un accessoire du capital social, c'est à ce titre d'accessoire de son apport que l'associé sortant y a droit, parce qu'il supporte les risques de sa diminution. Le fonds de réserve n'est en réalité qu'une augmentation du fonds social destinée sans doute à pourvoir aux accidents imprévus, mais qui n'en conserve pas moins son caractère essentiel. Cette solution serait désastreuse si elle était appliquée aux sociétés de crédit agricole, surtout parce qu'elles adoptent presque toujours la forme à capital variable et qu'alors la retraite ou l'exclusion des associés est de droit. Si la réserve appartient au sociétaire, elle n'est plus une garantie sérieuse pour les tiers, chaque sociétaire aura le droit de se faire rembourser son prorata de réserve en même temps que ses parts en se retirant. Elle pourra par suite être diminuée à tout instant et le danger est d'autant plus réel que tout sociétaire se voyant de ce chef à la tête d'un petit capital sera tenté de se retirer pour en jouir directement. La réserve dans les sociétés de crédit agricole ne doit donc pas appartenir aux sociétaires pris individuellement, elle doit être collective et rester indivisible entre les associés jusqu'à la dissolution complète de la société. Jusqu'à ce moment, le fonds de réserve ne doit pas être détourné de sa destination et les co-associés doivent conserver la garantie qu'il leur assure. Il est bien certain qu'une clause expresse des statuts des sociétés

(1) C'est-à-dire au cas où une stipulation formelle se trouve dans les statuts et où tous les associés autorisent la retraite d'un d'entre eux, ou dans celui où la société adopte la forme à capital variable, ..

de crédit agricole aurait pu empêcher les associés sortants de retirer leur part de ce fonds pendant le cours de la société. Toutefois, il est plus avantageux de l'imposer, c'est ce qu'a fait la loi de 1894 dans son article 3, § 4, qui est ainsi conçu : « A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole. »

Il en résulte que le fonds de réserve ne recevra une destination qu'à la dissolution complète de la société : jusque-là il est indivisible. Cette manière de voir est au reste confirmée par les travaux préparatoires et par l'exposé des motifs de la proposition de loi (1). Le texte de la loi ne nous semble cependant point assez formel pour interdire une clause contraire dont la présence serait fort regrettable d'ailleurs. Sous cette forme et pour l'éventualité de la dissolution, les statuts peuvent accepter l'une des deux solutions suivantes :

1° La réserve pourra être attribuée à une œuvre d'intérêt agricole déterminée dans l'acte de société ou par l'autorité qui prononcera la dissolution (assemblée générale ordinairement). C'est là, nous l'avons dit, la solution la meilleure et celle qui est adoptée par toutes les caisses agricoles à l'instar des banques Raiffeisen.

2° Le pacte social peut, d'autre part, décider que la réserve sera répartie entre les personnes qui sont encore sociétaires au moment de la dissolution proportionnellement à leur souscription. Celles qui ont

(1) *Journal officiel*. Session de 1890. Chambre des députés. Documents parlementaires. Annexe n° 547, page 703.

retiré leurs mises antérieurement ne sont plus *sociétaires*. Enfin, celles qui ont vendu leurs parts d'intérêts, conformément à l'article 1^{er} § 3, n'ont plus aucun droit à la réserve car, en cédant leurs parts, elles abandonnent implicitement aux cessionnaires tous leurs droits à cet égard. Les sociétaires se partageront également « le reste de l'actif », c'est-à-dire tous les meubles ou immeubles que pourrait posséder la société lors de la dissolution.

Les statuts peuvent édicter certaines clauses restrictives pour le partage de la réserve. Ils peuvent d'abord décider que toute personne n'ayant pas été associée pendant deux ans par exemple ou plus, n'aura pas droit au fonds de réserve. D'autre part, ils peuvent, par certaines combinaisons empêcher les sociétaires derniers venus d'avoir, lors de la dissolution, sur ce fonds un droit égal à leurs devanciers qui y ont contribué dans une proportion plus forte (1). A notre avis, pour éviter que les associés prononcent la dissolution de la société de crédit agricole, dans le seul but de se répartir les capitaux considérables qui peuvent être accumulés depuis de longues années dans la réserve, les statuts agiront sagement en décidant qu'à la dissolution ce fonds sera consacré à une œuvre d'intérêt agricole. C'est là très certainement un sacrifice exigé de chaque sociétaire lorsqu'il adhère au pacte social, c'est supposer dans une certaine mesure l'abnégation de l'intérêt individuel, mais, chaque sociétaire le fera au début de la société de bonne grâce, et cela contribuera à sa longévité. D'autre part, ce mode de procéder permet d'éviter toute spéculation. On pourrait

(1) En l'absence d'une clause formelle des statuts, le partage se fera proportionnellement aux souscriptions entre les sociétaires sans tenir compte de leur date d'entrée dans la société.

concevoir, en effet, que des spéculateurs faisant partie d'un syndicat agricole, fondent en très petit nombre une société, affectent pendant un certain nombre d'années tous les bénéfices à la réserve et, au bout de ce laps de temps, prononcent la dissolution de la société, afin de pouvoir se partager tout l'actif. Il y aurait là, très certainement, un moyen de tourner la loi qui a voulu interdire la répartition des bénéfices et la distribution des dividendes car, en somme, la répartition du fonds de réserve n'est qu'un partage des bénéfices, puisqu'il résulte de bénéfices accumulés ; seulement, ce partage, au lieu d'avoir été fait chaque année, se trouverait reporté à la dissolution de la société. Nous croyons d'ailleurs, qu'en pratique, cette hypothèse ne se présentera jamais. Les syndicats agricoles ne sont pas composés de spéculateurs et, s'il y en a parmi eux, ils ne prendront pas l'initiative de la constitution de sociétés de crédit. Au début, leur fonctionnement est excessivement pénible, l'amortissement de leurs frais de premier établissement doit être reporté sur plusieurs exercices. Pour réussir, elles ont à vaincre des préjugés enracinés à la campagne et elles ne fonctionneront qu'en procurant du crédit à un intérêt modique et dans un rayon peu étendu ; leurs bénéfices seront donc insignifiants et ils devront être employés d'abord à couvrir les frais d'administration et, quelquefois, malgré l'attention la plus vigilante, à combler des déficits résultant de mauvaises opérations, ou de l'immobilisation des capitaux empruntés. Enfin, avec toutes les précautions possibles, la réserve croît peu et ne tentera pas souvent les spéculateurs. Après trois ans d'exercice, la caisse rurale système Raiffeisen, la plus favorisée établie en France n'a pu réunir que 230 francs de

réserve (1), alors que tous les bénéfices, les frais d'administration payés, sont versés à la réserve. Cette caisse compte 176 membres. La dissolution donnerait à chacun des associés 1 fr. 87 c., ce qui fait comme bénéfice annuel 60 centimes : ce n'est pas là un gain capable de tenter beaucoup de spéculateurs.

La loi de 1894 n'arrête le prélèvement obligatoire destiné à constituer le fonds de réserve que lorsque celui-ci a atteint la moitié du capital social. Bien entendu, il n'y a là qu'une limite *minima* et nous avons soutenu que la réserve devait être amassée jusqu'à ce qu'elle suffise à former le capital nécessaire à satisfaire aux besoins des membres. Cette limite *minima* est en principe très facile à connaître, puisqu'à tout instant on sait quel est le montant du capital social. La difficulté se présente lorsqu'une société de crédit agricole fondée sans capital social se place sous le régime de la loi de 1894, comme nous en avons reconnu la possibilité. Il est bien certain d'abord qu'elle sera tenue de constituer un fonds de réserve, car la loi en fait à toutes les sociétés une obligation à laquelle elles ne peuvent se soustraire, mais, il faut décider qu'elle aura toute liberté pour fixer le chiffre auquel devra s'arrêter la réserve. « En ce cas, on sera en règle avec les statuts, a dit M. Méline, en constituant la réserve d'une façon équitable (2). » A la séance du 20 juin 1892 (3), un député, M. de Lanjuinais, fit remarquer que les sociétés de crédit agricole pou-

(1) Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières, mai 1897.

(2) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 868.

(3) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 867.

vaient se constituer sans capital social et que si on leur imposait la création d'une réserve égale à la moitié du capital, elle serait nulle puisque ce dernier n'existe pas. Aussi proposait-il un amendement tendant au remplacement des derniers mots du paragraphe 2 par ceux-ci : « Jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le maximum fixé par les statuts. » L'amendement fut repoussé sur les observations de M. Méline, président de la commission, qui fit observer que la plupart du temps les sociétés de crédit agricole se constitueraient avec un capital social et que, si l'on adoptait l'amendement de M. Lanjuinais, la réserve pourrait être fixée à un centième du capital ou à une proportion tellement faible qu'elle se réduirait à zéro. Il en résulte, selon les expressions de M. Méline, que lorsque la société se constitue sans capital social, elle devra simplement, sans être astreinte à aucun chiffre spécial, constituer une réserve « d'une manière équitable ». Il y aura simplement « un peu plus de marge et d'arbitraire » laissés à la société qui certes n'en abusera pas.

Le législateur de 1894 n'a pas réglé le mode d'emploi de la réserve ni par exemple, contraint les sociétés de crédit agricole, comme le font les statuts de certaines sociétés anonymes, à placer leur réserves en rentes sur l'Etat, en obligations de Crédit foncier, de départements, de villes, etc. Il est bon d'ailleurs de laisser sur ce point toute liberté à la société; elle pourra, par exemple, acquérir un immeuble pour la résidence sociale ou plutôt en faire un placement dans quelque entreprise locale; en ce cas elle en choisira un absolument solide et très facilement réalisable.

4° Après la constitution de la réserve, le surplus des prélèvements, si la société comme elle en a le droit

n'affecte pas tout à la réserve, pourra à la fin de chaque exercice être réparti entre les personnes à qui la caisse a fourni du crédit pendant cet exercice au « prorata des prélèvements faits sur leurs opérations (1). » (Article 3, § 3) Cette distribution n'a pas par conséquent le caractère d'un dividende. C'est plutôt un trop perçu qui est restitué en fin d'exercice, non aux sociétaires qui ont constitué le capital social, mais aux membres qui ont fait des opérations avec la caisse et pour chacun d'eux en proportion des commissions payées par lui. Ce mode de répartition est depuis longtemps en usage dans les sociétés coopératives. Plusieurs personnes l'ont blâmé. Le principe de la rétrocession d'une part des bénéfices aux sociétaires au prorata des affaires faites est, a-t-on dit, une conception antidémocratique qui favorise les gros clients au détriment des petits. Dans une société coopérative de crédit, on ne doit point non plus pousser, par l'appât d'un partage éventuel de bénéfices, à user du crédit quand il est inutile. Enfin, et c'est le seul reproche sérieux, l'application de ce principe donne lieu à des complications d'écritures que ne comportent pas de modestes institutions naissantes, comme le sont les sociétés de crédit agricole. A notre avis, le fait de rétrocéder une part des bénéfices aux sociétaires qui ont eu recours à la société, c'est-à-dire aux éléments actifs qui ont le plus grand besoin de crédit et pour

(1) Les sociétés pourraient donner à ce surplus des prélèvements tout autre emploi que pourraient indiquer les statuts, par exemple, l'assistance ou la création d'institutions d'utilité publique communales ou cantonales, sauf toutefois la répartition sous forme de dividende prohibée par l'article 3, § 3 *in fine*. Le texte emploie en effet l'expression *pourra*, ce qui indique une faculté dont les sociétés de crédit peuvent ne pas user. Nous verrons qu'elles feront bien, en pratique, de se conformer au désir de la loi.

lesquels les sociétés de crédit agricole sont créées est essentiellement démocratique. Démocratiser le crédit ce n'est pas seulement le mettre à la portée des travailleurs les plus modestes, mais c'est aussi l'accorder aux conditions les plus modérées. Or, le véritable moyen de faire bénéficier le cultivateur de l'intérêt le plus réduit est assurément de rétrocéder une part des bénéfices à ceux qui les ont procurés. Il n'existe pas de système plus équitable pour arriver à distribuer le crédit à son taux de revient et cette rétrocession est de l'essence même du principe coopératif. Il est appliqué dans les sociétés de consommation et il permet de réaliser ces bonis qui font la force de ces sociétés. Le partage de ces bénéfices, très certainement ne poussera pas les paysans à user du crédit quand il est inutile, car, lorsqu'on emprunte, il ne suffit pas de n'avoir à payer qu'un intérêt peu élevé, il faut encore pouvoir rembourser à l'échéance. D'autre part, ce principe n'est pas d'une application trop difficile, on le pratique dans les grandes banques populaires italiennes qui font chaque année plusieurs millions d'affaires ; en fait, il suffit d'ouvrir à chaque membre un compte courant dans lequel seront inscrites les opérations faites. Ce compte aura une colonne spéciale destinée à recevoir le montant des intérêts et commissions perçus. Chaque client recevra un carnet contenant la copie exacte de son compte et, à la fin de l'exercice, il suffira d'additionner la colonne des intérêts et commissions, d'en relever le total sur un état général contenant le nom des titulaires et les sommes payées pour faire d'après ces données une répartition proportionnelle. Enfin, et ceci suffit pour faire adopter ce système, c'est le seul qui permette de distribuer le crédit à son taux de revient. Le congrès

international des coopérateurs tenu à Milan en octobre 1894, en examinant le rôle de la coopération de crédit, a émis entre autres le vœu que le surplus des bénéfices annuels, après prélèvement de la part due à la réserve, soit attribué aux sociétaires qui pendant l'année ont contribué à la formation de ces bénéfices, en proportion de l'importance de leurs opérations. Le projet de loi sur les sociétés coopératives soumis depuis de bien longues années à l'élaboration du législateur français va beaucoup plus loin que la loi du 5 novembre 1894, puisqu'il n'accorde la faveur des immunités fiscales qu'aux sociétés qui répartiront les bénéfices annuels entre les sociétaires au prorata des sommes payées par eux à la société à titre d'intérêt, d'escompte ou de commission, après que défalcation aura été faite de l'intérêt à servir au capital qui ne peut dépasser cinq pour cent et des prélèvements prévus par la loi et par les statuts.

Il nous reste à examiner un point secondaire. Ainsi que nous le verrons en étudiant l'article 1^{er}, § 1^{er}, *in fine* de la loi de 1894, les sociétés de crédit agricole peuvent fournir du crédit à d'autres personnes qu'à leurs sociétaires pourvu qu'elles fassent partie du syndicat agricole dont la société de crédit est l'annexe. La question se pose de savoir si ces clients non sociétaires doivent participer à la rétrocession des bénéfices. La loi ne s'y oppose pas, l'article 3, § 3, parle des membres des syndicats, cette expression peut embrasser toutes les personnes avec lesquelles la société pourra entrer en relations. Cette solution nous paraît très acceptable. Les membres des syndicats non sociétaires ne sont admis à bénéficier des avantages de la société de crédit agricole que parce qu'on espère qu'ils en seront membres plus tard. Aussi, au lieu de leur

faire la distribution en espèces, on pourrait parfaitement l'affecter comme premier versement à la libération de parts sociales. Cela contribuerait à augmenter le nombre des sociétaires qui trouveraient, dans l'épargne réalisée sur leurs opérations, le germe de leur participation effective à l'œuvre commune.

V. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, les statuts doivent encore fixer :

a. — Le siège et l'administration de la société et par suite le mode de surveillance qui sera établi à l'égard des administrateurs.

b. — Le moyen d'apporter des modifications au pacte social.

c. — La durée de la société et les conditions de dissolution.

Nous réservons ces trois points pour l'étude du fonctionnement des sociétés de crédit agricole. Disons seulement de suite que sur ces points la plus grande liberté est accordée aux statuts, qui n'ont pas à respecter les dispositions prohibitives des titres I et II de la loi du 24 juillet 1867. La loi de 1894 a laissé les sociétés de crédit agricole juges du régime qui s'adaptera le mieux à leurs besoins et à leurs intérêts.

Nous devons en terminant mentionner que les statuts doivent également indiquer le « siège » de la société (article 2, § 1^{er}) et la dénomination qu'elle prendra. En pratique, le siège de la société est celui du syndicat dont elle est l'annexe. Les syndicats agricoles des arrondissements de Remiremont et d'Epinal par exemple, ayant leur siège dans ces deux villes, c'est également là que se trouve celui de la société de crédit. Certaines sociétés permettent au conseil d'administration de transporter ailleurs leur siège en

vertu d'une simple décision. Ce mode de procéder dispense de recourir en ce cas à une modification des statuts.

La société indique dans sa dénomination la nature de son objet qu'elle fait suivre du nom du syndicat ou des syndicats dont elle est issue, par exemple : Caisse de crédit du syndicat agricole de Belleville-sur-Saône ou une dénomination plus brève telle que : Société de crédit mutuel agricole de Remiremont ; Société de crédit du canton de Segré, ou plus simplement encore : Caisse agricole d'Epinal.

Sanction des formalités imposées par la loi pour la constitution des sociétés de crédit agricole. — L'article 6 de notre loi que nous étudierons avec l'administration des sociétés de crédit agricole établit trois sanctions des formalités imposées pour la constitution des caisses agricoles :

1° Cet article rend responsables civilement les administrateurs en cas de violation des statuts ou des dispositions de la loi du préjudice résultant de cette violation.

2° Il édicte contre eux une amende de 16 à 200 fr. pouvant être portée à 500 dans certains cas.

3° Enfin, le tribunal pourra, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution de la société.

A côté de ces sanctions déjà fort rigoureuses et suffisantes à notre avis pour assurer le respect des formalités imposées par la loi pour la constitution de nos sociétés, certains auteurs proposent d'ajouter celle prévue par l'article 41 de la loi du 24 juillet 1867, ce qui permettrait aux intéressés (1) de faire prononcer

(1) Cf. sur la portée de ce mot Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n° 781 et seq.

la nullité de la société constituée en violation des règles fixées par la loi de 1894.

Cette interprétation doit être repoussée, car cet article n'est applicable qu'aux sociétés par actions.

CHAPITRE IV

Formalités de publicité

Toutes les sociétés commerciales autres que les associations en participation sont soumises à des formalités de publicité destinées à faire connaître au public leur existence et les clauses principales de l'acte de société pouvant l'intéresser, car il va avoir avec cette nouvelle personne morale des rapports continuels et souvent beaucoup plus importants qu'avec un commerçant ordinaire. Organisées par les articles 42 et 46 du Code de commerce, ces formalités de publicité furent modifiées par le titre iv de la loi du 24 juillet 1867 (articles 55 à 65) dans un but de simplification et d'unification.

Ces formalités de publicité sont au nombre de deux :

1^o Dans le mois de la constitution de la société, un double de l'acte constitutif s'il est sous seings privés ou une expédition s'il est notarié est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société (article 55). Ce dépôt entraîne la perception de droits de greffe et d'enregistrement. Lorsque la société est par actions, l'article 55, § 2, prescrit d'annexer à l'acte de société déposé aux greffes certaines pièces constatant que les conditions exigées pour la constitution de la société ont été remplies. De plus, lorsque la société est anonyme, on doit y joindre une liste nominative des souscripteurs d'actions (article 55, dernier alinéa).

2° Dans le même délai, un extrait de l'acte de société mentionnant les clauses principales pouvant intéresser les tiers doit être publié dans un journal d'annonces légales (article 56), dont un exemplaire est visé et enregistré au droit fixe.

Telle est la publicité requise pour toute société de commerce lors de sa constitution et que l'on peut qualifier de *publicité à l'origine de la société*.

À côté de cette publicité, les sociétés par actions, à raison de l'importance de leurs affaires et du personnel essentiellement variable qui les composent, sont soumises à des formalités de *publicité permanente* pendant leur durée et édictées dans les articles 63 et 64.

Enfin, conformément à l'article 61, les actes et délibérations des associés modifiant les statuts doivent être publiés : c'est la *publicité des modifications apportées aux statuts*. On s'entend d'ordinaire pour décider : *a)* que tout acte apportant une modification quelconque aux statuts doit être déposé aux greffes ; *b)* que la publication par voie d'extrait dans les journaux est nécessaire non seulement pour les modifications énoncées dans l'article 61, mais encore pour celles prévues par l'article 57.

Signalons enfin que, par un oubli extraordinaire du législateur, le dépôt aux greffes a très peu d'utilité lorsque la société est par intérêts, puisqu'il n'est pas prescrit aux greffiers de communiquer au public les actes déposés. D'autre part, la publication dans un journal d'annonces légales est considérée comme insuffisante et ne rendant aucun service.

La loi du 5 novembre 1894 a soumis les sociétés de crédit agricole aux formalités de publicité suivantes énoncées dans son article 5.

1^e Tout d'abord, en ce qui concerne *la publicité à l'origine de la société*, la loi nouvelle ne fixe pas comme celle de 1867 un délai après la constitution de la société pour opérer cette publicité. Toutefois, la loi oblige les administrateurs à effectuer les formalités de publicité en interdisant à la société toute opération avant que ces formalités ne soient remplies. Ce système nous semble préférable à celui du droit commun car les personnes traitant avec une société commerciale ordinaire, dans le mois suivant sa constitution et avant l'exécution des formalités de publicité, pourront voir prononcer la dissolution de la société et être exposées par suite à divers ennuis, tandis qu'en présence du texte de la loi nouvelle personne ne traitera avec une société de crédit agricole avant qu'elle n'ait rempli les exigences de l'article 5. Ce texte dispense les sociétés nouvelles de l'insertion dans un journal d'annonces légales de tout extrait pouvant mentionner les clauses principales de l'acte de société. En fait, les statuts sont publiés par les bulletins agricoles qui existent partout, et sont portés ainsi à la connaissance des intéressés. Le dépôt en double exemplaire des statuts est maintenu, mais le directeur ou l'administrateur de la société fait ce double dépôt au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal. L'article 59 de la loi du 24 juillet 1867 aurait exigé au contraire, au cas où la société aurait eu plusieurs agences, que le dépôt fût effectué dans chacun des arrondissements où se trouvent les agences : il y a donc là une simplification bien certaine. Aux statuts rédigés en double exemplaire doit être jointe également en double « la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires indiquant leurs noms, professions, domi-

cile et le montant de chaque souscription. » Les statuts feront connaître au public le fonctionnement de la société et la liste dont il vient d'être parlé lui permettra de se renseigner sur le capital de la société, l'honorabilité des administrateurs et le crédit qu'il est possible de leur accorder ainsi qu'aux sociétaires. Le greffier de la justice de paix devra délivrer un récépissé constatant ce dépôt.

L'article 3, § 3, ajoute « qu'un des exemplaires des statuts et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement (1) ». Ce paragraphe opère encore une simplification car, de droit commun, le dépôt au greffe du tribunal de commerce est effectué par la société, tandis que la loi en charge le juge de paix dans les sociétés nouvelles. On a dit qu'elle avait sans doute considéré qu'il s'agissait là d'une mesure d'ordre public, d'intérêt général. Il serait à notre avis plus juste de dire que le législateur de 1894 n'a pas voulu imposer un déplacement coûteux aux cultivateurs qui voulaient organiser des sociétés de crédit et qu'il a en conséquence chargé le juge de paix du dépôt au greffe du tribunal de commerce. Cette solution nous semble fort critiquable. Le dépôt au greffe du tribunal de commerce, en effet, est effectué par le juge de paix et en son nom. La société ne pourrait donc pas être rendue responsable au cas où le juge de paix omettrait d'opérer ce dépôt, ou l'opérerait d'une façon incomplète; mais alors la responsabilité du juge de paix serait engagée et, précisément, il nous semble fort critiquable d'engager en cette circons-

(1) A défaut de tribunal de commerce dans l'arrondissement, c'est le tribunal civil investi de la juridiction commerciale dans ce ressort qui lui est substitué.

tance, c'est-à-dire bien en dehors de la mission qu'il doit remplir, la responsabilité d'un magistrat. Bien que la loi soit muette à cet égard, il nous paraît évident que le juge de paix pourra exiger du greffier du tribunal de commerce récépissé de son dépôt; cela est au reste conforme au droit commun et admis par une circulaire du directeur de l'Enregistrement sur laquelle nous insisterons plus loin.

2° A côté de cette *publicité établie à l'origine de la société*, la loi du 5 novembre 1894 impose aux sociétés de crédit agricole une *publicité périodique* aux termes de l'article 5, § 4 : « Chaque année dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur déposera, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce. » Cette publicité périodique doit être opérée dans la première quinzaine de février car, en qualité de société commerciale, la société de crédit agricole a établi peu de temps auparavant son inventaire annuel. Cette publicité prévue par l'article 5, § 4, est surtout utile lorsque la société de crédit a adopté la forme à capital variable, conformément à l'article premier, § 5, ce qui est la forme normale de ces sociétés. Dans le cas contraire, en effet, puisque ce sont des sociétés de personnes, elles sont dissoutes, sauf clause contraire des statuts, par tout changement opéré dans la composition des associés et alors il semble inutile de déposer chaque année une liste de membres qui sera identique à celle déposée l'année précédente. D'autre

part, cette publicité qui n'est pas sans causer des dérangements périodiques à ces petites sociétés de cultivateurs et qui oblige à exposer au grand jour la situation de la société a rencontré des adversaires et le congrès des syndicats agricoles tenu à Angers à la fin du mois de mai 1895 réclamait la suppression de l'article 5, § 4 (1). Le vœu du congrès d'Angers ne nous semble nullement justifié. Le dépôt prévu par le paragraphe que nous venons de citer se justifie, comme ceux imposés par les paragraphes précédents, par l'intérêt des tiers. Fait immédiatement après l'inventaire annuel, ce dépôt dérange bien peu l'administrateur de la caisse et, nous le verrons en étudiant la circulaire du directeur de l'enregistrement, coûte fort peu à la société ; de plus, et ceci suffit amplement à le justifier, il permet aux tiers qui voudraient confier des fonds ou faire des opérations quelconques avec la société de crédit agricole, de se renseigner très rapidement sur l'honorabilité et la solvabilité des associés et sur les résultats de l'administration de la caisse pendant la dernière année de sa gestion.

3° L'article 5 ne s'occupe pas de la publicité à donner aux modifications apportées aux statuts ; nous déciderons donc *mutatis mutandis*, conformément à l'article 61 de la loi du 24 juillet 1867, que les actes et délibérations des associés modifiant les statuts devront être publiés dans les formes prescrites par l'article 5, §§ 2 et 3 de la loi de 1894. Nous dirons donc, en interprétant l'article 61 comme il l'est généralement, c'est-à-dire d'une façon extensive, que tout acte apportant une modification quelconque aux statuts doit être

(1) Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée, numéro, d'août 1895, page 1.

déposé en double exemplaire au greffe de la justice de paix. Les statuts devant être déposés en entier pour que les intéressés puissent en prendre connaissance, il est naturel que ce dépôt soit complet et il n'y serait pas si les actes modificatifs quelconques n'étaient pas déposés pour être joints aux statuts. Il ne saurait être question ici, comme au cas de modifications apportées aux statuts des sociétés commerciales ordinaires, de publications par voie d'extraits dans les journaux d'annonces légales. La loi de 1894, en effet, n'impose aucune publicité dans les journaux pour la constitution des sociétés de crédit agricole et *a fortiori* pour les modifications qu'elles peuvent subir pendant leur existence.

Dans le texte voté par la Chambre des députés, le dépôt des statuts et des opérations annuelles était fait à la mairie et le maire devait en transmettre un double à la sous-préfecture. M. Etcheverry, lors de la discussion à la Chambre (1), critiqua cette ingérence administrative. La commission sénatoriale se rangea à cet avis et on revint à un dépôt des statuts opéré, conformément au droit commun, aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce. Toutefois, le dépôt à la mairie pouvait se justifier parce que la société de crédit agricole est une annexe du syndicat dont les statuts sont déjà déposés à la mairie, mais il se justifiait surtout dans la proposition de loi telle qu'elle fut votée à la Chambre et d'après laquelle c'était le syndicat lui-même qui se transformait en société de crédit.

Telles sont les formalités de publicité prescrites aux

(3) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 871.

sociétés de crédit agricole. Certains auteurs prétendent qu'elles ne sont point suffisantes, et ils soutiennent qu'aux statuts déposés aux greffes doit être annexée une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart du capital souscrit.

En effet, l'article 5 exige que l'on publie les statuts avec la « liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs noms, professions, domicile et le montant de chaque souscription. » Or, dit-on, cette publication n'est pas complète, elle n'est point suffisante pour renseigner les tiers et l'article 5 doit être rapproché de l'article 1^{er}, § 4, qui décide que la société ne pourra être constituée qu'après le versement du quart du capital souscrit. Ce que les sociétaires et les tiers ont le plus grand intérêt à savoir, c'est si la société est constituée, c'est si le quart du capital souscrit a été versé et l'étude des pièces déposées ne les renseigne pas à cet égard. La logique et l'intérêt des tiers commandent donc d'ajouter aux pièces déposées aux greffes un acte établissant que le quart du capital souscrit a été versé et que la société est dès lors constituée. Cet acte devra naturellement, puisque l'article 55, § 2, 1^o, de la loi de 1867 n'a pas été abrogé expressément ou tacitement, être conforme aux dispositions de ce texte et l'on doit en conséquence décider qu'au double des statuts déposés aux greffes doit être annexée une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart. Nous ne pouvons admettre cette théorie en présence de l'opinion que nous avons adoptée sur l'application de la loi de 1867 en notre matière. On ne peut, en effet, appliquer aux sociétés de crédit agricole les dispositions

de l'article 55, § 2, 1^o qui est ainsi conçu : « A l'acte constitutif des sociétés en commandite par actions et des sociétés anonymes sont annexées : 1^o une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart ; 2^o.... » Il s'agit, dans ce texte, de sociétés par actions, soit en commandite, soit anonymes, et nous avons décidé que nos sociétés étaient des sociétés par intérêts. Leur étendre cet article est de plus singulièrement abusif en présence de l'article 5 qui semble bien vouloir résoudre toutes les questions relatives à la publicité des sociétés de crédit : « Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont *remplacées* par les dispositions suivantes », et qui très certainement ayant prévu dans son paragraphe 2 les pièces à déposer afin que la publicité soit complète et effective, n'a point exigé d'acte notarié (1) constatant la souscription du capital social et le versement du quart. L'intérêt des tiers est sans doute de savoir si le capital social est souscrit et s'il en a été versé le quart, mais il ne faut pas exagérer les inconvénients de leur situation car, tout d'abord, les pièces déposées aux greffes leur indiqueront, conformément à l'article 5, § 2, le montant des souscriptions, fait qui prouve bien que l'attention du législateur a dû être attirée sur les exigences de l'article 55, § 2, de la loi de 1867 et qu'il n'a pas entendu exiger d'acte notarié. Enfin, la loi de 1894 a, nous l'avons vu, établi une publicité aussi rigoureuse que celle de la loi de 1867

(1) Il est à présumer d'ailleurs que si le législateur de 1894 avait exigé le dépôt d'un acte semblable, il n'eût point imposé aux sociétés l'exigence d'un acte notarié, car la présence du notaire ne garantit pas d'une manière bien certaine la souscription du capital social et le versement du quart.

et même plus sévère sur certains points, puisqu'elle exige le dépôt des statuts avant toute opération et impose une publicité périodique. L'attention du législateur a été appelée sur les dispositions de l'article 55 de la loi de 1867 puisqu'il n'exige pas un acte notarié pour constater les souscriptions ainsi que le prouve l'article 5 § 2 (1), il serait bizarre qu'il en ait imposé un pour constater les versements. Si les administrateurs ou fondateurs, contrairement à l'article 1^{er}, § 4, commencent les opérations au nom de la société avant sa constitution qui n'est définitive qu'après le versement du quart du capital souscrit, celle-ci, en tant que personne morale, ne pourra être tenue, mais les tiers pourront avoir recours, conformément au droit commun, contre ceux avec qui ils ont traité.

Ajoutons enfin que notre interprétation est conforme à l'intention du législateur, telle qu'elle résulte manifestement des travaux préparatoires. M. Labiche, rapporteur au Sénat, écrit : « En ce qui concerne les conditions de publicité, nous avons cherché à les rendre aussi simples que possible (2). » M. Mir, rapporteur à la Chambre, avait dit auparavant dans la séance du 20 juin 1892 : « La rédaction des statuts et leur dépôt à la mairie (au greffe de la justice de paix d'après le texte voté), voilà les seules formalités que nous exigeons des sociétés nouvelles. » Il ne s'agit donc pas des formalités longues et coûteuses prévues par les articles 55 et suivants de la loi 1867.

L'article 5, § 5, dispose que : « Les documents

(1) « Avant toute opération les statuts avec la liste complète... des sociétaires indiquant... le montant de chaque souscription... seront déposés... »

(2) Rapport de M. Labiche. *Journal officiel* du 28 mai 1894. Sénat. Documents parlementaires, page 88.

déposés aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant (1). Les autres dispositions de l'article 63 de la loi de 1867, établies uniquement pour les sociétés par actions, ne doivent pas être étendues à notre matière. En conséquence, on doit décider que les greffiers ne sont pas tenus, conformément à l'article 63 précité, de délivrer une expédition ou un extrait des pièces déposées. De même, l'article 63, § 2, qui autorise toute personne à exiger au siège de la société une copie certifiée des statuts et le paragraphe 3 qui prescrit l'affichage d'une manière apparente dans les bureaux de la société des pièces déposées, sont inapplicables aux sociétés de crédit agricole. En pratique, elles se conforment à ces deux dispositions.

Les prescriptions relatives à la publicité des sociétés de crédit agricole ont soulevé, en ce qui concerne les droits de timbre et d'enregistrement, plusieurs questions résolues par les ministres des finances et de la justice les 27 juillet et 19 août 1895. Ces solutions sont renfermées dans une instruction de la direction générale de l'enregistrement (instruction réglementaire n° 2889) en date du 5 octobre 1895, que nous devons analyser.

1° On s'est demandé tout d'abord si les greffiers devaient, conformément au principe établi par l'article 43 de la loi du 22 frimaire an VII, dresser acte des dépôts qui leur seraient faits conformément à la loi de 1894. Il a été admis que les greffiers des justices de paix et des tribunaux de commerce étaient d'une manière générale et absolue dispensés de dresser acte des dépôts qui leur étaient faits en exécution de l'ar-

(1) Cette communication a lieu sans frais.

ticle 5. Tout d'abord, a-t-on dit, « le dépôt qui doit être fait au greffe du tribunal de commerce par le juge de paix et non par les sociétés elles-mêmes revêt le caractère d'une mesure administrative et d'ordre public, ce qui permet d'écarter l'application de l'article 43 de la loi de frimaire. » « En ce qui concerne le dépôt des statuts aux greffes des justices de paix, on a considéré qu'il devait, selon les termes de la loi, en être donné récépissé et que cette prescription est exclusive de l'obligation de dresser acte, ainsi qu'une décision ministérielle l'a déjà reconnu pour le cas analogue où il s'agit du dépôt de leurs titres fait contre récépissé au greffe du tribunal de commerce par les créanciers d'un failli. (Instruction réglementaire, n° 420, § 2). » « Pour les dépôts périodiques à effectuer par les sociétés au greffe de la justice de paix, la loi de 1894 n'a pas, il est vrai, prévu formellement la délivrance d'un récépissé, mais il est évident que l'omission était purement accidentelle ; ils pourront être constatés de cette façon et il s'ensuit que pour cette catégorie de dépôts comme pour la première le greffier n'est pas tenu de dresser acte. »

2° La circulaire du 5 octobre 1895 a résolu également dans un sens très libéral la question de savoir si les récépissés délivrés par les greffiers constituent des actes de greffe sujets à l'enregistrement dans un délai déterminé. Elle a décidé, continuant à assimiler ces récépissés à ceux délivrés aux créanciers par les greffiers des tribunaux en matière de faillite, qu'ils ne constituaient pas des actes de greffe à proprement parler et qu'en conséquence, ils n'étaient pas sujets à la formalité de l'enregistrement dans un délai déterminé. Toutefois la circulaire déclare que les récépissés ne sauraient être considérés comme de simples

écritures privées passibles du droit de timbre de 10 centimes établi par l'article 18 de la loi du 23 août 1871, mais qu'ils sont soumis au timbre de dimension en conformité de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII.

3^o La circulaire se prononce enfin sur le point de savoir si les actes et documents déposés doivent être rédigés sur papier timbré et elle décide que les pièces à déposer sont exemptes de timbre, à moins qu'elles ne soient établies sous la forme d'actes réguliers tels que les expéditions délivrées par les notaires. La loi de 1894 en effet n'a point entendu parler de dépôt d'actes réguliers, elle ne parle que d'exemplaires ; or, lorsque le législateur veut parler d'actes réguliers, il emploie des termes précis comme par exemple dans l'article 55 de la loi de 24 juillet 1867 qui prescrit aux sociétés de déposer un *double de l'acte* constitutif s'il est sous seing privé ou *une expédition* s'il est notarié. Telles sont les dispositions très libérales de la circulaire du 5 octobre 1895 qui sait s'inspirer de l'intention qu'a eue le législateur de favoriser les sociétés de crédit agricole. Certains auteurs ont contesté les solutions qu'elle adopte et surtout l'assimilation qu'elle établit entre le dépôt aux greffes des statuts des sociétés et celui des titres des créanciers d'un failli. Sans entrer dans les détails de la controverse, il nous semble que l'assimilation est très légitime en présence du mot *récépissé* employé par l'article 5, § 1^{er}.

Sanction des formalités de publicité. — La loi du 5 novembre 1894 ayant, ainsi que nous l'avons indiqué, exigé l'accomplissement des formalités de publicité *avant toute opération*, on doit en déduire que ce n'est qu'au moment où ces formalités sont

remplies que la société a pleine capacité pour agir. En conséquence, les administrateurs ne pourraient obliger la société avant cette date et les tiers pourraient très certainement demander la nullité d'engagements qu'ils auraient cru contracter envers elle, puisque toute opération est impossible avant l'accomplissement des formalités de publicité.

L'article 56, § 3, de la loi du 24 juillet 1867, ne peut être applicable, car il suppose que la société existe, mais que l'acte social n'a point été publié dans le mois de la constitution de la société et, en ce cas, il prononce sa nullité (1).

En ce qui concerne le dépôt fait au greffe du tribunal de commerce par le juge de paix, s'il n'est pas effectué, cela ne peut entraîner la nullité de la société, car ce magistrat n'agit pas au nom de la caisse agricole.

Quant aux dépôts périodiques à effectuer dans la première quinzaine de février, on ne saurait en leur absence prononcer la nullité de la société, car ils sont très secondaires.

De plus, on ne peut en ce cas, pas plus que pour le dépôt fait par le juge de paix, invoquer aucun texte prononçant la nullité, car l'article 56, § 3, de la loi de 1867 ne peut être appliqué par analogie à d'autres cas que ceux qu'il prévoit.

Enfin, conformément au droit commun, les modifications aux statuts non publiées sont nulles, c'est-à-dire que les intéressés peuvent les faire considérer comme non avenues.

Le défaut de publicité des modifications apportées à

(1) Cf. sur la nature de cette nullité : Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n^{os} 226 à 229.

l'acte de société n'a aucun effet relativement à cet acte lui-même.

Ajoutons que l'article 6 qui établit une sanction générale à la responsabilité des administrateurs s'applique très certainement au cas où les conditions de publicité prescrites ne sont point observées.

CHAPITRE V

Règles spéciales aux sociétés de crédit agricole à capital variable

De droit commun, le capital des sociétés commerciales est fixe et toute augmentation ou diminution de capital doit être publiée pour être opposable aux tiers. La loi du 24 juillet 1867 dans son titre III a permis l'établissement dans les sociétés d'un capital social essentiellement variable pouvant être augmenté par des versements d'associés anciens et nouveaux et pouvant être diminué par la reprise totale ou partielle des apports effectués, sans que ces augmentations ou diminutions aient besoin d'être publiées (articles 48, 52 et 62 de la loi du 24 juillet 1867). La variabilité du capital n'est pas une forme de société particulière, mais simplement une modalité pouvant s'appliquer à toutes les formes de sociétés organisées par notre législation. La loi du 5 novembre 1894 créant un type nouveau de sociétés, la variabilité du capital devait pouvoir, conformément au droit commun, constituer une modalité de ces sociétés sans qu'il soit besoin d'un texte formel. Pour éviter toute difficulté, la loi le dit expressément dans l'article 1^{er}, § 5, qui fut ajouté entre la première et la deuxième délibération au Sénat et adopté sans discussion. La première partie de ce paragraphe n'était donc pas nécessaire ; il n'était pas besoin d'un texte exprès pour autoriser les sociétés nouvelles de crédit agricole à bénéficier

du titre III de la loi de 1867. Toutefois, outre que le législateur voulait édicter une particularité au cas de variabilité du capital, il était bon d'appeler l'attention des promoteurs des sociétés de crédit agricole sur cette modalité possible. Et de fait, c'est là la forme la plus pratique, pour ne pas dire la seule pratique que doivent revêtir les sociétés de crédit agricole (1). C'est à la coopération, nous l'avons dit dès le début de cette étude, qu'il faut recourir pour organiser d'une façon avantageuse les caisses de crédit : or, les sociétés à capital variable, ce sont les sociétés coopératives et le but du titre III de la loi de 1867 a été de soustraire les sociétés coopératives aux entraves empêchant leur développement. Les sociétés de crédit agricole sont exposées à chaque instant, si elles veulent rendre des services sérieux, à des variations, soit dans le capital social, soit dans le nombre des membres, par suite de l'introduction de sociétaires nouveaux (2) ou de la retraite d'anciens sociétaires (3), or, c'est là le trait caractéristique des sociétés coopératives qualifiées par la loi de 1867 sociétés à capital variable, et par cer-

(1) Toutes les sociétés de crédit agricole placées sous le régime de la loi de 1894 ont admis cette modalité.

(2) En pratique, celui qui désire être associé fait sa demande par écrit en indiquant ses nom, prénoms, profession, domicile et le nombre de parts pour lequel il s'inscrit. Les admissions sont prononcées par le conseil d'administration qui n'est pas tenu de motiver ses décisions. La personne non admise peut faire appel devant l'assemblée générale de la décision qui lui refuse l'entrée de la société. (Remiremont, articles 11 et 12. Epinal, articles 14 et 15.)

(3) En pratique, plusieurs sociétés de crédit agricole se montrent fort rigoureuses pour leurs membres qui veulent se retirer ou dont l'exclusion est prononcée. Les statuts de la caisse de Remiremont (article 14) décident que le sociétaire démissionnaire ou exclu perd tout droit au remboursement des versements effectués par lui sur ses parts sociales et au fonds de réserve. *Sic.* Epinal, article 17, en ce qui concerne les sociétaires exclus.

tains interprètes, sociétés à capital et à personnel variables.

Sans doute, d'après la loi du 3 novembre 1894, quand quelques membres d'un ou de plusieurs syndicats ont fondé une société de crédit, ils communiquent à tous les membres des syndicats auxquels ils appartiennent la faculté de se servir de cette société de crédit, quoique ces membres n'aient pas pris de parts dans la société (la solution est d'ailleurs controversée); toutefois, en pratique, peu de caisses ont usé de cette faculté et il nous semble qu'il est préférable d'intéresser tous ceux qui ont besoin de crédit à la prospérité de la société de crédit agricole : c'est pour cela que la variabilité du capital et du personnel s'impose.

D'autre part, au point de vue de la dissolution de la société, la forme à capital variable offre de très grands avantages : le personnel de la société de crédit agricole est appelé à varier incessamment, or, de droit commun, en l'absence de clause contraire, les sociétés par intérêts sont dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, mais l'article 54 de la loi du 24 juillet 1867 écarte ces causes de dissolution, lorsque la société par intérêts est à capital variable.

La variabilité du capital étant la forme la plus avantageuse pour les sociétés de crédit agricole et toutes les sociétés françaises l'ayant admise, il est essentiel de connaître les effets de cette clause particulière.

Les dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867 forment le droit commun régissant toutes les sociétés par intérêts ou par actions qui prennent la forme à capital variable. Il en résulte que ces dispositions seront applicables, sauf dérogation expresse ou

tacite, aux sociétés de crédit agricole créées conformément à la loi de 1894, qui voudront adopter cette modalité.

Nous trouvons une dérogation expresse dans l'article 1^{er}, § 5 *in fine*, de la loi de 1894 qui vient modifier l'article 51 de la loi de 1867. Cet article 51, dans l'intérêt des tiers, refuse aux associés la faculté de se retirer jusqu'à l'épuisement complet du capital social. Les statuts doivent déterminer une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit et cette somme ne peut dépasser le dixième du capital social, c'est-à-dire du capital primitif. La loi de 1894 traite plus sévèrement et avec raison, dans l'intérêt des tiers, les sociétés qu'elle crée, à cause de leur caractère de société de crédit. Elle décide (article 1^{er}, § 5 *in fine*) que « le capital ne pourra être réduit par les reprises des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation. » La question peut être vivement controversée de savoir ce que le législateur a entendu par ces mots « capital de fondation. » On pourrait soutenir avec vraisemblance qu'il s'agit du capital social, du capital souscrit par les sociétaires lors de la constitution de la société et on pourrait argumenter de ce qu'en 1894 le législateur aurait eu l'intention, en édictant cette disposition, de restreindre les droits des caisses agricoles à raison de leur caractère de sociétés de crédit.

Les documents parlementaires tendraient plutôt à faire croire que l'expression « capital de fondation » signifie le quart du capital souscrit dont le versement est nécessaire d'après l'article 1^{er}, § 4, pour que la société puisse être constituée. Cette interprétation admet également la modification dans un sens restrictif de l'article 51, § 2. Lors de la première délibé-

ration au Sénat, M. Grivart proposa en effet une disposition complémentaire à l'article 2, ainsi conçue (1) : « Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par des reprises des apports des sociétaires sortants ; cette somme ne pourra être inférieure au quart du capital social. » L'examen de cette disposition fut renvoyé à la deuxième délibération, pour permettre à la commission de formuler son avis. Cette disposition ne pouvait viser que les sociétés de crédit agricole adoptant la modalité de la variabilité du capital ; il était nécessaire de le dire, car de droit commun le capital des sociétés commerciales est fixe : telle est l'origine du début de l'article 1^{er}, § 5, qui semble une superfluité. Le paragraphe 5 tel qu'il a été promulgué fut voté lors de la deuxième délibération au Sénat, le 21 mai 1894, et par la Chambre des députés, sans provoquer aucune discussion. On peut en conjecturer que la modification que la commission sénatoriale a fait subir à l'amendement Grivart n'a dû porter que sur la forme et non sur le fond. Or, M. Grivart parlait du quart du capital souscrit, quart qui doit être versé pour la constitution de la société. C'est vraisemblablement ce quart que la commission sénatoriale a appelé capital de fondation ; si elle avait voulu parler du capital social ou du capital souscrit par les sociétaires, elle aurait préféré employer l'une de ces expressions. De plus, l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867 peut fournir un argument d'analogie pour fortifier cette opinion. Cet article décide dans son troisième alinea que la société ne sera définitivement constituée

(1) *Journal officiel* du 28 avril 1894. Sénat. Débats parlementaires, page 298.

qu'après le versement du dixième (1) du capital social. Or, c'est précisément à ce dixième que la loi autorise la réduction possible du capital de la société par les reprises des apports. Tout porte à croire, et la place assignée à l'amendement Grivart par la commission sénatoriale le laisse supposer, qu'on n'a voulu en 1894, puisqu'on ne permettait la constitution de la société qu'après le versement du quart du capital souscrit, autoriser que jusqu'à cette limite la réduction du capital par la reprise des apports, car, sans cette disposition, l'article 51, § 2, formant le droit commun des sociétés à capital variable, aurait été applicable.

On pourrait peut-être soutenir aussi que les mots « capital de fondation » signifient le capital versé lors de la fondation de la société, capital variable suivant chaque hypothèse et ayant pour minimum le quart du capital souscrit et pour maximum le capital souscrit lui-même. Cette solution reposant sur le sens grammatical des mots nous semble, en l'absence d'intention nettement exprimée dans les travaux préparatoires, aussi acceptable que la précédente.

L'article 1^{er}, § 5, de la loi de 1894 étant le seul texte relatif aux sociétés de crédit agricole adoptant la forme à capital variable, il semblerait juste d'admettre que toutes les règles contenues dans le titre III de la loi de 1867 non modifiées par ce paragraphe 5 sont applicables aux sociétés de crédit agricole à capital variable. Cette solution qui pourrait paraître au premier abord inébranlable et conforme à l'adage *exceptio est strictissimæ interpretationis*, ne nous

(1) La question est discutée de savoir si cette disposition a été modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, article 1^{er}.

semble pas admissible à raison de cet autre principe : *specialia generalibus derogant*. En effet, le titre III de la loi de 1867 pose des dispositions générales applicables à toutes les sociétés à capital variable et la loi du 5 novembre 1894, loi spéciale, créant un type nouveau de sociétés, les sociétés de crédit agricole, leur impose des règles que toutes doivent respecter en premier lieu si elles veulent profiter du bénéfice de la loi nouvelle. Les règles auxquelles nous faisons allusion sont édictées dans le paragraphe 4 des articles 1^{er} et 2.

Ces deux paragraphes de la loi de 1894 édictent des règles que doivent suivre toutes les sociétés de crédit agricole et qui constitueront des différences entre les sociétés à capital variable ordinaires et les sociétés de crédit agricole, lorsqu'elles adopteront cette modalité. Tout d'abord, l'article 1^{er}, § 4 de la loi de 1894 décide, ainsi que nous l'avons vu, que la société de crédit ne pourra être constituée qu'après le versement du quart du capital souscrit. Nous croyons qu'une société de crédit agricole à capital variable devra, lors de sa constitution, se conformer à cette disposition qui n'admet aucune distinction, tandis que l'article 51, § 3 de la loi du 24 juillet 1867, n'exige pour la constitution des sociétés à capital variable ordinaires que le versement du dixième du capital souscrit (1).

D'autre part, l'article 2, § 4, déclare que les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie. Cet article a modifié, nous l'avons vu, la proposition Méline telle

(1) Toutes les sociétés de crédit agricole à capital variable ont admis cette interprétation. Remiremont (article 7) exige le versement de la moitié. Belleville-sur-Saône (article 7).

qu'elle avait été votée par la Chambre des députés, elle portait que la responsabilité des sociétaires cessait deux ans après leur sortie du syndicat. Il y a là également à notre avis une règle générale aux sociétés de crédit agricole qui doit l'emporter sur la disposition de l'article 52, § 3, de la loi du 24 juillet 1867 qui déclare tenus les sociétaires pendant cinq ans après leur départ des obligations existant à ce moment (1).

Telles sont, à notre avis, les seules différences séparant les sociétés de crédit agricole à capital variable des autres sociétés adoptant cette modalité. Toutefois, et ceci est absolument certain en présence de l'article 1^{er}, § 3 *initio*, de la loi de 1894 qui prohibe l'émission d'actions, toutes les dispositions contenues dans le titre III de la loi du 24 juillet 1867 spéciales aux sociétés par actions à capital variable sont inapplicables aux sociétés de crédit agricole à capital variable : telles sont les règles posées par les articles 49 et 50. La solution est certaine en ce qui concerne l'article 50 qui s'applique exclusivement aux sociétés par actions. L'article 49 qui semble conçu en termes généraux ne s'applique également qu'à ces sociétés, d'après l'opinion généralement admise qui invoque en sa faveur les travaux préparatoires de la loi de 1867 (2). Il en résulte plusieurs conséquences importantes : aucun maximum n'est fixé pour le capital social ni pour les augmentations que pourra subir ce capital et d'autre part, aucun minimum n'est

(1) C'est également l'interprétation admise par les sociétés de crédit agricole. Belleville-sur-Saône, article 14, § 2. Remiremont, article 14, § 1^{er}.

(2) Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n° 1047.

établi en ce qui concerne le montant des parts d'intérêts.

Ces exceptions mises à part, les dispositions communes à toutes les sociétés à capital variable sont applicables aux sociétés de crédit agricole à capital variable.

Tout d'abord, il faut une stipulation expresse des statuts pour que cette modalité soit possible (articles 48 *initio* de la loi de 1867 et 1^{er}, § 5 *initio*, de la loi de 1894.)

D'autre part, les variations de capital provenant de versements d'anciens sociétaires ou de sociétaires nouveaux, de retraites (article 52, § 1^{er}) ou d'exclusions (article 52, § 2) de sociétaires sont opposables aux tiers, sans qu'il soit nécessaire de les publier et ne modifient pas la société. Toutefois, il nous semble nécessaire de faire remarquer que l'article 62 de la loi du 24 juillet 1867 doit être combiné avec l'article 5 de la loi de 1894, et on doit décider, en conséquence, que lorsqu'un associé gérant ou administrateur se retire et perd cette qualité avec celle d'associé, le directeur ou l'administrateur de la société doit faire le dépôt prévu par l'article 5, § 4, de la loi de 1894.

Enfin et c'est ici un avantage incontestable pour les sociétés de crédit agricole à capital variable, parce que leur personnel est appelé à changer continuellement, l'article 54 de la loi de 1867 leur sera applicable. Les sociétés de crédit agricole sont des sociétés par intérêts : or, ces sociétés sont dissoutes, sauf une clause contraire dans les statuts, par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés (articles 1865 à 1868 Code civil). D'après l'article 54 de la loi de 1867, ces modes de dissolution ne

frappent pas les sociétés par intérêts à capital variable. Il en sera de même des sociétés de crédit agricole à capital variable. Nous devons également mentionner les dispositions de l'article 64, §§ 2 et 3, de la loi de 1867 qui imposent à toute société à capital variable, et, par conséquent, aux sociétés de crédit agricole qui ont adopté cette modalité, l'obligation de faire suivre immédiatement le nom de la société de ces mots en toutes lettres : *Société à capital variable*, dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents imprimés ou autographiés émanés de la société. Toute contravention à cette disposition est punie d'une amende de 50 à 1,000 francs. Cette disposition ne s'applique pas aux documents écrits à la main.

Telles sont les ressemblances et les différences notables entre les sociétés de crédit agricole à capital variable et les autres sociétés par intérêts à capital variable réglementées par le titre III de la loi du 24 juillet 1867.

TROISIÈME PARTIE

Fonctionnement des Sociétés de crédit agricole

CHAPITRE PREMIER

Administration des Sociétés de Crédit agricole

La loi du 5 novembre 1894 a laissé aux sociétés de crédit agricole toute liberté pour établir leur régime intérieur au mieux de leurs intérêts et de leurs besoins. C'est ce qu'indique l'article 2, § 1 : « Les statuts détermineront... le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification de ces statuts. » Les formalités restrictives imposées par les titres I et II de la loi du 24 juillet 1867 relatifs aux sociétés par actions sont inapplicables aux caisses agricoles. Il est à remarquer toutefois que la plupart ont adopté, en ce qui concerne leur administration, les dispositions de la loi de 1867 qui sont d'ailleurs d'ordinaire très bien conçues. Pour atteindre ce but, il faut que les statuts soient très explicites car, en l'absence de dispositions statutaires, les règles posées par la loi de 1867 seraient inapplicables.

En pratique, trois organes constituent le rouage administratif des sociétés de crédit agricole : 1° Un conseil d'administration ; 2° un conseil de surveillance ; 3° une assemblée générale de sociétaires.

I. *Conseil d'administration.* — En pratique, les sociétés de crédit agricole font choix de plusieurs administrateurs (1). Leur réunion forme le conseil d'administration qui nomme d'ordinaire un président et un secrétaire. Chaque administrateur a en principe le pouvoir d'agir seul (article 1857). Les sociétés de crédit agricole exigent d'ordinaire le concours au même acte de tous les membres du conseil d'administration. Toutefois, comme cela est pratiquement impossible, les statuts décident que ce conseil délibère valablement lorsque la moitié de ses membres est présente et que les résolutions sont prises à la majorité des voix. Afin de ne pas entraver le fonctionnement de la société, la caisse agricole de Remiremont (article 17, § 3) (2) décide qu'en cas de décès ou de démission d'un membre du conseil d'administration, ce conseil pourvoit à son remplacement provisoire jusqu'à la prochaine assemblée qui procède à l'élection définitive. Le nouveau membre est nommé pour le temps restant à remplir par son prédécesseur. L'administrateur peut être ou un associé, ce qui est le cas le plus fréquent, ou une personne étrangère à la

(1) De 3 à 15 selon l'importance de la société qui quelquefois fixe un maximum et un minimum. Ex. Remiremont (article 17) de 9 membres au moins et de 15 membres au plus. Belleville (article 16) de trois au moins et de 9 au plus. Cela permet de modifier ce nombre sans recourir à une modification des statuts.

(2) *Sic.* Epinal (art. 25, alinéa 3). Belleville-sur-Saône, article 19.

société, l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867 qui exige que les administrateurs des sociétés anonymes soient choisis parmi les associés n'étant pas applicable ici. Il en est de même de l'article 26 qui dispose que les administrateurs doivent être propriétaires d'un certain nombre d'actions, inaliénables, frappées d'un timbre et déposées dans la caisse sociale; certaines sociétés l'imposent toutefois à leurs administrateurs (1). Le conseil d'administration sera nommé par les associés réunis en assemblée générale, pour un laps de temps déterminé (3 ans, 6 ans ou plus, l'article 25, alinéa 2 de la loi du 24 juillet 1867 étant inapplicable); ils sont rééligibles. Les statuts agissent sagement en faisant renouveler le conseil d'administration par tiers, c'est un excellent moyen de conserver l'unité de direction qui fait la force de toute société. Les administrateurs étant des mandataires sont en principe révocables *ad nutum* (2); il en résulte qu'ils font des opérations de commerce pour le compte d'autrui et non pour le leur, ils ne sont donc pas commerçants. Il en serait autrement si la société avait adopté le principe de la responsabilité illimitée et si les administrateurs étaient choisis parmi les associés, car ces derniers sont tous commerçants. Les membres du conseil d'administration sont révoqués par les associés qui les nomment (2004 Code civil) et ils ne peuvent réclamer aucune indemnité à raison du préjudice que cette révocation pourrait leur causer, car il y a là l'exercice d'un droit.

Les sociétés de crédit agricole, suivant le principe

(1) Belleville-sur-Saône, article 17.

(2) Il en est différemment lorsqu'ils sont désignés par les statuts.

des caisses Raiffeisen que nous avons indiqué en étudiant l'article 3, § 2 de la loi de 1894, ne rémunèrent jamais leurs administrateurs. Ceux-ci peuvent en principe, en notifiant leur intention à la société, renoncer au mandat qu'ils ont reçu, sauf à devoir des dommages-intérêts en cas de renonciation préjudiciable au mandant (2007 Code civil). Lorsque les administrateurs sont désignés dans une clause spéciale des statuts, l'article 1856 du Code civil reçoit son application : ces administrateurs statutaires ne peuvent être révoqués que par les tribunaux pour cause légitime et ils ne peuvent renoncer sans le consentement de leurs co-associés au mandat qu'ils ont accepté. La solution contraire, admise dans les sociétés anonymes, est inapplicable aux sociétés de crédit agricole qui sont par intérêts, s'il n'y a pas une clause expresse dans les statuts. En fait les caisses agricoles agiront sagement en ne désignant pas les administrateurs dans les statuts, ce choix sera réalisé dans un acte postérieur ; au reste les dispositions de l'article 25, § 1^{er}, de la loi de 1867, décidant que c'est la première assemblée générale qui nomme les premiers administrateurs, n'ont pas à être prises en considération ici.

En principe, le mandat étant gratuit (article 1986 (Code civil), les administrateurs des sociétés de crédit agricole ne recevront aucun salaire, les statuts de plusieurs sociétés l'indiquent expressément (1). Elles trouveront toujours dans les syndicats des hommes dévoués qui consentiront à se charger gratuitement de ces fonctions, sinon tous les bénéfices serviraient à payer ce salaire et une caisse à ses débuts n'est point

(1) Remiremont, article 22.

assez florissante pour payer une indemnité quelconque. Conformément à l'article 1992, § 2, du Code civil, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

Les administrateurs ont en principe des pouvoirs fort larges, ils peuvent faire tous les actes se rattachant au but même de la société. Les sociétés de crédit agricole leur accordent en pratique tous ces pouvoirs, bien que le pacte social puisse comprendre des clauses restrictives à cet égard. L'article 20 des statuts de la caisse de Remiremont comprend une très longue énumération qui n'est pas limitative et consacre pour les administrateurs, entre autres droits, celui d'engager des employés (1), de plaider, transiger, compromettre, etc.... Les fonctions des administrateurs consisteront, la plupart du temps, à statuer sur les demandes de prêt ou d'escompte et à surveiller très scrupuleusement l'emploi qui sera fait de l'argent prêté. Il faut également noter que l'article 69 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par celle du 1^{er} août 1893, permet aux associés de donner aux administrateurs le pouvoir d'hypothéquer les immeubles sociaux, sans pour cela que les statuts soient rédigés par acte authentique. Enfin, si l'administrateur est associé ou membre du syndicat, il peut contracter avec la société, obtenir d'elle du crédit ou lui prêter de l'argent, et ce sans avoir à observer les règles posées par l'article 40, § 2, de la loi de 1867, applicable seulement aux sociétés anonymes (autorisation par l'assemblée générale des

(1) En pratique les sociétés de crédit engagent un comptable qui reçoit une très faible rémunération. Souvent le secrétaire du syndicat fait la comptabilité de la société de crédit.

actionnaires et compte spécial fourni chaque année à cette assemblée).

Les engagements contractés par les administrateurs pour le compte de la société obligent cette dernière sans les obliger eux-mêmes, cela résulte de ce qu'ils sont de simples mandataires; cependant, si l'acte qu'ils ont fait dépasse leurs pouvoirs, la société ne serait pas tenue, à moins qu'il n'ait tourné à son profit ou ait été ratifié par les associés. Toutefois, les administrateurs sont responsables à raison des fautes qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions.

L'article 6 de la loi du 5 novembre 1894 consacre le principe de la responsabilité civile et pénale des administrateurs. Il est ainsi conçu : « Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation. — Ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 200 francs. — ...Au cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, l'amende pourra être portée à 500 fr. » Cet article consacre la responsabilité pécuniaire et pénale des administrateurs au cas de violation de la loi ou des statuts. Ceux-ci forment une sorte de loi conventionnelle pour les sociétaires et ils constituent une garantie pour les tiers : les administrateurs doivent s'y conformer. C'est ainsi que les statuts déterminent le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, les prélèvements qui seront opérés sur les opérations faites par la société, la formation et la constitution de la réserve, etc.. Si les administrateurs ne respectent pas les solutions qu'ils renferment, leur responsabilité sera engagée. De même, les adminis-

trateurs peuvent être responsables pour violation de la loi, à raison de faits commis soit lors de la constitution de la société, soit pendant sa durée, si par exemple ils ont constitué la société avant la souscription du capital social et le versement du quart, s'ils l'ont fait fonctionner avant le dépôt aux greffes des statuts et de la liste des administrateurs ou sociétaires. Il en sera de même si, pendant la durée de la société, ils n'ont pas tenu une comptabilité conforme aux prescriptions du Code de commerce (article 4), ou encore s'ils ont distribué des dividendes aux sociétaires (article 3, § 3 *in fine*), ou n'ont pas déposé aux greffes chaque année dans la première quinzaine de février la liste des membres et le tableau sommaire de leurs affaires (article 5, § 4), etc...

Dans ces diverses hypothèses, violation de la loi ou des statuts, les administrateurs sont responsables personnellement et pécuniairement du préjudice causé aux tiers par cette violation. En raison comme en équité, il ne doit y avoir de responsabilité à invoquer par un tiers contre une personne qu'autant qu'il existe une relation entre une faute, une contravention, une violation de devoirs par cette personne et un dommage résultant de cette faute pour le tiers. Mais si une faute, une violation a été commise et que ce ne soit pas elle qui ait occasionné le préjudice au tiers, si la relation de cause à effet n'existe pas, le tiers qui se dit lésé, qui l'est peut-être par une autre cause, ne peut trouver une base à une action dans un fait quelconque étranger à sa lésion. C'est ce principe de bon sens que consacre la loi de 1894, elle décide que la responsabilité des administrateurs ne sera engagée que lorsqu'il en résultera un « préjudice » pour les tiers : il faut une relation de cause à effet entre la vio-

lation de la loi ou des statuts et le préjudice causé. La contravention à la loi ou aux statuts qui n'aurait pas de conséquences nuisibles ne pourrait entraîner la responsabilité des administrateurs. Il faut également remarquer que cette responsabilité existera s'ils commettent quelque faute dans leur gestion, s'ils n'administrent pas la société dont ils sont les mandataires en bon père de famille. L'article 1992 leur est complètement applicable : toutefois les administrateurs n'étant mandataires que de la société, ne sont responsables qu'envers elle (1) des fautes de gestion.

Les tiers créanciers sociaux pourraient sans doute exercer l'action en responsabilité de la société conformément à l'article 1166, mais les associés ou l'assemblée générale, si cet organisme existe dans les sociétés agricoles, pourraient approuver les comptes des administrateurs qui n'auraient plus à craindre aucune action. D'après le droit commun, il faut décider que la responsabilité des administrateurs est individuelle, seul celui qui a commis une faute en est responsable. Lorsque, comme le décident d'ordinaire les statuts, le conseil d'administration doit être consulté sur chaque question, il y aura une faute commune et les administrateurs seront condamnés *in solidum* à moins que le tribunal ne constate une faute plus grave chez les uns que chez les autres. Les administrateurs

(1) En ce cas il nous semble que l'action sera intentée au nom de la société par un administrateur ou la personne désignée par l'assemblée générale, si elle fonctionne, car un associé ne pourrait exercer individuellement l'action de la société puisque l'administrateur n'est pas le mandataire de chaque associé, mais de la société tout entière. La jurisprudence pourrait toutefois admettre une opinion contraire car elle décide dans les sociétés par actions que chaque actionnaire peut intenter contre les administrateurs l'action en responsabilité de la société. *Sic.* Cassation 3 décembre 1883. Affaire Maslier contre gouverneur du Crédit Foncier. D. P. 1884. 4. 339.

absents pour une cause légitime du conseil d'administration ne seront pas responsables, mais il leur faudra justifier d'une excuse valable, sinon leur négligence leur serait profitable en ce sens que jamais ils n'encoureraient aucune responsabilité.

Lorsque les administrateurs commettent une violation de la loi ou des statuts, ils sont non seulement responsables personnellement et pécuniairement du préjudice qu'ils ont pu causer, mais ils commettent en même temps une infraction pour laquelle, conformément à l'article 6, § 2, ils peuvent être punis par le tribunal correctionnel d'une amende de 16 à 200 fr., indépendamment de la question de savoir s'ils ont causé un préjudice à autrui. L'article 6, § 4, prévoit plus spécialement une infraction qu'elle punit d'une amende qui peut être élevée à 500 francs, à raison de sa gravité particulière. Les administrateurs, nous l'avons vu, doivent avant toute opération déposer aux greffes les statuts avec la liste complète des administrateurs, directeurs ou sociétaires et de plus, chaque année, dans la première quinzaine de février, la liste des membres faisant partie de la société à cette date. Les tiers ont un intérêt capital à être renseignés par les statuts sur l'organisation de la société, sur son mode de fonctionnement, sur sa durée et par la publication de la liste des membres sur la situation financière de la société; on conçoit donc que les déclarations imposées par la loi aux administrateurs à cet égard doivent être sincères. C'est pour cela que toute « fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires » sera frappée d'une amende de 16 à 500 francs. Ce sera, ainsi que nous l'avons dit, le tribunal correctionnel qui sera appelé à prononcer les amendes au cas de

responsabilité pénale des administrateurs puisque la loi en fixe le minimum à 16 francs et que le taux maximum en simple police est 15 francs.

En l'absence de disposition formelle à cet égard, nous devons décider que l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est inapplicable aux délits prévus par la loi de 1894. Il est admis par les auteurs et la jurisprudence (1) qu'à moins d'un texte exprès, l'article 463 n'est applicable qu'aux délits prévus par le Code pénal, car un amendement présenté en 1832 tendant à l'appliquer à toutes les infractions sans distinction fut rejeté. Il est regrettable que la loi du 5 novembre 1894 n'en ait pas permis l'application aux délits commis par les administrateurs des sociétés de crédit agricole (2).

La loi du 26 mars 1891 sur l'aggravation et l'atténuation des peines (loi Béranger) sera au contraire applicable aux délits prévus par la loi de 1894. Le sursis peut être prononcé, quelle que soit la nature de l'infraction donnant lieu à la poursuite, à l'exception des contraventions de police et des délits militaires et à la condition que la peine appliquée soit l'une de celles dont la suspension est autorisée; or, le sursis s'applique à l'amende (article premier, § 1^{er}, loi du 26 mars 1891) (3). Cette généralité d'application est conforme au texte et aux travaux préparatoires de la loi.

L'article 6, §§ 2 et 4, de la loi de 1894 qui édicte la responsabilité pénale des administrateurs, nous sem-

(1) Garraud. Précis de droit criminel, page 298.

(2) Quelques mois avant, la loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes autorisait l'application de l'article 463 aux délits qu'elle créait (article 6).

(3) Garraud. Précis de droit criminel, pages 405 et seq.

ble injustifiable, car le législateur n'a aucune raison de se défier des administrateurs des caisses agricoles ; sa défiance ne peut exister que lorsqu'il s'agit de sociétés par actions. Le droit commun suffisait amplement, car les principes du mandat et les articles 1382 et 1383 constituaient une ample sanction. La crainte de peines relativement élevées ne peut que contribuer à détourner les paysans de prendre l'initiative de la création d'une société de crédit agricole ; tel n'a pas été le but du législateur.

Les actions en responsabilité auxquelles peuvent être soumis les administrateurs se prescrivent par trente ans, conformément au droit commun, toutefois, lorsque le même fait est de nature à entraîner leur responsabilité pécuniaire et leur responsabilité pénale, conformément à l'article 638 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il est généralement interprété par les auteurs et par une jurisprudence constante, la prescription de l'action civile en responsabilité sera de trois ans comme celle de l'action publique. L'action en responsabilité sera de la compétence du tribunal de commerce lorsqu'elle sera exercée par la société ou par des associés (article 631, 2^o, Code de commerce et 634 lorsque l'administrateur est pris en dehors de la société) ; lorsqu'elle sera exercée par un tiers, le tribunal civil sera compétent, car il s'agit de délits ou quasi-délits commis par un administrateur qui n'est même pas commerçant lorsque la société n'adopte pas la forme à responsabilité illimitée. Il est à noter également que dans les procès que les sociétaires peuvent avoir contre les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, il est nécessaire de les faire figurer en nom, quand bien même ils auraient un mandataire commun à raison de la règle générale :

nul ne plaide en France par procureur, car les articles 17 et 39 de la loi du 24 juillet 1867 sont inapplicables aux sociétés par intérêts et par suite aux sociétés de crédit agricole.

Plusieurs caisses de crédit agricole stipulent dans leurs statuts que le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un directeur (1) Cet administrateur délégué est le mandataire des autres qui, conformément à l'article 1994, § 1^{er}, ne sont responsables de lui qu'autant qu'il est incapable ou insolvable. Les principes du mandat régiront les rapports des administrateurs et de leur mandataire avec la société. Cette pratique suivie par les caisses de crédit agricole que nous avons citées nous semble peu heureuse, les statuts ne devraient point autoriser cette décharge par trop facile du mandat confié aux administrateurs. D'après le droit commun, ceux-ci sont libres de se substituer quelqu'un, mais ils en répondent (article 1994, Code civil); cette solution est de beaucoup préférable.

II. — *Conseil de surveillance.* — A côté du conseil d'administration, les sociétés de crédit agricole placent un second organe de leur rouage administratif : le conseil de surveillance, dont le but est de contrôler la gestion des administrateurs. L'établissement d'un contrôle est indispensable dans les sociétés de crédit agricole ; il est destiné à empêcher les imprudences, les imprévoyances, les erreurs, les fraudes quelquefois qui font les mauvaises gestions et

(1) Remiremont (article 20 *in fine*), Epinal (article 30), Belleville-sur-Saône (article 25), Segré (article 24, alinéa 2).

il doit contribuer à inspirer confiance au public qui voit que toutes les opérations de la société sont scrupuleusement surveillées. C'est le contrôle qui a contribué très certainement dans une large mesure au succès des sociétés Raiffeisen et Schulze-Delitzsch. En Allemagne, le contrôle commence, on peut le dire, à la base même des institutions. Le Vorstand (conseil de direction) est une sorte de directoire exécutif dont tous les membres sont tenus de prendre part journallement à l'administration de la société, se partagent la besogne en s'aidant et se contrôlant mutuellement; le président, par exemple, doit faire au moins une fois par mois une inspection de tous les livres et une vérification de caisse, sans en prévenir ses collègues à l'avance. Au-dessus du Vorstand dont les membres se contrôlent mutuellement, les Vorschussvereine et les Darlehenskassen sont soumis, conformément au droit commun, à un second degré de contrôle exercé par l'Aussichtrath (conseil de surveillance) composé de trois membres au moins. Les attributions de ce conseil ont été étendues au delà du droit commun pour les sociétés coopératives par la loi du premier mai 1889 (1). D'après le Code de commerce allemand, l'action du conseil de surveillance est permanente, elle ne s'exerce pas seulement sur la tenue des écritures, elle s'étend sur tous les actes de la gestion. Aucune opération, aucun registre, aucune correspondance ne doivent échapper à l'examen des commissaires. D'autre part, une instruction générale rédigée par le docteur E. Schenck, président de la fédération des banques populaires allemandes, le successeur de

(1) Cette loi, promulguée par l'empereur d'Allemagne le 1^{er} mai 1889, est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1889.

Schulze-Delitzsch a réglementé d'une façon plus sévère que la loi le contrôle de ces sociétés (1). Nous ne pouvons évidemment faire ici un exposé complet du contrôle tel qu'il est organisé par le Code de commerce, la loi du 1^{er} mai 1889 et l'instruction générale du 29 mars 1890 dont la plupart des dispositions ont été reproduites dans les statuts types des Darlehenskassen, nous nous bornerons à indiquer les principales dispositions de ces divers documents.

D'après l'article 47 de la loi du 1^{er} mai 1889, l'assemblée générale doit fixer : 1^o le montant total que les dépôts de fonds ne doivent pas dépasser ; 2^o les limites des crédits à accorder aux sociétaires. Pour l'exécution de cette dernière prescription, l'instruction générale fait connaître qu'il y a deux manières différentes d'opérer : ou bien chaque demande de crédit ou de prolongation d'avances est soumise à l'approbation successive du Vorstand et de l'Aussichtrath, ou bien les deux conseils se réunissent pour dresser d'un commun accord la liste nominative fixant le maximum de crédit qui pourra être ouvert à chaque sociétaire. La liste ainsi dressée doit être révisée à la fin de chaque trimestre. Chaque mois les effets en portefeuille doivent être l'objet d'un recensement et, deux fois au moins par an, l'inventaire doit en être fait. Les effets doivent être portés au procès-verbal d'inventaire avec leur montant, leur numéro, le nom du débiteur, la date de l'échéance et le résultat de cet inventaire doit être comparé avec les indications du grand-livre. Deux fois par an au moins, une inspection inopinée doit être faite avec vérification de caisse, du portefeuille et des écritures. La solvabilité de tous les débiteurs en compte courant doit être

(1) Cette instruction générale a été publiée dans le numéro du 29 mars 1890 du journal *Blätter für Genossenschaftswesen* dont le docteur Schenck est directeur.

l'objet d'un examen sérieux, ainsi que celle de tous les donneurs d'aval et de caution et des garanties données par les emprunteurs (article 12 de l'instruction générale). Après chaque inspection, dont il est dressé procès-verbal, l'Aussichtrath transmet au Vorstand les observations qu'il juge à propos de faire et, s'il n'est pas donné à ces observations la suite qu'elles comportent, il en est fait rapport à l'assemblée générale (article 19 de l'instruction générale). A la fin de l'année, pour l'arrêté des comptes et l'établissement de l'inventaire général, le concours de l'Aussichtrath doit être réclamé par le Vorstand, quoique la loi ne l'exige pas expressément. Tous les effets existant en portefeuille doivent figurer à l'inventaire avec les mêmes indications que dans les procès-verbaux de recensement et pour la valeur réelle de chacun d'eux. Les valeurs mobilières seront estimées d'après le cours du jour (article 15 de l'instruction générale). Les membres de l'Aussichtrath ont, d'après l'article 225 du Code de commerce, le droit d'assister au Vorstand et de faire consigner leurs observations au procès-verbal de la séance ; d'après l'instruction générale, les membres du Vorstand sont tenus d'assister aux séances de l'Aussichtrath quand ils en sont requis et de fournir toutes les explications qui leur sont demandées. Si le directeur découvre une irrégularité dans les écritures, dans la gestion des affaires ou de la caisse, il est tenu d'en donner immédiatement avis au conseil de surveillance (article 14 de l'instruction générale). D'autre part, d'après l'article 37 de la loi du 1^{er} mai 1889, le conseil de surveillance représente la société pour la conclusion des contrats avec les membres du Vorstand et l'assentiment de ce conseil est nécessaire pour toute ouverture de crédit à un administrateur. L'ar-

ticle 38 décide que le même conseil [peut relever de ses fonctions un administrateur, à la condition de convoquer immédiatement l'assemblée générale. D'après l'article 4 de l'instruction générale, un membre du Vorstand ne peut obtenir une permission d'absence de plus de trois jours sans l'assentiment de l'Aussichtrath et le remplacement d'un administrateur est soumis à la même condition. Enfin, la loi du premier mai 1889 (article 51), a rendu obligatoire un troisième degré de contrôle que Schulze-Delitzsch et Raiffeisen avaient déjà créé spontanément avant sa promulgation. Toute société coopérative est soumise, au moins tous les deux ans, à l'inspection d'un homme compétent n'appartenant pas à la société, de nature à fournir à tous les garanties les plus complètes. Les sociétés Schulze-Delitzsch et Raiffeisen se groupant en unions régionales, chaque union régionale choisit l'inspecteur des caisses de sa circonscription et, en fait, l'Union générale dispose de dix ou vingt inspecteurs expérimentés qui inspectent toutes les sociétés.

Les banques non rattachées à des unions régionales doivent être inspectées par un homme compétent désigné par le tribunal du lieu. Dans tous les cas, le rapport de l'inspecteur doit être communiqué à la plus prochaine assemblée générale et un certificat de lui constatant que l'inspection a eu lieu, doit être adressé par le Vorstand au bureau d'enregistrement des sociétés coopératives. La loi exige encore que le conseil de surveillance assiste à l'inspection.

En Allemagne, on le voit, les opérations et les écritures des sociétés coopératives de crédit sont l'objet d'un contrôle constant. Il y a loin de cette façon de procéder au rôle ordinaire que remplissent en France les commissaires de surveillance : une fois

par an, ils se rendent au siège social, ils prennent connaissance des comptes, établissent un rapport qui presque toujours confirme les décisions soumises à l'assemblée par le conseil d'administration et leur mission est terminée. Il faudrait au contraire qu'un contrôle de chaque instant fonctionnât dans les caisses agricoles parce que ces sociétés doivent avant tout inspirer et légitimer la confiance et le crédit auxquels elles font appel. Les statuts feront donc bien de définir clairement le mandat des commissaires de surveillance et d'exiger d'eux un contrôle suivi et effectif. C'est ce qu'ont pensé la plupart des sociétés de crédit agricole et notamment celles de Remiremont (1) et d'Epinal (2). Non seulement, le conseil de surveillance qu'elles établissent, composé de deux ou trois membres dont un comme comptable, peut être pris en dehors des sociétaires, doit présenter chaque année un rapport sur les opérations de l'exercice écoulé, mais il est chargé de s'assurer *tous les mois* de l'observation des prescriptions légales, de la régularité des opérations du conseil d'administration, de la vérification de la comptabilité de la caisse, du portefeuille, de la sincérité des comptes présentés. L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires de surveillance sont déterminés, d'après les règles générales du mandat à l'égard de la société, et, d'après les articles 1382 et 1383, à l'égard des tiers.

III. *Assemblées générales des sociétaires.*— Les administrateurs ou gérants étant les mandataires de la société n'ont que les pouvoirs que cette dernière

(1) Articles 25 et seq.

(2) Articles 32 et seq.

leur accorde, c'est elle qui les nomme et les révoque. D'autre part, elle doit surveiller leur gestion et prendre toutes les décisions nécessaires à son fonctionnement; enfin la société peut avoir à modifier ses statuts, lorsque le besoin s'en fait sentir. En principe, l'unanimité des associés est nécessaire pour résoudre toutes ces questions, la majorité n'est pas omnipotente. Toutefois, si l'on est obligé de réunir l'assentiment de tous les associés, il est à craindre, dès que la société acquiert quelque importance, qu'on ne puisse jamais l'obtenir. Aussi, les statuts de toutes les sociétés un peu considérables décident que la majorité pourra lier la minorité : cette solution est très juridique, les statuts sont la loi des parties (article 1134 Code civil). Par suite, ils sont amenés à créer un rouage administratif nouveau de la société : les assemblées générales des sociétaires dont ils réglementent les pouvoirs. C'est ce qu'ont fait la plupart des sociétés de crédit agricole. Elles prévoient la création d'assemblées générales ordinaires et d'assemblées générales extraordinaires des sociétaires auxquelles elles donnent certaines attributions.

A. *Assemblées générales ordinaires.* — Elles se composent en principe de tous les propriétaires de parts (1). La caisse agricole de Remiremont exige qu'ils aient leurs titres depuis plus de trois mois. Sauf clause contraire des statuts, les sociétaires peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire. Les statuts peuvent déterminer si le mandat doit être authentique ou sous seing privé; en pratique, on se contente d'un simple mandat sous seing

(1) Remiremont (article 28); Epinal (article 38). L'usufruitier ou le créancier gagiste des parts d'intérêts ne peuvent être assimilés aux propriétaires de parts sauf clause expresse.

privé ; ils décident également si le mandataire peut être choisi librement ou s'il doit être membre de la société. L'assemblée générale ne peut en principe délibérer valablement que si elle réunit un certain *quorum*. Plusieurs sociétés agricoles, suivant en cela l'exemple de la loi de 1867, décident qu'elles doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant au moins le quart du capital souscrit (1). D'autres sociétés exigent la présence ou la représentation du quart des sociétaires (2). C'est là un système plus juste ou du moins cadrant mieux avec le principe admis par la plupart des sociétés de crédit agricole à savoir que chaque sociétaire n'a droit qu'à une voix quel que soit le nombre des parts qu'il possède. Cette solution est destinée à établir l'égalité la plus complète entre tous les sociétaires, afin d'éviter des froissements possibles et, d'autre part, à empêcher l'accaparement de l'administration au profit des sociétaires les plus intéressés qui pourraient en faire une spéculation. En principe, les assemblées générales sont convoquées, toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige, par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance. Les associés sont convoqués par lettre de cinq à huit jours avant la date fixée pour l'assemblée qui est présidée par le président du conseil d'administration ou un des administrateurs. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des

(1) Remiremont (article 28), Belleville-sur-Saône (article 37).

(2) Epinal (article 36). Plusieurs sociétés décident qu'au cas où ce *quorum* n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation dans le délai de 10 ou 15 jours et la nouvelle assemblée générale délibérera valablement, quel que soit le nombre des associés présents, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première assemblée. *Sic* Epinal (article 36).

voix. Celle du président, en cas de partage, peut être déclarée prépondérante.

Les sociétés de crédit agricole décident d'ordinaire que l'assemblée générale ne sera en principe réunie qu'une fois par an, en janvier, pour recevoir les comptes des administrateurs et leur donner ou leur refuser leur approbation. A cet effet, il importe que les sociétaires puissent avoir connaissance avant le jour de leur réunion des pièces établissant la situation de la société et le résultat de ses opérations. Aussi, l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 décide que les actionnaires pourront se faire communiquer ces diverses pièces et notamment le dernier inventaire quinze jours avant celui où auralieu l'assemblée générale. Pareille clause pourrait être avantageusement insérée dans les statuts des sociétés de crédit agricole. L'assemblée générale ordinaire ne statue pas seulement sur l'approbation des comptes des administrateurs, c'est elle aussi qui nomme et révoque les membres composant le conseil d'administration et le conseil de surveillance. En principe, elle a une autorité souveraine dans les limites fixées par les statuts ; de même, elle détermine le maximum des dépôts et l'intérêt à leur attribuer, les emprunts nécessaires au fonds de roulement, les intérêts et commissions à prélever (1). Il est également du devoir de l'assemblée générale de statuer sur la destination des bénéfices non versés au fonds de réserve et sur l'emploi à en faire lorsque la réserve est constituée dans les limites fixées par la loi. En étudiant la constitution du fonds de réserve, nous avons exposé notre avis sur ces deux questions.

(1) *Sic* Epinal (article 41).

B. *Assemblées générales extraordinaires.* — A côté des assemblées générales ordinaires, la plupart des sociétés de crédit agricole prévoient la convocation d'assemblées générales extraordinaires appelées à se prononcer sur les questions les plus importantes et spécialement sur les *modifications à apporter aux statuts*, la prorogation ou la *dissolution de la société* (1). Elles se distinguent des assemblées ordinaires en ce que le *quorum* exigé pour qu'elles délibèrent valablement est plus élevé. Au lieu d'être composées du quart des sociétaires ou d'un nombre d'associés représentant au moins le quart du capital social, on exige dans les assemblées extraordinaires la présence de la moitié des membres ou la représentation de la moitié du capital souscrit. D'autre part, certaines délibérations comme par exemple celles décidant la dissolution de la société ne peuvent être votées que par une majorité comprenant au moins les deux tiers des voix présentes ou représentées. Les statuts peuvent aussi, comme lorsqu'il s'agit d'assemblées ordinaires, prévoir la réunion d'une seconde assemblée au cas où le *quorum* n'est pas atteint dans la première et prescrire à cet égard certaines dispositions.

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et un secrétaire.

Telle est en pratique la constitution de l'administration des sociétés de crédit agricole. Répétons en terminant, comme nous l'avons indiqué au début, que leurs rouages administratifs ne sont pas forcément ceux que nous venons d'étudier, car la loi leur a donné toute liberté pour établir leur régime intérieur.

(1) article 2, § 1 de la loi du 5 novembre 1894.

CHAPITRE II

Opérations des sociétés de crédit agricole

L'article 1^{er}, § 2, de notre loi indique certaines opérations auxquelles les sociétés agricoles auront à recourir le plus habituellement pour remplir leur fonction d'organes distributeurs du crédit. Il est ainsi conçu : « Ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêts, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent notamment contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement. » D'autre part l'alinéa 1^{er} du même article assigne pour objet aux caisses agricoles de « faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole. » Ces deux textes vont nous permettre de déterminer les opérations auxquelles se livreront les sociétés de crédit agricole.

Disons de suite que l'énumération du paragraphe 2 n'a pas un caractère limitatif.

Cela résulte formellement des travaux préparatoires. Tout d'abord, dans son rapport (1), M. Mir soutint que l'article 1^{er}, § 2, indiquait « à titre d'exemple et sans que l'énumération soit limitative, les actes de crédit auxquels le syndicat peut se livrer. » D'autre part, à

(1) *Journal officiel* du 17 avril 1892. Chambre des députés. Documents parlementaires, page 208.

la Chambre, dans la séance du 20 juin 1892 (1), un député, M. de Pontbriand, avait présenté un amendement tendant à la suppression de l'article 1^{er}, § 2, sous prétexte que les énonciations qu'il contenait étaient limitatives et il fut retiré devant la réponse du rapporteur affirmant que le paragraphe était purement et simplement énonciatif.

En principe, pour procurer aux agriculteurs le crédit qui leur donnera des moyens plus puissants de production, les sociétés de crédit agricole, sociétés commerciales, peuvent faire toutes les opérations de banque quelconques (2), c'est en effet par ce moyen que les banquiers procurent au commerce le crédit nécessaire à son développement. La loi de 1894, en déclarant que les sociétés de crédit ont pour objet de « faciliter ou de garantir les opérations des agriculteurs » leur donne le droit d'accomplir toutes les opérations quelconques, toutes les affaires intéressant l'agriculture, qu'il s'agisse de les faciliter ou de les garantir, prêts d'argent, escompte, etc. Il en résulte que la loi, telle qu'elle a été promulguée, est beaucoup plus large que ne l'était la proposition d'où elle est issue.

Tout d'abord, cette proposition contenait une énumération d'opérations permises aux syndicats qui aurait pu paraître limitative. Dans cette énumération en effet, se rencontraient, à côté des actes que le projet autorisait pour la première fois en vue du crédit mutuel tels que la garantie du paiement des achats faits par les membres, la réception de dépôts de fonds

(1) *Journal officiel* du 21 juin 1892. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 864.

(2) Cf. Courcelle-Seneuil. *Traité théorique et pratique des opérations de banque.*

en comptes courants, les recouvrements, les emprunts destinés au fonds de roulement, d'autres actes qui n'ont pas trait au crédit et qui rentraient déjà dans la capacité naturelle des syndicats (acheter pour revendre). Nommer quelques actes de ce genre seulement, c'eût été mettre en doute la légitimité de ceux qui auraient été omis dans l'énumération.

D'autre part, la proposition de loi limitait le champ d'action des sociétés de crédit en leur interdisant expressément les prêts en argent et en leur permettant par conséquent, seulement les opérations d'escompte. L'exposé des motifs s'exprimait ainsi : « Que faut-il à l'agriculteur pour se procurer les engrais, les semences, les instruments, le bétail dont il a besoin ? Est-ce nécessairement de l'argent ? Nullement. Ce qu'il lui faut c'est un crédit suffisant de la part de ceux qui lui ont fait ces fournitures pour lui permettre d'attendre l'époque où il pourra les payer avec les produits de son exploitation. D'argent, il n'en a pas besoin, et il ne faut pas lui en donner, d'abord parce que l'emprunt augmente les charges de la culture et ensuite parce qu'il fait naître chez celui qui le reçoit la tentation de l'employer à autre chose qu'aux besoins de son exploitation (1). » En somme, lorsqu'un cultivateur achète des engrais, il devrait, conformément à cette opinion, souscrire au marchand qui les lui a vendus une lettre de change ou un billet à ordre et la société de crédit agricole cautionnerait sa signature, c'est ce qui était exprimé sous cette forme qui a passé dans le texte définitif : « garantir les opérations agricoles. »

Cette manière de procéder nous semble défectueuse,

(1) *Journal officiel*. Session de 1890. Chambre des députés. Documents parlementaires. Annexes n° 547, page 702.

car le marchand d'engrais, de semences, d'instruments aratoires se fera payer fort cher le crédit qu'il accordera et l'on ne comprend pas les avantages que pourrait avoir le cultivateur à être le débiteur de ce marchand plutôt que d'un autre prêteur et spécialement de la caisse agricole qui lui fera tous les avantages possibles. De plus, dans un grand nombre de cas, cette façon d'agir sera impraticable car, lorsqu'un paysan va à la foire acheter à un autre paysan une paire de bœufs pour faire ses labours par exemple, il devra payer comptant ; son vendeur peut avoir besoin d'argent et, en tout cas, il acceptera difficilement en paiement un effet de commerce qu'il serait obligé de faire escompter pour se procurer son prix de vente. De même, peut-on payer en effets de commerce des ouvriers agricoles employés à des travaux de drainage ou d'amélioration quelconque ? L'impossibilité pour les sociétés agricoles d'accorder des prêts en argent aurait été désastreuse. En effet, que l'agriculteur emprunte de l'argent pour acheter des engrais au comptant ou qu'il les achète à crédit, sa situation est la même : dans les deux cas il devra payer une certaine somme à une époque déterminée. La proposition de loi interdisait les prêts en argent « pour ne pas faire naître chez celui qui les reçoit la tentation de les employer à autre chose qu'aux besoins de son exploitation. » Or, la somme prêtée par la caisse peut parfaitement n'être affectée qu'à l'usage déterminé et jugé utile par les administrateurs, pour cela ils n'ont qu'à contrôler l'emploi des fonds, c'est même pour eux, nous le dirons, une obligation essentielle.

Nous allons passer en revue d'une manière très rapide les principales opérations de banque auxquelles se livreront les sociétés de crédit agricole.

1^o *Prêts directs faits aux sociétaires.*— C'est là une des opérations principales des sociétés de crédit agricole. M. Durand la permet seule aux caisses rurales qu'il crée. Par le prêt, la société de crédit met directement à la disposition de l'emprunteur une somme d'argent en échange de la reconnaissance par laquelle ce dernier s'engage à rembourser la somme livrée à une époque déterminée, avec les intérêts au taux convenu. La reconnaissance doit être faite soit à la société de crédit agricole, soit, ce qui est bien préférable, à son ordre, car la clause à ordre permettra à la caisse de faire circuler son titre de créance, de le porter à l'escompte de la Banque de France et de se procurer ainsi de l'argent, puis, un simple endossement permettra de transmettre ce titre.

*Formule du billet souscrit par l'emprunteur
à l'ordre de la société*

..... le.....18.. 10 s/25 B. P. F.
A..... mois de date je paierai (1) à l'ordre de la société
de crédit agricole de..... la somme de francs (en toutes
lettres).
Valeur reçue comptant.
Payable à (domicile où l'effet est payable).
Bon pour la somme de francs (2) (en toutes
lettres).
Signature,
Bon pour caution de francs (2) (en toutes lettres).
Signature,



(1) Si la caution s'oblige solidairement on écrira : nous paierons conjointement et solidairement.

(2) Conformément à l'article 1326 Code civil la mention Bon pour doit être écrite de la main de l'emprunteur excepté (1326 alinéa 2) dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, *laboureurs, vignerons*, gens de journée et de service.

Les administrateurs de la société de crédit agricole, avant d'accorder le prêt, doivent convenir de l'époque du remboursement ; en principe, toutes facilités doivent être accordées à l'emprunteur, mais il est nécessaire qu'il se libère d'une façon très exacte aux époques fixées. Enfin, il est bon d'établir diverses échéances pour remboursements partiels en les faisant coïncider avec les époques où l'emprunteur réalise ses principales recettes, de la sorte, il est contraint d'opérer sur chacune d'elles une petite économie qui amortira sa dette : le mode d'amortissement fixé par le conseil d'administration d'accord avec l'emprunteur dépend des habitudes du pays et de la nature des récoltes. Ce mode de procéder présente un avantage considérable pour le cultivateur qui recourt à l'emprunt, car il bénéficie des intérêts qu'il n'a plus à payer sur la portion de capital remboursée. Supposons qu'un agriculteur emprunte 1,000 francs à 5 pour cent avec faculté de se libérer par fractions de 200 francs tous les trois mois. Pendant les trois premiers mois, il paye les intérêts sur les 1,000 francs, soit 12 fr. 50 c., mais dans les trois derniers mois il ne paie que 2 fr. 50 c. Si l'amortissement est bien combiné et si les sommes qui doivent être payées tous les trois mois sont disponibles par suite de la réalisation du produit des récoltes, au lieu dans l'exemple que nous avons choisi de payer 70 fr. 85 pour les 15 mois pendant lesquels il gardera les 1,000 francs, l'emprunteur n'aura que 37 fr. 50 c. d'intérêts à payer, soit une économie de 33 fr. 35 et, mieux aurait valu emprunter à 5 pour cent avec faculté de remboursement partiel que de souscrire son emprunt au taux de 3 pour cent sans cette faculté, puisqu'il eût dû encore payer à ce taux 42 fr. 50 c. Une banque ordi-

naire ne pourrait employer gratuitement son temps à recevoir des fractions de dettes aussi modiques et quelquefois même plus minimales encore.

En principe, aucune durée maxima ou minima n'est fixée pour le remboursement du prêt, toutefois, les sociétés agricoles font souscrire d'ordinaire à leurs emprunteurs des billets à ordre à trois mois. De cette façon, elles ont toujours en portefeuille des effets facilement réalisables et qui peuvent être réescomptés par toutes les banques. C'est le système adopté par l'article premier de la loi italienne du 21 juin 1869 qui décide que les effets des agriculteurs ne pourront être acceptés à l'escompte par les sociétés agricoles établies par la loi s'ils ont une échéance de plus de 90 jours. D'après Schulze-Delitzsch également, les agriculteurs devraient, de même que les commerçants, se contenter du crédit de trois mois. Or, une des conditions essentielles du crédit agricole, c'est le terme éloigné. Le commerçant peut rembourser en trois mois parce que dans ce laps de temps il a pu réaliser une opération d'achat et de revente. L'agriculteur ne recueille le prix de son travail qu'au bout de neuf mois ou d'un an. En novembre il achètera des semences ou des engrais pour ses semailles, le remboursement ne pourra se faire qu'en août lors de la moisson, ou même à la fin de septembre lorsque le battage des blés sera terminé et qu'il aura pu vendre une partie de sa récolte. S'il achète des bêtes de travail ou des animaux pour la reproduction, l'époque du remboursement sera encore plus éloignée. Enfin, s'il s'agit d'améliorations à faire, de reconstitutions de vignobles, par exemple, elle sera reculée à plusieurs années. L'agriculteur a donc besoin incontestablement d'un crédit à long terme. Raiffeisen a admis comme maxi-

mum le terme de dix ans, mais la majorité des prêts des Darlehenskassen ne dépasse point cinq années. « Pour correspondre vraiment aux besoins de ceux qui y recourent, a dit Wollemborg (1), le crédit doit se conformer à la durée nécessaire à la reproduction du capital dans leur industrie. La circulation de l'argent employé dans l'agriculture est beaucoup trop lente pour que les termes ordinaires du crédit personnel soient suffisants. » Les sociétés de crédit agricole sont donc amenées à faire des avances à neuf mois ou un an et à renouveler deux ou trois fois les billets souscrits à trois mois par leurs emprunteurs. Lorsque la société a des fonds disponibles, elle peut accepter des reconnaissances à échéance de neuf mois ou d'un an ; il en est ainsi lorsque la caisse ne prête aux sociétaires que ce qu'elle a reçu en dépôt et encore en cas de crise, si les déposants réclament leur argent, la banque ayant un portefeuille difficilement réalisable, ne pouvant être admis à l'escompte par la majorité des établissements financiers, pourra ne point résister à ces demandes de remboursement (2) Au contraire, pour se procurer de l'argent, si la société agricole fait escompter ses billets à la Banque de France, ce qui est, nous le verrons, très avantageux, il lui faudra subir les conditions du commerce et prêter seulement à trois mois. Pour tourner la difficulté, elle renouvellera les billets deux ou trois fois ; il y a là une complication et des frais qui pourraient être évités si la Banque de France consentait à accepter le papier

(1) Durand. Le crédit agricole. p. 95.

(2) C'est pour parer à cet inconvénient que Raiffeisen, qui admet la possibilité de prêts de longue durée, se réserve le droit de dénoncer les prêts à 4 semaines. Pareille dénonciation, nous l'avons dit, est de nature à ruiner complètement l'emprunteur.

agricole, endossé par les sociétés de crédit agricole avec des délais plus longs que le papier de commerce. Dans le but de diviser le plus possible les risques, les sociétés de crédit agricole fixent un maximum pour les prêts à accorder à chaque associé ou laissent ce soin au conseil d'administration (1). Ce maximum est ordinairement fixé à 800 ou 1,000 francs et il peut être dépassé avec l'approbation de l'assemblée générale. C'est également le conseil d'administration qui fixe le taux de l'intérêt à payer par les emprunteurs. Ce taux, variable suivant le bon marché auquel la société se procure de l'argent, est ordinairement fixé à 3 ou 4 pour cent, rarement il dépasse 4,50. Ce dernier taux nous semble déjà fort élevé pour que la caisse puisse être avantageuse aux cultivateurs et par conséquent faire des affaires. Le but constant doit être de tendre à la diminution du taux de l'intérêt; c'est ainsi que le Crédit mutuel agricole de Poligny, qui primitivement fixa le taux des prêts à 4 pour cent, le réduisit successivement à 3,50 puis à 3 pour cent.

Il est nécessaire toutefois de se demander quel peut être le taux maximum auquel les sociétés de crédit agricole peuvent prêter de l'argent à leur membres. La solution de la question dépend du *criterium* admis pour distinguer le prêt civil du prêt commercial. Si l'on admet, ainsi que la plupart des arrêts (2) et avec la Cour de cassation (2), que le prêt est com-

(1) *Sic* Remiremont (article 16, alinéa 2).

(2) Du moins avant la loi du 12 janvier 1886. Cf. Note de M. Mougin sous arrêt de cassation. Requêtes 12 juin 1894. *Pandectes Périodiques* 1895. 1. 337.

(2) Cassation. Chambre civile, 29 avril 1868. D. P. 1868. 1. 312 (premier arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation qui résout formellement la question). Cassation 28 avril 1869. D. P. 1869. 1. 241. Civ. Rejet 10 janvier 1870. D. P. 1870. 1. 61.

commercial par cela seul qu'il a été consenti par un banquier, pour une opération commerciale ou même pour une opération civile, on pourra faire application aux sociétés de crédit agricole de la loi du 12 janvier 1886 qui admet la liberté de l'intérêt en matière de commerce. Ces sociétés sont en effet des sociétés commerciales pouvant faire toutes les opérations de banque et elles peuvent être assimilées aux banquiers : si ceux-ci peuvent stipuler le taux qu'ils veulent pour l'argent qu'ils prêtent, il en sera de même des sociétés de crédit. Si, au contraire, le caractère civil ou commercial d'un prêt se détermine, abstraction faite de la qualité des parties, par la destination de la somme prêtée (1), les sociétés de crédit agricole ne prêtant jamais qu'à des non-commerçants et pour une destination non commerciale, ne peuvent stipuler de leurs emprunteurs plus de 5 pour cent, conformément à la loi du 3 septembre 1807. Nous adoptons cette dernière manière de voir plus rationnelle et plus conforme à l'esprit de la loi (2) et nous pensons que les sociétés de crédit agricole ne peuvent prêter qu'au taux de 5 pour cent, sauf, ce qui est invraisemblable, aucas où elles consentiraient des prêts à des commerçants pour des opérations de commerce et contrairement à la loi de 1894, qui permet seulement aux sociétés, sous la

(1) Sic : Pont, *Traité des petits contrats*, Tome I, n° 277. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, Tome IV, n° 694. Cassation, Ch. cr. 14 mai 1886. D. P. 1886. 1. 428. Paris 4 février 1891. *La Loi*, n° du 27 février 1891. Toutefois, en vertu de la présomption de l'article 638, § 2 du Code de commerce, tout prêt fait à un commerçant est réputé fait pour les besoins de son commerce, sauf preuve contraire.

(2) La loi dit : « en matière commerciale », c'est-à-dire qu'il s'agit de l'argent destiné à des opérations commerciales, car seulement en ce cas les risques sont plus grands pour le prêteur.

sanction de l'article 6, d'effectuer des opérations agricoles (article 1, § 1).

En plus de l'intérêt exigé, la caisse perçoit un droit de commission de 0,05 ou 0,10 pour cent lorsqu'il y a lieu à renouvellement des billets. Ce mode de procéder est conforme à une jurisprudence constante qui décide que le banquier a le droit de réclamer, même en plus de l'intérêt légal, un droit de commission sur les capitaux qu'il procure à ses clients (1); toutefois, les tribunaux se reconnaissent le pouvoir de modérer cette perception (2) même depuis la loi du 12 janvier 1886 qui permet en matière commerciale de stipuler un intérêt quelconque (3)

2° *Escompte*. — Il y a escompte lorsque la société de crédit agricole fournit comptant au propriétaire d'une créance non échue ou à son ayant cause le montant de cette créance, sous la déduction d'une somme destinée à l'indemniser de la privation de son argent pendant le délai qui doit courir avant le paiement. Il y a là une opération très délicate pour les caisses agricoles puisqu'il s'agit de donner de bonnes espèces sonnantes contre du papier revêtu d'une ou de plusieurs signatures. En pratique, souvent un cultivateur est créancier à terme, par exemple il a donné du lait à une société de fromagerie qui le payera au moment de la vente des fromages ou encore il a fait des charrois pour le compte d'un entrepreneur, vendu son blé ou son vin payable à soixante ou quatre-vingt-dix

(1) Requêtes, 11 février 1878. D. P. 1878. 1. 119. Requêtes, 5 novembre 1884. D. P. 1885. 1, p. 67.

(2) Requêtes, 24 mai 1880. D. P. 1880. 1. 424.

(3) Orléans, 12 juin 1886. S. 1887. 1. 201.

jours. La société de crédit agricole doit prendre toutes les précautions possibles pour que l'effet escompté par elle ne revienne pas impayé. Tout d'abord, elle risque de ne pas trouver son argent et de plus si elle a passé le billet à la Banque de France ou à un banquier correspondant, elle est obligée de le rembourser. Ces retours sont un ennui et peuvent lui donner une mauvaise réputation dans les établissements qui lui réescomptent son papier. Le principal écueil à éviter dans l'escompte d'effets apportés par les clients est celui du papier de complaisance. Les sociétés de crédit feront bien de ne pas remettre l'argent du bordereau avant que les traites envoyées à l'acceptation ne soient revenues acceptées ; il est vrai que ces acceptations sont onéreuses, mais il y a là une précaution à prendre au cas où l'on ne serait pas absolument sûr de la solvabilité de la personne qui demande l'escompte. L'acceptation produit plusieurs effets très importants (1) et lorsque le tiré refuse d'accepter, il est certain qu'on était en présence d'une traite en l'air, faite sur une personne qui ne devait rien. Lorsque la société de crédit agricole ne veut fonctionner qu'avec son capital social et les dépôts qui lui sont confiés, les administrateurs prendront soin de proportionner les escomptes à l'argent disponible et de n'accepter les effets qu'en tenant compte de leur échéance, mais, en pratique, les sociétés réescomptent à un banquier ou à la Banque de France autant que possible les effets compris dans leur portefeuille.

Plusieurs auteurs et notamment M. Durand conseiller aux sociétés de crédit de ne pas escompter le

(1) Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome IV, n^o 217 et seq.

papier qui leur est présenté par leurs membres. L'escompte, disent-ils, est d'une pratique dangereuse pour une société exclusivement composée de paysans qui n'ont aucune expérience en matière de finance. D'autre part, la législation régissant le billet à ordre et la lettre de change est assez compliquée, elle comporte une procédure rigoureuse, des exécutions rapides et l'omission d'une formalité pourrait amener la société de crédit à perdre son droit de recours contre les endosseurs. Ces arguments ne nous touchent point. Sans doute, la caisse doit examiner avec soin les effets qui seront présentés à l'escompte, mais, cette précaution prise, pourquoi ne rendrait-elle pas à ses sociétaires le service de leur escompter leurs effets ? Elle doit leur procurer de l'argent au meilleur compte possible, elle restera dans ses attributions en leur fournissant immédiatement le montant d'une créance qui n'est encore point échue et dont ils ont besoin. Ce mode de procéder leur sera certes plus utile que s'ils sont obligés d'emprunter en attendant l'échéance de leur créance.

3° Avances et découverts en comptes courants.

— Certaines sociétés de crédit agricole sont en compte courant avec leurs sociétaires. Ces comptes courants sont toujours accompagnés d'une ouverture de crédit. En pratique, ils supposent des opérations nombreuses, aussi n'existent-ils que pour une certaine classe d'agriculteurs se rapprochant en quelque sorte des commerçants (éleveurs, maraîchers, etc.) et ayant chaque année une série d'affaires à traiter avec la société agricole. Le compte courant évite les transports de numéraire, restreint la quantité d'espèces métalliques nécessaire au règlement des comptes et permet les virements. Lorsqu'une ouverture de crédit

est accompagnée d'un compte courant, le sociétaire crédité par la caisse agricole pourra faire des remboursements ou des demandes de fonds aux époques qu'il voudra, il pourra, lorsque ses récoltes seront vendues, verser l'argent provenant de cette vente à la société ou lui faire escompter les effets qu'il possède ; plus tard, il pourra réclamer de nouvelles avances jusqu'à ce que le maximum fixé par l'ouverture de crédit soit atteint. Cette façon de procéder peut donc être très utile à l'agriculteur, qui réalisera ainsi de grandes économies d'intérêts. L'immobilisation des capitaux de la société sous la forme d'avances en comptes courants peut constituer toutefois un réel danger pour l'établissement s'il ne prend pas d'indispensables précautions, mais la stabilité des exploitations rurales rend la surveillance facile. En tous cas, les administrateurs devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires, exiger des sûretés au besoin pour faire des découverts et n'ouvrir des comptes courants qu'aux cultivateurs qui ont un grand mouvement d'affaires et peuvent avoir une circulation importante dans leur compte. Si cette condition n'existe pas, le compte courant se réduit à un simple crédit que l'emprunteur n'est pas obligé de rembourser à une échéance déterminée au grand détriment de la caisse agricole.

En Angleterre et en Ecosse surtout, les banques ordinaires très nombreuses (10 banques et 966 succursales pour l'Ecosse) distribuent le crédit à l'agriculture en même temps d'ailleurs qu'à l'industrie et au commerce sous forme d'ouvertures de crédit accompagnées d'un compte courant accordé pour 3 mois et renouvelable par tacite reconduction. C'est le système du « cash account » (compte de caisse). Tout agriculteur

solvable dont deux personnes se portent garantes peut se faire ouvrir un « cash account ». Il en dispose selon ses besoins et comme il lui plaît, soit pour une fraction, soit pour la totalité, et, naturellement, il ne paye que l'intérêt de ce dont il est débiteur. Le banquier peut fermer le compte : cette éventualité met le débiteur en garde contre la négligence. Les agriculteurs peuvent faire usage des comptes courants à découvert, mais, d'autre part, ils versent en dépôt à la Banque leurs fonds de caisse et obtiennent par là un intérêt; de plus c'est la Banque qui fait leurs recouvrements et leurs paiements (1). En un mot, ils payent en banque, tirent des traites sur leurs banquiers, s'adonnent aux opérations financières. Ce n'est pas le cas des paysans français. Les agriculteurs écossais sont au reste dans une situation peu comparable à celle des nôtres, ils ont un roulement d'affaires et de capitaux qui peut les faire considérer comme de vrais commerçants. « Les fermiers d'outre-Manche, dit M. Durand (2), sont le plus souvent de véritables industriels qui entreprennent l'exploitation d'un domaine comme d'autres entreprennent l'exploit-

(1) C'est cette pratique que notre législateur, en 1894, a voulu encourager en insérant dans la loi ces mots : « se charger des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. » Les sociétés de crédit ne se chargeront en général de paiements à faire pour leurs associés que lorsqu'ils auront un compte courant ouvert, mais cette condition n'est pas nécessaire pour opérer le recouvrement de leurs effets. Ce service pourra être utile aussi pour le syndicat, s'il n'a pas le personnel nécessaire pour recouvrer ses effets dans des lieux éloignés. Ce recouvrement dans lequel les sociétés de crédit jouent le rôle de mandataires justifie la perception d'un droit de commission. Notons que l'administration des postes est autorisée à recouvrer les effets de commerce.

(2) Durand. *Le Crédit agricole*, chapitre 15, pages 577 et seq.

tation d'une usine. Ils disposent de capitaux relativement importants. Propriétaires ou locataires sont le plus souvent dans une situation de fortune qui leur permettrait l'accès des banques sur le continent. »

L'aristocratie anglaise en effet ne s'est jamais désintéressée de l'agriculture : « les classes aisées ne la dédaignent pas, les gentlemen formers la considèrent comme une carrière et y consacrent des capitaux souvent considérables. » C'est ce qui explique que le « cash » crédit est pratiqué très rarement au-dessous de 200 et même de 500 livres sterling, c'est-à-dire de 5.000 à 12.500 francs. La plupart des crédits sont de 1.000, 2.000 et même 5.000 livres sterling, soit 25.000, 50.000 et même 125.000 francs (1).

Quelle que soit l'opération par laquelle les sociétés de crédit agricole fournissent du crédit à leurs membres, une règle impérative s'impose aux administrateurs, c'est qu'il ne doit être accordé « que pour des opérations concernant l'industrie agricole. » Par exemple les prêts doivent être faits seulement pour des opérations concernant l'agriculture, tels qu'achats de bestiaux, semences, engrais, instruments aratoires, construction ou réparation de bâtiments agricoles. Les caisses agricoles ne pourraient par conséquent prêter de l'argent à un de leurs membres pour payer des dettes de famille ou établir un enfant, ni même pour acheter une valeur de bourse (2).

(1) Compte rendu du 8^e congrès du crédit populaire, page 858.

(2) En pratique, pour connaître l'emploi que l'agriculteur veut faire de la somme qu'il réclame, les administrateurs lui font rédiger une demande de prêt dans laquelle il indique l'objet auquel il le destine. De cette façon le conseil d'administration saura s'il doit être consacré à une opération « concernant l'industrie agricole ».

Toutefois les mots « industrie agricole » ne doivent point

Le conseil d'administration fera bien de n'accorder l'argent demandé qu'autant qu'il jugera utile l'emploi qu'en voudra faire l'emprunteur. La société ne devra prêter qu'en vue d'un emploi productif, destiné à améliorer la situation de l'agriculteur et à lui permettre de rembourser à échéance. Si l'emploi indiqué par l'emprunteur doit l'appauvrir, le prêt lui sera refusé; par exemple, s'il se propose d'acheter une terre qui lui rapportera 2.50 ou 3 pour cent, alors que le capital emprunté lui coûtera 4 ou 4.50. Il en sera de même de l'emprunt destiné à payer des dettes de consommation consenties par des cultivateurs pour la nourriture, l'entretien ou l'habillement de leur famille. Au contraire si l'argent est destiné à enrichir l'agriculteur, il pourra lui être accordé; par exemple, s'il doit être employé à l'achat d'engrais qui augmenteront les récoltes futures, de bétail de travail nécessaire à la culture, ou à l'acquisition du capital d'exploitation servant à vivifier le domaine et à produire la récolte qui, sans doute, peut être plus ou moins belle, mais qui en tout cas ne sortirait pas de la terre sans son concours.

être pris dans un sens étroit, il faut les entendre avec une grande largeur d'interprétation. Les caisses agricoles pourront consentir des prêts non seulement pour l'achat d'engrais ou de semences destinés à la culture proprement dite de la terre, mais elles pourront aussi fournir du crédit à de véritables exploitations industrielles souvent jointes aux exploitations agricoles (fruiteries de Franche Comté, laiteries, féculeries, distilleries, sucreries). Les chefs de ces exploitations exercent, nous l'avons dit, des métiers similaires ou connexes à l'agriculture et peuvent en conséquence faire partie des syndicats agricoles et des sociétés de crédit.

Si les administrateurs des caisses agricoles fournissent du crédit et par exemple consentent un prêt pour des opérations ne concernant pas l'industrie agricole, ils engagent leur responsabilité conformément à l'article 6. D'autre part, comme ils dépassent leurs pouvoirs, la société n'est pas tenue et peut en conséquence en demander le remboursement immédiat.

L'administration de la société agricole fournira du crédit toutes les fois qu'il permettra à l'emprunteur de s'enrichir et de faire mieux ses affaires. Aussi doit-elle examiner rigoureusement l'utilité de l'emploi indiqué par le sociétaire et comme corollaire surveiller cet emploi pour empêcher d'en user autrement qu'il n'a été convenu. Sans doute, si la société s'est entourée de tous les renseignements nécessaires, si elle n'a fourni du crédit qu'à des personnes laborieuses et économes, elles ne dissiperont pas les sommes reçues ; toutefois, afin d'éviter une perte quelconque, la société fera bien de toujours contrôler l'emploi, ce qui sera facile dans beaucoup de cas. Lorsqu'il s'agit d'achats d'engrais ou de semences, comme ils seront ordinairement opérés par l'entremise du syndicat, la caisse agricole versera directement l'argent à ce dernier sans le remettre d'abord au sociétaire. Dans le cas d'améliorations agricoles, on pourra ne verser les fonds qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux, et pour les achats de bétail rien n'empêche un administrateur d'accompagner au besoin l'acheteur, qui a besoin de crédit, sur le champ de foire ; sa présence pourra même amener la conclusion d'un marché avantageux. Les caisses de prêts de bétail du canton de Thurgovie par exemple, d'après M. Durand (1), font habituellement accompagner l'emprunteur par un contrôleur sur le champ de foire. Les Darlehenskassen et les caisses de Wollemborg, ne prêtant que pour un usage jugé utile par le conseil d'administration, ne sont point exposées à subir de pertes. La plupart des sociétés de crédit agricole stipulent dans leurs statuts que « toutes les fois que l'emprunt ne

(1) Durand. Le crédit agricole, page 668.

sera pas appliqué à l'objet énoncé dans la demande, le conseil d'administration pourra en exiger le remboursement anticipé ». Il y a là une clause parfaitement valable, la société est libre d'accorder son argent aux conditions qu'elle fixe lorsqu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ; d'autre part, il est juste de ne faire profiter d'aucun avantage un sociétaire qui a cherché à tromper la caisse, car cela suppose qu'il est de mauvaise foi ou près de sa ruine. Les statuts décident également que « le conseil d'administration devra veiller à ce que les fonds prêtés reçoivent un emploi conforme à la destination précisée dans la demande. » Enfin, après s'être rendu compte de l'utilité du crédit à fournir, les administrateurs doivent examiner sérieusement la solvabilité de la personne qui le leur demande. Lorsque la société ne fait des affaires que dans une ou deux communes, chaque administrateur connaîtra la situation exacte de tous les sociétaires. Quand, au contraire, la circonscription territoriale de la caisse s'étend à un canton ou à un arrondissement, la société pourra avoir dans chaque commune une personne sérieuse capable de fournir tous les renseignements nécessaires qui pourront au reste être contrôlés. Le principal devoir des administrateurs dans ce cas est de bien organiser le service des renseignements ; il faut qu'ils les prennent à bonne source, qu'ils les classent par ordre alphabétique afin de les trouver à la minute dès qu'on en aura besoin, enfin qu'ils les renouvellent souvent, car les renseignements un peu anciens perdent leur exactitude. Les administrateurs devront examiner surtout si le sociétaire qui leur demande du crédit est un homme laborieux, économe, si, en un mot, il fait ses affaires et si la somme qu'il

demande n'est pas trop considérable pour l'exploitation agricole qu'il dirige.

La question se pose de savoir si les sociétés de crédit agricole doivent prêter à un cultivateur ou lui escompter ses effets lorsqu'il ne donne d'autre garantie que sa signature. Elle a fait l'objet des préoccupations de tous ceux qui s'intéressent au crédit agricole. La garantie peut être de deux espèces : réelle ou personnelle. La garantie réelle peut consister dans un gage, une antichrèse ou une hypothèque : seules quelques caisses Raiffeisen, en Allemagne, la réclament à leurs emprunteurs.

1° La loi ne reconnaît la validité du *gage* qu'autant que l'objet engagé est entre les mains du créancier ; il faut donc que la caisse garde l'objet donné en gage et qu'elle possède des magasins. Si c'est du bétail de travail, par exemple, l'emprunteur ne peut s'en dessaisir sans se mettre dans l'impossibilité de cultiver. S'il s'agit de récoltes en grange, le cultivateur aurait plus d'intérêt à les vendre ou à les déposer dans des magasins généraux qu'à les mettre en gage. Cette sûreté est donc peu pratique. De plus, l'article 411 du Code pénal punit de peines correctionnelles la personne qui établit sans autorisation des maisons de prêts sur gage. Pour éviter l'application de cet article, il ne faut recourir à la garantie du gage qu'à titre exceptionnel. Toutefois, les sociétés de crédit agricole peuvent recevoir en nantissement des rentes sur l'Etat, des obligations, des actions et faire ce qu'on appelle dans le langage usuel des avances sur titres. Cette opération est absolument licite. Il y a là un gage civil et non commercial, de l'avis même de la jurisprudence qui reconnaît que la profession du prêteur est indifférente pour la détermination du

caractère civil ou commercial du gage. Il faut en conclure que sa réalisation aura lieu suivant les formes du Code civil (articles 2078 et seq.) et non d'après celles du Code de commerce (articles 93 et seq.).

En pratique, les statuts décident que, quelque soit le montant de la somme prêtée ou escomptée, tant qu'un sociétaire redoit quelque chose à la caisse de crédit, il doit laisser en nantissement ses parts sociales : c'est là une sage précaution.

2° *L'hypothèque* peut offrir une bonne garantie, mais tous ceux qui ont besoin de la société de crédit ne peuvent pas en donner une sur leurs biens, car il faut être propriétaire ; or, un fermier, un locataire ne peuvent en principe consentir une hypothèque. Du reste, elle ne peut être constituée que par acte notarié revenant fort cher (1). S'il ne s'agit pas d'un emprunt à très longue échéance, huit ou dix ans au moins, les frais d'hypothèque et de main-levée grèveraient trop lourdement l'emprunteur.

La question ne se pose guère en pratique que pour la garantie personnelle, mais elle est fort controversée. La société de crédit doit-elle demander à l'emprunteur de lui donner la garantie d'une caution qui répondra du paiement de la dette ? Les caisses à responsabilité illimitée exigent la caution comme un moyen d'atténuer les effets de la solidarité. L'emprunteur dans les caisses Raiffeisen doit fournir une garantie : presque toujours ce sera une caution. M. Durand conseille à ses caisses rurales de toujours l'exiger. De cette façon, en cas d'insolvabilité de l'em-

(1) Cf. sur cette question le discours de M. Fresneau, Sénat. Séance du 21 mai 1894. *Journal officiel* du 22. Débats parlementaires, page 448 et projet de M. Guillemet pour la réduction des droits d'hypothèque. *Journal officiel* des 22 mai et 5 juillet 1890. Documents parlementaires, pages 862 et seq. 4510 et seq.

prunteur les administrateurs s'adresseront à sa caution. En pratique, les administrateurs des sociétés de crédit agricole sont laissés libres par les statuts d'exiger des emprunteurs une caution (1). Dans certaines caisses cependant, lorsque le prêt a une certaine importance, une caution est obligatoire. L'article 22 des statuts de la caisse d'Epinal décide que pour une somme supérieure au double de son apport (2) le conseil d'administration exigera une ou deux cautions qui donneront leur signature en présence du délégué du conseil d'administration. A Belleville-sur-Saône, la caution n'est obligatoire que pour les prêts supérieurs à cinq cents francs (3).

Certains auteurs se sont élevés avec vigueur contre l'obligation pour l'emprunteur de fournir une caution et désireraient qu'on n'introduisit pas dans les statuts des sociétés de crédit agricole la faculté pour les administrateurs d'exiger un répondant de l'emprunteur. Cette exigence, dit-on en premier lieu, est une entrave apportée au fonctionnement de la caisse de crédit agricole. Le paysan n'aime pas exposer au grand jour sa situation et c'est beaucoup exiger de la lui faire dévoiler à d'autres qu'à l'administrateur de la société de crédit qui lui avancera l'argent qui lui manque ; au reste l'esprit individualiste du paysan le fera hésiter longtemps à se porter caution même d'un homme

(1) *Sic* Remiremont, article 20. Segré, article 22.

(2) Les parts sociales qui peuvent être de valeurs inégales sont fixées au minimum de 20 francs (article 6), elles sont payables 1/4 au moment de la souscription et le reste par mensualités dans le délai d'un an et produisent un intérêt de 3 pour cent (article 9).

(3) Indication fournie par M. H. Beauregard, président de la caisse de crédit de Belleville comme résultant du règlement intérieur de la société.

laborieux et économe. « Qui cautionne paie », il n'est pas de proverbe plus profondément enraciné dans les masses rurales. Le villageois sait qu'en cautionnant c'est presque comme s'il empruntait lui-même.

On objecte en second lieu que l'exigence de la caution est contraire au principe même de la coopération qui est la base des sociétés de crédit agricole (1). La caution en effet sera d'abord poursuivie après l'emprunteur, avant qu'on ne fasse retomber l'insolvabilité de ce dernier sur les autres associés, or, dit-on, le principe de la coopération semble exiger que chaque associé soit toujours tenu dans les mêmes limites et que l'insolvabilité d'un des associés se répartisse proportionnellement entre les autres. On ajoute enfin que l'exigence d'une caution n'est qu'un moyen détourné d'atténuer les effets de la solidarité dans les sociétés à responsabilité illimitée et que si l'on admet qu'il faut engager les paysans à adopter la solidarité, il semble contradictoire d'essayer de la diminuer. Il est facile de répondre à cette argumentation.

Tout d'abord, on peut dire que la caution, au lieu de diminuer la solidarité, tend au contraire à la rendre plus réelle, plus efficace et par conséquent plus facilement acceptable, car le but de la caution est précisément de faire que la solidarité puisse être supportée par tout le monde avec prudence et sans grand danger. La caution en effet est la personne la plus intéressée à surveiller l'emploi de l'argent emprunté, or, c'est là une des conditions essentielles du bon fonctionnement de la société de crédit. Si un sociétaire demande de l'argent pour l'achat d'outils ou l'acqui-

(1) Compte rendu du 7^e congrès de crédit populaire tenu à Nîmes en 1895, page 86.

tion de bestiaux, il ne faut pas qu'il aille le dépenser au cabaret. Il faut que quelqu'un contrôle l'emploi de la somme prêtée, la caution ne manquera pas de le faire; s'il n'y a pas de caution plus personnellement engagée, chacun pourra se reposer sur son voisin surtout au cas où la responsabilité des sociétaires n'est pas illimitée. Par conséquent, la caution offre une garantie de surveillance très appréciable dans les sociétés à responsabilité limitée, car les associés sont moins intéressés au bon fonctionnement de la société et dans les sociétés à responsabilité illimitée, cette surveillance fait que la solidarité peut être acceptée sans grand danger, ce qui tendra à répandre les sociétés de ce type. Il faut également reconnaître que la caution offrira dans ces dernières sociétés une très grande garantie car, n'ayant pas de capital social, elles ne travaillent qu'à l'aide des dépôts qu'elles reçoivent soit de leurs membres, soit d'autres personnes, jamais elles n'escomptent de billets; de plus elles se proposent, surtout à l'étranger, de favoriser l'épargne en offrant aux petits capitalistes un placement excessivement sûr. Or, les dépôts n'iront que là où ira la confiance et c'est rassurer beaucoup les déposants que de leur faire savoir que la caisse de crédit ne se sert jamais de leur argent qu'en exigeant des emprunteurs une caution.

L'objection de principe ne nous paraît pas plus convaincante et nous ne croyons pas que le fait d'exiger une caution soit contraire au principe de la coopération puisqu'au contraire il garantit plus fortement le prêt, met la société à l'abri de toute perte et engage par là les cultivateurs de la région à y entrer. Enfin, la difficulté pour l'emprunteur de trouver une caution est beaucoup plus apparente que réelle, car tous les

paysans solvables trouvent des cautions très facilement ; quant aux insolubles, il n'est pas urgent de les faire entrer dans une société de crédit.

En somme, le principe de l'exigence de la caution, qui a été sanctionné à l'étranger et qui a donné de bons résultats, offre plus de sécurité pour la société et augmente la confiance des déposants. Il est donc souhaitable que la caution soit prévue et rendue obligatoire à partir d'un minimum à déterminer et qui pourrait être fixé à deux cents francs, car il n'y a pas d'agriculteur qui ne puisse justifier d'un si petit crédit. Au-dessus de ce minimum, au lieu de laisser aux administrateurs de la société le soin de réclamer une caution de l'emprunteur s'ils le jugent bon (1), il serait préférable de l'exiger obligatoirement, même pour le cas où le prêt serait très suffisamment garanti par la seule signature du débiteur (2), car l'inégalité de traitement entre sociétaires est de nature à provoquer des comparaisons ou des jalousies fort préjudiciables au développement de la société de crédit.

Après avoir indiqué les opérations des sociétés de crédit agricole, il faut désigner les personnes pouvant entrer en relation avec elles et profiter de ces opérations. Ce sont d'après l'article 1, § 1 *in fine*, « les syndicats ou les membres de ces syndicats ».

La caisse agricole pourra donc fournir le crédit en premier lieu à tous ses membres, en second lieu aux syndicats eux-mêmes auxquels elle se rattache : ceux-ci ayant la personnalité civile peuvent avoir besoin, pour les affaires qui leur sont propres, de re-

(1) *Sic* Remiremont (article 20).

(2) *Sic* Belleville-sur-Saône (règlement intérieur) et Epinal (article 22).

courir au crédit ; en outre, quand quelques membres d'un ou de plusieurs syndicats ont fondé une société de crédit, ils communiquent à tous les membres des syndicats auxquels ils appartiennent la faculté de se servir de cette société de crédit, quoique ces membres n'aient point pris de parts dans la société. La loi n'est sans doute pas très explicite, les mots « membres de ces syndicats », quoique très généraux, pourraient n'être entendus que des membres des syndicats sociétaires de la caisse agricole. Toutefois, cette dernière interprétation ne doit point être admise en présence des travaux préparatoires qui sont formels. Le rapport de M. Labiche s'exprime ainsi sur ce point : « Ces petites sociétés auront pour but de faciliter aux membres de ces syndicats (*qu'ils fassent ou non partie de la société*) les opérations de crédit », et plus loin : « *La situation des syndiqués qui n'entreront pas dans la société de crédit* sera, à l'égard des membres de cette société, analogue à celle qu'ont, dans les sociétés coopératives, les simples adhérents à l'égard des actionnaires de ces sociétés. » (1) Il y a là une faveur spéciale de la loi qui a voulu étendre dans un sens très large le principe de mutualité appliqué aux sociétés qu'elle autorise. Les bienfaits de cette mutualité s'étendront non seulement à ceux qui se sont affiliés à la société de crédit, mais à tous les membres des syndicats agricoles dont sont issues les caisses agricoles. En pratique, peu de sociétés de crédit agricole entrent en relation avec d'autres personnes qu'avec leurs membres. Les statuts indiquent alors d'une façon expresse que la

(1) *Journal officiel*. Documents parlementaires. Sénat. Session de 1894. Annexe n° 42, page 88.

société a pour objet de faciliter « à ses membres » le crédit dont ils peuvent avoir besoin (1). Pareille clause ne permet pas aux membres des syndicats non sociétaires de profiter de la caisse agricole. Toutefois, la caisse de Belleville-sur-Saône (article 2) admet à ses guichets tous les membres du syndicat agricole dont elle est issue, « porteurs de parts ou non ». Cette solution nous semble plus conforme au vœu de la loi.

Il nous reste à rechercher les moyens que possèdent les sociétés agricoles pour se procurer les fonds qui leur sont nécessaires.

Elles peuvent trouver leurs éléments d'activité : 1° dans leur capital social, 2° dans les comptes de dépôt remboursables à vue ou à échéance fixe, 3° dans l'escompte des valeurs qu'elles ont en portefeuille.

1° Un *capital personnel* doit à notre avis être l'assise maîtresse de la constitution des caisses agricoles ; nous nous sommes expliqué à cet égard en étudiant la formation du capital social. Nous ne croyons pas que la formation d'un capital soit superflue et que la garantie offerte par la solidarité des membres, par exemple, soit toujours suffisante pour attirer les capitaux. Pour légitimer la confiance, il faut agir, montrer que le comité directeur est capable, que les opérations faites sont fructueuses, il faut en un mot un élément initial qui donne la première manifestation d'activité. Toutefois, comme le capital social est relativement peu élevé puisque les parts sociales sont peu importantes, la société, pour se procurer l'argent nécessaire à ses opérations, ouvre des comptes de dépôts à vue ou à échéance fixe ou escompte ses valeurs en portefeuille.

(1) *Sic* Remiremont (article 3 *initio*). Epinal (article 3).

2° *Dépôts à vue et à échéance fixe.* — Pour remplir sa fonction, la société de crédit agricole peut ajouter à son capital propre des fonds reçus en dépôt, l'article 1, § 2; de la loi le dit expressément. Les dépôts à vue ne demandent qu'une très faible rétribution et permettent ainsi de procurer le crédit à des conditions très réduites, mais ils sont dangereux par la possibilité de demandes imprévues et considérables de remboursement dans un moment de crise générale ou de panique quelquefois sans fondement, et ils peuvent mettre l'institution dans l'impossibilité de se procurer d'autres fonds en remplacement (1). Ces dépôts à vue peuvent être utiles aux agriculteurs qui n'ont pas de banquiers et possèdent quelques centaines de francs disponibles; ils pourront les remettre à la société agricole et recevoir un petit intérêt, mais il leur faut pouvoir les reprendre quand ils en auront besoin.

Le danger des retraits existe dans toutes les banques, le tout est de savoir faire un sage emploi de ces dépôts et de leur trouver une exacte contre-partie; en temps ordinaire on ne viendra pas réclamer tout ce qui a été versé, ce n'est que dans le cas d'une panique que les déposants pourraient se porter en masse à la banque. Le préavis pourrait y remédier. La société de crédit peut s'obliger à rembourser à vue jusqu'à une certaine somme seulement, au delà il faut des préavis en rapport avec les sommes à retirer; dans cet intervalle, la société peut prendre les dispositions nécessaires pour se procurer des fonds.

(1) Cet inconvénient n'existe que dans les dépôts à vue effectués par les rentiers ou les capitalistes; en ce qui concerne ceux faits en comptes courants par les sociétaires, ils offrent peu de dangers, car ils constituent un mouvement régulier dont les oscillations sont faciles à prévoir.

Les dépôts à échéance fixe font disparaître les inconvénients de demandes de remboursement arrivant en masse; il y a là une façon de procéder s'adaptant assez bien aux exigences de l'agriculture, car elle permet d'employer les capitaux qui en proviennent à des opérations de longue haleine. Le crédit à fournir au cultivateur devant durer neuf mois ou un an, on pourra recevoir des dépôts pour ce laps de temps. C'est ce qui a permis à M. Luzzatti, actuellement ministre du trésor italien, de qualifier au congrès des banques populaires tenu à Menton, en 1890, ces bons à échéance fixe de « bons de trésor de l'agriculture ». Les déposants, dans notre hypothèse, exigent une élévation sensible du taux de l'intérêt. En principe, les sociétés de crédit agricole peuvent recevoir des dépôts de toutes personnes, sociétaires ou non. Rappelons, ainsi que nous l'avons indiqué en étudiant la rédaction des statuts, que l'article 2, § 2, leur impose l'obligation de déterminer le maximum de ces dépôts.

Il nous reste à signaler que la loi du 20 juillet 1895, par son article 10, accorde aux caisses d'épargne ordinaires, autonomes ou municipales, le libre emploi facultatif, partiel et réglementé de leurs fortunes personnelles, donations et réserves. Ce libre emploi limité au cinquième du capital et à la totalité du revenu comporte entre autres modes de placement « des prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés. » Les caisses agricoles pourront donc recevoir des dépôts des caisses d'épargne des *départements* où elles fonctionnent. Il y a là, selon les paroles du rapporteur à la Chambre, M. Aynard, « une loi d'acompte, une première étape. » L'épargne française devrait, en effet, alimenter « par

mille petits canaux tous les organes de l'activité nationale au lieu de s'immobiliser dans le tonneau des Danaïdes de la dette publique (1) ». N'est-il pas singulier, en effet, de voir « depuis plus d'un demi-siècle les Français vivre sur cette idée qu'il n'y a pour l'épargne du peuple qu'un seul moyen sûr, légitime, raisonnable, le versement dans la dette consolidée ou flottante de l'Etat (2) ». Les sociétés de crédit italiennes ont trouvé dans le concours des caisses d'épargne un appui important parce que ces établissements, jouissant en Italie d'une autonomie fort désirable, peuvent disposer de capitaux dont le remboursement est rarement exigé. Dans son mémoire présenté à l'exposition universelle de 1889, M. Leone Wollemborg cite le cas de plus de vingt caisses rurales dont les ressources proviennent d'emprunts faits aux caisses d'épargne de la région et variant entre 1,000 et 15,000 livres au taux de 3 ou 4 pour cent. Dans le périodique la « *Cooperazione rurale* », numéro du 15 avril 1887, journal servant de lien et d'organe aux caisses rurales fédérées sous sa présidence, M. Leone Wollemborg s'exprime ainsi : « Aboutir à ce que l'épargne accumulée fournisse de plus en plus une veine restauratrice de crédit en faveur des classes qui la constituent et surtout de la petite agriculture, tel est, il me semble, l'aperçu de l'évolution des caisses d'épargne. Sur la route de ce nouveau progrès, elles peuvent procéder avec prudence, en liant d'amicaux et permanents rapports avec les caisses rurales de leur province, en les accréditant avec une libéralité cordiale, en se faisant les

(1) Discours de M. Rostand au 3^e congrès des banques populaires tenu à Bourges en 1891.

(2) Discours de M. Rostand au 3^e congrès des banques populaires, tenu à Bourges en 1891.

promoteurs de leur diffusion... Toute caisse d'épargne peut alimenter les caisses rurales qui surgissent dans sa zone, étant bien en mesure d'en apprécier la solidité et de veiller constamment sur leurs actes. »

La caisse d'épargne de Marseille, dont le président, M. Rostand, a mené une longue campagne pour l'affranchissement des caisses d'épargne françaises, est une des premières qui profita de la disposition libérale de la loi du 20 juillet 1893. Elle a accordé à plusieurs sociétés de crédit agricole fondées dans les Bouches-du-Rhône des prêts de 1.000 ou 2.000 francs par caisse à deux ans et à trois pour cent. A l'occasion de ses noces de diamants, en 1896, son conseil de direction a décidé d'assigner 20.000 francs à dix prêts similaires en faveur de dix nouvelles sociétés coopératives de crédit agricole qui se constitueraient dans des communes des Bouches-du-Rhône où la caisse possède des succursales; ces dix sociétés furent créées en 1896 et 1897. La caisse d'épargne de Lyon est entrée elle aussi dans cette voie progressiste. Elle accorde aux sociétés de crédit agricole des prêts jusqu'à concurrence du double de leur capital social. Plusieurs se sont fondées dans la région (Bessenay, Mornant, Belleville-sur-Saône, etc.) en adoptant les principes de la loi de 1894. De même, en Italie, les caisses d'épargne de Bologne, Padoue, Udine, Cuneo, etc. ont fait surgir des banques coopératives agricoles autour d'elles, intervenant comme actionnaires dans leur formation, veillant à leur organisation correcte, leur faisant don de mobiliers ou d'imprimés, leur accordant le réescompte ou vivifiant par des prêts les caisses agricoles anciennes. En Belgique, la caisse générale d'épargne, en vertu d'une loi du 21 juin 1894, emploie une part de ses disponibilités en prêts directs aux agriculteurs ou aux

sociétés de crédit agricole. C'est le conseil général de la caisse qui en règle les conditions et des réductions de frais d'enregistrement et de timbre sont concédées à ces opérations.

En recevant ainsi des dépôts à vue ou à échéance fixe de toutes les personnes qui leur en apportent, les caisses agricoles elles-mêmes fonctionnent comme un bureau d'épargne et revêtent en quelque sorte la forme d'organes collecteurs des petites épargnes locales. De cette façon, elles recueilleront les petites économies de la région pour les reverser au profit de l'activité locale; aussi peut-on leur recommander d'accepter de préférence les petits dépôts afin de favoriser la petite épargne en voie d'élaboration. En Allemagne, les sociétés Schulze-Delitzsch et Raiffeisen fonctionnent ainsi comme des caisses d'épargne ordinaires : l'épargne des campagnes va donc servir à alimenter le crédit agricole.

FORMULE DE RECONNAISSANCE DE DÉPOT

Société de crédit agricole de.....

(à capital variable)

N°.....

B. P. F.....

Reçu de..... la somme de.....
francs remboursable le (1)..... avec intérêts à
raison de..... pour cent par an payables
les premier..... et premier.....

A..... le..... 18..

*Deux Administrateurs
ou le Directeur du conseil d'administration
et le Comptable,*



(1) Date fixe ou dans le mois ou dans les deux mois qui suivront sa demande de remboursement.

3° *Escompte des valeurs en portefeuille* (1). Le capital social et les dépôts ne suffisent point pour procurer à la société de crédit agricole l'argent dont elle a besoin. Le capital social est peu élevé et les dépôts sont d'ordinaire peu importants, car ceux qui ont de l'argent disponible en France ne songent point à entrer dans une société mutuelle pour y mettre en sûreté leurs économies. Ils préfèrent se fier à un seul homme qui ne travaille que pour lui comme un notaire, un banquier, un coulissier ou bien à un grand établissement de banque fondé au profit exclusif des capitalistes ou enfin à la caisse d'épargne de l'Etat. Ils vont là les yeux fermés, n'ayant rien à y voir et rien à dire. Les sociétés de crédit agricole sont donc dans la nécessité de recourir à l'escompte de leur portefeuille. Un exemple va montrer l'avantage de ce mode de procéder. Le Crédit mutuel de Poligny a fait, dans l'exercice 1895, 350,000 francs d'affaires. L'argent versé sur son capital s'élève à 20,000 francs et les dépôts sont restés aux environs de cette somme. Les disponibilités de la société n'étaient donc que de 40,000 francs. Cette somme employée quatre fois dans l'année, ce qui est considérable, étant donné que le crédit à l'agriculture doit être à long terme, aurait donné un chiffre d'affaires de 160,000 francs. Or, la société a fait 350,000 francs, c'est l'escompte de son portefeuille qui lui a permis de fournir aux agriculteurs de l'arrondissement de Poligny 190,000 francs de plus que ne l'auraient permis les ressources de la société. La nécessité de l'escompte du portefeuille

(1) Ce portefeuille renferme, ainsi que nous l'avons dit, les billets souscrits par l'emprunteur à l'ordre de la société agricole et les effets escomptés par la caisse pour ses sociétaires.

s'impose donc, tout d'abord parce que les dépôts n'affluent pas dans les sociétés de crédit agricole françaises comme dans les banques populaires italiennes par exemple; où il n'est pas rare de voir une société n'ayant pas 100,000 francs de capital avoir en dépôt plus d'un million et, en outre, parce que de la sorte on peut obtenir de l'argent à 2 ou 2,50 pour cent, alors que les déposants exigeraient 3 fr. 50. Les caisses agricoles devront donc se mettre en mesure de présenter leurs valeurs à l'escompte de la Banque de France (1). Les règles très étroites de ce grand établissement, effets à trois signatures et échéances à 90 jours ne constituent pas des obstacles absolus. Les trois signatures sont fournies par l'emprunteur, la caution dont l'intervention nous paraît indispensable pour les prêts dépassant 150 ou 200 francs et enfin la caisse agricole jouant le rôle du banquier ordinaire. La Banque, d'autre part, a compris que les transactions agricoles ne pouvaient se liquider dans les trois mois comme les affaires commerciales et de même que dans le Nivernais elle a accepté le renouvellement des effets qui lui étaient négociés, elle autorisera également les banques agricoles qui auront sa confiance à opérer ce renouvellement, car elle est certaine d'avoir un papier bien choisi qui ne lui causera aucun ennui. Lorsque la société agricole est trop éloignée d'une succursale de la Banque de France, elle pourra avoir recours à une banque ordinaire pour le choix de laquelle elle devra naturellement se montrer fort prudente. La caisse agricole d'Epinal, par exemple, présente son portefeuille à l'escompte de la

(1) Elles pourront ainsi se procurer de l'argent à deux pour cent.

Banque de Mulhouse à Epinal. Cette banque demande à la caisse 2 fr. 50 pour cent et les emprunteurs paient 3 fr. 50. La caisse a converti son capital social en un titre de rente sur l'Etat français qu'elle a déposé à la Banque de Mulhouse comme garantie des opérations qu'elle traite avec elle. On a soutenu que les sociétés de crédit agricole devaient s'abstenir de demander du numéraire aux banquiers car, quelque jour, elles seront à leur merci. Pour amener leur faillite, il suffira à ces banquiers de saisir le moment où elles sont en face d'une échéance et subitement de leur refuser l'escompte. Pareil argument ne nous touche point. Si la société de crédit veut développer ses affaires, elle doit recourir à l'escompte de son portefeuille, car elle se procure ainsi de l'argent à meilleur marché qu'auprès des déposants ; enfin, on ne lui refusera l'escompte que si elle a présenté du mauvais papier qui est revenu impayé. Pour gagner l'escompte il faut le mériter ; en offrant à celui à qui elles le demandent un ensemble de qualités qui le rassure, les sociétés de crédit agricole peuvent l'obtenir de toutes les banques et il ne leur sera retiré que si elles déméritent. Les sociétés de crédit mutuel agricole pourront également présenter leur portefeuille à l'escompte des caisses régionales de crédit agricole lorsque celles-ci fonctionneront (1).

Telles sont les opérations auxquelles se livrent les sociétés de crédit agricole. Ces opérations doivent être constatées dans une comptabilité commerciale. L'article 4, § 1^{er} *in fine*, impose, en effet, aux sociétés l'obligation de tenir des livres, conformément aux prescriptions du Code de commerce. Cette disposition est superflue,

(1) Cf. Thèse, pages 25 et seq.

elle s'imposait puisque les caisses agricoles sont des sociétés commerciales, mais le législateur a cru bon de rappeler ce devoir aux administrateurs. La tenue de livres a pour but de renseigner rapidement le commerçant sur la marche de ses affaires, de lui servir de moyen de preuve et au besoin de lui permettre d'éviter la faillite et d'être mis en liquidation judiciaire si l'examen de sa comptabilité prouve que s'il a été imprudent, du moins il a été honnête. La sanction de cette obligation est peu sérieuse. L'article 586, 6°, Code de commerce, décide que le commerçant, dont les livres ne sont pas tenus régulièrement, peut, en cas de faillite, être déclaré banqueroutier simple, mais ce texte en fait n'est jamais appliqué. D'autre part, l'article 13 du Code de commerce décide que les livres irrégulièrement tenus ne pourront être représentés en justice ni faire foi ; or, de ces livres, on peut tirer des présomptions sur lesquelles se baseront les juges pour rendre leurs sentences. Les sociétés de crédit agricole doivent, conformément aux articles 8 et 9 du Code de commerce, avoir :

1° *Un livre journal* qui contiendra toutes les opérations (civiles ou commerciales) faites par elles au jour le jour (article 8, § 1^{er}).

2° *Un livre copie de lettres*, renfermant la copie de toutes les lettres (ou télégrammes) envoyés par la caisse (article 8, § 2).

3° *Un livre d'inventaires* dans lequel la société dressera, chaque année au moins et en pratique suivant son chiffre d'affaires, tous les trois ou six mois, l'état de sa situation. Ces livres obligatoires doivent être « tenus par ordre de dates sans blancs, lacunes ni transports en marge. » (Article 10, § 3, Code de commerce). Le livre journal et le livre des inven-

taires doivent être paraphés et visés une fois par an (article 10, § 1^{er}). Tous ces livres doivent être conservés pendant dix ans à partir de leur clôture, ils sont rédigés sur papier ordinaire.

En dehors des livres obligatoires, les sociétés de crédit agricole tiennent :

1° *Un grand-livre* où sont établis les comptes de toutes les personnes qui font des affaires avec la société, c'est en somme le relevé des opérations du livre journal dans un ordre méthodique.

2° *Un livre des entrées et sorties des sociétaires* destiné à prouver l'entrée et la sortie des sociétaires, lorsque la société est à capital variable. Cette preuve pourra être utile pour établir la responsabilité des associés. Ce livre contiendra les adhésions à la société, les démissions, les exclusions ; dans les deux premiers cas, la mention après avoir été datée, sera signée par l'associé et deux administrateurs, dans le troisième par ces deux dernières personnes, si on ne peut obtenir la signature du membre exclu.

3° Ainsi que nous l'avons indiqué en étudiant l'administration des sociétés de crédit agricole, les délibérations du conseil d'administration, du conseil de surveillance et des assemblées générales doivent être consignées sur un *registre des délibérations*.

Dans le projet primitivement discuté à la Chambre des députés, l'article 4 exigeait des sociétés de crédit « une comptabilité tenue à jour permettant d'apprécier leur situation et la nature de leurs opérations » et M. Mir, dans son rapport (1), expliquait qu'on n'avait pas voulu imposer aux caisses agricoles l'obli-

(1) *Journal officiel*. Chambre des députés. Documents parlementaires. Session de 1892. Annexe n° 2036, page 209.

gation d'une comptabilité conforme aux articles 8 et suivants du Code de commerce pour ne point effrayer les administrateurs. Lors de la discussion à la Chambre, on fit remarquer que, les opérations des sociétés de crédit agricole étant modestes, il n'y avait aucun danger sérieux à simplifier les formalités de la comptabilité commerciale. Ces arguments étaient peu convaincants. M. Etcheverry, lors de la première délibération, fit observer avec raison qu'en dispensant les sociétés de l'obligation de tenir des livres, on leur enlevait des garanties de bonne gestion, ce qui détournerait les tiers et notamment la Banque de France d'entrer en relation avec elles. On aurait pu ajouter que cette obligation était peu coûteuse et que des administrateurs disposés à accepter le principe de responsabilité illimitée s'en effraieraient peu. Enfin, cette dérogation au droit commun des sociétés commerciales ne se justifiait point. Aussi, MM. Etcheverry et Balsan proposèrent à la séance du 20 juin 1892, un amendement ainsi conçu : « Les syndicats qui se livreront aux opérations de crédit autorisées par la présente loi devront se conformer au titre II du Code de commerce pour la tenue de leurs livres de commerce. » La commission en demanda le renvoi à la deuxième délibération. Dans l'intervalle, elle reconnut le bien fondé de cet amendement et fit voter l'article 4, tel qu'il existe actuellement, qui fait rentrer dans le droit commun les sociétés de crédit agricole en leur imposant la tenue d'une comptabilité semblable à celle de toutes les autres sociétés commerciales.

Il nous reste à dire quelques mots de la juridiction compétente pour trancher les différends pouvant s'élever au cours du fonctionnement de la société. En étudiant l'administration de la société, nous avons

indiqué où et comment s'intentaient les procès qui pourraient surgir contre les administrateurs ou les membres du conseil de surveillance.

Nous devons toutefois rappeler ici que les différends entre associés, conformément à l'article 631, 2^o (C. de com.), sont de la compétence du tribunal de commerce ; le Code de 1807 fut sur ce point modifié par la loi du 17 juillet 1856 qui a supprimé l'arbitrage forcé. D'autre part, comme les principales opérations des sociétés de crédit agricole se rattachent au manie-ment de lettres de change ou de billets à ordre, il n'est pas sans intérêt de rappeler les règles de compétence sur ces matières. La lettre de change étant par elle-même un acte de commerce, il en résulte que toutes les contestations s'élevant à son égard entre personnes qui y ont apposé leurs signatures sont de la compétence de la juridiction consulaire. Au contraire, par lui-même, le billet à ordre n'est pas un acte de commerce ; il faut examiner les obligations qui y sont constatées et voir si elles sont commerciales ou civiles pour connaître le caractère du titre qui les établit. Si le billet est signé seulement par des non commerçants (ce sera le cas de ceux possédés par les sociétés de crédit agricole et souscrits par des cultivateurs), si l'obligation n'est pas commerciale *ex re* (ce qui sera très rare puisque l'argent emprunté est destiné à des achats d'engrais ou de bestiaux pour le compte du souscripteur), le tribunal civil est en principe compétent ; toutefois l'article 636 *in fine* du Code de commerce décide que s'il est saisi, le tribunal de commerce ne se déclarera incompétent que s'il en est requis par le défendeur. Enfin, comme le billet à ordre souscrit par les agriculteurs est destiné à être escompté par la société agricole, comme celle-ci sera

obligée de l'endosser, d'y apposer sa signature, conformément à l'article 637 du Code de commerce, le billet se trouvera commercialisé à l'égard de tous, la juridiction consulaire sera compétente, le billet portant en même temps la signature de non commerçants et de la société qui est commerciale (article 4, loi du 5 novembre 1894).

CHAPITRE III

Dissolution. — Liquidation et partage des sociétés de crédit agricole.

La loi du 5 novembre 1894 laisse toute liberté aux statuts pour déterminer les conditions de la dissolution des sociétés (article 2, § 1). Toutefois, il est nécessaire de préciser quand aura lieu cette dissolution. Pour ce faire, nous partirons de ce principe que nous avons établi, à savoir que les sociétés de crédit agricole sont des sociétés de personnes, par intérêts. Nous allons donc passer très rapidement en revue les causes de dissolution applicables à ces sociétés et les particularités qui pourraient se présenter dans les caisses agricoles.

1^o *Expiration du temps pour lequel la société a été contractée.* En principe, les statuts assignent aux sociétés une durée limitée : 20 ans à Remiremont et Epinal, 30 ans à Segré, 99 ans à Belleville. Les sociétaires peuvent convenir de dissoudre la société avant l'époque fixée ou d'en proroger la durée, il y a là une clause modificative des statuts qui exige le consentement unanime des associés à moins que le pacte social n'ait stipulé sur ce point que la majorité lierait la minorité. Tous actes et délibérations ayant pour objet la dissolution de la société avant le terme fixé pour sa durée par les statuts doivent être constatés dans les mêmes formes que ceux-ci et recevoir la

même publicité. (Articles 61, loi du 24 juillet 1867 (1) et 5, loi du 5 novembre 1894.)

2° Le Code civil (article 1865, 2°) prévoit comme causes de dissolution des sociétés la consommation de la négociation et l'extinction de la chose. Ces deux causes sont inapplicables aux caisses agricoles, car elles n'ont pas pour objet une opération déterminée et d'autre part, lorsqu'elles ont un fonds social, il n'est composé que d'argent. En principe, la perte du capital social n'entraîne pas la dissolution, sauf dans les sociétés anonymes (article 37 de la loi du 24 juillet 1867). Plusieurs sociétés de crédit agricole décident que la dissolution pourra être demandée en cas de perte de moitié ou des trois quarts du capital social (2). Cette clause est parfaitement valable.

3° Les sociétés de personnes sont en principe dissoutes par *la mort, la retraite, l'interdiction légale ou judiciaire, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture de l'un des associés* (article 1865 à 1868 du Code civil). Toutes ces causes de dissolution seront applicables aux sociétés de crédit agricole qui sont formées *intuitu personæ*, entre personnes qui se sont choisies à raison de la confiance qu'elles ont les unes dans les autres. L'article 1868 du Code civil dispose qu'il peut être convenu que, malgré le décès d'un associé, la société continuera entre les survivants ou entre les associés survivants

(1) Cf. pour l'explication de cet article Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, tome II, n^{os} 353 et seq. Il est à remarquer que l'article 61 ne prévoit que le cas d'actes ou délibérations entraînant la dissolution de la société, et non celui où la mort, la faillite ou l'interdiction d'un associé amènerait cette dissolution avant le terme fixé ; en ce cas, il n'y aurait pas de publicité à opérer : la question est au reste très controversée.

(2) *Sic* Remiremont (article 37).

et les héritiers du prédécédé. L'article 10, § 2, des statuts de la caisse de Remiremont décide que les héritiers d'un sociétaire décédé pourront faire agréer l'un d'entre eux comme membre du syndicat et le faire accepter par la société pour les représenter. La retraite d'un associé a pour effet de dissoudre la société, mais seulement lorsqu'elle est à durée illimitée; dans ce cas, les auteurs admettent ordinairement qu'une clause formelle des statuts ne pourrait empêcher un associé de dissoudre la société à sa volonté; toutefois, avec le consentement de tous, un des sociétaires pourrait se retirer sans pour cela que la société fût dissoute; en ce cas, il n'aurait droit qu'à une somme d'argent représentant sa part dans l'actif social. Ajoutons que les statuts d'une société quelconque peuvent prévoir et réglementer l'exclusion des associés; cela a une très grande importance dans les sociétés de crédit agricole dont il est nécessaire de faire sortir tous ceux qui ne sont plus dignes de bénéficier de leurs faveurs.

En pratique, les caisses agricoles adoptent la forme à capital variable; or, d'après l'article 54 de la loi du 24 juillet 1867, les modes de dissolution que nous venons d'énumérer (mort, retraite, interdiction, faillite, déconfiture) ne frappent pas les sociétés par intérêts à capital variable. D'autre part, les statuts peuvent également stipuler en ce cas l'exclusion possible des associés (article 52, § 2, loi du 24 juillet 1867).

4° D'après l'article 1871 du Code civil, la dissolution de toute société peut être demandée par l'un des associés quand il a de *justes motifs*, par exemple quand un autre associé manque à ses engagements: la légitimité et la gravité de ces motifs sont laissées à l'arbitrage des juges.

En aucun cas, qu'il s'agisse de sociétés commerciales par intérêts ou par actions, les pouvoirs publics ne peuvent demander leur dissolution. Aussi est-il surprenant de constater la disposition de l'article 6, § 3, de la loi de 1894, qui est ainsi conçu : « Le tribunal pourra, en outre (en cas de violation des statuts ou des dispositions de la loi de 1894), à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution de la société. » Cet alinéa est absolument injustifiable et il a été l'objet des plus vives critiques ainsi que les dispositions établissant la responsabilité pénale des administrateurs. Ces divers textes donnent aux parquets le moyen de faire une instruction, de scruter toutes les clauses des statuts et toutes les opérations de la caisse agricole, et finalement de conclure à un renvoi en police correctionnelle dont l'issue peut être douteuse, ou devant le tribunal civil, afin de faire prononcer la dissolution. « Ceux qui se soumettent à la loi de 1894, dit M. Durand (1), sont obligés de discuter avec le parquet toutes leurs affaires, toutes les clauses de leurs statuts, toutes les opérations de la société, et cela sous la menace de peines correctionnelles et de dissolution. Que les syndicats ne s'imaginent pas qu'ils peuvent compter toujours sur la tolérance des parquets ! » En pratique, aucune des sociétés de crédit agricole qui se sont placées sous le régime de la loi de 1894 n'a eu de démêlés avec les parquets ; toutefois, l'article 6, § 3, ne peut que détourner des hommes d'initiative de recourir à la loi nouvelle. Son abrogation s'impose, ainsi que celle des §§ 2 et 4. Ce § 3, qui figurait déjà

(1) Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières, juin 1895, page 3.

dans le texte voté par la Chambre des députés, s'explique par les travaux préparatoires de la loi : on voulait, au début, augmenter la capacité des syndicats professionnels et créer des syndicats de crédit agricole. Or, d'après l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, les tribunaux peuvent, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution des syndicats. Le texte de l'article 6 voté par la Chambre des députés était ainsi conçu : « Des poursuites pourront en outre être dirigées contre eux (les membres chargés de l'administration du syndicat), conformément à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884. » La commission sénatoriale, oubliant les réformes qu'elle venait d'apporter au texte voté par la Chambre dans les premiers articles de la loi, en arrivant à l'article 6, se reporta à la loi de 1884, et copia littéralement une partie de l'article 9 de cette loi pour en former l'article 6, § 3. Personne, dans la discussion qui suivit, ne songea à faire observer qu'il s'agissait de la dissolution d'une société commerciale et que les pouvoirs publics n'avaient pas à intervenir.

Lorsqu'une société est dissoute, il y a lieu de procéder à sa liquidation. Cette opération consiste à établir l'actif net de la société. Pour y arriver, on éteint le passif et l'on réunit les éléments dispersés de l'actif, de manière à en former une masse susceptible d'un partage facile. La loi française ne renferme aucune disposition particulière sur la liquidation des sociétés. Celle des caisses agricoles, qui sont des sociétés commerciales, se fera en observant les mêmes règles que pour ces dernières. Nous n'avons donc pas à insister sur cette question, qui se trouve en dehors du cadre de notre étude, puisqu'il n'y a qu'à appliquer le droit commun. Afin d'éviter toute difficulté, les caisses

agricoles feront bien de désigner dans leurs statuts quels seront les liquidateurs ou comment ils seront choisis.

L'article 38 des statuts de la société de Remiremont par exemple donne ce pouvoir à l'assemblée générale, à la simple majorité des voix (1) ; en l'absence d'un texte semblable, le droit de liquidation appartiendrait à chaque associé ou du moins le liquidateur serait nommé par la justice. Rappelons que les liquidateurs sont les mandataires de la société et non des créanciers et qu'en principe, si l'acte qui les nomme ne détermine pas leurs pouvoirs, ils peuvent faire tout ce qui est nécessaire pour mener à bien la liquidation. Enfin, en vertu d'une fiction créée par l'usage commercial et admise par les auteurs et la jurisprudence, la société dissoute est censée subsister en tant qu'être moral pour sa liquidation : c'est le principe de la personnalité des sociétés en liquidation (2). Il en résulte, entre autres conséquences, que les créanciers sociaux peuvent se faire payer sur les biens sociaux avant les créanciers personnels des associés et que le liquidateur représente la société dans toutes les opérations nécessitées par la liquidation.

Lorsque la liquidation est achevée et que l'actif net est bien déterminé, le partage a lieu entre tous les associés si les statuts n'ont pas affecté l'emploi de l'actif à une œuvre d'intérêt agricole (3). Les règles

(1) Pareille disposition se retrouve dans la plupart des statuts des autres sociétés. Belleville, article 48. Epinal, article 47. Segré, article 39.

(2) Pour l'étude de ce principe et de ses conséquences Cf. Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial. Tome II, n^{os} 366 et seq.

(3) En pratique toutes les sociétés de crédit agricole adoptent cette dernière façon de procéder.

applicables sont celles du partage des successions (article 1872 Code civil et 18 Code de commerce); il en résulte que les articles 815, 883, 884, 887 du Code civil recevront ici leur application et qu'au cas où, parmi les associés, il se trouverait un mineur, un interdit ou un absent, il y aurait lieu de remplir les formalités du partage judiciaire. Notons enfin que l'article 2, § 4, a établi une règle spéciale que nous avons étudiée en son temps en ce qui concerne la prescription que peuvent invoquer les associés pour la libération de leurs engagements.

Les actes de dissolution des sociétés sont enregistrés au droit fixe de 7 fr. 50 c. (Lois du 28 avril 1816 article 45, n° 2, et 28 février 1872, article 4). Pour les partages, le droit fixe a été transformé en un droit gradué sur le montant de l'actif net partagé. (Loi du 28 février 1872, article 2, n° 5). Le droit gradué a été lui-même transformé en droit proportionnel par la loi de finances du 28 avril 1893 (article 19). Le taux en est fixé à 15 centimes pour cent, il est liquidé sur les sommes ou valeurs qui étaient auparavant passibles du droit gradué.

Faillite et liquidation judiciaire des sociétés de crédit agricole

Comme toutes les sociétés commerciales (1), les caisses agricoles sont sujettes à être déclarées en faillite ou mises en liquidation judiciaire. On a essayé jadis de nier la possibilité de la faillite pour les sociétés

(1) Il en est de même des sociétés civiles qui ont revêtu la forme de sociétés commerciales par actions depuis la loi du 1^{er} août 1893.

commerciales où un associé n'est pas tenu personnellement, car on ne peut appliquer à personne les déchéances édictées par le Code de commerce (emprisonnement du failli, etc.) Cette opinion n'a point prévalu et la loi du 4 mars 1889 suppose, dans son article 3, § 2, la mise en liquidation judiciaire d'une société anonyme. Ce sera le tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social qui déclarera la faillite (arg. art. 438, § 2, Code de commerce) et c'est à lui que la société demandera la liquidation judiciaire.

Toutes les règles applicables à la faillite des sociétés commerciales ordinaires le seront à celles des sociétés de crédit agricole. Nous devons toutefois faire observer que si, comme nous l'avons indiqué, la faillite personnelle d'un associé entraîne en principe la dissolution de la caisse agricole, elle ne cause point sa faillite, car cette dernière peut se trouver dans une situation prospère malgré la ruine d'un de ses membres. Au contraire, la faillite de la société entraîne celle de tous les associés lorsqu'ils sont tenus solidairement; il y a donc là un inconvénient très grave pour les caisses adoptant le principe de la responsabilité illimitée de leurs membres. Cette opinion, consacrée par une jurisprudence constante (1), résulte implicitement de plusieurs textes du Code de commerce (article 438, § 2, exigeant noms et indication du domicile de chaque associé solidaire dans la déclaration de cessation des paiements; article 458 prescrivant l'apposition des scellés au domicile de chaque associé, article 531).

(1) Chambre des requêtes, 17 avril 1861, D. P. 1861. 1.254. Chambre des requêtes, 13 mai 1879. D. P. 1880. 1. 29.

CHAPITRE IV

Impôts grevant les sociétés de crédit agricole et impôts dont elles sont exemptes

La loi du 5 novembre 1894 devait accorder aux sociétés nouvelles certaines exemptions d'impôts. Si les frais nécessaires à leur constitution sont trop élevés, les cultivateurs reculeront ou les caisses seront obligées de stipuler des intérêts exagérés, de percevoir des prélèvements excessifs pour les récupérer ; l'œuvre étant par là stérilisée, la loi deviendra sans effet.

Nous allons passer très rapidement en revue les divers impôts dont sont exemptées les sociétés de crédit agricole et également ceux qui leur sont applicables.

I. *Patente*. — La patente est un impôt qui a pour but de faire contribuer aux charges publiques les industries de toute nature, commerciales ou non, par un prélèvement effectué sur leurs revenus et produits présumés et dont l'importance est appréciée d'après divers signes extérieurs tels que le loyer du patentable. La patente étant un impôt sur les bénéfices professionnels n'est due que par les personnes ou les associations qui tendent à s'enrichir par l'exercice d'une profession et non par celles qui ne cherchent qu'à satisfaire leurs propres besoins le plus économiquement possible. Il est bien évident qu'on ne peut

lever un impôt sur les revenus professionnels qu'autant que le prétendu patentable exerce en fait une profession ayant pour but de lui procurer des bénéfices. S'il y a désaccord entre le fisc et le contribuable sur la question de fait de savoir si ce dernier vise à réaliser des bénéfices en exerçant un commerce, une industrie ou une profession, les tribunaux administratifs décident après information.

C'est en vertu de ce principe général et non d'un texte exprès de loi que les sociétés coopératives échappent à la patente (1). Il résulte en effet de la jurisprudence absolument constante du Conseil d'Etat que les sociétés coopératives qui ne font d'affaires qu'avec leurs membres et qui ne visent pas à réaliser des bénéfices sont exemptes de la patente (2). Cette jurisprudence établie par un très grand nombre d'arrêts en ce qui concerne les coopératives de consommation (3), est aussi formelle pour les coopératives de crédit ; c'est ainsi par exemple que le Conseil d'Etat a considéré comme devant être imposée à la patente une banque qui réservait chaque année 30 pour cent de ses bénéfices aux actionnaires en les répartissant proportionnellement au nombre de leurs

(1) On a prétendu quelquefois les faire prévaloir de l'exemption de patente accordée par l'article 17, § 4, de la loi du 15 juillet 1880, en les assimilant aux caisses de prévoyance administrées gratuitement. L'assimilation est impossible. Cf. Arrêt du Conseil d'Etat du 14 mars 1891. D. P. 1892, 3, 96.

(2) En général, les législations étrangères sont moins favorables que la législation française aux sociétés coopératives. En Italie, en Belgique et en Suisse, par exemple, elles sont soumises aux mêmes charges que les commerçants ordinaires.

(3) Conseil d'Etat, 6 août 1863. D. P., 1864, 3, 87. C. d'Etat, 17 novembre 1876. D. P., 1877, 3, 12. C. d'Etat, 8 et 29 juin 1877, D. P., 1877, 3, 100. C. d'Etat, 7 juin 1878. D. P., 1878, 3, 103.

actions (1). Il résulte des considérants de cet arrêt que si cette banque n'avait pas visé à réaliser des bénéfices, elle aurait été dispensée de payer patente en présence de l'instruction faite qui démontrait qu'elle n'opérait qu'avec ses membres. C'est également en vertu de ce principe général que la jurisprudence administrative admet que les syndicats professionnels ne recherchant aucun profit direct et immédiat dans leur fonctionnement ordinaire, ne doivent pas être soumis à la patente. Il n'en serait pas de même des sociétés créées à côté d'eux dans l'intérêt de leurs membres et poursuivant un but commercial ou recherchant des profits (2). Un autre arrêt du Conseil d'Etat (3) pose comme principe absolument certain que la société de crédit mutuel qui ne fait des affaires qu'avec ses seuls membres ne peut être contrainte de payer la patente. Cet arrêt donne toutefois une solution à laquelle nous ne saurions souscrire. Il considère que la patente d'escompteur est due par une société de crédit qui, cela résulte de l'information, ne réalise pas de gains puisqu'elle répartit ses bénéfices au prorata des escomptes personnels à chaque sociétaire, qui, d'autre part, n'est ouverte qu'à ses seuls membres pour les opérations d'escompte et de compte courant, mais qui reçoit des dépôts de fonds et de titres de toutes personnes. Il y a très certainement une exagération à décider que par ce fait seul qu'une société de crédit reçoit des dépôts de fonds de toutes personnes, elle est ouverte au public. Ces dépôts de fonds, en

(1) Conseil d'Etat, 28 novembre 1891, D. P., 1893, 3, 15.

(2) Conseil d'Etat, 22 novembre 1889. D. P., 1891, 3, 37.

(3) Conseil d'Etat, 31 janvier 1891. D. P., 1892, 5, 465. Affaire du Crédit mutuel et populaire.

effet, et cela résultait encore de l'information, n'avaient d'autre objet que de rendre possibles les opérations d'escompte réservées aux seuls actionnaires, c'est là, nous l'avons vu, un des moyens que possèdent les banques mutuelles pour fournir du crédit à leurs membres. Ces dépôts de fonds sont de simples emprunts faits à la société, les déposants ne touchent que l'intérêt de leur argent, ils n'ont droit à aucun bénéfice, ce ne sont pas des sociétaires et par conséquent il est vrai de dire, dans cette hypothèse, que la société n'était ouverte qu'à ses seuls membres et ne devait pas payer patente (1).

L'article 4, § 2, de la loi de 1894 dispensant les sociétés de crédit agricole qu'elle crée de payer patente, était-il nécessaire en présence de la jurisprudence du Conseil d'Etat? Nous le croyons. Tout d'abord il est très avantageux, lorsqu'on se trouve en présence d'agents du fisc toujours très disposés à frapper d'impôts, d'avoir à opposer à ces réclamations un texte formel comme celui de l'article 4, § 2.

Sans doute, il résulte de divers textes et de l'article 3, § 3 *in fine* principalement, que les sociétés de crédit agricole ne doivent pas avoir pour but de réaliser des bénéfices et, d'autre part, ces sociétés ne font des affaires, d'ordinaire, qu'avec leurs seuls membres. Toutefois, la dispense expresse de patente permet à la société de crédit de recevoir des dépôts de fonds d'autres personnes que de ses sociétaires et cela peut être extrêmement utile, surtout si l'on décide que les propriétaires non exploitants, qui d'ordinaire ont plus de capitaux que les fermiers et les petits pro-

(1) Cette société étant devenue, depuis l'arrêt précité, une société fermée, a cessé d'être imposée.

priétaires, ne peuvent faire partie des syndicats agricoles et par suite des sociétés de crédit. En ce cas, conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 31 janvier 1891, la patente aurait pu être imposée à nos banques mutuelles.

D'autre part, il semble bien résulter de l'article 1^{er}, § 1^{er}, et c'est la solution que nous avons admise, que la société de crédit agricole peut fournir du crédit à tous les membres du syndicat ou des syndicats dont elle est issue, sans que ces derniers fassent nécessairement partie de la société de crédit agricole. Or, sans la dispense de patente énoncée dans l'article 4, § 2, le fisc aurait, sans doute, pu considérer qu'en agissant ainsi, la société de crédit, bien que n'étant pas ouverte au public, faisait des affaires avec d'autres que ses membres et devait, à raison de cette circonstance, payer la patente.

La disposition de l'article 4, § 2, devait donc, selon nous, être insérée dans la loi. D'autre part, le législateur de 1894 a eu raison d'édicter cette exemption d'impôts; elle se justifie absolument en fait par la nécessité de restreindre le plus possible les frais généraux de ces petites sociétés locales que crée la loi de 1894 et dont elle veut favoriser le développement. M. Marcel Barthe, au Sénat, dans la séance du 21 mai 1894, l'a critiquée en faisant remarquer qu'il était toujours en principe détestable d'accorder des exemptions d'impôts et que, d'autre part, ces banques allaient faire une concurrence funeste aux autres maisons de banque soumises à l'impôt de la patente. Le rapporteur, M. Labiche, a fort bien répondu que les opérations des banques de crédit agricole n'étaient pas celles des banques ordinaires et que, d'autre part, elles ne réalisaient aucun béné-

fice. D'ailleurs, ajouta M. Labiche : « Les consommateurs ne sont pas faits pour procurer des bénéfices aux intermédiaires, ce sont, au contraire, les intermédiaires qui sont faits pour rendre service aux consommateurs, et quand leurs services ne sont pas nécessaires, il ne faut pas les payer. » M. Doumer, à la Chambre des députés, dans la séance du 29 avril 1893 (2^e délibération), a combattu le projet en disant « qu'il y aurait une injustice à exempter de la patente des sociétés qui auront un caractère absolument commercial, ce qui ne s'était jamais fait jusqu'ici. » M. Mir, rapporteur, a déclaré que la Chambre ayant exempté les sociétés coopératives de la patente, devait *a fortiori* en exempter les sociétés de crédit agricole.

II. *Impôt sur les valeurs mobilières.* — La loi du 29 juin 1872, complétée par les lois des 21 juin 1875, 28 décembre 1880 et 29 décembre 1884 et modifiée par la loi du 26 décembre 1890 (article 4) a créé un nouvel impôt connu sous le nom de taxe ou impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Il consiste dans une taxe annuelle fixée, en 1872, à 3 pour cent et, en 1890, à 4 pour cent, perçue sur les intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et des parts d'intérêts ainsi que sur les intérêts des obligations et des emprunts des sociétés.

Cet impôt frappe trois revenus distincts :

- 1^o Les revenus des actions ou parts d'intérêts ;
- 2^o Les intérêts des obligations et emprunts ;
- 3^o Les primes et les lots.

Ce dernier objet, ajouté par la loi du 21 juin 1875, ne nous intéresse pas, les sociétés de crédit agricole n'ayant pas l'intention d'établir des primes ou des lots.

Nous devons examiner quel serait le droit commun en ce qui concerne les deux autres :

1^o *Les revenus des parts d'intérêts* perçus par les associés des sociétés de crédit créées conformément à la loi de 1894, auraient très probablement été atteints par l'impôt de 4 pour cent sur les valeurs mobilières sans l'exemption de l'article 4, § 2 *in fine*. Si on considère ces titres comme des actions, ils rentrent dans l'article 1^{er}, 1^o de la loi du 29 juin 1872. Si on les considère comme des parts d'intérêts dans une commandite simple, l'article 1^{er}, 4^o *in fine*, modifié par la loi du 1^{er} décembre 1875, leur eût été applicable.

A notre avis, ces titres sont plutôt assimilables aux parts d'intérêts des associés en nom collectif, mais il n'y a là qu'une appréciation particulière qui n'aurait peut-être pas été adoptée par le fisc et par la jurisprudence. En admettant cette manière de voir, ces parts n'auraient pas eu à payer l'impôt sur le revenu, car cet impôt, selon la loi du 1^{er} décembre 1875 (article 1^{er}), ne s'applique pas aux parts d'intérêts dans les sociétés commerciales en nom collectif.

De plus, lorsque les sociétés de crédit agricole auraient adopté la forme à capital variable, ce qui leur est permis, conformément au droit commun et à l'article 1, § 5, de la loi de 1894, elles auraient pu bénéficier de la dispense de l'impôt sur les valeurs mobilières, par application de l'article 2 de la loi des 1^{er}-10 décembre 1875. La question aurait pu être discutée, car cet article ne vise que les sociétés coopératives « formées exclusivement entre des ouvriers et artisans, au moyen de leurs cotisations périodiques ».

Ce qui, conformément à l'article 3, § 3, de la loi du 5 novembre 1894, est réparti à la fin de chaque exer-

cice entre les associés au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations, ne constitue, en aucune façon, un dividende susceptible d'être soumis à l'impôt de 4 0/0, car il n'y a là, en somme, qu'une sorte de restitution partielle des commissions perçues par la société (1). D'autre part, il est admis que la mise en réserve des bénéfices, conformément à l'article 3, § 2, n'étant pas une distribution de dividende, ne permet pas la perception de la taxe sur le revenu.

2° Arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations. — Très certainement, d'après une jurisprudence constante (2), s'appuyant sur la généralité des termes de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations que pourraient souscrire ou émettre les sociétés de crédit agricole auraient été soumis à l'impôt de 4 0/0, sans la dispense de l'article 4.

Néanmoins, en ce qui concerne les emprunts et obligations des sociétés en nom collectif auxquelles nous avons assimilé les sociétés de crédit agricole, la majorité des auteurs soutiennent qu'il ne faut pas appliquer en ce cas l'impôt sur le revenu (3).

Il résulte donc de ces principes généraux que l'exemption de l'impôt sur les valeurs mobilières, pour profiter aux sociétés de crédit agricole, devait être formellement exprimée dans la loi. Outre les considérations justifiant pour les sociétés de crédit agricole l'exemption d'impôts, nous pensons que le législateur de 1894 a agi sagement en exemptant ces sociétés de l'impôt de 4 0/0. Elles ne distribuent pas,

(1) Cf. Instruction réglementaire de l'enregistrement, n° 2874.

(2) Tribunal de Béthune, 28 décembre 1877. D. P. 1878. 5, 471.

(3) Cf. Lyon-Caen et Renault. Traité de droit commercial, tome II, n° 622.

en somme, de dividendes et, si elles veulent fonctionner et rendre des services, l'intérêt par elles servi aux sociétaires doit être très minime ainsi que celui fourni à leurs prêteurs et néanmoins, puisqu'il leur faut de l'argent et qu'elles ont à lutter contre la concurrence des caisses d'épargne, ces exemptions se justifient parfaitement.

On a objecté avec une certaine force, pour faire écarter cette exemption, que, sans doute, les sociétés de crédit agricole, aux termes de la loi, ne doivent distribuer ni dividendes, ni bénéfices, mais qu'en somme l'intérêt servi annuellement aux sociétaires pour leurs parts peut être très rémunérateur, puisque la loi n'établit, ainsi que nous l'avons indiqué, aucun maximum : il y a là, en réalité, de vrais bénéfices dispensés de l'impôt de 4 0/0. D'autre part, dit-on, et c'est ce qui semble le plus critiquable, lorsque des capitalistes vont faire des avances à nos sociétés, ce qui arrivera souvent, ils vont toucher un intérêt très élevé de ces avances, sans avoir à payer l'impôt sur le revenu.

L'objection n'est que spécieuse. En allant au fond des choses, on voit que les sociétés de crédit agricole, si elles veulent fonctionner et rendre des services, doivent servir à leurs sociétaires un intérêt des plus minimes (en pratique, il est de 2 ou 2,50 0/0). D'autre part, si elles veulent faire des prêts à leurs membres, elles doivent emprunter au taux le moins élevé possible (3 ou 3,50 0/0) ; or, pour emprunter à ce taux, en présence surtout de la concurrence des caisses d'épargne, il est nécessaire que les capitalistes ne soient point exposés à voir leur faible revenu frappé de l'impôt de 4 0/0.

A la Chambre des députés, M. Rouvier, dans la

séance du 29 avril 1893 (2^e délibération), a demandé la suppression des mots : « ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières » dans l'article 8 du projet (l'article 4, § 3 actuel), car cet impôt très équitable est perçu sur les bénéfices acquis. Il fut fort bien répondu par le rapporteur, M. Mir, qu'il n'y avait ni bénéfice, ni dividende, dans les sociétés de crédit agricole et, par conséquent, pas de revenus à frapper de l'impôt de 4 0/0.

M. Poincaré, ministre des finances, dans la séance du 27 octobre 1894 (1), à la Chambre des députés, considérait comme désirable que la taxe sur le revenu, dont sont affranchies les sociétés de crédit agricole, en vertu de l'article 4, fût applicable à la plus-value du fonds social qui serait répartie à la dissolution entre les associés proportionnellement à leur souscription. M. Lacombe, député, dans la même séance, proposait l'application de cet impôt lorsque la plus-value dépasserait 2,000 francs. L'adoption de cette solution nous eût semblé détestable. Tout d'abord, tous les statuts des sociétés de crédit créées conformément à la loi de 1894, que nous avons eu sous les yeux, décident qu'à la dissolution de la société le fonds de réserve, au lieu d'être réparti proportionnellement à leur souscription entre les associés, sera affecté à une œuvre d'intérêt agricole. D'autre part, cette solution eût été contraire au droit commun.

A la dissolution de toute société, le partage de la plus-value du fonds social est soumis, conformément à la loi de finances du 28 avril 1893 (article 19), modifiant l'article 1^{er}, n^o 5, de la loi du 28 février 1872, à un

(1) *Journal officiel* du 28. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 1703.

droit proportionnel de 15 centimes par cent et non à un impôt de 4 0/0. Cette loi est applicable à nos sociétés et on ne comprendrait pas pourquoi on l'eût modifiée.

Les sociétés de crédit agricole étant dispensées de l'impôt sur les valeurs mobilières, sont également exemptées de l'obligation de communiquer leurs registres et leur comptabilité aux agents de l'enregistrement pour les recherches auxquelles peut donner lieu l'établissement de cet impôt.

III. *Impôt du timbre grevant les récépissés ou certificats de parts sociales.* — En vertu de la loi du 5 juin 1850 (article 14), chaque titre ou certificat d'actions dans une société, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité (action de jouissance), qu'elle soit libérée ou non libérée, est soumis depuis le 1^{er} janvier 1851 au timbre proportionnel de 50 centimes pour cent du capital nominal pour les sociétés dont la durée ne doit pas excéder 10 ans et de 1 franc pour 100 francs pour celles dont la durée doit dépasser 10 années. La société qui aurait émis une action non timbrée est passible d'une amende de 12 pour cent du montant de cette action (articles 18 et 22, 4^o).

Au lieu de payer ce droit immédiatement, les sociétés peuvent contracter un abonnement et payer annuellement 6 centimes pour 100 francs de capital (articles 22 et 31, loi du 5 juin 1850 et article 3, loi du 30 mars 1872). L'abonnement est contracté pour la durée de la société et les sociétés abonnées sont dispensées de payer pour leurs actions leur abonnement annuel lorsqu'elles sont mises en liquidation ou que, pendant deux années, elles n'ont payé ni intérêts ni dividendes.

La loi du 5 juin 1850 n'est applicable que lorsqu'il est délivré aux actionnaires des titres au porteur, nominatifs ou à ordre. Lorsqu'il ne leur est pas délivré de titres ou lorsque ces titres ne sont cessibles qu'en observant les formalités de l'article 1690 du Code civil (article 2, loi du 24 juillet 1867, et article 3, § 2, modifié par la loi du 1^{er} août 1893), la loi de 1850 est inapplicable et n'a pas innové (article 25, loi du 5 juin 1850).

Pour les auteurs voyant dans les titres des sociétés de crédit agricole des actions nominatives : de deux choses l'une, ou bien il sera délivré aux associés des titres, ou il ne leur en sera pas délivré. Dans ce dernier cas la loi de 1850 est inapplicable. S'il est délivré aux associés des titres, ils seront soumis aux droits de timbre établis par la loi de 1850.

Nous avons démontré que les titres des sociétés de crédit agricole constituaient des parts d'intérêts. La loi de 1850 ne visant que les actions ne saurait par conséquent les atteindre. Toutefois, ces parts d'intérêts peuvent être représentées par des titres distincts de l'acte de société ; en ce cas, les titres représentant ces parts deviendront passibles du droit de timbre de dimension établi selon la dimension du papier qui forme le titre (1).

IV. *Droits de transmission pour cession à titre onéreux (2) des parts sociales.* — La loi du 5 juin 1850 dispensait les cessions de titres de tout

(1) Il y a 5 dimensions de papier timbré dont le coût est de 60 centimes, 1 franc 20, 1 franc 80, 2 francs 40, 3 francs 60 (décimes compris). Lois du 2 juillet 1862 et du 23 août 1871.

(2) Pour les cessions à titre gratuit, les actions et parts d'intérêts paient les droits supportés par les autres objets mobiliers.

droit d'enregistrement moyennant le paiement du droit de timbre. La loi de finances du 23 juin 1857, tout en maintenant le droit de timbre, a frappé d'un impôt les cessions à titre onéreux d'actions et d'obligations. Cet impôt, en ce qui concerne les titres au porteur, est représenté par une taxe annuelle de 20 centimes (sans l'augmentation de décimes) depuis la loi du 29 juin 1872, taxe dont la société fait l'avance, qu'elle retient lors du payement des dividendes et qui est calculée sur la valeur moyenne des titres pendant l'année précédente. En ce qui concerne les titres nominatifs, qui seuls sont permis (article 1, § 3) dans les sociétés de crédit agricole, le droit de mutation perçu lors du transfert réel est fixé depuis la même loi du 29 juin 1872 à 50 centimes et est établi d'après le prix de la cession.

Ce droit doit-il être perçu sur les cessions à titre onéreux de parts d'intérêts et par conséquent des parts des associés dans les sociétés de crédit agricole ? L'administration de l'enregistrement a soutenu que la part d'intérêts devait être soumise au droit de 2 pour cent auquel l'article 69, § 5, n° 1, de la loi du 22 frimaire an VII soumet « les ventes et cessions d'objets mobiliers quelconques » tandis que le droit de 50 centimes dont parle l'article 69, § 2, n° 6, ne s'appliquerait qu'aux cessions de titres négociables et même plus particulièrement aux actions et aux obligations seulement, car la loi du 23 juin 1857 ne semble viser que ces deux espèces de titres. Or, la jurisprudence s'appuyant sur la généralité de l'article 69, § 2, n° 6, depuis deux arrêts de la Cour de cassation, l'un des chambres réunies du 29 décembre 1868 (1), l'autre de

(1) D. P. 1869. 1. 73 et la note de M. Beudant.

la chambre civile du 14 novembre 1877 (1), applique le tarif de 50 centimes pour cent d'une manière générale à toutes les cessions à titre onéreux des « divisions d'un capital social quelle qu'en soit la dénomination. » Très certainement, ce tarif réduit est applicable aux mutations des parts dans les sociétés de crédit agricole : le droit sera payable à chaque cession.

V. *Enregistrement des statuts*.—L'article 68, § 3, n° 4, de la loi du 22 frimaire an VII, assujettissait à un droit fixe de trois francs « les actes de société qui ne portent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles et immeubles entre les associés ou autres personnes. » Ce droit fut élevé à 5 francs par la loi du 28 avril 1816, article 45, 2°. En vertu de la loi du 28 février 1872 (article 1^{er}), le droit fixe fut remplacé par un droit gradué qui frappait les actes de formation et de prorogation de société (5 francs au-dessous de 5.000 francs, 10 francs de 5.000 à 10.000 francs, 20 francs de 10.000 à 20.000 francs et fractions de moins de 20.000), droit déterminé par le montant total des apports mobiliers et immobiliers, déduction faite du passif.

Par la loi de finances du 28 avril 1893 (article 19), ce droit gradué a été transformé en droit proportionnel de vingt centimes pour cent. Dans certains cas, le tarif du droit gradué se trouve augmenté. Par exemple, une société au capital de 100,000 francs avant 1893 payait 100 francs d'enregistrement, depuis, elle en paye 200. Ce droit n'est exigible, en pratique, que lorsqu'un acte constatant la formation de la société

(1) D. P. 1878. 1. 5 et la note.

est présenté à l'enregistrement. L'acte de constitution des sociétés de crédit agricole est-il soumis à ce droit ? La question présente un grand intérêt pratique. Ce qui retarde souvent la formation des sociétés agricoles ne se proposant pas de réaliser des bénéfices, c'est la difficulté qu'il y a au début de se procurer les fonds nécessaires à la constitution ; or, dans ces frais, l'enregistrement de l'acte de société entre pour une part importante. Le silence de la loi semblerait conduire à imposer l'enregistrement de l'acte de société en présence de la généralité des textes fiscaux que nous avons énoncés. Toutefois, ces textes s'occupant de la société au point de vue fiscal doivent être rapprochés de l'article 1832 définissant la société au point de vue civil : la mise en commun d'une chose en vue de partager les bénéfices qui pourront en résulter. Cette intention de réaliser des bénéfices n'existant pas dans nos sociétés, leur acte constitutif ne peut être soumis au droit proportionnel établi par la loi du 28 avril 1893. Par conséquent, une association n'est une société, aussi bien au point de vue fiscal qu'au point de vue commercial ou civil, que, s'il y a des bénéfices, des gains matériels à partager (1). Il en résulte que le droit à percevoir pour l'enregistrement de l'acte constitutif des sociétés de crédit agricole créées conformément à la loi du 5 novembre 1894 est le droit de 3 fr. 75 qui frappe les actes innomés. On peut même, il nous semble, aller plus loin en s'appuyant sur les travaux préparatoire de la loi et

(1) C'est par application de ce principe que les assurances mutuelles, les tontines, les associations fondées dans un but d'agrément ou de charité échappent aux dispositions fiscales énoncées plus haut.

affranchir de tout droit d'enregistrement les actes constitutifs des sociétés de crédit agricole (1).

A la Chambre des députés, lors de la première délibération de la proposition de loi, dans la séance du 16 juin 1892 (2). M. Méline, président de la commission, répondit à M. Etcheverry, qui demandait si les sociétés seraient soumises au droit d'enregistrement, en déclarant qu'il n'y avait pas lieu à enregistrement parce qu'il n'y avait pas d'acte de société mais simplement des statuts qui auront date certaine par le dépôt du récépissé qui sera délivré aux sociétés. « Quand il y aura un procès, ajouta M. Méline, on les fera enregistrer s'il y a lieu. C'est un petit côté de la question. » D'autre part, dans la séance de la Chambre du 20 juin 1892 (3), lors de la discussion des articles, M. Etcheverry présenta un amendement aux termes duquel les actes constitutifs des sociétés de crédit agricole et les actes constatant la souscription et le versement du capital social devraient être enregistrés au droit fixe de trois francs décimes en sus. L'amendement fut retiré sous réserve de le représenter à la deuxième délibération. Lors de la deuxième délibération et au Sénat, personne ne reprit l'amendement, la pensée des rédacteurs de la loi et celle du législateur a donc été de remplacer l'acte de société par des statuts qui auront date certaine par le récépissé qui sera délivré aux sociétés lors de leur dépôt et qui seront en conséquence dispensés du droit d'enregistrement. Sans

(1) En pratique, la plupart des caisses agricoles n'ont point fait enregistrer leurs statuts.

(2) *Journal officiel* du 17. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 827.

(3) *Journal officiel* du 21. Chambre des députés. Débats parlementaires, page 871.

doute les statuts, au lieu d'être déposés à la mairie de la commune comme le demandaient les auteurs de la proposition de loi, le sont au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, mais cette modification de détail n'implique pas que le législateur ait changé d'avis, d'autant plus que le récépissé délivré par le greffier de paix nous semble à tous égards devoir autant être pris en considération que celui qui eût été délivré par le maire.

CONCLUSION

Résultats de la loi du 5 novembre 1894

La loi du 5 novembre 1894 que nous venons de commenter et dont nous avons montré l'utilité au début de cette étude, a produit des résultats fort appréciables.

Nous l'avons dit, les auteurs de la loi nouvelle ont compris qu'il fallait à l'agriculture des organismes spéciaux pour la distribution du crédit qui lui est nécessaire et qu'on devait faciliter l'organisation de ce crédit « par en bas » en créant de petites banques locales pour la constitution et le fonctionnement desquelles quelques simplifications et quelques faveurs s'imposaient. Leur tentative a été couronnée de succès. Au 17 juin 1897, il existait 90 (1) sociétés de crédit agricole créées conformément à la loi du 5 novembre 1894 et réparties sur toute la surface des départements. Plusieurs d'entre elles sont très florissantes. La plupart ont adopté le principe de la responsabilité limitée ; toutes se sont constituées sous la forme à

(1) Discours de M. Méline à la Chambre des députés. Séance du 17 juin 1897.

capital variable. Nous nous bornerons à donner les renseignements que nous avons pu nous procurer sur le fonctionnement de quelques-unes :

1° Une société de crédit agricole fut fondée à Epinal au commencement de 1895 pour une durée de 20 ans. Le capital initial a été fixé à 3.000 fr. divisé en parts de 20 fr. Pendant l'année 1896, elle a fait pour plus de 25,000 fr. d'affaires ; elle présente son portefeuille à l'escompte de la Banque de Mulhouse, à Epinal. Son capital social est converti en un titre de rente française qui sert de garantie pour les opérations traitées avec la banque. Ce titre rapporte 3 0/0, tandis que si la caisse avait déposé ses capitaux en compte courant à la Banque de Mulhouse, elle n'aurait reçu qu'un intérêt de 1 ou 1,50 0/0.

2° A Montpellier, la société départementale d'encouragement à l'agriculture créa, en 1895, une caisse agricole régie par la loi de 1894. Son papier est réescompté par la succursale de la Société Générale, à Montpellier. Le directeur de cette succursale fait partie du conseil d'administration de la caisse ; il peut contrôler les opérations et faire, au préalable, connaissance avec le papier qu'il est appelé à réescompter.

3° Une société analogue a été créée le 9 juin 1895 à Aix en Provence, par 43 sociétaires membres du syndicat central agricole de l'arrondissement d'Aix ayant souscrit ensemble un capital de 19.200 francs divisé en parts de 50 fr. Elle a commencé à fonctionner effectivement en octobre 1895. Le 17 avril 1896, le président du conseil d'administration, M. Laroque, écrivait au Centre fédératif du crédit populaire : « Huit demandes de prêts nous ont été faites du mois d'octobre 1895 au 1^{er} janvier 1896, six ont été acceptées ; du

1^{er} janvier à ce jour, quelques nouvelles demandes se sont produites qui, toutes, ont été accueillies favorablement et, si les résultats obtenus ne sont pas très importants, c'est que la récente fondation de la société ne pouvait naturellement pas les donner. » La société a obtenu la faculté d'escompte à la Banque de France.

4^o La société agricole du canton de Segré fut fondée au début de 1895 avec un capital social de 2.160 fr. composé de parts entièrement libérées de 20 fr. dites de fondateurs et de 5 fr. dites de sociétaires. Elle fonctionne presque exclusivement au moyen des dépôts qu'elle reçoit et pour lesquels elle donne un intérêt de 3 pour cent.

5^o Une caisse similaire a été fondée, au début de 1895, à Belleville-sur-Saône, au capital de 6.000 fr. divisé en 60 parts de 100 fr. chacune. Au 31 mars 1896, après un an d'existence, la situation de cette société était :

ACTIF

Dépôt à la caisse d'épargne	707 »
Billets en portefeuille.....	1.300 »
Caisse	7 60
Versements non appelés	4.500 »
Total.....	<u>6.514 60</u>

PASSIF

Capital.....	6.000 »
Versements en dépôt	500 »
Différence en bénéfices	14 60
Total.....	<u>6.514 60</u>

6^o La société de crédit agricole qui, à notre connaissance, a pris le plus de développement, est la société de crédit mutuel agricole de l'arrondissement de

Remiremont, fondée le 30 avril 1895 avec un capital initial de 17.000 francs divisé en parts de 20 fr. Le capital social s'élève actuellement à 23.000 fr. réparti entre 284 sociétaires. L'intérêt servi est de 2,50 pour cent. Pendant son dernier exercice (année 1896), 179 emprunteurs ont eu recours à elle et le chiffre de ses affaires a dépassé 100.000 fr. (1).

Comme le disait M. Méline dans la séance du 17 juin 1897, à la Chambre des députés, depuis la loi du 5 novembre 1894, le temps n'a pas été perdu pour le crédit agricole.

A côté des sociétés de crédit agricole fondées d'après la loi de 1894, nous devons placer les banques qui se sont établies, suivant le système Raiffeisen, sans capital. Ces sociétés, nous l'avons vu, peuvent parfaitement se constituer sous le régime de la loi de 1894 et elles en retireraient plusieurs avantages que nous avons indiqués ; toutefois la plupart d'entre elles, du moins celles fondées par M. Durand et affiliées à l'Union des caisses rurales et ouvrières dont le siège est à Lyon, persistent à rester soumises à la loi de 1867 et à se constituer sous la forme de sociétés en nom collectif à capital variable. Le numéro d'octobre 1897 du bulletin mensuel publié par l'Union dont M. Durand est le président, signale la création de 610 caisses rurales opérant chacune dans une commune seulement ou au plus dans une paroisse (2). En juin 1897, M. Durand fit paraître l'inventaire de 317 de ces

(1) Discours de M. Méline à un banquet du syndicat agricole de l'arrondissement de Remiremont, à Saulxures-sur-Moselotte, le 15 août 1897.

(2) Ces caisses sont réparties dans toute la France, mais spécialement dans la région lyonnaise, dans la Haute-Saône (Gray), les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, les Landes, le Gers, l'Ariège, le Doubs et le Pas-de-Calais,

caisses constatant leurs opérations pendant l'année 1896. Il en résulte que les caisses avaient à cette date 920.591 fr. de prêts en cours accordés à 2.501 sociétaires. La moyenne des prêts est donc de 368 fr. Autant qu'on peut en juger par les documents fournis par M. Durand, dans ce chiffre de 920.000 fr. (1) sont compris environ 3 à 400.000 fr. de prêts souscrits en 1895, en sorte que les caisses Durand ont procuré à l'agriculture, pendant l'année 1896, des avances s'élevant à 5 ou 600.000 fr. Il y a là, certainement, un résultat très appréciable, mais dont l'importance peut augmenter beaucoup si l'on songe qu'en 1895, le Crédit mutuel agricole de Poligny a fait pour 350.000 fr. d'affaires et la Société de crédit agricole de Remiremont pour 100.000 fr. en 1896, après un an d'existence ! D'autre part, le Centre fédératif du crédit populaire en France, dont le siège est à Menton, a fondé en Provence environ 50 sociétés de crédit agricole la plupart à responsabilité illimitée. Les sociétés rattachées au Centre fédératif se constituent soit sous le régime du droit commun, soit sous celui de la loi de 1894. Quelques-unes (Castellar, Saint-Laurent-du-Var, Salon, Cabbé-Roquebrune, Sainte-Agnès) rendent de grands services aux agriculteurs de la région.

Il y a donc un vaste champ ouvert aux initiatives généreuses dans la diffusion en France des sociétés de crédit agricole. Les résultats qui découlent de ces institutions sont nombreux. Nous les résumerons brièvement avec l'aide du manuel écrit par M. Rayneri, vice-président du Centre fédératif du crédit

(1) Dans cette somme de 920.000 fr. figure celle de 137.000 prêtée en 1895 par 60 caisses qui n'ont fait aucune opération en 1896.

populaire, pour les administrateurs d'associations de crédit agricole (1). (Recueil de formules.)

Au point de vue économique, les caisses agricoles mettent à la portée des travailleurs des champs un instrument de crédit bien adapté à leurs besoins, soit au point de vue de la distribution du crédit faite avec discernement, avec connaissance de cause, soit au point de vue des échéances conformes aux nécessités agricoles, soit au point de vue du bon marché de l'argent.

Par leur alliance étroite avec les syndicats agricoles dont elles sont issues, elles contribuent puissamment à mettre les agriculteurs à même d'améliorer leurs méthodes de culture et à leur procurer le moyen d'acheter, dans d'excellentes conditions, leurs matières premières. Enfin, elles retiennent dans la commune les économies locales et en font bénéficier l'intelligence et le travail ; elles créent ainsi plus de bien-être dans la condition des habitants des campagnes et les rendent plus satisfaits de leur sort.

Au point de vue moral, les sociétés de crédit agricole éveilleront l'esprit d'initiative, d'association qui fait si souvent défaut, à la campagne surtout. Elles serviront à faire l'éducation économique des cultivateurs et à développer leurs capacités professionnelles. « L'esprit de solidarité se développera ; il accomplira son œuvre de rapprochement et de paix. Nos paysans trouveront dans ces institutions un rempart contre les utopies dangereuses du socialisme. Ce sera l'aube d'une ère qui montrera à nos agriculteurs les perspectives d'un avenir meilleur et qui, avec la prospérité de l'agriculture, contribuera puissamment à augmenter la prospérité, la force et la grandeur de la France. »

(1) Paris. Librairie Guillaumin.

Il nous reste, pour achever notre étude sur les sociétés de crédit agricole, à parler de deux institutions destinées à compléter ces sociétés et à en aider le fonctionnement régulier. Il s'agit de la création d'une banque centrale ou de banques régionales de crédit agricole et de caisses d'assurances agricoles. « Notre méthode, disait M. Méline à la Chambre des députés, le 20 juin 1892, consiste à monter d'abord le premier échelon du crédit qui est l'organisation des banques inférieures, le deuxième échelon sera l'organisation de la banque centrale et le troisième l'organisation de l'assurance ». Le premier échelon indiqué par M. Méline a été monté sans difficulté, par le vote de la loi du 5 novembre 1894. Quant aux deux autres échelons, ils sont encore à franchir, le second surtout ne semble pas devoir être aisément gravi.

1^o Banque centrale ou banques régionales de crédit

Il ne s'agit pas, bien entendu, de la création d'une banque d'Etat, d'une banque centrale ou de banques régionales par voie de subvention ou de garantie d'intérêts. L'intervention de l'Etat, en cette matière, ne nous semble nullement justifiée (1). Toutefois, il sera utile, lorsqu'il existera un nombre suffisant de sociétés de crédit agricole locales, qu'une caisse centrale ou des caisses régionales naissent pour prendre le trop plein de leurs fonds ou leur en procurer quand elles en ont besoin. Les coopératives allemandes peuvent nous fournir encore à cet égard un modèle à

(1) Cf. Thèse, pages 18 et seq.

suivre. Les banques populaires de Schulze-Delitzsch, les Vorschussvereine, font des opérations en compte courant avec une société en commandite, la société Soergel-Parisius et C^{ie} à Berlin, avec succursale à Francfort, au capital de 21 millions de marks, qui n'a aucun rapport avec l'Etat et inspecte elle-même les banques auxquelles elle sert d'intermédiaire. Les caisses rurales de Raiffeisen, les Darlehenskassen avaient créé d'abord trois caisses centrales, celle du Rhin, celle de la Westphalie, celle de la Hesse, simples coopératives dont les membres étaient les caisses locales. Une des conséquences de la lutte avec Schulze-Delitzsch fut leur dissolution et Raiffeisen fonda en 1876 la Central Darlehenskasse au capital de un million de marks, qui fut porté à cinq millions et dont les actionnaires sont les caisses rurales. Ces banques centrales ont toutes les mêmes caractères qui doivent servir d'enseignement. Elles sont issues du développement des sociétés coopératives de crédit, elles sont fondées pour recevoir les disponibilités de celles qui ont des dépôts en surabondance et en remettre à celles qui n'en ont pas assez. Là doit se borner leur rôle : pas n'est besoin de recourir aux subventions ou aux garanties d'intérêts de l'Etat, les caisses centrales allemandes sont embarrassées d'argent. En France, on conçoit souvent le crédit agricole avec un grand réservoir d'écus installé au préalable et où tous les cultivateurs pourraient puiser. C'est ainsi que souvent pendant la discussion de la proposition de loi Méline, on se posa la question de savoir où les sociétés nouvelles prendraient l'argent nécessaire à leurs besoins.

Il est donc bon de répéter que l'argent vient de lui-même partout où le crédit agricole existe, il sort de

la coopération, des caisses d'épargne, du réescompte à la Banque de France (1). Les idées de caisse centrale avec ingérence de l'Etat aboutissent à des rêves dangereux comme cette proposition de loi présentée à la Chambre des députés, en avril 1893, par M. Pontois, et qui avait pour objet la constitution d'un grand *Institut financier populaire de France* au capital de 5 milliards de francs sous le contrôle de l'Etat avec directeur général et contrôleur général nommés par le gouvernement, avec conseil d'administration formé de sénateurs, de députés et de membres désignés par le gouvernement.

Comme nous l'avons indiqué, la banque centrale ou régionale a pour but de prendre le trop plein des fonds des banques locales ou de leur procurer de l'argent quand elles en ont besoin. Il faut donc attendre qu'il y ait un nombre important de caisses locales pour songer aux caisses centrales qui pourront leur rendre des services. Les caisses centrales ne peuvent subsister sans les locales, les locales peuvent très bien vivre sans les centrales. On ne crée pas une tête sans avoir le corps et les jambes, ou bien les membres sont artificiels et ne fonctionnent pas. Un exemple va faire voir l'utilité de la caisse centrale. Les sociétés de crédit agricole n'ont, en général, pas de peine à trouver des capitaux ; mais, lorsque les emprunteurs les remboursent, elles peuvent être embarrassées par cet argent qu'elles peuvent ne pas employer immédiatement, par exemple si on ne leur adresse pas de demande de prêt au même moment. Il en résulte qu'elles seront obligées de payer à leurs prêteurs des intérêts pendant quelque temps, sans en toucher d'un

(1) Cf. Thèse, pages 27 et seq.

autre côté, et de subir par conséquent une petite perte. Cette perte est facilement couverte par la différence existant entre le taux auquel la caisse emprunte son argent et celui auquel elle le place, et qui est ordinairement d'un pour cent. Toutefois, si la société pouvait employer de suite ses capitaux disponibles, elle éviterait cette petite perte, elle accroîtrait ainsi plus rapidement sa réserve ou plutôt parviendrait facilement à abaisser de un demi pour cent le taux de ses prêts.

Comment une société de crédit agricole peut-elle trouver un emploi immédiat de ses disponibilités ? Elle peut procéder comme tous les banquiers, acheter du papier de banque, faire des reports, etc. Ce sont là des opérations relativement dangereuses et que proscrivent quelquefois les statuts.

Les sociétés de crédit agricole, lorsqu'elles sont assez nombreuses dans une région, peuvent en s'associant trouver le moyen de résoudre facilement ce problème. Elles forment entre elles une caisse centrale régionale qui reçoit les excédents des caisses qui ont des disponibilités et qui les confie aux caisses qui en ont l'emploi. C'est ce que Raiffeisen appelle une *Geldausgleichungstelle* (lieu d'égalisation de l'argent). Ce n'est pas un établissement qui a pour but de procurer des capitaux aux caisses agricoles, car celles-ci en trouvent habituellement assez, et c'est à titre tout exceptionnel que les statuts autorisent la caisse centrale à se procurer de l'argent au dehors. C'est au contraire un établissement qui permet aux sociétés qui ont des excédents de les employer par l'intermédiaire de celles qui ont des emplois, celles-ci n'étant pas du reste embarrassées pour se procurer directement les fonds dont elles auraient besoin, mais

donnant la préférence aux disponibilités des autres caisses pour leur rendre un service que celles-ci leur rendront à la prochaine occasion. Il est un écueil à éviter. Il faut que la caisse centrale, tout en tendant à faciliter le crédit agricole, laisse les sociétés locales vivre par leurs propres forces et développer normalement leurs opérations, leur initiative et leur vie autonome. Il ne faut pas que la caisse centrale multiplie ses services au point de ne plus laisser aux sociétés de crédit d'autre souci que celui de la vérification de la solvabilité des emprunteurs, sinon elles ne seraient plus qu'une création artificielle et ne devraient leur existence qu'à la caisse centrale qui les ferait vivre. La banque régionale atteindra les résultats qu'elle se propose en n'accordant pas aux caisses associées des faveurs les dispensant de s'administrer par elles-mêmes.

Tel est le but de la caisse centrale et tels sont les avantages que sa création peut procurer aux sociétés de crédit agricole.

En France, le groupe des caisses rurales à responsabilité illimitée des Hautes-Pyrénées, fondées par M. Durand, et qui continuent à se placer sous le régime du droit commun et à se constituer sous la forme de sociétés en nom collectif à capital variable, a créé, le 31 mai 1896, une caisse centrale régionale.

Lorsque les sociétés de crédit agricole ne veulent pas recevoir de dépôts, la nécessité d'une banque centrale ou de banques régionales ne se fera pas sentir ; les banques locales fonctionneront avec leur capital social et en escomptant leur portefeuille. En ce cas, elles n'ont pas besoin de le porter à l'escompte d'un établissement spécial, car la Banque de France, comme nous l'avons indiqué, avec ses statuts actuels,

peut parfaitement accepter le papier qu'elles lui présenteront.

2° De l'assurance agricole

Sans entreprendre ici une étude qui sortirait de notre cadre, nous devons insister quelque peu sur la nécessité d'étayer le crédit agricole par les assurances incendie, grêle et mortalité des bestiaux. Plusieurs sociétés de crédit agricole exigent que tout associé qui vient demander du crédit assure son bétail et ses récoltes aux caisses de secours contre la mortalité du bétail et contre les pertes de récoltes occasionnées par la grêle et par l'incendie, caisses annexes du syndicat agricole. Pour ne citer qu'un exemple, à côté de la Société de crédit mutuel agricole de Remiremont dont nous avons parlé, existe une caisse d'assurances sous la forme d'assurance mutuelle fondée au début de 1897 et qui réunit actuellement 125 membres participants et assure pour plus de 300.000 francs de bétail. Sans doute, le crédit distribué par les sociétés de crédit agricole est un crédit personnel, basé sur la valeur de l'emprunteur et non pas un crédit réel ayant pour garantie spéciale la valeur du gage agricole ; toutefois, tout ce qui tend à accroître la sécurité du prêteur est favorable au développement du crédit agricole. L'assurance donne aux prêteurs la certitude de conserver au moins la valeur du gage après les désastres produits par la grêle ou l'incendie. Le crédit de l'emprunteur est sensiblement accru. On prêterait plus facilement et dans de meilleures conditions, c'est-à-dire à un taux plus faible à l'agriculteur qu'on sait prémuni contre des

risques qui pourraient le ruiner totalement. L'assurance constitue donc une garantie fort importante de la régularité du remboursement d'un prêt et, dans bien des cas, les sociétés de crédit agricole agiront prudemment en imposant à l'emprunteur honnête et laborieux, mais possédant peu de ressources, l'assurance préalable de sa maison, de ses récoltes et de ses bestiaux, de même qu'elles peuvent exiger de lui une caution. Lorsqu'un emprunteur agricole a été jugé digne de crédit par la société, bien placée pour apprécier sa moralité et ses habitudes de travail, on peut dire que sa signature vaudrait autant, sinon mieux, que celle d'un grand commerçant, si le prêteur n'avait pas à compter avec les risques inhérents à la profession agricole. Ces risques ne sont pas tous indistinctement susceptibles d'être couverts par l'assurance. Au témoignage des hommes les plus compétents en cette matière, les seuls qui peuvent être garantis sont ceux qui se traduisent en accidents particularisés, peu nombreux, suffisamment indépendants les uns des autres pour que la compensation des effets du hasard puisse s'opérer entre les assurés par la répartition de la perte des valeurs détruites sur la masse des valeurs épargnées. L'application de ce principe exclut la gelée, les inondations, la sécheresse, les brouillards intempestifs, les pluies trop prolongées, les chaleurs trop intenses et autres risques atmosphériques qui peuvent affecter d'une façon désastreuse la production agricole, mais l'affectent dans son ensemble. Ces sortes de risques présentent d'ailleurs tant de vague et d'inconnu qu'on ne voit pas comment pourrait être déterminé le taux des primes qui doivent constituer l'expression exacte du risque garanti. Au contraire, pour les risques accidentels tels que

grêle, épizootie, plus terribles que les précédents en ce sens qu'ils frappent inégalement et que, s'abattant sur une famille, ils la peuvent ruiner totalement, il existe des assurances grêle et des assurances contre la mortalité du bétail pour y parer.

L'assurance agricole est en réalité le corollaire immédiat du crédit, car elle sert à lui garantir le gage qu'il est en droit d'exiger. Les sociétés de crédit agricole et les syndicats doivent donc encourager, aider par tous les moyens les agriculteurs à se prémunir contre les risques que nous venons de signaler, en les faisant s'assurer à de bonnes compagnies ou en en créant eux-mêmes. Il est de leur devoir d'engager leurs adhérents dans cette voie de sage prévoyance. Les caisses agricoles pourraient même aller plus loin et exiger des emprunteurs la preuve de semblables polices d'assurances, au moins lorsqu'il s'agit de prêts ayant une certaine importance ou accorder certaines faveurs de durée ou de taux d'intérêt à ceux qui leur présenteraient un tel supplément de garantie. Le septième congrès du Crédit populaire tenu à Nîmes en mai 1895 a adopté le projet de résolution suivant dans sa séance du 14 : « Le congrès affirme de nouveau que le crédit agricole doit s'étayer par les assurances grêle et mortalité des bestiaux. Il conseille aux directeurs de sociétés de crédit rural d'accorder certains avantages de taux et de délai aux emprunteurs qui apportent ce supplément de garantie. »

Le principe de la nécessité de l'assurance agricole étant admis, il nous reste à déterminer quelle forme il conviendra de donner à cette assurance. Pour les collectivistes d'Etat la solution est simple : c'est l'Etat qui indemniserà de leurs pertes les cultivateurs en puisant dans le trésor national. D'autre part, nous

voyons des hommes peu suspects de partager les doctrines collectivistes se rallier à l'Etat assureur pour les risques agricoles. L'initiative parlementaire nous a valu dans cet ordre d'idées les propositions Vacher (29 juillet 1879), Langlois (février 1882) et Quintaa (17 mai 1890) qui promettait le remboursement des pertes causées par les sinistres agricoles et formulait ce principe : « L'Etat assure à chaque agriculteur l'intégralité du montant de sa récolte. » Puis, vinrent les propositions diverses de M. Chollet (juin 1893) sur l'assurance obligatoire des récoltes et du bétail, de M. Rivet sur l'organisation d'une caisse d'assurance alimentée par des centimes additionnels progressifs devant indemniser les cultivateurs dont les récoltes sont atteintes par les intempéries et les risques atmosphériques, de MM. Daynaud et de Cassagnac (janvier 1893), ayant pour objet la création d'une caisse d'assurances agricoles qui aurait reçu pour dotation le produit de l'impôt foncier, de M. Jonnart (28 mars 1893), relative à la création de caisses départementales de secours contre les sinistres agricoles, de MM. Rey et Lachière (6 mai 1893), chargeant l'Etat d'organiser et d'administrer l'assurance des risques agricoles qui serait facultative ou obligatoire, selon la décision prise par le conseil municipal de chaque commune; enfin, de MM. Philipon et Pochon (17 mai 1893), rendant obligatoire l'assurance des récoltes contre la gelée et la grêle en établissant une caisse nationale d'assurances mutuelles contre les sinistres agricoles. Ces propositions, renvoyées à l'examen de la commission du crédit agricole, ont abouti à un rapport déposé par M. Quintaa, le 12 juillet 1893, adoptant en principe la proposition Pochon et Philipon condensée en dix articles, dont les passages caractéristiques sont les suivants :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une caisse nationale d'assurances mutuelles contre la grêle et la gelée. Cette caisse sera administrée et gérée par l'Etat qui versera annuellement une subvention. L'assurance est obligatoire.

ARTICLE DEUXIÈME. — La caisse nationale assure toutes les récoltes contre la grêle jusqu'à concurrence des 18/20 de leur valeur. Contre la gelée, l'assurance n'est accordée que pour les 8/20.

ARTICLE SEPTIÈME. — Le chiffre des cotisations sera fixé par un règlement d'administration publique qui devra baser les tarifs sur la valeur variable de la matière assurée, et les risques non moins variables, selon les régions.

La législature ayant pris fin sans que ce rapport ait été discuté, il est devenu caduc. La législature actuelle s'est trouvée aussi en présence de nombreuses propositions relatives aux assurances. Tout d'abord, M. Viger, ministre de l'agriculture, déposa au nom du gouvernement, le 24 avril 1894, un projet de loi ayant pour but d'instituer, avec le concours de l'Etat, des caisses d'assurances mutuelles, en vue de venir en aide aux cultivateurs ayant éprouvé des pertes résultant de la grêle, de la gelée et de la mortalité des animaux de ferme. D'autre part, M. Philipon et M. Rey ont repris leurs propositions. Ces deux propositions et le projet du gouvernement ont été renvoyés à l'examen d'une commission dite des caisses d'assurances mutuelles agricoles, présidée par M. Doumer, qui a adopté, avec quelques modifications, le projet de M. Viger. M. Bertrand, rapporteur déposa son rapport au début de 1896. La Chambre des députés a été également saisie, le 6 juillet 1894, par M. Bourgeois, député du Jura, d'une proposition qui tend à conférer à l'Etat

le monopole des assurances contre l'incendie rendues obligatoires. Enfin, au Sénat, M. Calvet déposa, le 12 juillet 1893, une proposition de loi relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles dont l'exposé des motifs définit le double but dans les termes suivants : constituer une caisse nationale d'assurances agricoles par le groupement de sociétés départementales solidarisées, organiser en faveur des seuls agriculteurs assurés un crédit rural effectif, pratique et immédiat à l'aide des bénéfices réalisés par l'assurance.

Ces diverses propositions de loi, d'une façon directe ou indirecte, tendent à faire intervenir l'Etat en matière d'assurances, à lui faire envahir le domaine de l'industrie privée ou de la mutualité indépendante en se substituant peu à peu à elles. Les partisans de l'Etat assureur disent que l'assurance n'est pas un travail comme un autre, puisque le capital ici n'est consacré qu'à garantir et qu'il importe d'imposer le souci de leurs véritables intérêts aux plus indifférents et aux plus aveugles, car, là où la liberté ne peut atteindre, le bon sens, la justice, l'intérêt général commandent de faire intervenir la force collective. A notre avis, l'assurance est un travail comme un autre; le gouvernement ne doit s'en mêler que pour en permettre et faciliter le libre développement. L'intervention de l'Etat ne se justifie que lorsque les intérêts individuels ne peuvent être suffisamment garantis par les libres institutions qu'enfante l'initiative privée. La libre concurrence a produit en Angleterre des compagnies nombreuses et solides. L'assurance privée offre à sa clientèle l'avantage de rapports équitables et conciliants, de tarifs constamment et rapidement revisables, toute garantie d'impartialité dans l'évaluation des pertes et le règlement des sinistres et, en

cas de désaccord, elle lui ouvre un recours devant les tribunaux ordinaires. Toutes les associations agricoles les plus autorisées ont repoussé toute organisation administrative de l'assurance (1) et notamment la Société des agriculteurs de France et les congrès et unions de syndicats agricoles. Les chambres de commerce ont également protesté énergiquement contre cette intervention de l'Etat dans le domaine de l'initiative privée. Sur 117 chambres de commerce qui existent en France, 92 ont protesté contre l'assurance directe ou indirecte par l'Etat, les 25 autres n'ayant pas délibéré à ce sujet. L'avis de la chambre de commerce de Lyon, l'une des plus importantes de France, présidée par M. Aynard, député du Rhône, est ainsi conçu :

« La chambre de commerce de Lyon : Considérant que le monopole des assurances contre l'incendie et la création de caisses départementales agricoles subventionnées par l'Etat seraient onéreux pour les finances publiques ; que les propositions de MM. Bourgeois et Viger portent une grave atteinte à la liberté commerciale et à une industrie déjà existante ; qu'elles auraient pour résultat de restreindre l'esprit d'initiative individuelle qu'il convient, au contraire, d'encourager ; qu'elles marqueraient un acheminement très regrettable au socialisme d'Etat. A l'unanimité : Adopte le rapport qui précède, le convertit en délibération et décide qu'il sera adressé à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes. »

(1) La Société des agriculteurs de la Côte-d'Or a émis le 28 décembre 1895 le vœu « que la société insiste de toutes ses forces auprès des pouvoirs publics pour faire rejeter tous projets d'assurance par l'Etat ou par les départements. »

Ajoutons enfin que l'intérêt des agriculteurs est servi par la concurrence qui s'établit entre les compagnies à primes fixes et les caisses mutuelles créées ou encouragées par les syndicats agricoles et que, fréquemment, ces derniers ou les sociétés de crédit servent d'intermédiaires désintéressés entre leurs adhérents et les compagnies dont ils obtiennent d'importantes concessions.

En résumé, c'est à l'initiative privée qu'il faut laisser le soin d'organiser l'assurance des risques agricoles ; elle se développera, nous'en avons la certitude, peu à peu, d'une façon aussi satisfaisante que les autres branches d'assurances. Les syndicats et les sociétés de crédit y contribueront, car il est nécessaire d'étayer le crédit agricole par l'assurance agricole (grêle et mortalité des bestiaux).

Nous ne saurions mieux faire en terminant que de citer les paroles de M. Méline à un banquet offert par le syndicat agricole de l'arrondissement de Remiremont (1) qui a constitué à côté de lui une société de crédit agricole conformément à la loi de 1894 et une caisse d'assurance agricole contre la mortalité du bétail : « Messieurs, le jour où tous les arrondissements de France auront fait comme vous et suivi votre exemple, nous serons bien près d'avoir résolu le problème social et nous aurons résolu la question agricole. Car nous aurons donné à l'agriculture les deux choses essentielles qu'elle demande, ses deux points d'appui indispensables : des moyens plus puissants de production et une garantie efficace contre les risques, contre les accidents qui la désolent et qui

(1) A Saulxures-sur-Moselotte, le 15 août 1897.

la ruinent. Nous aurons ainsi doublé sa force et fait d'elle à la fois la première et la plus sûre de toutes les industries. »

Vu :

M. MONGIN.

Vu : *Le Doyen de la Faculté de Droit*
de l'Université de Dijon,

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Dijon, le 3 février 1898.

Le Recteur de l'Académie,

G. BIZOS.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION.....	1
Examen sommaire des moyens proposés avant 1894 pour procurer du crédit à l'agriculture.....	10
Garanties réelles.—Commercialisation.—Les banques ordinaires du commerce ne peuvent servir aux besoins du crédit agricole. — Banque centrale de crédit agricole. — Banque de France. — Associations de crédit mu- tuel. — Exemple de l'Allemagne (Schulze-Delitzsch, Raiffeisen, Union d'Offenbach).	
PREMIÈRE PARTIE. — Portée générale de la loi du 5 novembre 1894.	
CHAPITRE I ^{er} . — Des syndicats agricoles comme organes distributeurs du crédit personnel à l'agriculture. — Utilité de la loi du 5 novembre 1894.....	57
CHAPITRE II. — Historique de la loi.....	82
CHAPITRE III. — Nature juridique des sociétés de crédit agricole et des parts sociales.....	95
CHAPITRE IV. — Combinaison de la loi du 24 juillet 1867 avec la loi du 5 novembre 1894.....	121

**DEUXIÈME PARTIE. — Constitution et publicité
des Sociétés de crédit agricole.**

CHAPITRE I ^{er} . — Entre quelles personnes peuvent être formées les sociétés de crédit agricole :	139
CHAPITRE II. — Du capital social	161
CHAPITRE III. — Rédaction des statuts	191
CHAPITRE IV. — Formalités de publicité	246
CHAPITRE V. — Règles spéciales aux sociétés de crédit agricole à capital variable	261

**TROISIÈME PARTIE. — Fonctionnement des
sociétés de crédit agricole.**

CHAPITRE I. — Administration	271
CHAPITRE II. — Opérations	292
CHAPITRE III. — Dissolution	332
CHAPITRE IV. — Impôts	340
CONCLUSION. — Résultats de la loi du 5 novembre 1894	357

Banque centrale ou banques régionales de crédit. — De l'assurance agricole	363
---	-----

ERRATA

Page 7, ligne 9, *au lieu de* : qui est devenu... *lisez* : qui est devenue...

Page 42, ligne 6, *au lieu de* : à côtés des... *lisez* : à côté des...

Page 70, lignes 2 et 3, *au lieu de* : divisé 252 actions... *lisez* : divisé en 252 actions.

Page 80, lignes 11 et 12, *au lieu de* : c'est aux statuts... qu'incombent... le droit, *lisez* : c'est aux statuts... qu'incombe... le droit.

Page 100, lignes 24 et 25, *au lieu de* : les opérations de crédit constituant actes de commerce, *lisez* : les opérations de crédit constituant des actes de commerce.

Page 186, ligne 4, *au lieu de* : la société... sera... qu'après, *lisez* : la société... ne sera... qu'après.

Page 189, ligne 15, *au lieu de* : ils ne peuvent êtres exigés, *lisez* : ils ne peuvent être exigés.

Page 253, ligne 17, *au lieu de* : c'est si la société... *lisez* : c'est si la société.

